

Correspondance I Internationale

Revue mensuelle

Première année

Octobre 1980

Pologne

Au-delà des grèves...

L'une des vagues de grèves les plus importantes d'après-guerre en Europe vient d'avoir lieu en Pologne. Sa signification va beaucoup plus loin que des revendications de salaire et de réintégration des licenciés. C'est quelque chose de plus qui a été mis en question par le mouvement du prolétariat polonais: il s'agit de l'existence même de la caste bureaucratique qui gouverne cet Etat. *Correspondance Internationale* consacre à l'analyse de cette conjoncture 8 pages d'articles, de notes et un reportage exclusif d'Edmund Baluka, ex-président du Comité Central de Grève de Szczecin.

La marche à la révolution politique

par Victor Lepage

Les dirigeants les plus autorisés, aussi bien ceux qui ont été démis de leurs fonctions au sein du Parti et du gouvernement, que ceux qui les remplacent, ont dénoncé "Le fossé entre gouvernants et gouvernés, l'inefficacité du fonctionnement de la démocratie, l'absence de dialogue authentique avec la société". Ils ajoutent: "dans notre dialogue avec la société nous sommes trop souvent passés à côté de ses sentiments et de ses points de vue, notre dialogue a trop souvent été l'expression de nos désirs plutôt que le reflet des sentiments, des besoins et des problèmes des travailleurs et en particulier de la classe ouvrière. Les tensions dues à la centralisation progressive du processus de la décision, à la bureaucratie, à la détérioration du niveau de vie au cours des dernières années et à des conditions de travail plus difficiles. La protestation de la classe ouvrière (est motivée) par la répartition souvent injuste du re-

venu national, le nombre croissant de sujets tabou qui amènent une division de l'opinion de la nation en points de vue privés et officiels".

Qui décrit ce tableau, qui écrit cet article, un "trotskyste" qui citerait *La Révolution trahie* ou le Programme de la IV^e Internationale? Non, c'est un dirigeant du parti officiel, Tadeusz Fiszbach, premier secrétaire du Parti Ouvrier Unifié de Pologne (POUP) de la région de Gdansk dans l'hebdomadaire officiel du PC polonais *Polytika* (29/8/80).

Qu'est-ce que la Pologne?

Il est communément établi de qualifier le régime social polonais et dans les pays de l'Est de "socialiste". La réalité est plus complexe. "Pays socialiste"? Ce n'est vrai que partiellement. Cela l'est dans la mesure où les grands

moÿens de production sont propriété d'Etat. En Pologne, capitalistes et propriétaires fonciers ont été expropriés. Et avec le régime social, basé sur la propriété d'Etat, ont été construites les grandes usines et entreprises, concentrant un prolétariat jeune, qualifié, élevé à la culture, alors qu'avant la guerre sous la domination des capitalistes et des propriétaires fonciers, les masses laborieuses étaient vouées à l'ignorance, à l'analphabétisme, au chômage permanent pour des centaines de milliers d'entre eux.

L'explosion de la classe ouvrière polonaise n'est en rien dirigée contre les conquêtes socialistes. Pour preuve nous citerons la réponse d'un membre du Comité inter-entreprise de la région minière de Katowice (Silésie) questionné par le correspondant du journal français *Le Monde* (5/9/80): "Nous ne sommes pas contre le

(suite page suivante)



L'affiche dit: Exigeons des syndicats libres, indépendants du parti et de l'Etat

Amérique centrale

L'isthme de feu



En 1823, un obscur fonctionnaire du gouvernement des Etats-Unis a énoncé les principes de la politique du *fruit mûr*, qui ensuite seront appliqués à feu et à sang sur les peuples d'Amérique centrale. Quincy constatait quelque chose d'évident: un fruit tombé par la force du vent ne pouvait que tomber sur le sol par la force de gravité. Ainsi, disait-il, les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes doivent graviter, nécessairement, autour des Etats-Unis. Depuis lors, les Américains ont employé tous les moyens pour imposer le *fruit mûr* dans la région. La preuve en est donnée par le rapport d'une association internationale de juristes, selon laquelle les forces de la junte de gouvernement du Salvador ont massacré 3 277 personnes pendant le premier semestre de cette année. Depuis la chute de Somoza, le Salvador devient l'épicentre de la lutte dans l'isthme et prend chaque jour un caractère plus violent, avec la résistan-

ce du mouvement des masses contre l'offensive gouvernementale. "Nous avons cent mille hommes préparés pour le choc final" a déclaré récemment Salvador Carpio, commandant des Forces Populaires de Libération (F.P.L.). L'Amérique centrale est en flammes et aucun des pays qui la composent n'est à l'écart de l'internationalisation des conflits sociaux. Le pacifique Costa-Rica commence à vivre des jours nerveux: pendant la dernière grève des travailleurs "bananiers", le gouvernement de Carazo a été obligé de réprimer le mouvement avec violence. Au Panama, le plan Carter rencontre aussi des problèmes. Au Nicaragua, la bourgeoisie se prépare à de nouveaux affrontements politiques, dans l'ombre du Gouvernement de Reconstruction Nationale. C'est cette situation que tentent de retracer nos correspondants et nos envoyés spéciaux dans les six pages de cette revue.

Bolivie

Une fois de plus, une brève étape de l'histoire bolivienne a eu comme épilogue un coup d'Etat ultra-réactionnaire, dirigé par le Haut Commandement des Forces Armées. Une fois de plus, l'héroïque classe ouvrière bolivienne, à la tête des paysans et du peuple, a opposé aux "golpistes" une résistance tenace. *Correspondance Internationale* analyse les causes et les perspectives du *golpe* du général Garcia Meza, donne des nouvelles directes de la résistance et le récit d'un témoin de l'assassinat du dirigeant socialiste Quiroga Santacruz. (Voir nos informations pages 20 et 21).

Iran

Ce que Carter n'a pas pu obtenir par son intervention ratée, il essaie aujourd'hui de l'atteindre par l'intermédiaire de son pion irakien qui a envahi l'Iran. Mais maintenant c'est beaucoup plus grave: il s'agit d'une agression en règle pour noyer dans une mer de sang le défi de la révolution iranienne. Les étincelles de cet incendie révolutionnaire commencent à se disperser dans toute la région. C'est pour l'éteindre que s'est constituée une Sainte Alliance anti-Iran, où la bureaucratie soviétique et les gouvernements féodaux et bourgeois arabes joignent leurs efforts à ceux des Etats Unis. (Voir articles pages 28 et 27).

Conférence
Mondiale

Au cours de sa dernière réunion élargie, en août dernier, le Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale a convoqué une Conférence Mondiale ouverte pour le mois de décembre. A cette Conférence seront discutées, entre autres, les Thèses pour la reconstruction de la IV^e Internationale, un document programmatique central qui a été approuvé à la dernière réunion du Comité Paritaire. (Voir nos informations page 25).

La marche de la révolution politique

par Victor Lepage

(suite de la page antérieure)

socialisme". Un autre membre du MKS(1) précisait: "Le système en tant que tel est le meilleur qu'on puisse imaginer. Mais il faut changer la façon dont est exercé le pouvoir et que ces gens qui ont des comptes en Occident cessent de s'enrichir". Un autre: "Moi je ne veux pas m'acheter une Mercedes ni même une Volkswagen, mais que les femmes des grévistes n'aient plus à faire la queue devant les magasins, et que les gens vivent convenablement".

"Ces gens qui ont des comptes en Occident", ce sont ceux tels que le Président du comité polonais pour la radio et la télévision relevé de ses fonctions le 23 août, parce qu'on a découvert qu'il possédait une villa sur la Côte d'Azur française! Ces gens font partie de cette caste de bureaucrates dont fait partie Tadeusz Fiszbach qui expulse les travailleurs du contrôle de la gestion de la propriété socialiste, c'est cette caste privilégiée qui décide cette "répartition souvent injuste du revenu national". Autrement dit, qui empêche une fraction croissante du revenu national pour vivre comme des "bourgeois rouges" comme les dénoncent les travailleurs polonais. Cette caste de bureaucrates s'appuie sur une police politique jouissant de privilèges exorbitants.

L'explosion de colère de la classe ouvrière polonaise n'est pas dirigée contre la société où la propriété privée des moyens de production a été nationalisée, après expropriation, mais contre le régime politique qui a vu des bureaucrates avides accaparer les fonctions communes de gestion de l'Etat. Ces privilégiés nommés par eux-mêmes, le Kremlin veillant à leur sélection, se sont constitués en bureaucratie, ayant "acquis" des intérêts particuliers antagoniques non seulement à ceux des travailleurs, mais antagoniques à la propriété d'Etat qu'ils gèrent de la façon la plus effroyable, à tel point que la grève a d'ailleurs contraint le 1er secrétaire de Gdansk lui-même à dénoncer cette gestion bureaucratique.

Les faits sont là: ce que veulent les travailleurs, ils le disent eux-mêmes: "Nous ne sommes pas contre le système socialiste, tout ce que nous voulons c'est diriger nos usines et nos syndicats". Ce qu'ils ne veulent pas ce sont des "directeurs" arrogants privilégiés qu'ils commencent à chasser des usines. Ce qu'ils ne veulent plus ce sont ces 100 membres de la police politique de sécurité intérieure que les mineurs ont chassé de leurs mines.

Le plan conjoint de l'impérialisme et des sommets de la bureaucratie

Quel crédit la classe ouvrière polonaise peut-elle accorder à cette "autocritique" de ce premier secrétaire de Gdansk qui après Babiuch limogé, et avant Kania, promet des réformes? Gomułka en 1956 et Gierek en 1970 avaient également promis des réformes. Mais quelles réformes?

Un des hauts dignitaires de la bureaucratie, Rakowski, rédacteur en chef de *Polytika*, membre du CC du parti stalinien (POUP) se présente comme un "réformiste". Il a écrit un article dans *Polytika* au début juillet. Dans cet article Rakowski critique les polonais qui sont appelés à "vivre dans du coton", les travailleurs "trouvant immoral de travailler dur, nombre d'entre eux ne font quasiment rien dans les bureaux et les usines". Il faut, poursuit-il, que le parti "adopte un programme de changements structurels, clairs, et compréhensibles pour les ouvriers. Seul un tel programme pourrait créer un climat psychologique qui pourrait faciliter les choses pour aiguillonner les gens vers un rejet de tous ces phénomènes qui rendent si difficiles à surmonter les difficultés actuelles".

Ce "grand dirigeant" non seulement est resté en place, mais sa situation dans la hiérarchie s'est améliorée avec le "brillant retour au sein des instances dirigeantes de Stefan Olszowski", partisan d'un programme de "réformes économiques". Gierek avant d'être limogé, reconnaissait qu'Olszowski avait raison. Ainsi les "réformateurs", salués par toutes les autorités et la presse bourgeoise internationale, ont pour programme un programme visant à faire retomber sur les épaules des masses laborieuses, toutes les charges et les difficultés de leur gestion bureaucratique de l'économie laquelle gestion est source de leurs privilèges. L'organe de l'impérialisme américain, le *Herald Tribune* (25/8/80) ne s'y trompe pas. On y lit: "Vu les problèmes économiques extraordinaires de la Pologne, un certain nombre d'experts tant sur place qu'à l'étranger pensaient qu'une réforme économique fondamentale était le premier point à l'ordre du jour... Cela signifierait presque certainement soumettre l'économie polonaise à la discipline du marché mondial, un changement qui (doit) signifier des prix bien plus élevés des mar-

chandises de première nécessité et la fermeture de certaines industries... Certains commentateurs polonais ont écrit qu'il fallait prendre ce risque. De hauts fonctionnaires américains se sont demandés en privé la semaine dernière si les événements de Pologne ne pourraient pas presager une ère politique nouvelle... Si la crise actuelle se résout en douceur, ont-ils suggéré, le résultat pourrait bien être un nouvel ordre social au sein de la Pologne et en même temps et en temps voulu au sein du bloc (soviétique) tout entier. Il y a des implications annexes pour le système du bloc, si la situation n'explose pas, a dit un haut fonctionnaire. Les sociétés capitalistes et communistes diffèrent quant à leurs priorités... Les polonais ont été protégés de ces pressions de l'économie mondiale (qui ont des conséquences pénibles, licenciements, chômage, etc.) qui affectent de manière routinière la vie des travailleurs de l'automobile (aux USA) ou les fermiers du Brésil".

Et c'est dans cet article de l'organe de l'impérialisme US dont nous publions les extraits qu'est salué le réalisme de Rakowski, lequel, répétons-le à vu son poids politique renforcé par la nomination avec la grâce du Kremlin des Olszowski. Tous ces apôtres de la réforme économique cherchent à confisquer la grève généralisée polonaise qui ne vise certainement pas au retour de la propriété privée, programme que prescrit l'impérialisme américain et dont ils se font l'écho.

Dans cette tâche difficile, ils ont l'appui de l'Eglise polonaise, qui avec la bénédiction du pape revendique le retour "à la propriété privée de la terre" (avant la guerre et pendant la guerre, l'Eglise polonaise était un des principaux propriétaires terriens) structurant en liaison avec la bourgeoisie une agriculture semi-feodale.

Le programme des réformes de la bureaucratie est clair: il conduit à intégrer l'économie polonaise au marché mondial, à la liquidation de la propriété d'Etat, au retour à la propriété privée. Avec cynisme, l'organe de l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin signifient au prolétariat polonais: cela signifiera des hausses de prix encore plus importantes, cela signifiera la liquidation d'industries, cela signifiera le chômage.

On lit dans le programme de la IVème Internationale rédigé sous la direction de Léon Trotsky, adopté en 1938: dans la bureaucratie "les éléments contre-

révolutionnaires dont le nombre augmente sans cesse expriment de façon de plus en plus conséquente les intérêts de l'impérialisme mondial. Ces candidats au rôle de compradore pensent non sans raisons, que la nouvelle couche dirigeante ne peut assurer ses positions privilégiées qu'en renonçant à la nationalisation, à la collectivisation et au monopole du commerce extérieur, au nom de l'assimilation de la civilisation occidentale, c'est-à-dire du capitalisme". Rakowski après le limogage de Gierek est intervenu à la télévision pour condamner la "Révolution". Mais quelle autre réponse la classe ouvrière polonaise peut elle donner, pour se défendre contre le programme contre-révolutionnaire dont Rakowski et la bureaucratie sont l'expression?

Pouvoir ouvrier contre le Pouvoir de la bureaucratie

Quelle signification et quelle portée ont la constitution des MKS (Comités inter-entreprises de grève)? C'est à ces questions qu'il faut présentement répondre pour définir les perspectives ultérieures.

L'acharnement de la bureaucratie d'inscrire que ne saurait être contesté le "rôle dirigeant du parti" à cette seule signification. Pour défendre ses privilèges de caste incontrôlée, la bureaucratie doit interdire toute forme d'organisation indépendante de la classe ouvrière et des masses travailleuses en général. Elle doit atomiser la classe ouvrière.

C'est ainsi que les revendications démocratiques élémentaires, droit d'organisation, droit de constituer des syndicats libres, indépendants de l'Etat et du "parti dirigeant", droit de grève, abolition de la censure, liberté d'expression, se dirigent nécessairement contre la bureaucratie, laquelle ne peut exercer son pouvoir (source directe de ses privilèges) que sous une forme "totalitaire" qui lui permet en refusant de faire droit aux revendications, de faire retomber tout le poids des "erreurs et déficiences" de sa gestion sur les épaules des masses laborieuses. La grève généralisée à partir de la grève générale des ports de la Baltique et

Piquets devant l'une des entreprises en grève

Patrick Damien (Atelier Presse Illustration)

C'est ainsi qu'ils ont lutté

Février 1980: Première grève dans un atelier des chantiers navals Lenine pour protester contre la mutation d'Anna Walentynowicz, militante des syndicats libres.

1-2 Juillet: Des grèves éclatent à Ursus (banlieue de Varsovie) et à Tezew, dans la région de Gdansk, contre l'augmentation des prix de la viande.

10 Juillet: Deuxième vague de grèves. Plus de trente entreprises ont arrêté le travail et peu à peu, le mouvement se généralise sur la côte, dans la région de Lodz (centre du pays) et de Rzeszow. Les vingt mille ouvriers de l'usine automobile Zerant sont notamment en grève.

18 Juillet: Le bureau politique du P.O.U.P. appelle à la discipline mais la grève générale éclate pour deux jours à Lublin (300.000 h). Une centaine d'arrêts de travail qui l'emportent parfois partiellement ont lieu tout au long du mois.

7 Août: Varsovie n'est pas épargnée et les éboueurs s'y mettent en grève une semaine.

La grève

14 Août: Grève des dix-sept mille ouvriers des chantiers navals Lenine de Gdansk pour protester contre le licenciement d'Anna Walentynowicz. Ce chantier devient comme le phare du mouvement, il ne reprend pas le travail en dépit d'une satisfaction partielle de ses revendications par la bureaucratie et le lendemain, la ville est complètement paralysée par une grève des bus.

18 Août: On assiste à des concentrations de soldats dans la région de Gdansk, Henry Jablonski, président de la Pologne adresse un appel "à tous les travailleurs honnêtes" pour qu'ils s'opposent aux dirigeants de la grève et Gierek déclare dans son discours télévisé que les revendications politiques sont l'effet de l'action "d'anarchistes et d'irresponsables" et qu'"aucune action menaçant les fondements de l'ordre politique et social de la Pologne ne sera tolérée".

20 Août: La grève continue à s'étendre et 270 usines ont maintenant cessé le travail à Gdansk. 62 intellectuels appellent à la solidarité avec les grévistes et défendent le droit de former des syndicats libres. Le Comité Central de Grève de Gdansk refuse le principe de toute négociation séparée, usine par usine. Le gouvernement fait arrêter une quinzaine d'animateurs du K.O.R. dont Jacek Kuron et Adam Michnik.

21 Août: 10 entreprises de Gdansk seulement continuent à travailler et le gouvernement change déjà de négociateur auprès des grévistes, Jagielski remplaçant Pyka.

22 Août: La libération des emprisonnés du 20 devient la revendication centrale des grévistes et à 19 heures, un premier contact officiel a lieu entre les deux camps. L'Eglise déclare par l'intermédiaire de Mgr Maczmarek: "la poursuite des arrêts de travail serait contraire au bien social".

23 Août: La grève commence à s'étendre dans les mines de Silésie et les négociations sont entamées à 19 heures à Gdansk tandis que des hauts-parleurs retransmettent à tous les ouvriers massés à l'extérieur les discussions. Jagielski défend le point de vue de la bureaucratie face aux représentants des grévistes qui restent muets.

24 Août: Nouvelle intervention de l'Eglise: "Les grèves ne servent pas votre bien, ni vos familles". A 20 heures, Gierek présente à la télévision la décision des bureaucrates: bureau politique "rema-

nié", une moitié du gouvernement démissionnaire et le Premier ministre Babiuch remplacé par Pinkowski. Sentiment unanime des grévistes: "Continuons le combat".

25 août: Pas de tout impressionnés par le "replâtrage" gouvernemental, les ouvriers et leurs dirigeants refusent de reprendre les négociations tant que les communications téléphoniques ne seront pas complètement rétablies, ce que le gouvernement doit finalement accorder.

26 août: La grève se généralise dans toute la Pologne, des MKS se construisent un peu partout dans le pays et les négociations reprennent. La bureaucratie promet la reconnaissance du droit de grève tandis qu'à la télévision, le cardinal Wyszynski déclare: "Il n'y a rien sans le travail... Les revendications ne peuvent être satisfaites sur-le-champ".

27 Août: L'agence Tass dénonce "les éléments anti-socialistes qui sévissent en Pologne".

28 Août: Les représentants du gouvernement disent accepter le "principe des syndicats libres", mais à la condition que ceux-ci n'aient pas "d'activité dirigée contre le système" et qu'ils reconnaissent "le rôle dirigeant du parti". Walesa voit sa proposition de faire un appel à la télévision conjointement avec le gouvernement contre l'extension des grèves rejetée par le praesidium du MKS.

29 Août: Nouvelle offensive des bureaucrates. Le rédacteur en chef de la télévision déclare: "Il n'y aura plus aucune concession". Le MKS a rédigé une base d'accord qui reprend l'exigence de syndicats libres mais aussi les limites que veut y apporter le gouvernement.

30 Août: Une fois que l'accord signé entre Walesa et Jagielski est connu, l'Assemblée Générale du MKS est très houleuse. Un tiers des délégués repoussent ce texte qui outre les limites portées à l'activité des syndicats, ne les instaure que dans la région de Szczecin-Gdansk.

31 Août: Après une journée de négociations à Gdansk, l'accord est signé avec la bureaucratie et, alors que Walesa avait pour le moins fait preuve de ténacité sur ce point la veille, Jagielski doit s'engager à ce que les prisonniers politiques dont les travailleurs viennent de dresser la liste soient libérés le lendemain.

1er septembre: La grève continue en Silésie et les travailleurs de cette région y revendiquent tous les mêmes droits que ceux de Gdansk.

2 septembre: de 50 000 la veille, le nombre des mineurs en grève passe à 350 000. Le MKS refuse l'envoyé du gouvernement qu'il faut donc changer et, si le soir les bureaucrates acceptent plusieurs de leurs revendications "économiques", les représentants des grévistes refusent de signer l'accord.

Ils ont gagné

3 septembre: Entièrement réécrit par le MKS, l'accord est finalement signé à 5 h 40 du matin. Il va bien plus loin que celui de Gdansk, prévoyant son application à toutes les mines du pays, alignant les allocations des travailleurs sur celles de la milice (6 à 10 fois plus que la moyenne) et consacrant le renvoi d'un directeur détesté.

5 septembre: on annonce à Varsovie que Gierek a eu une crise cardiaque et peu après, celui-ci est remplacé au poste de secrétaire général du P.O.U.P. par Stanislas Kania.



Jagielski, vice-premier ministre, passe entre les grévistes pour signer l'accord

Patrick Damien (Atelier Presse Illustration)

Patrick Damien (Atelier Presse Illustration)

les organes de la grève généralisée, les MKS, ont donc en premier lieu comme signification et portée la volonté de la classe ouvrière de surmonter l'atomisation bureaucratique. La revendication de syndicats libres traduit la volonté des travailleurs de s'organiser indépendamment de l'Etat et des partis bureaucratiques pour faire valoir contre la bureaucratie leurs droits. Ce ne sont pas seulement les ouvriers, mais à leur suite médecins, avocats, instituteurs, etc., qui revendiquent ce droit.

Toutes les catégories de travailleurs, et de la population laborieuse en revendiquant ce droit, posent ouvertement - dans les faits - la liquidation des syndicats officiels, lesquels sont rouages de l'appareil d'Etat bureaucratique.

Le fait que toutes les catégories de travailleurs posent ouvertement le problème de la construction d'une centrale syndicale libre, pose le problème de la liquidation de la centrale syndicale officielle rouage de l'appareil d'Etat bureaucratique. C'est ainsi que la liquidation des syndicats officiels, organes de l'appareil bureaucratique sans lesquels la bureaucratie ne peut atomiser la classe ouvrière, sans lesquels donc elle ne peut défendre ses privilèges de caste privilégiée contre la classe ouvrière, bureaucratique.

Syndicats libres et syndicats officiels ne sauraient coexister. Mais sans les syndicats "officiels" rouages de l'appareil d'Etat la bureaucratie ne saurait gouverner. La revendication de l'abolition

Classe ouvrière et bureaucratie

L'acharnement de la bureaucratie à imposer le rôle dirigeant du parti n'a pas d'autre signification que celle-ci: préserver l'instrument de la caste privilégiée, qui doit pour le moment reculer devant le mouvement des masses, cela en espérant reprendre à terme - plus ou moins rapidement - le contrôle de la situation. Mais cet acharnement se heurte à l'acharnement au moins égal des travailleurs opposer cette exigence.

Les grévistes de Gdansk et d'ailleurs comprennent parfaitement, ils le comprennent toujours, que s'ils ont remporté une grande victoire contre la bureaucratie, l'exigence de reconnaître le "rôle dirigeant" du parti bureaucratique ouvre la voie à la confiscation de cette victoire... Comme en 1956 et 1970.

C'est ainsi que "la base", la masse des grévistes et une partie du MKS de Gdansk s'opposent au "Praesidium" qui a accepté de reconnaître au POU la vocation de "rôle dirigeant".*1 Vocation du POU que, pour ses raisons propres, l'Eglise est amenée à reconnaître. Signalons également que dans le protocole signé par le MKS de Szczecin et le gouvernement ne figure pas la reconnaissance du rôle dirigeant du Parti. Mais déjà un nouveau processus s'amorce. L'envoyé spécial du journal *Le Monde* (5/9/80) rapporte: A Katowice, il demande à un membre du Comité de grève "membre du parti, membre de surcroît du plénum de la mine (du POU) et chargé de la propagande: vous êtes un traître au parti alors. Réponse: certainement pas. Je suis fidèle au Parti, mais comme disait Lénine, qui n'était pas un idiot, le but est de donner le pouvoir à la classe ouvrière". C'est le même qui ajoutait "Moi, je ne veux pas m'acheter une Mercedes ni même une Volkswagen, mais que les femmes des grévistes n'aient plus à faire la queue devant les magasins et que les gens vivent convenablement".

Un autre membre du même comité de grève "sans parti" déclara:

Perspectives

Les adjurations et menaces de Brejnev annoncent que la bureaucratie, en rappelant au nom de la fidélité au prétendu "internationalisme prolétarien" (lequel dans la bouche des privilégiés n'est autre que la volonté de faire accepter par les masses la pérennité des privilèges) cherchent à regrouper ses forces et celles de son agence polonaise pour, si elle le peut, "normaliser" la situation comme en Tchécoslovaquie.

Le peut-elle? Il nous faut définir les éléments qui permettent de répondre à cette question. D'abord les répercussions dans les pays de l'Est. Que ce soit en Roumanie, en Hongrie, en Bulgarie, en Allemagne de l'Est les problèmes de nature identique à ceux de Pologne se posent au regard des relations entre la classe ouvrière et la bureaucratie.

Déjà la revendication des syndicats libres a conduit l'ouvrier Klebanov en Union soviétique dans un hôpital psychiatrique spécial.

En Roumanie également la répression est tombée pour le même motif. En Roumanie des mouvements de grève ont été signalés. Et cette revendication qui sourd de toutes parts se lie très étroitement à la détérioration de la situation économique, partiellement (mais largement) conséquence de

de la censure, celle de la libération de tous les détenus politiques qui a été arrachée par la grève généralisée, le droit de s'exprimer à la télévision, etc... indiquent clairement le cours que cherche à prendre le mouvement de la classe ouvrière: il s'agit de restaurer le pouvoir de la classe ouvrière, qui s'affirme dans les MKS face au pouvoir chancelant de la bureaucratie. C'est ainsi que le MKS, représentation de classe du prolétariat et des masses laborieuses, prend un double contenu.

D'un côté comme syndicat ouvrier libre, indépendant de l'Etat, le MKS a vocation de défendre les intérêts et revendications des travailleurs.

De l'autre parce qu'il s'organise face à l'Etat bureaucratique, dans sa volonté de se centraliser en centrale syndicale indépendante, sur les ruines de la centrale officielle, rouage de l'appareil bureaucratique, il se pose comme centre unifiant les efforts des ouvriers pour en finir avec l'Etat bureaucratique pour changer le régime politique existant.

Cela parce que quelle que soit la conscience actuelle que les travailleurs en ont, le MKS, qui au départ se construisait comme comités d'usines, a rapidement débordé ce contenu, en commençant à débattre ainsi que nous le montrons par ailleurs les problèmes politiques de toute la société. Cela en dépit du poids prépondérant (pour le moment) de l'Eglise, qui par ailleurs comprend fort bien, pour s'y opposer, la vocation "soviétique" des MKS.

re: "Nous voulons améliorer les choses, les syndicats indépendants joueront le rôle du parti d'opposition, qui n'existe pas en Pologne et créeront une libre concurrence entre deux représentations". Ces deux déclarations nous amènent au cœur du problème. Les masses laborieuses luttent "pour la liberté des syndicats et des comités d'usines, pour la liberté de réunion et de la presse (qui se développera en lutte pour la reconnaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique... La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes par leurs libres suffrages montreront quels partis sont soviétiques". Les grévistes de Pologne, dans leur masse, n'ont certainement pas connaissance du Programme de transition de la IVème Internationale, dont nous extrayons ces mots d'ordre. Ils avancent instinctivement dans la voie tracée par l'analyse théorique.

De même les militants du Parti, membres du MKS des mines "infime minorité, constituent néanmoins les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui reflètent passivement il est vrai les intérêts socialistes du prolétariat" (Programme de la IVème Internationale) parce qu'ils se refusent à rester des privilégiés. Mais le processus conjoint des masses laborieuses qui refusent le "rôle dirigeant du parti", veulent défendre les conquêtes socialistes, et le processus de "l'infime minorité des militants reflétant passivement les intérêts sociaux du prolétariat" espérant encore la réforme du "Parti" va se heurter à la "réforme de Rakowski", celle qui cherche à lier les couches supérieures de la bureaucratie et à l'imperialisme avec la bénédiction de l'Eglise. Et ce heurt a abouti au 14ème Congrès du parti stalinien tchécoslovaque à la volonté de la base de créer "un nouveau parti" contre le parti bureaucratique (2).

la gestion bureaucratique. Comme en Pologne.

En écho aux grèves ouvrières de Pologne, le PC (roumain) considère que les grèves et les revendications portent atteinte "à l'intérêt supérieur de la nation". Les syndicats (officiels rouages de l'appareil d'Etat) représentent "un des leviers principaux par lequel la classe ouvrière exerce son rôle de force dirigeante dans la société", écrit l'organe du PC roumain inquiet des répercussions des grèves polonaises ajoutant: "Les phénomènes négatifs enregistrés en Pologne peuvent apparaître n'importe où (ils sont largement apparus en Roumanie, NDLR), le dépassement de ces difficultés réclame un travail incessant, un esprit d'ordre, le renforcement de la discipline et l'union étroite des efforts du peuple entier. Des interruptions de travail, des grèves ne peuvent que compliquer les problèmes". La direction du PC roumain parle exactement comme parlait Gierek à la veille et au début des grèves généralisées et ce pour les mêmes motifs qui se résument à cette constatation que les dirigeants roumains sont contraints d'avouer "les objectifs du plan d'Etat qui (seuls peuvent) garantir les biens nécessaires à la satisfaction des besoins de la population" ne sont pas atteints.

En Bulgarie au mois de mai au cours d'une réunion tenue en présence de Jivkov, Premier secré-



Gdansk, les journaux de la grève arrivent

taire du PC bulgare, il a été constaté que "des problèmes se posent sur la qualité des services et l'approvisionnement dans les établissements commerciaux". Rien n'a été changé depuis constate la presse bulgare, et les queues s'allongent devant les boutiques. Le directeur général de la société d'Etat chargée de la commercialisation a dû fournir des explications au sujet des difficultés d'approvisionnement en fruits et légumes qui sévissent dans toute la Bulgarie. Il lui a été enjoint par les instances dirigeantes de l'Etat de punir ceux qui "enfreignent la discipline socialiste". Les organes de l'Etat pourront pénaliser les employés des magasins et ateliers en cas de mauvaise qualité des services. "Les salaires de ces employés pourront être amputés jusqu'à 20%". En Bulgarie, comme en Pologne et en Roumanie, la bureaucratie ne connaît qu'un ennemi: les travailleurs.

Chacun se félicite de la "gestion prudente" de Kadar dont le pouvoir est protégé par les divisions et chars russes depuis 1956. Il reste que la bureaucratie sous sa houlette, a décidé des augmentations massives des prix des objets de consommation pour appliquer sa politique "des coûts réels de production". Autrement dit les charges de la gestion bureaucratique doivent retomber sur les épaules des masses laborieuses. La Hongrie est calme lit-on dans toute la presse internationale. La bureaucratie n'est pas assurée. Au récent congrès du parti, le secrétaire général des syndicats s'est montré inquiet des répercussions de ces réformes économiques, enjoignant au parti de bien veiller à ce que les syndicats

soient réellement "une courroie de transmission" des décisions de la bureaucratie pour "défendre la réforme auprès des travailleurs", ajoutant que les syndicats devraient être les "défenseurs des travailleurs auprès du pouvoir". Ce que Gierek n'a pu réussir, Kadar ne l'atteindra pas car il est impossible que les syndicats officiels, rouage de l'appareil d'Etat bureaucratique, puissent défendre les intérêts des travailleurs auprès du "pouvoir".

La revendication des syndicats indépendants de l'Etat et du parti bureaucratique est au centre des relations entre la classe ouvrière et la bureaucratie, dans tous les pays de l'Est, y compris en Union soviétique. Et en URSS, en dépit de l'énorme répression qui a sévi contre les tentatives de création de syndicats indépendants, malgré le démenti de l'organe officiel des syndicats étatisés Troud, il se confirme que non seulement une grève a eu lieu dans l'usine automobile de Togliattigrad, mais d'autres grèves ont été signalées. Comment en serait-il autrement lorsque Troud informe que les mineurs de Rospadskia dans le Kouzbass, travaillent souvent 7 jours sur 7... Les heures supplémentaires ne sont pas même payées au tarif légal. Le code du travail en URSS stipule "le travail les jours fériés est interdit", mais un autre article du code établit que "le travail les jours fériés" ne peut être effectué qu'avec "l'accord de la section syndicale d'entreprise". Laquelle est la section d'un syndicat officiel de la bureaucratie donc automatiquement "section" chargée par la bureaucratie de gérer la mine au compte des intérêts de la caste

privilegiée de faire travailler 7 jours sur 7 les mineurs.

Dans la Silésie polonaise, les mineurs ont subi. Jusqu'au moment où ils n'ont plus accepté de subir. Ils ont constitué leur MKS, ils ont constitué avec les autres entreprises le MKS régional et avec tous les travailleurs polonais, ils veulent construire leur centrale syndicale libre indépendante du pouvoir et du parti bureaucratique. Peut-on douter un seul instant que c'est là la revendication des travailleurs soviétiques? Ceux qui savent voir, ceux qui lisent "quand les masses soviétiques qui paraissent superficiellement résignées et apathiques se mettent en mouvement, elles iront jusqu'au bout conformément à leurs traditions (1905-1917), plus rien ne pourra les arrêter". Notre correspondant ajoute "en ce qui concerne l'armée, je pense que la masse des soldats se rangera aux côtés des prolétaires dans la Révolution".

Si effectivement la disposition des travailleurs des pays d'ou le capitalisme et les propriétaires fonciers ont été expropriés est mesurée par les événements de Pologne, l'URSS, pays de la révolution d'Octobre, qui a vu la dégénérescence bureaucratique du premier Etat ouvrier est au cœur des problèmes de la Révolution politique qui à partir de la grève de la Stalin Allee-Berlin Est 1953- de la Révolution hongroise des Conseils et des événements de Pologne en 1956, du printemps de Prague" (1968) de la grève générale des ports de la Baltique (1970), des mouvements de 76 en Pologne) vient de franchir une nouvelle étape avec les grèves généralisées de Pologne de 1980. Il suffit de suivre l'historique qui conduit à cette nouvelle étape pour comprendre le cours que les événements prendront à un moment, ou à un autre dans les pays de l'Est dans la confrontation prolétaires-bureaucraties 1956, 1970, et 1976 précèdent les grèves d'août 1980, elles-mêmes préparées depuis le début de l'année. Le cours suivi par cette montée du mouvement de masses est retracé dans la note qui accompagne cet article (Comment ils se sont battus).

Ce serait méconnaître la marche de l'Histoire que de penser que les développements de la révolution politique en Pologne, annonceurs de la montée de la révolution politique en URSS et les autres pays de l'Est se poursuivra sur une ligne constamment ascendante. Avant d'exposer brièvement les forces qui ne manquent pas d'entraver son cours, constatons que le niveau des luttes de masse en Pologne est supérieur au niveau d'organisation politique. Il suffit de constater la part importante que des "experts" non élus par les grévistes ont pris dans les négociations. Pour une large fraction, ces "experts" catholiques ou membres réformateurs du POU sont liés au bureaucrate "libéral" Olchanski. Ce sont eux qui adjuraient les grévistes de respecter la "raison d'Etat", ce sont eux qui ont imposé la reconnaissance du "rôle dirigeant du parti" bureaucratique dans la société polonaise. Les conflits sur cette question qui se sont déroulés dans les MKS ont une importance politique énorme. Il reste que les ouvriers ont accepté l'exigence formulée par la bureaucratie, par l'intermédiaire des "experts libéraux". Cela est un premier aspect. Le deuxième: la part prépondérante jouée par l'Eglise qui bien que l'appela la reprise du travail lancé le 24 août par le cardinal légat du Pape, Wyzinski, en accord avec la bureaucratie, n'a pas été suivi, reste le "vide" créé par la désorganisation du pouvoir bureaucratique, la force politique principale structurant les couches qui cherchent les voies de la restauration capitaliste. Certes la hiérarchie catholique sait que dans

les conditions présentes il lui faut appuyer de toute sa puissance, le Parti bureaucratique et la bureaucratie contre la montée de la révolution politique. De même l'imperialisme mondial le comprend également fort bien, lui qui tout au long de la crise polonaise a apporté son soutien à la bureaucratie. Déjà en 1953, en 1956 et en 1968, l'imperialisme avait apporté un appui discret et efficace à la bureaucratie du Kremlin. Rappelons pour mémoire que les beaux temps de la "détente" se sont constitués dans les années qui ont suivi l'invasion de la Tchécoslovaquie. La bureaucratie est en crise. L'imperialisme est en crise: la défaite historique de l'imperialisme US au Vietnam, la montée révolutionnaire dans les pays capitalistes et dominés (Iran) étroitement reliées à la montée de la révolution politique conduit l'imperialisme et la bureaucratie à unir leurs forces contre-révolutionnaires contre les mouvements des masses, lesquelles prises dans les tenailles de la politique de coexistence pacifique sont amenées à rechercher à jeter bas l'ordre mondial contre-révolutionnaire établi à Yalta et à Postdam.

Un pronostic est toujours alternatif. Au moment où nous écrivons ces lignes, la bureaucratie, l'imperialisme, l'Eglise, doivent faire reculer le mouvement des masses. La bureaucratie du Kremlin ne peut tolérer la montée de la révolution politique qui pose son renversement comme sa tâche première. Invasion de la Pologne? C'est la courir un très gros risque qui ne sera pris que si la bureaucratie du Kremlin se trouvait face à un effondrement de son agence gouvernementale. La bureaucratie de Moscou, par l'Eglise et l'imperialisme, cherchera vraisemblablement à miner de l'intérieur le mouvement des masses. Ce qui ne sera pas simple. Une formidable victoire politique a été remportée par les masses contre la bureaucratie. Les masses ont contraint celle-ci, d'une part à discuter sur le terrain de l'action de classe et d'autre part, à lui faire accepter le principe de syndicats indépendants. De toutes façons, répétons-le: il n'y a pas de coexistence possible entre des syndicats officiels rouages de l'Etat, haïs, honnis par les travailleurs et une centrale syndicale indépendante de l'Etat et du parti. D'ores et déjà la voie de la réforme bureaucratique est coupée. D'ores et déjà, la voie du "nouveau parti", "le parti de la IVème Internationale qui seul peut régénérer le régime soviétique" (Programme de transition), est ouverte.

L'Histoire va encore suivre son cours douloureux. Il n'y a pas moyen d'y échapper. Construire le parti de la IVème Internationale dans le monde, reconstruire la IVème Internationale, qui guidera les masses à la victoire, telle est la tâche qui seule peut raccourcir les délais dans l'Histoire.

Notes

1- MKS: initiales de Miedzyszaklawego Komitetu Strajkowego (Comité de grève inter-entreprise), l'organisme qui dirige la grève. Il publie un bulletin: Jednosc (Unité).

2- Le XIVème Congrès du Parti Communiste Tchécoslovaque a eu lieu en août 1968, en pleine occupation soviétique. Il s'est réalisé clandestinement dans une usine de la banlieue de Prague, sous la protection des ouvriers. Dans sa résolution la plus importante, il revendiquait le droit de tendance au sein du parti, brisant ainsi le monolithisme imposé par la bureaucratie stalinienne



Les travailleurs manifestent leur confiance dans la victoire contre la bureaucratie.

Lettre de Pologne

Comment fonctionnent les MKS



Patrick Damien (Atelier Presse Illustration)

Commentaires sur les dernières nouvelles de la grève.

Comme vous l'avez constaté, depuis le début juillet, des grèves surgissent dans toute la Pologne. Ces grèves sont parfois totales et longues (Lublin) mais le plus souvent, elles se présentent sous une forme larvée: débrayages répétés, d'ateliers ou d'usines entières, arrêt presque total du travail par les travailleurs qui restent malgré tout à leur poste, discutant, cherchant à mesurer leur force.

Dans cette situation et dans ces discussions vont apparaître partout, quoiqu'isolément, les revendications qui constitueront les 21 points de Gdansk.

Ce mouvement va se cristalliser à l'occasion du licenciement d'Anna Walentynowicz et de mesures de sanction contre Lech Walesa, déjà plusieurs fois licencié de diverses entreprises pour avoir animé des grèves et des débrayages. Tout l'atelier concerné, puis tout le chantier naval, partent en grève, exigent la réintégration d'Anna Walentynowicz, et mettent aussitôt par écrit leurs revendications au fur et à mesure des propositions faites par les travailleurs. Dans le même temps ils désignent leurs délégués.

Le poids politique de la région de Gdansk, dans tout le proféta-

riat polonais, et particulièrement des chantiers navals, va faire basculer la situation qui murissait dans le pays. A Gdansk même, une quarantaine d'usines entrent en grève totale; leurs délégués forment avec ceux du chantier, le MKS.

A Szczecin, où la situation de grèves larvées est particulièrement développée, la nouvelle de la grève de Gdansk va agir comme un catalyseur. Plusieurs usines de la région envoient leurs délégués au chantier de S., qui aussitôt entre en grève. Là encore, désignation des délégués, non par un vote formel, mais par l'ensemble des travailleurs, et constitution d'un MKS à S.

Par la suite toutes les entreprises procéderont ainsi, au fur et à mesure de leur entrée dans la grève: élection d'un comité de grève par de larges A.G. d'ouvriers, puis désignation par ces A.G. ou par les comités de grève de 2 délégués pour le MKS, chargés de faire la navette entre celui-ci et leur usine.

Structures et fonctionnement

Les MKS de Szczecin et de Gdansk sont formés par l'ensemble des délégués d'entreprises; ils désignent parmi eux un *praesidium*, composé des militants les plus actifs, certains d'entre eux ayant déjà été membres du comité de grève en 1970-71. Le *praesidium* compte 18 membres à Gdansk, 7 à Szczecin. Le fonctionnement de ces deux organes ne suit pas des règles strictes. Les discussions dans le MKS et les décisions qu'il prend se déroulent comme la désignation du *praesidium*, c'est à dire sans votes véritables (éventuellement sur des motions contradictoires) mais par consensus général. Les débats du MKS sont en partie diffusés par hauts-parleurs dans tout le chantier. Ceux du *praesidium* sont secrets et ont lieu dans une salle distincte (à Gdansk). Ce mode de fonctionnement, ainsi que les navettes des délégués entre MKS et entreprises, expliquent que les informations ont circulé lente-

ment et incomplètement, voire parfois contradictoirement, même au niveau des délégués, à fortiori à celui des grévistes. De nombreux délégués du MKS arrivent à peine à suivre ce qui se passe. L'information de tous les grévistes et leur contrôle sur les délégués s'exerce néanmoins, d'une part au moyen des va-et-vient des délégués, d'autre part par l'intermédiaire des bulletins d'information des MKS *Unité* à Szczecin, et *Solidarité* à Gdansk) quotidiens à partir du 23 août et très largement diffusés.

Enfin le service d'ordre remplit en partie ces fonctions d'information et de contrôle. Le fonctionnement décrit ci-dessus peut faire croire à une organisation chaotique de la grève. En fait, celle-ci s'est développée tout à fait à l'inverse.

La raison en est simple: bien souvent les travailleurs dans leur usine, la population des régions de Gdansk et de Szczecin ont devancé les décisions ou propositions des MKS, tout en se couvrant de leur autorité.

C'est pourquoi dans la somme considérable des initiatives prises et des tâches d'organisation accomplies durant la grève, il est difficile de discerner celles dont la responsabilité revient aux MKS de Gdansk et Szczecin de celles que les ouvriers ont prises en charge eux-mêmes spontanément.

C'est à ce sujet qu'il est nécessaire de préciser le caractère réel du "service d'ordre". Extrêmement nombreux, organisé et discipliné, il reste presque en permanence dans le chantier naval où siège le MKS.

Il contrôle rigoureusement les entrées, même celles des délégués, plus encore celles des ouvriers du chantier et des journalistes, qui doivent présenter lors de chaque entrée et chaque sortie leur carte (du chantier ou de presse) ainsi que le laisser-passer délivré par le MKS, et renouvelable tous les jours par celui-ci. Cette rigueur se changera même parfois en réticence vis à vis des journalistes.

Il assure le même contrôle avec encore plus de minutie, à l'entrée du bâtiment du MKS, et à nouveau à l'entrée de la salle où se tient. Il surveille également le périmètre

des chantiers et veille à ce qu'aucun étranger ne s'éloigne vers les ateliers ou les quais.

Sur l'ensemble des tâches pratiques de protection et d'organisation de la grève, les responsables de ce service d'ordre (eux-mêmes organisés suivant une hiérarchie stricte) prennent seuls toutes les décisions.

Tous ces traits particuliers, reliés à l'ampleur des activités qu'ils couvrent, lui donnent davantage le caractère d'une milice ouvrière que celui d'un "service d'ordre" au sens habituel de ce mot.

C'est ce qui permet de comprendre que tout ce qui est présenté comme "décision du MKS" est en fait souvent une initiative de la milice ouvrière du chantier Lénine ou des assemblées dans les autres entreprises.

Les MKS organisent l'approvisionnement du chantier, mais aussi de tous les grévistes:

d'une part en envoyant des représentants ou des messages aux ouvriers de l'industrie alimentaire et des transports de toute la région afin d'éviter la pénurie;

d'autre part grâce aux dons en nature apportés continuellement par des paysans de la région, membres des *kholkoz*. De nombreux ouvriers de Gdansk ont été envoyés chez ces paysans et *kholkoziens* pour les aider à achever leurs récoltes.

Dans le même temps, ils interdisent toute consommation d'alcool pendant la grève, et de fait, il n'y aura pas un seul homme ivre dans les rues de Gdansk pendant la grève.

Les MKS éditent chaque jour leur bulletin d'information, imprimé sur les machines des chantiers. Ces bulletins reproduisent des textes de solidarité (individuels ou collectifs) adressés aux MKS, le compte-rendu des discussions, point par point, avec les commissions gouvernementales, ainsi que des articles en réponse à la presse officielle, des précisions sur l'extension de la grève, des informations sur certains des militants emprisonnés, ainsi que des mots d'ordre de la grève (Szczecin: "Socialisme progressiste, oui! Déviation, non!". "Les syndicats libres sont la protection des droits des travailleurs!"; et

enfin "Proletaires de tous les pays, unissez-vous!"

Tracts et journaux sont envoyés dans toute la région, parfois cachés, comme à Gdansk, dans des ambulances appelées au chantier "pour des soins urgents".

Régulièrement les hauts parleurs annoncent l'arrivée de nouveaux soutiens financiers venus de toute la région, malgré les difficultés financières communes à tous les Polonais. Ainsi à Szczecin, un retraité verse 270 Zlotys sur les 1270 qu'il touche mensuellement. Au total, ce sont des dizaines de millions de zlotys qui sont recueillis durant la grève.

Simultanément, les MKS s'emparent progressivement de tous les aspects de la vie sociale: à Gdansk, le MKS interdit (ou les travailleurs concernés interdisent en son nom) le ravitaillement en essence des voitures de la "milice" (police) de la bureaucratie; à Szczecin, il décide que le ferry-boat fonctionnera car il permet les contacts avec l'étranger, il fait procéder, dans le port, au déchargement des produits alimentaires disponibles, mais laisse paralysé tout le reste du port. Enfin, il saisit les entrepôts utilisés par l'armée pour ses réserves de nourriture.

Mais ils travaillent aussi à leur propre renforcement: le MKS de Szczecin décide d'échanger des délégués avec celui de Gdansk, avec la charge particulière d'étudier en détail le premier point des revendications. 3 délégués y sont envoyés, dont un reste à Gdansk, les deux autres revenant à Szczecin avec un délégué de Gdansk. A la veille de la signature des accords, alors que le MKS de Gdansk représente 520 usines en grève et reçoit une délégation des mineurs de Silésie rejoignant la grève, après qu'ils se soient adjoint des représentants des étudiants en grève et des intellectuels, le MKS de Szczecin (180 usines) reçoit une délégation de celui de Wrocław: "après l'arrivée des délégués du MKS de Wrocław, il a été décidé de transformer le MKS de Szczecin en comité de grève interrégional, regroupant les MKS de Szczecin, Wrocław, et Bydgoszcz".

Eric Martin

Les ouvriers de Szczecin parlent:

Nous publions ci-dessous des extraits de *Jednosc* (Unité), l'organe du MKS, Comité inter-entreprise de grève siégeant aux chantiers navals A. Warski (Szczecin). Les réunions du MKS de Szczecin se déroulent sous une bannière où sont inscrits les deux mots d'ordre suivants:

- Proletaires de tous les pays, unissez-vous!
- Socialisme progressiste, oui! Déviation, non!

Unité numéro 1, le 24 août 1980

"Aujourd'hui dimanche, septième jour de grève pour les chantiers navals et les nombreuses autres entreprises de Szczecin et sa région. Notre MKS représente actuellement 120 entreprises. Une partie d'entre elles sont obligées de travailler car leurs services sont indispensables à notre ville (...). Depuis le premier jour de grève, on a présenté aux représentants du pouvoir les revendications des grévistes contenues dans les 36 points déjà connus des habitants de Szczecin. La revendication la plus importante pour les grévistes est la fondation de syndicats libres et indépendants.

(...) Aussi bien les statuts des syndicats (de la bureaucratie, N.d.T.) qui définissent la soumission de ceux-ci au parti, que la violation du principe selon lequel les dirigeants syndicaux doivent être élus par leurs affiliés, rendent impossibles la garantie de la défense des droits des travailleurs. Dans une telle situation, on ne peut accepter aucune tentative de réforme de ces organismes, d'autant plus qu'en décembre 1970 comme au cours de la grève actuelle, la direction des syndicats ne s'est pas trouvée au côté des ouvriers en grève.

(...) Bien évidemment, la question du droit de grève et de la garantie de la sécurité personnelle des grévistes est étroitement liée à celle de la fondation des syndicats indépendants".

Unité, numéro 2, le 25 août 1980

"Le dimanche 24 août au soir ont été rendus publics certains changements à la direction du parti et du gouvernement. Nous considérons qu'il est indispensable que soient changés ceux qui ont prouvé qu'ils n'étaient pas capables d'occuper les postes de direction qu'on leur avait confiés. Mais cela ne résoud pas le problème. D'autant plus qu'actuellement, il est impossible de savoir qui est en vérité responsable et de quoi. Pour nous, nous continuons à maintenir ce que le plus important pour résoudre la crise est de satisfaire nos justes revendications. Nous avons écouté avec attention le discours d'E. Gierek. Il n'a apporté que des déceptions, surtout en ce qui concerne la partie sur les syndicats. Pour nous, il ne s'agit pas seulement de nouvelles élections pour élire de nouveaux représentants syndicaux, mais bien de créer une nouvelle conception, une conception de nouveaux syndicats indépendants du pouvoir et des employeurs.

(...) Aujourd'hui, nous avons été rejoints par environ 50 nouvelles entreprises. Elles ont exprimé leur solidarité et leur soutien. Mais dans de nombreux cas, elles ont aussi présenté de nouvelles revendications particulières, qui concernent entre autres des problèmes différents selon les branches industrielles. Les travailleurs des services de la santé, de l'école, des coopératives de travail, des bureaux d'étude et des milieux culturels ont été particulièrement nombreux. C'est pourquoi nous exprimons ici une volonté qui est celle de plus de 170 entreprises de la Poméranie occidentale.

(...) Dernière heure: au moment où nous écrivons ce bulletin, une lettre nous est parvenue des entreprises chimiques Poliat qui nous transmettent

pour le fond de création des syndicats libres une somme de 60 000 zlotys provenant des dons spontanés des travailleurs de cette entreprise".

Unité, numéro 3 A, le 26 août 1980

Poème d'un ouvrier

"Lorsque souffle le vent de l'histoire
Les hommes comme de beaux oiseaux
Voient leurs ailes se déployer
Mais les poltrons font dans leur froc."

Galczyński

"Samedi vers 8 heures, le comité inter-entreprise de grève dont le siège est le chantier naval Warski a transmis à la commission gouvernementale le point numéro 1 dont voici l'ultime rédaction:

1- (...) Le système électoral en vigueur dans les syndicats ne pouvait véritablement représenter les travailleurs. Les membres du Conseil d'entreprise n'exprimaient et ne pouvaient exprimer la volonté et les intérêts des travailleurs. Cette opinion est en général celle de toute la société de notre

pays. C'est pourquoi elle a entraîné de fait une défiance profonde qui fait que sous leur forme actuelle, il est impossible de réformer les syndicats.

"Ceci dit, il faut considérer avec intérêt le début des travaux entrepris sur une nouvelle loi, car c'est en effet indirectement la reconnaissance par le pouvoir que sous leur forme actuelle, les syndicats sont complètement compromis (...).

3- Les comités de grève existants devraient se transformer en comités de fondation des syndicats autonomes et les comités inter-entreprise de grève en comités inter-entreprise de fondation des syndicats autonomes. Ces comités agiraient jusqu'à ce que soient élus les dirigeants selon les statuts. Le comité inter-entreprise de fondation des syndicats autonomes devrait être enregistré en accord avec la loi sur les syndicats (...).

4- (...) Les syndicats autonomes devraient avoir la possibilité d'exprimer leur opinion sur les décisions-clés: les conditions de vie des travailleurs, les principes de partage du revenu national, la consommation et l'accumulation, le partage du fonds de formation entre les différentes couches de la population, les fondements de base des salaires, tout particulièrement le principe de correction automatique des salaires en fonction de l'inflation, des changements fondamentaux dans les plans économiques, les grandes lignes des investissements ainsi que les changements dans les prix (...).

7- (...) Toute la journée, nous sont parvenus des dons pour le fonds des syndicats libres qui a été ouvert le 25 août. Ils provenaient non seulement d'entreprises et de particuliers de Szczecin mais aussi de tout le pays. Nous avons reçu des sommes de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers de zlotys des grandes entreprises industrielles, des dons de retraités qui étaient personnellement dans la salle. Les différentes délégations de personnes apportant les dons qui se sont succédées étaient applaudies avec enthousiasme par les représentants des grévistes. Avant la fin de la journée, on avait recueilli environ un million et demi de zlotys. L'après-midi, des délégations du comité inter-entreprises de grève ont déposé des couronnes de fleurs sur les tombes des victimes de décembre 1970 ainsi qu'à la cathédrale de Szczecin."

Imprimerie indépendante du Comité inter-entreprises de grève de Szczecin

"JEDNOŚĆ"
Organ Międzyzakładowego Komitetu Strajkowego przy Stoczni im. Adolfa Warskiego
Nr. 3
Szczecin 25 sierpnia 1980 r.

Czego chcemy! - Wyrzucić na miejsce handle konstruowane na parkanach i bramach zakładowych. Czyniąc na nich: "Prawa historyczna głosi, że bierzą dochody do konfliktów między narodem a władzą, zawsze rację, "ma naród".
"Wolne sąsiadki społeczne to niechowa praca robotnicza". Obrodożo Międzyzakładowego Komitetu Strajkowego patronują dwa hasła: "Proletariusze uwolnijcie krajów łazicie się" oraz: "Solidarność postępowy iak!" - Wyparcie - nie!
ktoś zastawia na nas konferencje!

W niedzielę 24 sierpnia wieczorem ogłoszono zmiany personalne w kierownictwie Partii i Rządu. Uwazamy że zmiany te nie sprzyjają nam w kierownictwie państwowym, dotyczące między innymi nie problemów branżowych. Sprawy polityczne liczenie reprezentacji były prawniczy służby zdrowia, szkolnictwa, spółdzielczości pracy, biur projektów inżynierskich, itp. Tak więc wyrażamy wolej już 170-tu zakładów pracy Pomorza Zachodniego.

Pracownicy służby zdrowia z Przykłądów Rejonowej Nr 1 skierowali do nas list z następującym tekstem: "Jeśli wagała na charakter naszego zawodu nie przerywany przez wyjątki, to w stosunku pracy zapewniony opieką ludzkiem chorzy. Najwięcej do posiadania nie 14-dniowego wypoczynku leczniczego w Kraju, wzywamy się do Władz Centralnych o ludowy nowych szpitali, przychodni w naszych ośrodkach, realizowania remontów szpitali w terminie, poprawy wyposażenia w laski."

Listy w popołudniu napływały nie tylko od mieszkańców Szczecina i nie tylko od mieszkańców naszego Kraju.

Jednosc (Unité): organe du MKS de Szczecin.

STRAJKOWY BIULETYN INFORMACYJNY
SOLIDARNOŚĆ
(WYK. KŁ. J.T.) - SZCZECIN GDAŃSK - Główny Oficer: 1980 r. Nr 7

Komunikat Biura Biuletynu Informacyjnego MKS S.

Dnia 26.08. w godzinach wieczornych odbyła się sesja plenarna grupy roboczej, na której byli przedstawiciele Komitetu Strajkowego i Komitetu Inter-Przedsiębiorstwa. W tym celu przystąpiono do dyskusji nad projektem Statutu i Programu Międzyzakładowego Komitetu Strajkowego. W tym celu przystąpiono do dyskusji nad projektem Statutu i Programu Międzyzakładowego Komitetu Strajkowego. W tym celu przystąpiono do dyskusji nad projektem Statutu i Programu Międzyzakładowego Komitetu Strajkowego.

Solidarnosc (Solidarité): organe du MKS de Gdansk.

Edmund Baluka

“Il ne s’agit pas de discuter avec la bureaucratie mais de la mettre au pied du mur”

Edmund Baluka fut le président du Comité Central de grève de la ville de Szczecin en décembre 70 et janvier 71. C'est en tant que tel que le 24 janvier 1971 il recevait Edward Gierek, venu comme l'exigeaient les travailleurs en grève, s'expliquer devant eux, face à leurs délégués ouvriers élus, dans l'enceinte des chantiers navals en grève qu'ils occupaient.

Edmund Baluka a été à la tête de la commission ouvrière qui a contrôlé les élections libres et démocratiques à toutes les instances des organisations du syndicat dans l'entreprise, de l'organisation de jeunesse et même alors que l'écrasante majorité de ses membres étaient sans-parti, aux organismes locaux du parti.

Il a alors été élu secrétaire du conseil d'entreprise (syndicat), puis l'année suivante président du syndicat des métallos de la région de Szczecin, révoqué de ses fonctions puis licencié des chantiers navals, fin novembre 1972. Il fut alors contraint de fuir son pays.

Actuellement Edmund Baluka anime le bulletin d'information à l'intention des travailleurs polonais *Le Frelon* (*Szerszen*). Avec un groupe de camarades polonais de l'émigration et du pays, il a participé à la fondation du Comité Provisoire pour le P.S.P.P., le Parti Socialiste Polonais du Travail en mars dernier.

Szerszen Créer notre propre parti

Dans son numéro 10/11, *Szerszen* (*le Frelon*) publiait au début de l'année 1979 l'appel de Edmund Baluka aux travailleurs des chantiers navals Adolf Warski, aux travailleurs de tous les chantiers navals de Pologne.

C'est à la demande du journal clandestin *Robotnik* que cette lettre fut rédigée. Publiée également dans *Robotnik*, elle fut reproduite en tract et circula dans tous les ports de la Baltique. Dans cet appel Edmund Baluka déclarait entre autres: “(...) Fonder des syndicats indépendants du parti et du gouvernement, les syndicats libres de la Poméranie occidentale, faire la jonction du point de vue organisationnel avec ceux qui existent déjà à Gdansk et Katowice, c'est le premier pas que vous devriez faire. “Fonder des syndicats libres par branches dans toute la Pologne, c'est la tâche suivante des travailleurs, la fin du pouvoir des vassaux hais du Kremlin...”

Au début de mars 80, se réunissait la 11ème Conférence du bulletin *le Frelon*. Les militants polonais rassemblés à cette occasion décidèrent de constituer le Comité provisoire pour le Parti Socialiste Polonais du Travail. Dans son nu-

méro 14, *le Frelon*, publie la résolution adoptée par la Conférence dont voici un extrait:

“La classe ouvrière polonaise est depuis de nombreuses années convaincue que le P.O.U.P., fondé après la guerre en 1948, ne représente absolument pas ses intérêts, d'autant plus que, par l'exercice autocratique du pouvoir, il a éliminé le concept même d'élections démocratiques, de participation des travailleurs aux décisions économiques et qu'il éloigne complètement notre peuple des affaires de politique internationale, se contentant uniquement de transmettre les décisions du Kremlin qui exploite notre pays économiquement et l'isole politiquement du reste du monde.

Le pas suivant qu'il nous faudra franchir dans notre combat sera la création de notre propre parti, le P.S.P.P. qui sera la véritable parti des masses travailleuses.”

Après avoir adopté également une résolution spéciale intitulée *Pour les Syndicats libres*, le Comité provisoire pour le P.S.P.P. adoptait la plate-forme transitoire du programme d'action en 13 points du bulletin *le Frelon* que nous reproduisons sur cette page.

Les 13 points de Szerszen

- 1- La liberté du pays
- 2- La destruction du monopole du P.O.U.P. qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière, mais est subordonné au P.C.U.S.
- 3- L'évacuation de l'armée du Kremlin du territoire polonais
- 4- La dissolution des forces répressives du M.S.W. qui ont pour modèle les formations hitlériennes de S.S. et stalinienne du K.G.B.
- 5- Les syndicats, non soumis à aucun parti, ni aux autorités gouvernementales et administratives
- 6- Le droit à la grève (garanti par la Constitution)
- 7- La garantie de la liberté personnelle, la liberté de réunion, de rassemblement (garanti par la Constitution)
- 8- La liberté de la presse, de la radio, de la télévision, la suppression de la censure (cela concerne aussi toutes les publications des écrivains et des gens de lettres)
- 9- La constitution de Conseils ouvriers dans toutes les entreprises, qui auront la voix décisive dans les affaires sociales et économiques de celles-ci
- 10- Le changement de la procédure des élections au Parlement. Le Parlement d'aujourd'hui est une parodie car les députés acclament seulement les décisions du Comité Central du P.O.U.P.
- 11- La garantie par la Constitution que l'armée polonaise et les formations armées de la milice (M.O.) n'interviennent pas contre les manifestants et les ouvriers en grève
- 12- L'autonomie des universités et des écoles supérieures (garantie par la Constitution)
- 13- L'annulation des accords avec l'U.R.S.S., qui sont néfastes pour la Pologne



Edmund Baluka

Quel bilan politique peut-tu tirer des événements qui se déroulent en Pologne?

Dans la situation explosive qui se développe actuellement en Pologne, toute tentative de tirer un bilan politique est fort hasardeuse et très délicate. Cependant l'importance historique des événements actuels exige des militants politiques qu'ils s'appliquent à éclairer le développement du combat du peuple polonais contre le système stalinien bureaucratique.

Cette lutte remonte à l'instauration même du régime bureaucratique en Pologne, puisque dans mon pays la guerre ne s'est pas terminée le 9 mai 1945 comme cela fut officiellement proclamé, mais bien vers la fin de l'année 1948.

C'est en effet à ce moment-là que sont tombées les dernières fortresses du mouvement de résistance du peuple polonais, avec la liquidation des derniers îlots d'indépendance politique du prolétariat, c'est à dire la liquidation du Parti Socialiste gauche et du Parti Socialiste polonais qui avait combattu Hitler au nom de trois mots d'ordre: *Liberté, Egalité, Indépendance!* Cela a signifié concrètement la disparition physique de milliers de militants ouvriers et l'emprisonnement de centaines de milliers d'entre eux. Ainsi le 15 décembre 1948, sous la férule des bureaucrates du Kremlin, les stalinien polonais du P.P.R., qui s'étaient baptisés Parti Ouvrier Polonais, entérinaient grâce à la trahison de renégats comme Cyrankiewicz, qui sera plus tard Premier Ministre de Gomulka-la mort du P.S.P. dans l'“unification” avec le P.R., donnant le P.Z.P.R., le Parti Ouvrier Unifié Polonais qui continue aujourd'hui d'exercer le pouvoir en tout arbitraire.

L'échelle de la terreur mise en place par les bureaucrates stalinien en Pologne, dans son énormité, n'a été dépassée que par celle régnant en U.R.S.S. même. La Pologne a toujours été et est encore une pièce clé pour le Kremlin, et par là même elle a fait l'objet de “soins attentifs”, particuliers. Dans quel but, je ne crois même pas nécessaire de le dire.

Cependant la terreur stalinienne n'a pas pu réduire à néant le mouvement de résistance des travailleurs, les premiers soulèvements de Lodz en 1953, puis juin 56 à Poznan ont rappelé aux polonais et aux travailleurs du monde entier que le système bureaucratique importé par les baïonnettes soviétiques était l'ennemi des travailleurs et combattit par eux pied à pied. Le stratagème utilisé à l'époque, qui consista à sortir Gomulka des prisons stalinienne pour l'asseoir sur le siège de premier secrétaire du P.O.U.P., a permis de tromper la classe ouvrière qui a payé de 14 années de règne de Gomulka ses illusions de l'époque. Ce n'est qu'en décembre 70 que la révolte des travailleurs des villes de la Baltique a balayé ce renégat. Ces 14 années ont été une véritable université pour permet-

tre à la jeune classe ouvrière polonaise de commencer à prendre conscience d'elle-même. Le regard rivé au brasier dans lequel flambait le bâtiment du parti bureaucratique en décembre 70, les travailleurs ont compris une chose: à partir de maintenant, il ne faut pas discuter avec cette bureaucratie, il faut la mettre au pied du mur.

Et en effet à peine trois semaines plus tard, c'est contre le nouveau secrétaire Edward Gierek que les ouvriers de Szczecin se mettent en grève, et pour la première fois de toute l'histoire des gouvernements stalinien, obligent le plus haut responsable du parti, Gierek, et son premier ministre Piotr Jaroszewicz, à venir face à face s'expliquer avec le comité de grève de toute la ville de Szczecin, dans l'enceinte des chantiers navals que les grévistes occupent.

Au bout de neuf heures de discussion, le compromis qui eut lieu entre les ouvriers de Szczecin d'un côté et le parti bureaucratique de l'autre fut un double mensonge. Double car les ouvriers n'ont pas pris pour du bon pain les promesses de Gierek, il ne lui ont pas signé un chèque en blanc, et Gierek de son côté faisait ces promesses qu'il considérait déjà comme un chiffon de papier dont il pourrait se dédire à tout moment, lorsque le parti aurait repris la situation en main.

Et c'est bien ce qui se produisit.

Quelle est la différence entre les grèves de 70 et celles d'aujourd'hui?

Ce qui est à la base des acquis arrachés par les travailleurs en juillet et août derniers (il faut d'ailleurs souligner que rien n'est terminé), c'est bien l'expérience de décembre et janvier.

Tout d'abord, si l'on prend les revendications, ce sont presque exactement les mêmes pour les plus importantes. Les revendications que nous avions obligé Gierek à nous accorder le 25 janvier 71 se retrouvent dans les points qu'ont dû aujourd'hui accepter les bureaucrates.

Mais il y a une différence. Enrichis par leur expérience précédente, les travailleurs ne se laissent pas leurrer par de belles paroles du genre “le parti veut servir le peuple, être près des aspirations de celui-ci etc...”

Cette fois-ci, les travailleurs sont profondément conscients d'une chose, comme l'a dit un de mes camarades récemment: “Aujourd'hui, nous aurons ce que nous serons capables d'obtenir, l'avenir du pays est entre nos mains, il sera tel que nous serons capables de le forger”.

Gierek en janvier 71 a affirmé aux membres du comité de grève et aux ouvriers de Szczecin: “Je vous assure que je ferai tout pour que désormais le gouvernement soit véritablement un gouvernement, le parti joue son rôle de parti et les syndicats soient de vrais syndicats”.

Je crois que neuf ans plus tard il serait fortuit de commenter de

quelque façon que ce soit, la réalité a démontré ce que valait la parole d'un renégat stalinien.

Et que s'est-il passé avec les coupables des massacres?

Gierek nous avait aussi promis qu'il allait créer une commission d'Etat dont la tâche serait de châtier les coupables des massacres des ouvriers du littoral en décembre 70. Cette commission fut créée en effet, sous la direction de Szydla, elle châtia les coupables en les faisant bénéficier d'avancements dans leur carrière à différents postes et différentes régions du pays. Quant au rédacteur en chef de *Forum* qui s'était passionné pour cette question et avait rassemblé un matériel considérable, il fut tout simplement lui-même récompensé d'une balle dans le corps. Et ce qui est tout aussi grave, les mêmes meurtriers, les mains encore fraîches du sang des habitants du littoral ont commencé à diriger les répressions contre les militants ouvriers des comités de grève. Les uns après les autres ils les ont licenciés, privés de ressources, emprisonnés et dans deux cas même à Szczecin, cela s'est terminé par la mort de deux ouvriers du comité de grève de Warski, Bogdan Golaszewski et Adam Ulfik.

Le sang versé des ouvriers du littoral, les récompenses accordées à leurs meurtriers, tout cela est profondément enraciné dans la mémoire collective du peuple polonais. Les processus en cours en Pologne permettent d'affirmer qu'aujourd'hui même les Russes les plus perfides, les promesses les plus trompeuses que le parti bureaucratique va chercher à faire, ne pourront entamer la profonde détermination de la classe ouvrière sur la voie qui la mène à reprendre le pouvoir politique qui, dans un système socialiste, ne peut qu'appartenir aux masses travailleuses des villes et des campagnes.

Quelle est la place de l'intelligentsia?

L'une des conséquences de la grève de juin 76 et des répercussions qui la suivirent contre les dirigeants ouvriers et les grévistes en général fut d'amener une grande partie de l'intelligentsia polonaise à commencer ouvertement une action d'opposition. Il est incontestable que l'importance de la K.O.R., des autres groupes de l'opposition des étudiants, des bulletins comme *Robotnik* qui s'adresse aux ouvriers, *Puls* aux étudiants ou *Placowka* aux paysans a été fondamentale depuis 1976. Son rôle d'information, brisant la censure bureaucratique, a été générateur de l'extension des grèves en juillet 80, car les uns prenant le succès des autres, s'ils hésitaient encore, se lançaient dans la bataille. Et c'est la distribution de *Robotnik* et de tracts de l'opposition pour la réintégration d'Anna Walentynowicz qui mit le feu aux poudres dans les chantiers navals de Gdansk. Et il faut le dire, c'est tout à fait indépendant des opinions diverses d'ailleurs du K.O.R. et des autres regroupements de l'opposition intellectuelle. Leur rôle a été très important.

Que penser de l'accord entre le M.K.S. et le gouvernement?

La question de l'accord bilatéral entre le M.K.S. et les commissions gouvernementales sont en effet une question très importante.

Les revendications présentées par les travailleurs de Gdansk puis de Szczecin, en Silésie et ailleurs maintenant, sont des exigences tout à fait fondées et sont l'expression de la volonté de toute la population.

Les deux vice-premiers ministres qui pour le gouvernement ont signé ces accords ne l'ont certes pas fait d'un cœur léger et avec enthousiasme. Bien au contraire, ils avaient tout fait pour éviter de mettre leur paraphe au bas de tels textes. Et s'ils l'ont fait, c'est qu'ils y ont été amenés par la détermination de tous les travailleurs.

Quelle sincérité peut en effet avoir la signature d'un Barcikowski, du grand “libéral” du parti bureaucratique stalinien comme on aime le présenter dans la presse, alors que la veille encore à la radio et la T.V. locales il traînait publiquement dans la boue la classe ouvrière de cette région, traitant les ouvriers d'aventuriers, brandissant contre eux la raison d'Etat, “l'existence nationale”, ce que chaque polonais comprend comme une allusion ouverte à l'entrée des chars soviétiques. Quelle garantie sa signature peut elle donc donner aux parties en présence?

D'ailleurs depuis le début de la grève, la tactique constante du pouvoir est de chercher à diviser, à isoler les travailleurs les uns par rapport aux autres. D'abord en coupant les communications, puis en traitant séparément avec le M.K.S. de Szczecin et celui de Gdansk. Ce qui a partiellement réussi puisque deux protocoles différents furent signés, mais se transformèrent en leur contraire avec le rebondissement de la

grève en Silésie et maintenant dans tout le pays.

Quelle signification a la chute de Gierek?

La mise à l'écart de Gierek et son remplacement par Kania ne veut pas dire grand chose pour le peuple, c'est la matérialisation évidente des luttes intestines qui ne cessent de se dérouler au sein des différents partis stalinien. La lutte pour le pouvoir dans ce potlacher n'a qu'un but: endormir ou tenter de faire la vigilance du peuple par des changements personnels pour mieux garantir la pérennité du système, et revenir le plus rapidement possible aux “bonnes vieilles méthodes” d'exercice du pouvoir...

On peut dire qu'aujourd'hui cette manœuvre n'a en elle-même aucune chance de réussite, car cela fait longtemps que la classe polonaise a pris l'habitude de ces changements “d'opérettes” aux postes les plus élevés de l'Etat, et elle ne cherche même pas à approfondir ces problèmes. Ainsi, dans l'organe du M.K.S. de Szczecin *l'Unité* peut-on lire, à propos de la démission de premier ministre: “Si nous pensons qu'il est très important que soient écartées de leur poste des personnes qui se sont révélées incompétentes dans l'exercice de leur fonction, nous pensons que la véritable solution pour répondre à la crise est la satisfaction de nos revendications”

Quelles sont aujourd'hui les perspectives?

La première perspective que la société polonaise dans son ensemble a certainement à l'esprit c'est de réaliser concrètement ce qui a été accordé sur le papier. Les travailleurs n'ont pas aujourd'hui la tête qui leur tourne devant leurs succès. Ils savent que la voie est difficile, qu'on va leur placer des obstacles et des chausse-trappes à tout instant. C'est dans la pratique quotidienne qu'il va falloir lutter pour que les syndicats autonomes indépendants soient des organisations véritablement au service des travailleurs pour défendre tous leurs intérêts.

De ce que je peux savoir aussi de ce qui se passe dans le pays, je pense que les gens sont en train de se poser concrètement la question de comment lier leurs combats. Ce qui se prépare, ce qui se cherche, c'est la création à l'échelle nationale, dans tout le pays, d'une confédération des syndicats autonomes indépendants dont partout se créent les cellules de base et les directions d'entreprise. Evidemment, cela ne se fera pas en un seul jour pour toutes les raisons que j'ai données précédemment et aussi parce que si l'on veut faire tout à la fois, on ne fait rien de bien. Cela doit se faire positivement, en tenant compte des structures naissantes encore fragiles de la nouvelle organisation syndicale, mais cela doit se faire, c'est sûr.

Je tiens d'ailleurs à signaler ici que, depuis qu'il existe, *Szerszen* a dans son programme d'action en 13 points, comme point numéro 5: “la fondation de syndicats indépendants de l'administration, du gouvernement et du parti” et depuis plus d'un an les travailleurs discutent des statuts et du problème d'une fédération sous une forme ou une autre à l'échelle nationale des syndicats libres.

Et que penses-tu des perspectives à long terme?

Tout d'abord, je dirai que cette question a été évoquée déjà par un membre du M.K.S. de Katowice, lorsqu'il a expliqué que la nouvelle organisation syndicale c'était aussi déjà le premier parti d'opposition en Pologne. Les travailleurs commencent à le sentir concrètement, en Pologne la classe ouvrière a besoin d'un parti à elle, d'un programme politique.

L'appareil de la bureaucratie en pré-décomposition, même s'il n'est pas encore définitivement abattu, laisse déjà apparaître un énorme vide politique. Et ce vide doit être comblé par les masses travailleuses avant que leurs ennemis ne le fassent contre elles.

Le 2 mars a été fondé, dans l'immigration, le Comité Provisoire pour le Parti Socialiste Polonais du Travail. Les membres de ce comité sont justement persuadés de l'importance décisive de cette question.

Et je dirai pour terminer que je donne tout à fait raison à Rakowski, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire du parti bureaucratique *Polityka* quand il déclare: “Si dans notre système se produisent des événements comme ceux qui ont lieu actuellement, cela vient de ce que quelque chose ne va pas comme il faudrait.” C'est effectivement vrai. Et les polonais n'ont pas besoin de réfléchir longtemps pour trouver que le “quelque chose” en question, c'est le système stalinien et le “quelqu'un”, c'est la horde de bureaucrates de l'oligarchie du parti P.O.U.P.



Le bulletin Szerszen et ses treize points

Trente années de lutte antibureaucratique

par Jean Robles

Poznan, le 28-29 juillet 1956. Les travailleurs en grève se déploient en manifestation dans les rues de la vieille cité ouvrière polonaise. Des heurts violents les opposent à la police d'un régime qui possède à sa tête les stalinien de toujours Bierut et Rokossovsky. La repression est sanglante.

Septembre-octobre 1956.

Le procès des accusés des événements de Poznan se transforme en mise en accusation du régime stalinien. Les travailleurs polonais prennent le relais des ouvriers d'Allemagne de l'Est qui, à travers l'insurrection berlinoise de juin 1953 avaient ouvert le premier chapitre de la révolution politique. C'est en liaison étroite avec la crise politique qui a secoué la bureaucratie du Kremlin après la mort de Staline que les ouvriers de Berlin-Est se sont insurgés. Et si les tanks de l'Armée rouge d'occupation écrasent dans le sang l'insurrection berlinoise, rien ne sera pourtant plus comme avant. Le processus de la révolution politique a quitté les pages du *Programme de transition* et est entré dans le terrain de l'activité pratique des masses.

Au début de 1956, le XXème Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S. constitue la tentative de la bureaucratie de désamorcer sous la direction de Krouchtchev les contradictions explosives accumulées dans tous les domaines sous le gouvernement de Staline, en évitant par des mesures partielles limitées la confrontation avec les masses. C'est à travers cette brèche ouverte dans le système bureaucratique que, dans les millions les plus faibles, vont s'engouffrer en 1956, les travailleurs polonais et à leur suite les travailleurs hongrois.

Pologne 1956: "Le printemps en automne"

Pour la défense des accusés des événements de Poznan, la résistance va s'organiser autour de l'usine Zerani de Varsovie.

L'ensemble des usines de la capitale polonaise se structurent en Comités ouvriers élus. Ils envoient des délégations à Lodz, Nowa-Huta-Gdansk, Szczecin, et établissent leur liaison avec l'équipe d'intellectuels communistes d'opposition, regroupés autour du journal des étudiants communistes *Po-Prostu*.

La classe ouvrière polonaise commence à se dresser de façon autonome autour de ses comités élus.

Ce mouvement a été précédé par une intense bataille idéologique menée par les intellectuels communistes dans l'été 1955. Le journal étudiant *Po-Prostu* est devenu le miroir critique de la société bureaucratique. Il tire à plus de 90.000 exemplaires.

Après le traumatisme causé par le XXème Congrès du P.C.U.S. et le début de la réhabilitation des dirigeants communistes polonais fusillés en U.R.S.S. lors des grandes purges, l'ensemble de la presse polonaise prend le chemin de *Po-Prostu*.

Intellectuels et étudiants ne sont cependant que les premiers porte-parole d'un mouvement beaucoup plus profond. Dans l'usine Zerani, qui va devenir le fer de lance de l'avant-garde ouvrière polonaise, se constitue fin 55 un groupe de jeunes ouvriers autour du jeune secrétaire du Parti Communiste de l'usine, Gozdziak. Ce sont eux qui enverront en juillet une commission d'enquête à Poznan, car ils se méfient de la version officielle des événements. Ils veulent purger le parti de tous ses défauts bureaucratiques. Ils veulent le récupérer et le réformer.

Alors que l'activité organisée des masses polonaises est pleinement déployée et face à la menace d'intervention russe, les travailleurs de Varsovie établissent des contacts avec l'armée, répartissent des armes aux détachements ouvriers, organisent un système d'information et de mobilisation massive en cas d'urgence.

Gozdziak lancera lors du grand meeting organisé à l'Université Polytechnique pour appuyer les revendications d'indépendance qui surgissent dans tout le pays, le mot d'ordre: "Démocratie socialiste en pratique!"

Face à cette montée du prolétariat polonais, la bureaucratie décide de manoeuvrer et d'appeler Gomulka à la tête du parti. Ancien dirigeant du P.C. polonais, celui-ci sort à peine de la prison dans laquelle l'ont envoyé ceux-là mêmes qui aujourd'hui font appel à lui en raison de son passé de résistant au nazisme trop lié aux masses.

Gomulka incarne la bureaucratie libérale. Il promet des réformes et possède l'appui de l'aile

gauche du parti qui a puissamment aidé à la réalisation de l'octobre polonais, mais qui garde toutes ses illusions sur le redressement (la réforme) des institutions bureaucratiques du parti.

Les Comités révolutionnaires polonais ne vont pas survivre à la victoire de Gomulka car les masses font confiance à l'ancien prisonnier politique. Pourtant, un an à peine après son accession au pouvoir, celui-ci va liquider l'aile gauche du parti et interdire l'hebdomadaire étudiant *Po-Prostu*. L'accusation centrale contre le journal et son équipe sera celle de vouloir détruire l'appareil de l'Etat populaire en avançant le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux soviets!" et Gomulka relègue au magasin des accessoires les conseils ouvriers bâtis sur la lancée de la mobilisation de 1956 par le biais du mythe de "l'autogestion ouvrière".

Ainsi, le prolétariat qui s'est affronté directement avec la bureaucratie en 1956, en 1953, en s'organisant dans ses conseils, en réclamant droits et libertés, commençait à surmonter "l'atomisation" que lui a imposé la domination bureaucratique.

Avec l'écrasement par les chars russes de la Révolution hongroise des Conseils ouvriers d'octobre à décembre 1956, c'est le premier chapitre du processus de la révolution politique qui se clôt, comme se termine la période de "libéralisation" ouverte avec le XXème Congrès.

C'est la menace d'intervention des troupes russes qui a suscité en octobre la manifestation des étudiants hongrois à Budapest, manifestation dont la répression est à l'origine de la grève générale et du soulèvement armé et de la lutte des conseils ouvriers hongrois. C'est ensuite les combats de rue, la guerre contre la première occupation russe, les conseils ouvriers dirigeant la résistance, l'explosion du P.C. bureaucratise sous l'impact du mouvement des masses, et après la deuxième intervention russe, la lente reconquête par le gouvernement fantoche appuyé sur les chars et les policiers russes et à nouveau l'exécution de communistes sur l'ordre du Kremlin (Imre Nagy, Maletier, pendus ou fusillés).

En U.R.S.S., la bureaucratie effrayée par les conquêtes révolutionnaires que la "libéralisation" a fait jaillir amorce un tournant pour reprendre les choses en main. A l'extérieur, en Tchécoslovaquie, le mouvement de "libéralisation" est resté contenu par la vieille direction stalinienne de Novotny. Mais là se concentrent de façon explosive tous les problèmes qui éclateront dans le "printemps de Prague".

Mars 1968: Les étudiants polonais.

En Pologne, les souvenirs du "printemps en automne" ne sont pas effacés. Une opposition de jeunes communistes intellectuels cherche à se regrouper. Parmi eux, deux assistants d'histoire et de sociologie de l'Université de Varsovie: Jacek Kuron et Karol Modzelewski. Ils écrivent en 1965 une *Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais*, première ébauche d'un programme de révolution anti-bureaucratique après le *Programme de transition* de Trotsky. D'abord exclus du Parti et de l'organisation de jeunes, ils sont arrêtés en mars 65, jugés à huis-clos et condamnés à plusieurs années de prison. Entre 65 et 68, plusieurs manifestations d'étudiants seront organisées pour réclamer leur libération. Accusé d'avoir organisé l'une d'elles, l'étudiant Adam Michnik sera exclu de l'Université en 1966.

Au printemps 68, c'est l'explosion dans toutes les universités polonaises, contre la censure qui s'abat contre une oeuvre classique de la littérature nationale polonaise, les *Aieux* d'Adam Mickiewicz. Ce mouvement participe de la vague qui, à l'échelle mondiale, secoue les universités, expression de l'homogénéité des processus dans le cadre de la crise conjointe de la bureaucratie et de l'imperialisme. Les grèves avec occupation des facultés commencent. Kuron et Modzelewski sont libérés puis à nouveau arrêtés. Michnik est arrêté lui aussi. Les étudiants luttent contre la censure, revendiquent la liberté d'information et de discussion, appellent les ouvriers à un combat commun contre la bureaucratie et pour la démocratie socialiste. A Gdansk, Nowa-Huta, Katowice, Cracovie, quelques manifestations ouvrières de solidarité sont réalisées. Epure après les années 56-57, l'appareil frappe durement. Parallèlement, le 21 août 1968, les tanks des armées du Pacte de Varsovie pénètrent en Tchécoslovaquie.

Malgré la défaite imposée en Tchécoslovaquie, celle-ci n'est en aucun cas comparable à celle qu'ont subie les travailleurs hongrois en 1956. La révolution politique en Tchécoslovaquie n'a pas été écrasée. Cette expérience mûrit tout le processus. C'est parce que le XIVème Congrès du P.C. Tchécoslovaque, introduisant dans ses statuts le droit de tendance, menaçait d'en terminer avec le monolithisme politique nécessaire au maintien du pouvoir bureaucratique, que le Kremlin a donné l'ordre d'intervention. Mais le XIVème Congrès clandestin s'est réalisé dans l'usine

CKD de Vysočar, dans le 9ème arrondissement de Prague occupé militairement, sous la protection des travailleurs de l'usine et des milices populaires de Prague. Il faudra des mois et des mois de "normalisation", l'expulsion de 400 000 communistes du P.C. pour que l'appareil ait entre les mains le contrôle d'un P.C. "normalisé", pièce-clé de son monopole politique.

Pour les masses des pays de l'Est apparaît avec clarté le lien indissoluble qui existe entre les institutions politiques de l'Etat bureaucratique, le P.C. et la bureaucratie du Kremlin. De plus et cela est qualitativement nouveau, le prolétariat a non seulement constitué les organes qui surmontent "l'atomisation", mais avec le XIVème Congrès du P.C. Tchécoslovaque, il soulève directement la question du "nouveau parti".

Deux ans après seulement, une nouvelle montée en Pologne matérialise le tournant dans le processus de la révolution politique qu'ont scellé l'intervention en Tchécoslovaquie et le XIVème Congrès clandestin.

Pologne 1970-71: La grève des ports de la Baltique

Le 14 décembre 1970 ont éclaté dans les grandes villes de la côte de la Baltique des grèves et manifestations ouvrières contre les hausses de prix décidées par le gouvernement Gomulka, début décembre. La répression les a transformées en émeute et presque en insurrection. Les locaux du parti et de la police politique ont été pris d'assaut et incendiés, la police a tiré sur les manifestants, arrêté en masse les grévistes.

Mais la généralisation de la colère ouvrière a été telle que la bureaucratie doit reculer. Gomulka est limogé et Edward Gierek, responsable du P.C. en Silésie est nommé à sa place. Il se veut l'homme du "renouveau" et à son tour multiplie les promesses.

A Szczecin, le Comité Central de grève s'est transformé en Commission Ouvrière. A son appel, le 20 janvier, les ouvriers du chantier naval reprennent la grève. Les concessions gouvernementales sont insuffisantes. Les ouvriers exigent la venue de Gierek sur les chantiers. Les autorités cèdent. La classe ouvrière polonaise a pris confiance en elle-même. Elle ne croit plus personne sur parole. Elle a l'initiative.

Face à Gierek, le 24 janvier 1971, dans les chantiers navals Adolph Warski, le président du Comité de grève, Baluka, formule les revendications. Gierek manoeuvre, cède partiellement. Le débat est intense au sein du Comité de

grève. Les ouvriers évaluent les rapports de force. La majorité se prononce pour un compromis. Ils décident d'accorder "un crédit de un ou deux ans à Gierek". Quelques semaines plus tard le gouvernement annulera toutes les augmentations de prix.

Des lors, c'est un nouveau type de rapports qui s'établit entre la classe ouvrière et la bureaucratie. C'est l'activité ouvrière qui rythme la vie du pays. C'est la crainte des contradictions ouvrières qui pètit de contradictions la politique de la bureaucratie dirigeante.

La tentative des dirigeants du P.O.U.P. de rétablir brutalement en leur faveur l'équilibre bouleversé se solde par la grève générale de juin 1976.

1976, Ursus et Radom

Le 25 juin 1976, contre une brutale hausse des prix de produits de première nécessité, décidée par le gouvernement Gierek, les travailleurs polonais d'Ursus et Radom suivent le chemin des travailleurs des ports de la Baltique de 70-71. Ils abandonnent les machines, sortent dans les rues, bloquent les voies ferrées, attaquent les sièges du parti des bureaucrates stalinien.

Gierek annule les hausses de prix et en même temps persécute les ouvriers d'Ursus et Radom.

A l'initiative d'un groupe d'intellectuels, dont Kuron et Adam Michnik, se constitue le KOR (Comité de Défense des Ouvriers) pour leur venir en aide.

Le mouvement ouvrier polonais s'organise

En Pologne, en Tchécoslovaquie, le tournant de 1968 dans les relations entre la bureaucratie et la classe ouvrière s'exprime dans le combat du prolétariat contre la bureaucratie, pour le droit de s'organiser.

C'est la grève de 1976 qui va conduire les intellectuels du KOR à la recherche systématique d'une jonction organisée avec les ouvriers. Les dix premiers intellectuels qui constituent le KOR éditent des bulletins d'information et s'efforcent de remplir les fonctions d'un véritable Secours Rouge. Le KOR organise la défense juridique des inculpés, rend compte des procès, collecte l'argent en Pologne et dans l'émigration pour les besoins des victimes de la répression.

Au sein du KOR milite le vieil économiste Edouard Lipinski qui combat depuis plus de 60 ans dans les rangs du mouvement socialiste. La présence de Kuron dans le KOR symbolise la continuité de la lutte contre la bureaucratie, comme celle de Lipinski la continuité de la lutte pour le socialisme.

Dans le cadre de l'activité permanente du prolétariat, de celle du KOR et d'une grande campagne internationale de solidarité, le 22 juillet 1977, une amnistie qui n'ose pas dire son nom remet en liberté les derniers grévistes du 25 juin 76 ainsi que les militants du KOR.

La bureaucratie va faire face à une opposition qui se renforce et s'élargit constamment, sans parvenir à l'écraser (malgré une persécution systématique), en raison du rapport de forces établi après décembre 70.

Les buts que le KOR s'était don-

nesal'origine ayant été atteints, il change de nom en septembre 77 et devient le Comité d'auto-défense sociale, le K.S.S.-K.O.R.. Il ne prétend pas être un nouveau parti politique mais anime en son sein un intense débat et des activités de solidarité et d'appui aux initiatives de la classe ouvrière, des étudiants, de la paysannerie. Il regroupe plusieurs courants plus ou moins cristallisés.

* Autour du K.S.S.-K.O.R., un véritable courant de masse va se dégager. Plusieurs dizaines de journaux et de bulletins sont publiés régulièrement par l'opposition polonaise et d'abord le plus connu, le bi-mensuel *Robotnik* (l'Ouvrier), une reprise du nom du journal publié depuis 1892 par le Parti Socialiste Polonais, avant qu'il ne soit fusionné avec le parti stalinien, pour donner naissance au Parti Ouvrier Unifié de Pologne (P.O.U.P.), parti de la bureaucratie en décembre 1948. Ce sont des militants du K.S.S.-KOR qui animent le journal et parmi eux Jan Litinski, un intellectuel catholique. La rédaction est composée de dix personnes qui habitent dans huit villes différentes. L'un d'entre eux, l'ouvrier métallurgiste de Grudziadz, Edmund Zadrozinski, est encore en prison.

GLOS (la Parole) est un autre journal clandestin fait par des militants sympathisants du KOR.

Au cours de l'année 1978, à plusieurs reprises, ont lieu des contacts entre le K.S.S.-KOR et la Charité 77 de Tchécoslovaquie.

Parmi les étudiants va se constituer autour du Comité étudiant de solidarité, S.K.S. de Cracovie, de mai 77, une série de comités dans les villes universitaires qui mettent en question l'organisation étudiante officielle le S.Z.S.P. (Syndicat Socialiste des Etudiants Polonais) et luttent pour un syndicat libre.

La Société des cours scientifiques, S.C.S., fondée en janvier 78, va organiser une université volante, loin de la censure officielle.

Dans plusieurs régions de Pologne s'organisent des Comités d'auto-défense paysanne. Dans toutes les couches de la société se leve un mouvement d'organisation indépendant.

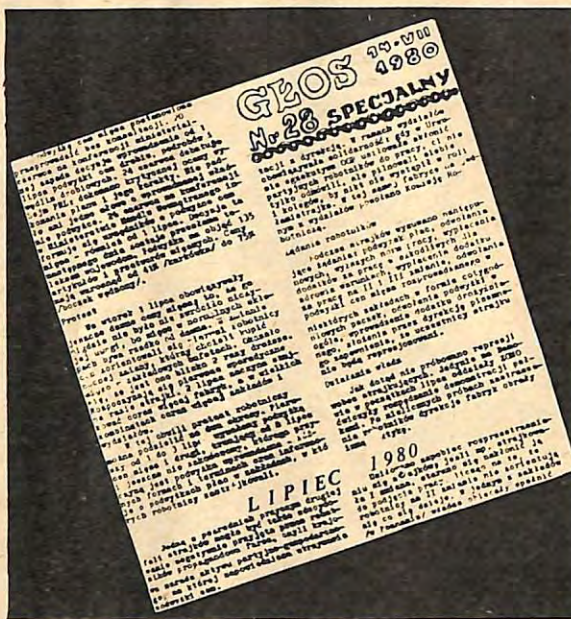
ROPCHIO (Comité pour la défense des droits de l'homme) est un autre regroupement de l'opposition qui représente différents courants, les plus importants étant les nationalistes. Sans avoir l'influence du K.S.S.-KOR, il n'en est pas moins très actif. Malgré des divergences, une certaine collaboration s'engage entre le K.S.S.-KOR et le ROPCHIO, face à la répression.

Enfin, un événement très important apparaît lors du printemps 78. A la suite de l'annonce de la constitution du premier syndicat libre, fondé par Klebanov en février 78 en Russie, plusieurs Comités pour un syndicat indépendant vont se créer. A Katowice autour de Switon, membre du ROPCHIO, et Suleki, à Gdansk autour de Bogdan Borusewicz, membre du KOR et rédacteur de *Robotnik*, etc...

C'est dans le cadre de cette renaissance du mouvement ouvrier polonais qu'apparaît également *Szerszen* (le Frelon) animé par Baluka, dont la deuxième conférence décidera, au printemps 80, la formation du Comité Provisoire pour le Parti Socialiste Polonais du Travail.

Glos, l'organe du KSS-KOR

"Il faut une véritable représentation des travailleurs."



Numero 28 de Glos, organe du KSS-KOR

Glos (La Parole) est l'un des meilleurs exemples des dizaines de journaux et de bulletins qui s'inscrivent à l'intérieur du courant que le KSS "KOR" a regroupé autour de lui. Sa rédaction est composée de L. Dorn, U. Doroszewska, A. Macierewicki, P. Nałmski, M. Tarniewski, des militants qui sont tous connus pour leur appartenance ou leur sympathie envers le KOR.

Les extraits de *Glos* ci-dessous sont tirés du numéro 28 du journal et l'on y trouvera successivement un récit de la façon dont les grèves de juillet de cette année ont commencé, une description de l'état d'esprit et du niveau de combativité des masses polonaises et, enfin, quelques prises de position politiques de la rédaction. Ces dernières sont particulièrement importantes car le KSS "KOR" ne dispose pas d'un programme défini et les positions qui sont ici développées témoignent de l'évolution et de la maturation actuellement en cours dans certains secteurs de l'opposition polonaise.

Le travail s'arrête

"En général, la grève part d'un atelier donné ou d'une usine appartenant à un complexe industriel donné, s'étendant très rapidement à tout le reste. Les ouvriers arrêtent les machines,

se regroupent dans les halls pour discuter. L'atmosphère est calme, les quelques propositions de descendre dans la rue manifestent sont repoussées, les ouvriers veulent discuter avec la direction. Dans le cadre des ateliers, la solidarité règne partout. Par exemple, lorsqu'à Ursus l'exécutif de l'organisation de base du parti (des cellules d'entreprise) a voulu que les ouvriers membres du parti reprennent le travail, ces derniers ont non seulement refusé, mais se sont en plus organisés pour s'interdire, ainsi qu'à leurs camarades, toute possibilité d'être utilisés comme briseurs de grève. C'est dans cette même usine d'Ursus qu'ont été élues des commissions ouvrières par atelier".

"Au départ, les revendications des ouvriers étaient rejetées avec des arguments tels que celui-ci: "Le système capitaliste est bien pire, parce qu'on y ferme les usines", etc. Puis, comme les ouvriers ne se laissent pas convaincre, on leur a promis de leur répondre dans un délai de quelques jours, voire d'une semaine. Mais comme cela ne s'avérait pas plus efficace et que la grève continuait, alors la direction cédait sur la majeure partie des revendications. On a alors augmenté les salaires en révisant en général le barème des primes, sans changer le salaire horaire".

Communiqué du KSS "KOR"

Varsovie, 2 juillet 1980: "Le KSS 'KOR' exprime sa solidarité la plus totale avec les grévistes et soutient toutes leurs revendications.

Pour exiger la satisfaction de leurs intérêts propres comme de ceux de toute la société, les ouvriers ont à leur disposition une méthode qui est à la fois la plus efficace et la moins aventureuse pour le peuple:

- c'est de s'organiser dans les entreprises;
 - d'être démocratiquement leur propre représentation ouvrière indépendante, qui, au nom de l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, présentera leurs revendications avec les responsables et dirigera l'action des travailleurs de l'entreprise.
- Seule l'action solidaire arrachera des résultats positifs".

Garanties

"Le pouvoir ne veut pas de réforme. Rien d'étonnant à cela, les "communistes" sont entièrement et exclusivement responsables de l'état de fait actuel. Pendant trente-cinq ans, ils ont gouverné sur le pays et contre les aspirations de celui-ci. Au cours de cette même période, ils ont ruiné l'agriculture, qui pourrait nourrir toute la population, ils ont conduit à la ruine l'artisanat et les services, et désorganisé complètement l'industrie qu'ils ont voulu diriger de derrière leurs bureaux du comité central.

Il est difficile de penser qu'ils se voient encore une fois accorder un crédit de confiance. Aujourd'hui, il n'y a aucune issue à la crise en dehors de l'accès de la société aux rênes du pouvoir.

"Le premier pas à réaliser dans cette voie doit être la constitution des syndicats indépendants.

"C'est toute la société qui a besoin d'une authentique représentation des travailleurs. Mais c'est bien avant tout aux travailleurs eux-mêmes qu'elle est indispensable. Sans liberté d'organisation et liberté d'information, aucune défense des intérêts des travailleurs n'est possible.

"La victoire des actions futures qu'entreprendront les travailleurs sera d'autant plus certaine qu'ils disposeront de leur propre organisation indépendante et de leur presse libre. Ces fonctions ne peuvent plus longtemps être remplies par le KSS 'KOR'. Il n'a d'ailleurs pas été fondé dans ce but et il ne pourra jamais remplacer des organisations ouvrières indépendantes.

"Certaines garanties politiques élémentaires sont indispensables. Il s'agit: - de la liberté d'organisation et de grève; - de la liberté de la presse; - du retour au respect du droit en vigueur, ce qui passe par la limitation des compétences du S.B. (service de sécurité-police politique, N.d.T.) d'une part, et de la garantie de l'indépendance des tribunaux d'autre part".

L'économie polonaise et sa crise

"Nous sommes dans une impasse. Nous sommes au bout du rouleau... Oui, tout va très mal. Le pire, c'est que nous ne voyons pas comment en sortir... Vous voyez camarades: de quelque côté qu'on se tourne, la situation est bloquée"(1), déclarait en janvier 1971 le "camarade" Gierek face aux ouvriers en grève des chantiers navals de Szczecin en reportant allègrement toutes les responsabilités d'une telle situation sur un Gomulka dont il faut bien avouer qu'il faisait un bouc émissaire rêvé. Gageons que cette année, le numéro 1 polonais n'a pas manqué de se souvenir de ce discours, confronté qu'il était à une grève qui prononçait, dans les faits, un réquisitoire bien plus implacable encore contre sa propre politique. Et si personne ne peut encore dire quelles seront les retombées exactes de ce vaste mouvement victorieux, le bilan si pessimiste que tirait Gierek de la gestion bureaucratique de son prédécesseur connaît aujourd'hui une actualité accrue. A un niveau bien supérieur à celui atteint il y a dix ans, on assiste en effet en Pologne à une redoutable combinaison de combativité ouvrière sans failles et de crise aiguë de l'économie.

Publiées il y a peu, les statistiques de l'année 1979 permettent de juger de la profondeur de la crise économique polonaise et ces résultats plus mauvais les uns que les autres peuvent difficilement passer pour un coup de sort. Ils représentent au contraire l'aboutissement (provisoire) d'un processus qui a pour le moins commencé avec la décennie et, comme l'écrit Georges Mink dans l'une des dernières livraisons du *Courrier des pays de l'Est*, nous voyons là confirmée "la désagrégation des objectifs du plan quinquennal 1976-1980 et le peu de maîtrise que les dirigeants polonais ont des conséquences souvent imprévues de la politique pratiquée depuis 1971".

Dix ans de "gierekisme" qui ont conduit à un échec sur toute la ligne

Lors de son arrivée au pouvoir, Gierek avait commencé par entonner le couplet classique de la bataille pour la production: "Pas question de révisions déchirantes, elles sont impossibles! La seule solution, croyez-moi, c'est pénible... c'est difficile à dire... mais c'est que vous travaillez encore et toujours plus. Que notre économie rende son maximum"(3). Mais il était impossible de suivre une telle voie au lendemain du mouvement de 1970-1971 qui avait réussi à mettre fin à quatorze années de présence ininterrompue de Gomulka à la tête de l'Etat. Fin 1971, une grève des chantiers navals et des usines textiles de la région de Lodz oblige la bureaucratie à annuler le train de hausses des produits alimentaires. Peu après, le Vème Congrès du P.O.U.P. (Parti Ouvrier Unifié Polonais) doit adopter une nouvelle stratégie économique qui rompe nettement avec le gomulkaisme abhorré et dont l'axe central est particulièrement optimiste puisqu'il ne s'agit pas moins que de développer la consommation grâce à une croissance d'ensemble de l'économie. C'est là une indéniable concession au mouvement des masses, une sorte de traduction en polonais de la formule d'abord lancée en Tchécoslovaquie: "La normalisation ne peut s'asseoir que sur des estomacs bien remplis".

Dans un premier temps, le régime a connu d'indéniables résultats croissance annuelle de 3,4%, augmentation substantielle des salaires par exemple) mais, les échecs commençant à s'accumuler, ceux-ci se sont rapidement faits plus discrets. Ainsi, du fait de l'insuffisance permanente de l'offre de biens de consommation, en particulier durables, la croissance de la masse salariale n'a pu se traduire par une augmentation proportionnelle de la consommation mais a en revanche conduit à un quasi-triplement de l'épargne entre 1970 et 1975. Les Polonais ont profité très inégalement de cette croissance économique, les ouvriers qui en garantissaient la bonne marche ne se voyant attribuer qu'une part réduite des richesses produites, hors de proportion avec leur contribution, tandis que la bureaucratie et une petite-bourgeoisie de type *nepmen*(4) étaient un luxe insolent. Et de toute façon, cette expansion était viciée à la base: elle n'a été obtenue qu'au prix d'une considérable augmentation du volume des importations et des emprunts

à l'étranger. L'accroissement moyen annuel des importations a ainsi atteint un montant de 23,5%, culminant même au taux record de 50,3% en ce qui concerne les machines et les équipements industriels...

Le pays courrait de toute évidence à la ruine et, pâtissant en outre de la crise économique capitaliste, cette politique d'importations à tout-va ne pouvait se poursuivre longtemps. Adoptée à la fin de l'année 1975, le plan quinquennal 1976-1980 revisait en baisse tous les objectifs euphoriques retenus dans la première moitié de la décennie. Il constituait même un pas décisif vers l'austérité en se donnant pour objectif principal de rééquilibrer la balance commerciale ce qui, toutes choses restant sensiblement égales par ailleurs, ne pouvait se réaliser que par une réduction de la consommation des masses, de leur niveau de vie. La riposte de ces dernières ne s'est pas faite attendre puisqu'en 1976 la grève des travailleurs d'Ursus et de Radom, la menace de grève générale a obligé les bureaucrates à annuler une augmentation des prix de la viande. Toutefois, la crise était bien trop profonde pour que la caste dominante puisse mettre en oeuvre une quelconque politique de rechange et c'est à une accentuation de l'austérité que l'on assiste à la fin de 1976 avec la "manoeuvre socio-économique". Même si l'on continuait à s'y réclamer platoniquement d'une augmentation de la consommation, l'objectif avoué en était de geler les salaires et de poursuivre aux frais des masses le rééquilibrage de la balance commerciale. Le taux d'accroissement de la consommation est ainsi passé de 11,1% en 1975 à 1,7% en 1978 et 3% en 1979. Cette année-là, la hausse du coût de la vie a atteint 6,7% en dépit de ce que le salaire moyen réel ait diminué de 2,7% en 1978. Le plan n'a pas été réalisé dans les transports, l'un des secteurs les plus "sensibles" de l'économie polonaise et si le déficit commercial annuel a été réduit, il continue d'atteindre un montant de 1 296,3 millions de dollars U.S. La productivité du travail et la production industrielle n'ont respectivement cru que de 2,8 et de 3,3% alors que les objectifs étaient pratiquement doubles, à savoir 5,1 et 5,3%. La production agricole a décliné de 1,4% et, au bout du compte, l'exercice 79 s'est soldé par une décroissance de 2% du Produit National.

Le bilan de la "manoeuvre socio-économique" est donc relativement simple à dresser: malgré le lourd tribut payé par les travailleurs à l'austérité, le pays s'est installé plus profondément que jamais dans la crise. Les résultats de l'année 1979 sont sur toute la ligne les plus catastrophiques qu'ait connus la Pologne depuis que le capital y a été exproprié et selon les spécialistes bourgeois les plus qualifiés, il n'existe "aucun espoir d'amélioration notable d'ici 1985" (5).

Les effets dévastateurs de la gestion bureaucratique

Comme n'a pas manqué de le souligner la bureaucratie, la crise économique que connaissent actuellement tous les pays qu'elle dirige est en partie la conséquence de la crise mondiale apparue

en 1974-1975. Toutefois, et cela les bureaucrates ne le disent bien sûr pas, cette crise impérialiste n'a joué qu'un rôle aggravant, comme multiplicateur, des problèmes majeurs que connaissent en permanence les économies de l'Est. L'exemple polonais est à cet égard édifiant.

crise agricole: commencée en 1973-1974, deux années météorologiquement favorables, elle s'explique à la fois par l'incapacité de l'industrie à fournir l'agriculture en produits dont elle a besoin (la classique *crise des ciseaux*) et par l'immaginable degré de morcellement de la propriété foncière qui interdit toute modernisation un peu approfondie des techniques.

secteur socialisé: 965 entreprises d'Etat et 2 060 coopératives
secteur nonsocialisé: 3 065 400 exploitations individuelles dont 30,5% sont de 0,5 à 2 ha, 30,2% de 2 à 5 ha et 25,6% de 5 à 10 ha

crise industrielle: se caractérise notamment par une surconsommation de matières premières, en particulier énergétiques, et par une forte tendance à la baisse de la productivité du travail.

- pour produire 1 000 dollars U.S. de revenu national, on utilise des métaux pour une valeur de 19 dollars en France, 31 en Italie et... 56 en Pologne;

- pour accroître le produit national polonais de 1%, le coefficient d'utilisation d'énergie nécessaire a été de 0,5% et s'est même élevé à 1,5% en 1978. Selon certains auteurs, un tel coefficient serait 24 fois supérieur à celui des pays impérialistes;

- accroissement moyen annuel de la production nette par salarié de l'industrie:

1971-75	1976-78	1978	1979
8,0	5,7	2,0	3,3

crise du commerce extérieur et de la balance des paiements:

Solde des échanges commerciaux de la Pologne avec les pays de l'O.C.D.E. (6) au cours de 1970 à 1977.

1970	1971	1972	1973
179	165	-164	-1013
1974	1975	1976	1977
-1688	-2310	-1918	-1212

De 1971 à 1975, la bureaucratie n'a donc pas réussi à développer la production polonaise sans faire appel de façon croissante et disproportionnée aux achats à l'étranger. A partir de 1975, elle a connu un nouvel échec, cette fois-ci en n'arrivant pas à réduire un *minimum* les importations sans conduire le pays à une crise économique dont nous avons vu quelle est *maximum*.

L'existence même de tous ces facteurs de crise qui gagnent l'agriculture, l'industrie et les échanges extérieurs de la Pologne est liée à l'existence de la bureaucratie et au rôle néfaste que celle-ci joue en Pologne comme dans tous les autres pays où elle domine. Ainsi, c'est de la responsabilité directe de la caste parasitaire si, plus de trente ans après l'expropriation du capital, l'agriculture de la Pologne est si morcelée. Et une telle situation n'est même pas un héritage du passé mais se développe au contraire régulièrement plus sous la domination de la bureaucratie puisqu'en 1950, ce n'était que 20,9% des exploitations qui occupaient une surface comprise entre 0,5 et 2 ha (30,5% aujourd'hui). De même, si la structure de l'industrie polonaise où la part des secteurs lourds est très importante explique en partie la surconsommation de matières premières, la responsabilité de la bureaucratie, de son incompétence, de son gaspillage est écrasante. Enfin, que dire de la baisse des taux de productivité qui est pratiquement un phénomène politique "pur", dans la mesure où il s'agit d'une opposition rampante à la caste au pouvoir, dans le cadre de l'expulsion de la classe ouvrière de la gestion de l'Etat ouvrier.

Les économies "socialistes": un continent de paix au sein d'une mer impérialiste agitée?

La question de la crise des économies de l'Est pose directement

les problèmes les plus généraux tel que celui des rapports qui existent entre les économies non-capitalistes et les économies dominées par la bourgeoisie. Sur ce plan, la théorie de la bureaucratie a au moins le mérite de la simplicité: les pays socialistes ne connaissent pas, par définition, de crise et c'est ainsi qu'en dépit d'une hausse des prix de 6%, la Pologne est officiellement indemne d'inflation. Tout au plus, par le biais du commerce international, les "démocraties populaires" sont elles affectées par la hausse des prix de l'impérialisme, hausse qu'elles ne font que répercuter. Viennent ensuite de nombreuses adaptations à cette explication "bureaucratique" de la crise qui ont toutes pour point commun de proclamer une *cesure fondamentale entre un secteur socialiste, ou non-capitaliste, et un secteur impérialiste*. Pour nous, il n'en est rien.

Tout au contraire:

1- Il n'existe pas deux secteurs fondamentalement indépendants, mais une totalité économique mondiale dominée par l'impérialisme. L'absence de défaite politique décisive (à l'échelle historique) de ce dernier a en effet un corollaire évident: sa suprématie économique encore incontestée, notamment par le biais du marché mondial sur lequel il règne en maître. Et si nous affirmions de la façon la plus catégorique que soit que le capitalisme n'a bien sûr pas été rétabli dans les Etats ouvriers bureaucratés, nous ne nous faisons pas non plus d'illusions sur le degré d'indépendance des économies en transition. Celles-ci sont insérées dans la totalité économique impérialiste et elles lui sont soumises. Pour comprendre comment s'articulent à notre avis ces différents ensembles et sous-ensembles de l'économie mondiale, il faut se souvenir de la façon dont était structurée l'économie au XVIII et XIXème siècles. A cette époque, le capitalisme s'est intégré et subordonné des éléments de modes de production dépassés et leur a même donné une nouvelle vigueur. Ainsi de l'esclavagisme dans le Sud des Etats-Unis ou du féodalisme tardif en Russie (7). *Mutatis mutandis*, à savoir que le capitalisme était alors ascendant et que les modes de production esclavagiste et féodal constituaient un héritage du passé, ce type de relation économique nous semble comparable à celle qui existe aujourd'hui entre l'Est et l'Ouest. Dans les deux cas, le capitalisme tire sa supériorité du niveau de développement atteint par les forces productives dans les pays où il est présent et si une telle cohabitation peut sembler paradoxale, elle s'explique par le caractère au plus haut point contradictoire du stade impérialiste et par la crise de direction révolutionnaire que nous connaissons depuis des décennies et des décennies.

2- Les facteurs de crise de l'économie polonaise que nous avons jusqu'à maintenant isolés (parcellisation de la propriété, surconsommation de matières premières et d'énergie, faible progression de la productivité du travail, importations massives) ne sont pas premiers. Ceux-ci ne constituent que la conséquence d'un facteur qui est, lui, déterminant: *l'existence même de la bureaucratie à la tête de l'Etat ouvrier et les axes les plus profonds de la politique qu'elle met en oeuvre*. En effet, celle-ci n'est pas une simple projection politique de l'impérialisme à la surface de la formation sociale en transition. Son rôle néfaste n'est pas seulement limité à la sphère politique et sans conséquences économiques décisives. Comme l'affirme toute la tradition trotskyste, elle est le pire ennemi des conquêtes directes ou indirectes de l'Octobre russe au sein de l'Etat ouvrier et, ainsi qu'il ressort de l'étude de l'exemple polonais, la caste bureaucratique n'a de cesse que d'organiser le pillage des économies non-capitalistes, d'en bloquer le développement, de les saper.

2.1- C'est ainsi que dans la réalité des rapports économiques mondiaux, il n'existe même pas de secteur "socialiste" au sens propre, c'est-à-dire de secteur intervenant au sein de l'économie mondiale comme un sous-ensemble cohérent, mais au contraire une collection d'Etats atomisés par le "nationalisme bu-



Grévistes de Gdansk. La crise de l'économie polonaise est un des facteurs-clés de la situation actuelle

reaucratique" qui mènent chacun pour leur propre compte des négociations séparées avec l'impérialisme. Les politiques chinoise et soviétique constituent certainement l'exemple le plus marquant de cette façon d'agir mais l'Europe de l'Est est loin d'être épargnée par les ravages causés par ce produit direct de la ligne du "socialisme dans un seul pays". Outre les voies suivies par la Yougoslavie et dans une moindre mesure par la Roumanie, la division est permanente sur le terrain économique. D'une façon feutrée, elle se manifeste par les multiples accords bilatéraux qui sont en permanence conclus entre un Etat ouvrier bureaucraté et tel impérialisme ou tel monopole.

Cet affaiblissement de la position des Etats ouvriers qui restent seuls face à l'impérialisme au moment décisif de conclure un marché est d'autant plus redoutable que l'insertion des économies non-capitalistes à l'intérieur de la division mondiale du travail est à chaque fois plus profonde et nécessaire. Au fur et à mesure qu'elles se développent et s'industrialisent, ces économies sont en effet mises dans l'impossibilité de maintenir le haut niveau d'autarcie qui était par exemple celui de l'U.R.S.S. à la fin des années vingt ou qui reste encore celui d'un pays comme l'Albanie. Face à une telle exigence objective, "la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites n'ont qu'une solution: s'en remettre de plus en plus aux lois du marché du marché mondial et du marché intérieur... à la rentabilité, en vue d'intégrer l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est de l'Europe au marché mondial et à la division internationale du travail" (8) dominés par l'impérialisme.

C'est ici une première concrétisation économique de la crise (politique) de la direction révolutionnaire dont la bureaucratie des pays de l'Est est l'un des éléments les plus importants. A l'inverse, une direction révolutionnaire conséquente resserrerait les liens entre Etats ouvriers et impulserait la révolution à l'échelle mondiale, faisant ainsi de chaque succès remporté sur l'impérialisme une occasion de développer le marché "non-capitaliste" et de marquer à chaque fois plus la division internationale du travail de son empreinte.

Et il ne s'agit pas là d'un article de foi, mais au contraire de la dure réalité à laquelle s'affrontent les travailleurs polonais de façon quotidienne. A partir de 1971, l'évolution de l'économie polonaise a en effet montré qu'il n'est pas de croissance réalisée sous l'égide de la bureaucratie qui ne conduise à une soumission croissante aux exigences de l'impérialisme, à une pénétration supérieure de la loi de la valeur au sein des économies non-capitalistes et à la constitution d'une couche parasitaire de type *nepmen*. En 1975, l'heure de l'austérité a une fois venue, la fonction bureaucratique de pillage de l'Etat ouvrier pour le compte de l'impérialisme apparaît plus nettement encore puisqu'en restructurant l'ensemble de l'économie en fonction des impératifs de la dette extérieure, la bureaucratie a fait travailler les masses polonaises pour le plus grand profit de la bourgeoisie mondiale. Il est ainsi une dimension de type *comprador*(9) de

la caste parasitaire et le mot d'ordre de *Non-reconnaissance de la dette extérieure!* doit figurer en bonne place dans le programme de la révolution politique.

2.2- La bureaucratie soviétique ne se contente pas de piller "sa" classe ouvrière nationale mais elle étend aussi son action parasitaire au-delà de ses frontières en mettant sur pied un pillage qui, sur un mode mineur, se sur-ajoute à celui de l'impérialisme. Les termes de l'échange entre les "démocraties populaires" et l'U.R.S.S. se dégradent régulièrement et si au sein du C.O.M.E.C.O.N., les prix ne sont pas les mêmes que sur le marché mondial impérialiste, leurs rythmes d'évolution sont parallèles. Inutile de préciser qu'il s'agit là d'un puissant facteur de crise des économies des pays de l'Est.

2.3- L'affaiblissement du "camp socialiste" par des accords bilatéraux avec l'impérialisme, le pillage de certains Etats ouvriers par d'autres (pour ne rien dire des guerres qui peuvent les opposer), tout cela n'est possible que du fait de la concrétisation la plus profonde qui soit à l'Est du "nationalisme bureaucratique", à savoir le maintien forcé des Etats ouvriers nationaux

Ce nationalisme constitue une profonde limite objective au développement des Etats ouvriers, car "les forces productives, qui elles s'accroissent effectivement, ne sont pas moins en révolte en U.R.S.S. en Europe de l'Est, en Chine, contre les frontières nationales, et singulièrement contre la coupe de l'Europe en deux" (10) qu'à l'Ouest.

De ce fait, le mot d'ordre de *Fédération des Etats ouvriers existants*(11) nous semble aussi nécessaire sur le plan économique que nous savions déjà qu'il l'était politiquement et nous pourrions même suggérer qu'on lui adjoigne celui de *Monopole du commerce extérieur au niveau fédéral!*

3- Mais par-delà les politiques qu'elle met en oeuvre et aussi consubstantielles qu'elles lui puissent être, c'est l'existence même de la bureaucratie qui est le plus radical facteur de crise économique à l'oeuvre au sein des économies non-capitalistes. Comme l'expliquait Trotski dans la *Révolution trahie*, c'est l'expropriation politique du prolétariat qui est le principal obstacle à la bonne marche des économies de transition: "Tandis que la croissance de l'industrie et l'entrée de l'agriculture dans la sphère du plan compliquent incroyablement la tâche de la direction, en faisant passer au premier plan le problème de la qualité, la bureaucratie tue l'initiative créatrice et le sentiment de la responsabilité sans lesquels il ne peut y avoir de progrès qualitatif (...). Le rôle progressiste de la bureaucratie soviétique correspond à la période d'assimilation (...). Mais plus on va loin, et plus l'on trébuche sur le problème de la qualité qui échappe à la bureaucratie comme une ombre. Il semble que la production est marquée du sceau gris de l'indifférence. Dans l'économie nationalisée, la qualité suppose la démocratie des producteurs et des consommateurs, la liberté de critique et d'initiative, toutes

(suite de la page antérieure)

choses incompatibles avec le régime totalitaire de la peur, du mensonge et de l'adulation...

Ou comme l'écrivait encore Lev Davidovitch: "La lutte pour les intérêts vitaux, considérés comme les facteurs fondamentaux de la planification, nous introduit dans la sphère de la politique, qui est de l'économie concentrée. Les armées des groupes sociaux de la société soviétique sont (doivent être): les soviets, les unions syndicales, les coopératives et, avant tout, le parti dirigeant. Seule la coordination de ces trois éléments, la planification étatique, le marché et la démocratie soviétique, peuvent assurer une direction juste de l'époque de l'économie de transition et assurer, non pas la mise à l'écart des disproportions en quelques années (cela est de l'utopie), mais leur amoindrissement et par là-même, la simplification des bases de la dictature du prolétariat, jusqu'au moment où les nouvelles victoires de la révolution élargiront l'arène de la planification socialiste et reconstruiront son système." (2)

4- Toutefois, les masses des Etats ouvriers n'interviennent pas seulement de façon négative dans la crise économique, du simple fait de leur exclusion politique, mais aussi en positif, par leurs luttes. Dans le scénario de la crise telle qu'elle s'est exprimée en Pologne ces dix dernières années, le centre des problèmes se trouvait dans la consommation mais cette catégorie statistique, "froide", ne représente pas autre chose que l'action des masses polonaises, que leurs revendications et leur résistance à toute politique d'austérité. Elle constitue en fait la traduction économique présente du processus de la révolution politique en Pologne et c'est même le relativement haut niveau qu'il a déjà atteint dans ce pays qui explique que la crise économique y ait une ampleur supérieure à celle que connaissent toutes les autres "démocraties populaires".

Ce mouvement de masses très combattif constitue l'une des caractéristiques quasi-permanentes de l'Etat ouvrier polonais et c'est ce qui explique le processus qui a fait succéder à un Gomulka issu de la révolution de 1956 et chassé par la grève de 1970, un Gierek arrivé au pouvoir du fait de cette même grève et qui a maintenant disparu à son tour. Les délais se raccourcissent donc et, le mouvement ouvrier venant d'enregistrer une victoire, il ne faut pas être grand clerc pour prévoir que la solution à laquelle est en train de travailler la bureaucratie sera un échec, qu'elle fera faillite. Non pas dans quatorze ans, ni même dans dix ans, mais dans un délai bien plus rapproché.

Philippe OLRICK

Notes

- 1- le *Nouvel Observateur*, numéro 824 du 23 au 29 août 1980.
- 2- le *Courrier des pays de l'Est*, numéro 238 de mars 1980, p.36.
- Sauf indication contraire, toutes les statistiques employées dans cet article sont issues de cette revue.
- 3- le *Nouvel Observateur*, op. cit.
- 4 *nepmen*: affairistes petits-bourgeois qui sont apparus en Russie en 1921 avec l'adoption de la Nouvelle Politique Economique grâce à la réanimation du marché intérieur et à la pénétration du capital étranger.
- 5- le *Courrier...*, op. cit., p.35.
- 6- O.C.D.E.: organisation économique internationale qui regroupe les principaux pays impérialistes.
- 7- féodalisme tardif: féodalisme incluant un serfage rigoureux qui s'est "tardivement" développé en Russie du XV au XVIIème siècle, notamment pour concentrer une main d'oeuvre nombreuse sur de grandes surfaces et ainsi permettre la culture rentable d'un blé exporté vers l'Europe de l'Ouest. Ce dégelage d'un surplus agricole a ainsi permis à la Russie de développer "d'en-haut" une industrie métallurgique très moderne pour l'époque et, au milieu du XVIIIème siècle, d'exporter des fers en Angleterre...
- 8- Stéphane Just, *Révisionisme liquidateur contre trotskysme*, Défense du trotskysme 2, Paris, 335 pp., p.120.
- 9- *comprador*: terme classiquement employé pour caractériser le secteur de la bourgeoisie qui, dans les pays semi-coloniaux, est le plus liée à l'impérialisme et lui sert d'intermédiaire local (de *comprar*, *acheter* en espagnol).
- 10- Stéphane Just, op. cit., p.115.
- 11- ce mot d'ordre n'étant bien sûr en rien contradictoire, au contraire, avec le droit plein et entier à l'autodétermination des peuples des Etats ouvriers bureaucratisés et devant se combiner à une critique implacable du rôle joué par l'U.R.S.S. en Europe de l'Est.
- 12- cité par Stéphane Just, op. cit., p.126.

Portugal Elections entre deux généraux ?

par Antonio Dos Santos

Lisbonne. - Au cours de l'année 1976, le général Ramalho Eanes, jusqu'alors inconnu, a été élu président, avec l'appui du Parti Socialiste (P.S.), du Centre Démocratique Social (C.D.S.) et du Parti Populaire Démocratique (P.P.D.).

Son élection a été comme un sommet dans le processus de contre-offensive bourgeoise qui voulait en terminer avec la révolution qui a éclaté le 25 avril 1974. Le Parti Communiste, qui avait présenté son candidat, n'avait cependant exprimé aucune hostilité au général pendant sa campagne:

c'est ainsi que le P.C. a subi sa plus grande défaite électorale.

Le général Eanes a obtenu, par l'importance de son score électoral, une autorité qu'il a utilisée pour appliquer une politique anti-ouvrière et contre-révolutionnaire. Plans d'austérité contre les travailleurs, répression contre le mouvement étudiant, attaques contre la réforme agraire des terres de l'Alentejo: voilà la réalité pour les masses exploitées pendant la présidence de Eanes, pendant les cabinets successifs du P.S., du C.D.S., et du P.P.D.

Election entre deux généraux

Le 5 octobre prochain auront lieu des élections législatives et, en novembre, les présidentielles.

Réunis dans l'Alliance Démocratique (A.D.), les deux grands partis bourgeois du Portugal, le P.P.D. et le C.D.S., qui aujourd'hui tiennent le cabinet, présentent un candidat commun aux présidentielles. Il s'agit du général Soares Carneiro, un militaire directement lié au vieux régime fasciste de Salazar et Caetano, un co-

laborateur de sa politique coloniale sanguinaire en Afrique.

L'Alliance Démocratique, qui est au gouvernement depuis le début de l'année, s'est lancée dans de violentes attaques contre le président actuel. Le général Ramalho Eanes espère être réélu aux élections de novembre. A cette fin, il négocie sa candidature avec le Parti Socialiste.

Bien qu'ils n'aient pas encore proclamé leur appui à la réélection de Eanes, les directions du P.S., comme celles du P.C., ont commencé une campagne discrète mais ferme sur leurs bases pour les convaincre de l'"opportunité" du soutien à Eanes. Pour les législatives, le P.S. s'est déjà présenté en alliance avec un groupe dissident du P.P.D., lié à Eanes, avec lequel il a formé, plus un petit groupe centriste, le *Front Républicain et Socialiste*. Aux élections présidentielles, il est presque sûr qu'ils appuieront sa réélection.

De son côté le P.C., qui, avec un autre groupe, a formé pour les législatives l'Alliance du Peuple Uni (A.P.U.), présentera probablement son candidat pour le premier tour des présidentielles, mais on considère comme acquis son appui à Eanes pour le second tour.

L'argument des dirigeants du P.S. et du P.C. pour convaincre leurs bases est très simple: "Si l'Alliance Démocratique attaque Eanes, c'est parce que son élection ne leur convient pas. Donc,

garantir son élection signifie défaire l'A.D., c'est à dire la droite". Des journalistes et des intellectuels influents collaborent avec les directions du P.S. et du P.C. à ce travail de persuasion.

Ce qu'ils oublient

Le P.C. ne se souvient-il déjà plus qu'il y a moins d'un an, sur l'ordre de Eanes lui-même, les troupes ont assassiné deux militants communistes dans l'Alentejo? Et le P.S. a-t-il oublié que le président a fait démissionner Mario Soares (Premier ministre social-démocrate) pour le remplacer par Mota Pinto, un ennemi juré des travailleurs et qui aujourd'hui soutient la candidature de Soares Carneiro?

Qu'y a-t-il derrière la candidature de Eanes? Pourquoi est-il attaqué maintenant par l'A.D.?

Pour les trotskystes portugais, la réponse à ces questions n'est pas difficile. Il suffit de se souvenir qu'en 1976, la majorité qu'avaient ensemble le P.S. et le P.C., tant au sein du Parlement qu'en dehors, a été détournée par la comédie montée autour de la candidature de Eanes. Et, maintenant, de nouveau, ils veulent amener le mouvement ouvrier à soutenir le général, empêchant comme en 1976 que les travailleurs s'expriment à travers une candidature ouvrière unique, un candidat commun du P.C. et du P.S. Bien que la défaite de Soares Carneiro soit presque certaine, sa candidature est le grand prétexte qui sert aux dirigeants du P.S. et du P.C. pour amener les travailleurs à voter pour une autre alternative tout aussi bourgeoise. Ils essaient de les mettre, au second tour, devant une alternative dont les deux termes sont deux généraux, Soares Carneiro et Eanes, ou les deux faces de la même médaille: la poursuite de l'offensive bourgeoise contre le mouvement des masses portugaises.

Coalition P.O.U.S.- P.S.T.

Pour un candidat ouvrier unique du P.S. et du P.C.



Les organisations du Comité Paritaire au Portugal, le Parti Ouvrier d'Unité Socialiste (P.O.U.S.) et le Parti Socialiste des Travailleurs (P.S.T.) participeront aux élections parlementaires dans tous les districts du pays. Unis dans une coalition électorale, ils présentent comme candidat aux élections présidentielles Aires Rodrigues, dirigeant syndical, ex-membre du secrétariat national du Parti Socialiste, expulsé du parti pour être resté fidèle à son mandat de député ouvrier et pour avoir lutté pour un gouvernement du P.S. et du P.C. Actuellement, Aires Rodrigues est dirigeant du P.O.U.S.

Le P.O.U.S. et le P.S.T. se sont adressés au Parti Socialiste Révolutionnaire (P.S.R.), organisation affiliée au Secrétariat Unifié, avec la proposition de former un front autour de la candidature de Aires Rodrigues. Le P.S.R. a répondu par une campagne de calomnies et de diffamations contre Rodrigues et a refusé de participer à la campagne électorale avec les forces de la coalition P.O.U.S.-P.S.T. Le P.S.R. ne présentera pas de candidat aux élections et, pour l'instant, il n'a pas encore défini de position par rapport à celles-ci.

La coalition P.O.U.S.- P.S.T. défend l'unité P.S.- P.C. pour vaincre l'Alliance Démocratique, vaincre le gouvernement actuel du P.P.D. et du C.D.S., et pour imposer un gouvernement des socialistes et des communistes sans capitalistes et sans généraux. L'axe de la campagne de Aires Rodrigues est la demande au P.S. et au P.C. de rompre avec Eanes et de présenter un candidat ouvrier commun aux élections présidentielles: dans ce cas, Aires Rodrigues retirera sa candidature.

Grâce à cette campagne, grâce à la repercussion du programme de la coalition, les 7 500 signatures nécessaires pour légaliser la candidature de Aires Rodrigues ont été obtenues en peu de jours. Avec l'appui du P.O.U.S. aussi, le P.S.T. a réuni en un mois les 5000 signatures nécessaires à sa propre légalisation.

De leur côté, les directions social-démocrate et communiste ont lancé une véritable campagne de persécution contre le P.O.U.S.-P.S.T., parvenant à ce que la Commission Nationale Electorale interdise l'enregistrement de la coalition et conteste les listes du P.O.U.S.- P.S.T. dans tout le pays. Malgré tout, par une vigoureuse campagne de mobilisation et de défense, la C.N.E. a finalement reconnu la légalité de cette coalition électorale. Ce fut la première grande victoire.

Une candidate paysanne déclare:

"Nous devons imposer l'unité avec les ouvriers"

La paysanne Maria de Jesus Quaresma Pratas, 33 ans, est militante du P.O.U.S. portugais. Elle se présente comme candidate pour les élections parlementaires d'octobre prochain. Nous reproduisons ci-dessous l'une de ses déclarations, extraite du Manifeste de sa candidature.

Je suis une petite agricultrice, paysanne pauvre du Baixo Mondego, candidate pour le P.O.U.S.-P.S.T. pour la circonscription de Coimbra. Je vais vous dire comment nous, les petits travailleurs de la terre qui n'avons ni samedi ni dimanche, nous voyons la situation de l'agriculture. On m'a dit qu'un membre du gouvernement vient de déclarer dans un journal que les agriculteurs et l'agriculture ne sont jamais allés aussi bien. La preuve, selon lui, c'est que ce gouvernement a remis plus de terres aux anciens propriétaires terriens de l'Alentejo que tous les autres gouvernements réunis.

La police est dans l'Alentejo, il ne se passe pas un jour sans qu'on la voit apparaître partout, pour enlever la terre aux travailleurs par la force. Ils ne respectent personne, ils veulent tout détruire, faire mourir le peuple de faim, comme avant. Et je pose la question: pourquoi cette situation? Peut-être le pain que nous mangeons, les fruits, les pommes de terre, le vin, l'huile ne viennent pas tous de la terre? Ne sommes-nous pas, par notre travail, ceux qui extraient de la terre ce qu'elle nous donne?

Pourquoi la droite est-elle au pouvoir?

Dans ma zone, nous avons voté majoritairement pour le Parti Socialiste. Dans ma région natale, le P.S. a été le premier parti à avoir un local: et nous avons voté pour le P.S. parce que nous croyons que notre vie allait s'améliorer, que les petits pourraient lever la tête. Le P.S. est allé au gouvernement et, avec le P.C., ils avaient la majorité à l'Assemblée de la République. Et qu'ont-ils fait?

Nous ont-ils donné des crédits bon marché pour pouvoir travailler? Nous ont-ils envoyés des ingénieurs et des vétérinaires pour nous conseiller? Ont-ils donné des ordres pour que le lait soit à un prix juste? Ont-ils écouté nos plaintes? Le P.S. a essayé d'introduire Mota Pinto, Nobre da Costa et Barreto. Ensuite, il a donné la main au C.D.S. Ils ont fait des lois pour les riches. Le P.S. et le P.C. disent qu'ils défendent le peuple travailleur. Si c'est vrai, qu'at-

tent-ils pour constituer ensemble un gouvernement, sans généraux et sans représentants des capitalistes? Qu'attendent-ils pour s'unir, pour présenter un candidat commun, civil, militant du P.S. ou du P.C., un candidat qui mette à bas Eanes et Soares Carneiro?

Que voyons-nous au lieu de cela? Les dirigeants du P.S. demandent au général Eanes d'être leur candidat. Et les dirigeants du P.C. disent qu'ils ne peuvent pas considérer le général Eanes comme un homme de droite, laissant ainsi la porte ouverte pour que les travailleurs votent pour lui.

Je veux dire à tous les petits agriculteurs de tout le pays, et cela a été montré et démontré, que nous devons imposer l'unité avec les ouvriers, chose que les dirigeants ne veulent pas. Il est temps que nous ayons un parti à nous, qui exprime notre volonté. Nous avons besoin d'un gouvernement ouvrier et qui soit à notre service. C'est pour ces raisons-là que je suis candidate.

Un soldat anti-fasciste en prison

Il est candidat de la coalition

La mort d'un provocateur fasciste, le 12 mars 1975, devant la caserne du Ralis, a signifié la prison pour trois soldats portugais, Firmino, Paulino et Santos. La mort du fasciste a eu lieu à la veille de la mise en route du plan de coup d'Etat du général Spínola. Comme tout le peuple portugais, les soldats résistaient, répondant à l'appel des dirigeants du P.S. et du P.C. contre le coup d'Etat.

Bien qu'aucun des trois soldats ne soit militant de la coalition P.O.U.S.-P.S.T., les directions de ces deux organisations du Comité Paritaire ont décidé de présenter le soldat Firmino comme candidat sur leurs listes aux élections parlementaires d'octobre. Firmino est un symbole de la résistance populaire contre le coup d'Etat, et sa condamnation à dix ans de prison pour avoir fait justice à un fasciste démontre que les militaires et la bourgeoisie du Portugal veulent frapper les conquêtes du 25 avril et leurs défenseurs.

Par contre, les tribunaux militaires n'ont pas jugé un parent du général Ramalho Eanes, qui a dirigé l'attaque aérienne de la caserne du Ralis. La coalition P.O.U.S.- P.S.T. exige donc la liberté du soldat Firmino et de ses deux camarades. Lutter pour leur libération est une obligation pour les organisations ouvrières, paysannes et démocratiques. La présentation du soldat Firmino sur les listes électorales est un premier pas de cette campagne. Un vote massif pour sa candidature représenterait une défaite pour les agents de la P.I.D.E. (police politique de Salazar-Caetano), qui aujourd'hui revient au gouvernement, et pour la contre-révolution portugaise.



Aires Rodrigues

"Que le P.S. et le P.C. présentent un candidat ouvrier unique, et je retirerai ma candidature"

Le 14 septembre, Aires Rodrigues, candidat à la présidence pour la coalition P.O.U.S.-P.S.T., s'est adressé aux travailleurs par la télévision. Voici quelques extraits de sa déclaration.

Les élections arrivent et le docteur Sa Carneiro va faire sa campagne électorale pour rester premier ministre d'un gouvernement rejeté par la majorité du peuple travailleur de ce pays. Mais comment le chef d'un gouvernement qui hier à peine envoyait la G.N.R. voler encore des terres aux paysans de l'Alentejo peut-il garder le pouvoir?

Je suis un travailleur de Marina Grande. Et tous les travailleurs de ce pays savent, comme moi, ce qu'est ce gouvernement. Nous savons tous que ce gouvernement veut que le pays revienne au 24 avril (la mobilisation qui a renversé Salazar-Caetano s'est produite le 25 avril 1974, N.d.T.). C'est logique puisqu'il s'agit d'un gouvernement des capitalistes, des propriétaires terriens et des généraux.

Nous, travailleurs portugais, nous apprenons par notre expérience que tous les gouvernements qui sont représentés les capitalistes, les propriétaires terriens et les chefs militaires pratiquent invariablement la même politique, celle de la destruction de tout ce que nous commençons à mettre sur pied depuis le 25 avril.

Mais, aujourd'hui, nous nous posons la question suivante: pourquoi, six ans après le 25 avril, il existe un gouvernement de ce type?

Chacun de nous peut trouver la réponse à travers la dure expérience qu'ont faite les travailleurs à partir du 25 avril. Comme

travailleur et militant, j'ai été élu député à l'Assemblée Constituyente, puis à l'Assemblée de la République, sur les listes du Parti Socialiste, au temps où une majorité P.S.- P.C. était élue à la Constituante puis à l'Assemblée. Cette majorité s'est maintenue pendant cinq ans. En décembre dernier, pour la cinquième fois de suite, le peuple a voté majoritairement pour le P.S. et le P.C., contre la droite.

A l'Assemblée de la République, avec mon camarade Carmelinda Pereira, des dizaines et des dizaines de fois, nous avons fait la proposition suivante au P.S. et au P.C. qui avaient la majorité: "Constituez un gouvernement P.S.-P.C. au service du peuple, contre les capitalistes et les généraux qui veulent conduire le pays à la ruine."

Aujourd'hui, je m'adresse à Mario Soares, je m'adresse à Alvaro Cunhal. Je ne sais pas s'ils m'écoutent, mais je suis sûr qu'ils m'ont entendu des milliers et des milliers de militants du P.S. et du P.C. Pendant six ans, vous avez eu la majorité, vous l'avez encore. Pendant six ans, le peuple travailleur vous a donné un mandat précis, celui de défendre l'unité et leurs intérêts. Le peuple portugais vous a demandé, vous demandez, qu'ensemble vous formiez un gouvernement contre les capitalistes, un gouvernement sans généraux.

(suite page suivante)

(suite de la page antérieure)

Vous avez rejeté, vous rejetez l'unité. Au lieu de l'unité, vous proposez de nouveau l'alliance avec le général Eanes et les P.P.D. de l'A.S.D.I. Et c'est le seul raison pour laquelle Sa Carneiro est au gouvernement et que les conquêtes du 25 avril sont attaquées. Ce que je dis aujourd'hui, je l'ai déjà dit dans la direction du P.S. et dans l'Assemblée de la République: "Constituez l'unité du P.S. et du P.C. et un gouvernement du P.S. et du P.C."

N'est ce pas cela que nous tous, travailleurs, voulons dire? C'est pour cela qu'ils ont voulu m'empêcher de venir ici, dire aujourd'hui ces paroles. Mario Soares n'a pas hésité à écrire, lui, personnellement au tribunal pour qu'il interdise la présentation du P.O.U.S. et du P.S.T. aux élections. Vous savez pourquoi? Parce qu'ils disent qu'ils ont peur d'être confondus avec le P.O.U.S. et le P.S.T. qui apparaissent avec le symbole du poing levé. Le poing levé du P.O.U.S. et du P.S.T. ne se confond pas avec le main tendue du général Eanes aux capitalistes. Mais nous sommes les véritables socialistes et nous lutons sous le symbole de l'unité des travailleurs.

Je m'adresse à tous les ouvriers, à tous les jeunes, aux paysans qui ont vu voler les terres qui leur donnent le pain. Je m'adresse aux chômeurs qui subissent la misère. Si cette politique continue, elle arrivera à un seul résultat: maintenir la droite au gouvernement, maintenir l'Alliance Démocratique et les généraux au pouvoir. Et ils veulent nous faire croire que l'alternative au général Soares Carneiro et aux P.P.D. de l'A.D. serait le général Eanes et les P.P.D. de l'A.S.D.I.

S'ils étaient élus, le général Eanes comme le général Soares, continueraient avec la politique de destruction de la réforme agraire qui ont eux-mêmes commencée. Tant le général Eanes que le général Soares Carneiro imposeront de nouvelles et brutales augmentations des prix, de nouveaux licenciements, de nouvelles attaques contre tout ce que les travailleurs ont conquis par la révolution. Comment les militants du P.C. vont-ils accepter que leurs dirigeants les obligent à voter pour le responsable politique de la mort de deux de leurs camarades dans l'Alentejo en septembre dernier? Pour le militaire qui a organisé directement le 25 novembre, le responsable du retour d'Americo Tomaz et la libération des chefs de la P.I.D.E.? Comment les militants du P.S. peuvent-ils accepter que leurs dirigeants les obligent à voter pour l'homme qui est responsable de l'expulsion du P.S. du gouvernement, afin de lui substituer les gouvernements de Nobre da Costa et de Mota Pinto?

C'est pour cela que dans cette campagne, le plus important est de réaliser l'unité contre tous les généraux et tous les partis de la bourgeoisie. Avec des milliers de travailleurs du P.C. et du P.S., avec mes camarades du P.O.U.S. et du P.S.T., j'ai décidé de me présenter à la présidence de la République. Car le peuple travailleur ne peut accepter l'alternative entre le général Eanes et le général Soares. Le peuple a le droit de revendiquer et de prendre le destin de la société entre ses mains.

Nous sommes tous en train de suivre passionnément la grève générale des travailleurs polonais pour, comme ils le disent eux-mêmes, prendre les rênes de la société entre leurs mains. Là-bas, comme ici, ceux qui parlent au nom des ouvriers et gagnent dix fois plus qu'eux, les bureaucrates, les privilégiés, les arrivistes, disent que la grève générale déstabilise le pays. Non! Ceux qui déstabilisent le pays ce sont eux, ceux qui s'allient aux généraux et aux capitalistes du monde entier contre les travailleurs. La grève générale des travailleurs polonais ne déstabilise pas le pays. Elle déstabilise les privilèges de ceux qui conduisent le pays à la ruine, qui exploitent, oppriment et trompent le peuple qui travaille. La grande leçon que les travailleurs polonais donnent à tous les travailleurs, c'est celle de l'ouvrière Anna Walentinowicz, licenciée de son entreprise par les bureaucrates. Réintégrée dans son travail grâce à la lutte des ouvriers, elle nous dit: "Nous avons cru une fois aux dirigeants qui nous ont fait des promesses. Ils nous ont menti. Nous avons cru une seconde fois aux dirigeants qui nous faisaient des promesses et ils nous ont de nouveau trompés. Maintenant, nous croyons seulement en nos propres forces comme travailleurs."

Elle a raison. Le P.O.U.S. et le P.S.T. commencent à construire un parti au service du peuple. Un parti international qui nous lie aux luttes des travailleurs du monde entier. De nouveau, je m'adresse aux dirigeants du P.S. et du P.C.:

"Rompez avec le général Eanes et l'A.S.D.I. Présentez un candidat ouvrier unique à la présidence de la République! Dans ce cas, je retirerai ma candidature!"

L'ouvrière polonaise Anna Walentinowicz a raison. N'ayons confiance qu'en nous-mêmes. Commençons nous-mêmes à réaliser l'unité dans les usines et les quartiers!

Aires Rodrigues

France

Vers le parti révolutionnaire de dix mille militants

par Marc Lacaze

Paris. Il ne fait aucun doute que, dans les mois qui viennent, la lutte de la classe ouvrière va connaître en France des développements considérables.

Certes, il ne faut pas être un observateur particulièrement averti pour constater que les conséquences de la crise mondiale du système capitaliste, la réduction de l'activité industrielle, la pression grandissante de la concurrence internationale, les plans de combat mis au point par les capitalistes et les gouvernements dans tous les pays pour faire supporter aux masses les conséquences de cette crise, vont provoquer une aggravation sensible de la tension entre les classes partout dans le monde, et donc particulièrement en France, pays impérialiste de second ordre, spécialement vulnérable dans une telle situation.

Il ne faut pas non plus être un observateur particulièrement averti pour prévoir que la proximité des élections présidentielles tend à centraliser toute la lutte des classes dans ce pays. Mais en restant point de vue général est totalement insuffisant.

Les classes s'affrontent dans des conditions politiques déterminées, qui sont le produit de tout le développement antérieur de la lutte des classes. La bourgeoisie dispose d'un Etat, d'institutions plus ou moins adaptées aux tâches de l'heure, ses partis sont unis ou divisés... La classe ouvrière combat en s'appuyant sur toutes ses conquêtes sociales et politiques, sur les organisations qu'elle a construites et qu'elle utilise malgré et contre la politique des appareils contre révolutionnaires qui les contrôlent dans des rapports politiques qui intègrent tous les résultats des batailles récentes.

Voilà ce qu'il faut évaluer avec précision pour apprécier la nature, la force des événements qui vont surgir, pour évaluer le rôle que va jouer l'échéance de ces élections. C'est une tâche indispensable pour disposer l'organisation révolutionnaire à accomplir ses devoirs, pour élaborer une ligne d'intervention, des mots d'ordre qui aident la classe ouvrière à se frayer sa voie dans le cours même de la lutte de classe vivante, qui dégage ainsi les matériaux du parti révolutionnaire afin de le structurer dans un parti de 10 000 militants.

Ce qui s'est passé à mi-juillet, lorsque les centrales syndicales ont refusé de signer le projet d'accord que leur présentaient patronat et gouvernement sur l'"aménagement du temps de travail", exprime parfaitement la situation politique et permet d'en faire le point brièvement.

De quoi s'agit-il?

Depuis des mois, le patronat et le gouvernement, pressés par la concurrence internationale, élaboraient un projet intitulé: "Aménagement du temps de travail". Ce projet était présenté comme un ensemble de mesures visant à la "réduction du temps de travail" et à l'obtention d'une "cinquième semaine de congés payés"; sa présentation fut l'occasion d'une campagne contre le manque de flexibilité de la législation portant sur l'organisation du temps de travail, ainsi que contre la rigidité des mentalités en ce domaine. L'objectif réel du projet s'affirmait de jour en jour clairement: liquider la loi des quarante heures, casser les conquêtes arrachées par la grève générale de juin 36 par le prolétariat français. L'enjeu est tel que Giscard d'Estaing s'engageait personnellement à défendre auprès des syndicats cette "revendication" vitale pour le patronat. Le président du patronat français C.N.P.F. formulait, quant à lui, clairement l'objectif de tout le patronat: il faut casser ce symbole de 1936 pour résoudre les problèmes découlant du fait qu'en France, par exemple, "dans l'automobile, les machines tournent pendant 4500 heures par an au lieu de 6 000 heures au Japon".

La C.F.D.T., Confédération Française du Travail (centrale liée à la hiérarchie catholique) s'était faite, au nom du combat qu'elle mène contre toutes les "rigidités", le champion de l'"aménagement". Après de multiples contacts avec tous les syndicats,

des négociations officielles étaient ouvertes. Elles devaient aboutir, selon les vœux du gouvernement, à un accord signé par les syndicats, le gouvernement se chargeant alors de présenter un projet de loi à la session de rentrée de l'Assemblée nationale modifiant la législation du temps de travail. Les centrales syndicales étaient pressées par le gouvernement, qui voulait les voir signer au plus vite et les associer ainsi directement aux tâches permettant d'assurer les conditions de la mise en valeur du capital dans la crise. La loi des 40 heures constituée, avec les conventions collectives, la Sécurité Sociale, la colonne vertébrale des conquêtes de la classe ouvrière.

La loi des 40 heures ne faisait pas partie du programme du Front populaire, qui se bornait à réclamer une baisse non précisée des heures de la semaine de travail. C'est, répétons-le, la grève générale de juin 36 qui a arraché les 40 heures, en signifiant plus largement quel contenu le prolétariat voulait donner à la victoire remportée sur les partis bourgeois, à l'unité syndicale réalisée dans la CGT: arracher les revendications, porter au pouvoir un gouvernement à lui. De toutes les mesures (congés payés, conventions collectives, retraite des vieux) votées à la Chambre dans la terreur de la grève, c'est celle qui a rencontré la plus forte opposition de la part des partis bourgeois. La loi des 40 heures est une conquête incompatible à terme avec les besoins du capital, à plus forte raison aujourd'hui. En fixant une limite légale à la semaine de travail, en fixant un jour de repos fixe, le dimanche, pour tous les travailleurs... elle s'oppose à la reconnaissance des besoins du capital comme base de l'organisation du travail.

Au travers de cette conquête, le formidable mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière en 1936 marque encore la vie de la classe ouvrière. On ne peut pas toucher impunément aux 40 heures. Les dirigeants des centrales syndicales ouvrières C.G.T., liée au P.C.F., et C.G.T.-F.O., centrale réformatrice, ont finalement dit non au gouvernement et au C.N.P.F. La C.F.D.T. a suivi. La classe ouvrière a remporté une victoire politique.

La défaite du gouvernement dans cette affaire témoigne une nouvelle fois de la défaite qu'a subie la Vème République dans la bataille pour laquelle elle a été constituée: détruire et disloquer à froid la classe ouvrière et ses positions. Le régime bonapartiste instauré en 1958 a représenté la tentative la plus développée faite par la bourgeoisie française pour rétablir sa position dans les meilleures conditions possibles, pour restructurer son économie, discipliner toutes les couches de la bourgeoisie sous un unique commandement. Pour réaliser cette "œuvre historique", il lui fallait intégrer, c'est à dire corporatiser les organisations ouvrières au nom de "l'association capital-travail", afin de disloquer son ennemi mortel: le prolétariat non vaincu de ce pays.

Dans la grève générale de 1968, après la grève des mineurs de 1963, la force de la classe ouvrière a fait de la volonté du régime d'intégrer les organisations ouvrières à l'Etat, un projet sans espoir de réalisation. La classe ouvrière entraînant les masses exploitées a disloqué le dispositif politique le plus élaboré mis au point contre elle.

Au lendemain de la grève générale de mai-juin 68, trahie par les directions, De Gaulle a tenté le tout pour le tout en présentant par voie de référendum un projet corporatiste. Les dirigeants des centrales ouvrières syndicales ont dit "Non", la C.F.D.T. et la L.C. appelant à l'abstention. Ce projet de De Gaulle a été balayé, ce fut une victoire considérable pour la classe ouvrière. Le régime commençait alors son agonie.

Le "Non" qui vient d'être donné par les centrales au gouvernement s'apparente au "non" qu'ils ont opposé en 1969.

Mais voilà, il y a douze ans que le régime agonise et l'étroite collaboration des appareils contre-révolutionnaires avec la bourgeoisie n'a pu entraver le proces-

sus de décomposition en cours. Chaque mois, une nouvelle "affaire" monte à la surface, témoignant de la profondeur de la crise politique qui sévit dans les sommets de l'appareil d'Etat.

Les successeurs de De Gaulle ont tout essayé pour s'opposer à l'isolement grandissant du pouvoir, pour freiner le processus qui amène toutes les contradictions à se concentrer sur la clef de vote du régime, le président de la République. Ils n'y ont pas réussi. Ils n'ont pas cessé cependant, malgré la crise du régime, malgré l'échec du référendum, leurs tentatives visant à remettre en cause toutes les conquêtes du prolétariat.

Durant vingt ans, les gouvernements au pouvoir sous le régime de la Vème République ont différemment selon les rapports politiques existant de 1958 à maintenant-agi pour refondre, restructurer tout l'édifice politique et économique de la société française.

Tout l'édifice législatif, qui porte la marque des grands combats de la classe ouvrière de 1936 et des années de la crise révolutionnaire de 1944-45 aux années 50, intégrant de puissants acquis, au prix duquel la bourgeoisie, avec la collaboration des appareils social-démocrate et stalinien, a pu sauver son régime menacé à différentes reprises, a été trituré, battu en brèche...

Pas un gramme de ce qui fait la vie sociale n'a échappé aux futures réformatrices de la Vème République.

Cependant la Vème République s'est cassé les dents sur la classe ouvrière.

L'immense tâche que s'était assignée la bourgeoisie sur la lancée de la défaite sans combat qu'elle avait imposée, avec la collaboration des appareils, à la classe ouvrière en 58, ne s'est pas réalisée.

Le résultat le plus clair, c'est, que dans tous les organes de la vie sociale cohabitent les éléments de l'ancien ordre des choses et ceux, incomplets, d'un nouvel ordre auxquels la défaite politique de De Gaulle en 68 ne permettra jamais de voir le jour.

Il est impossible que cette cohabitation ne soit pas elle-même une source permanente d'anarchie et de conflits. Elle oblige les masses à se mêler de tout, dans tous les domaines, pour se mettre à l'abri du catastrophique désordre dans lequel la débâcle du régime dans cette période de crise de tout le système capitaliste les précipite.

Et cela, dans une situation de crise politique aigue où tout conflit, où que ce soit, dirige les protagonistes vers la clef de vote du régime, celui dont tout procède: le président de la République lui-même, dans son isolement et sa nudité.

La Vème République, qui s'est identifiée presque totalement à l'Etat bourgeois, en disparaissant, déstabilisera l'Etat dans ses profondeurs, ouvrant une période directement révolutionnaire en France.

Le gouvernement et le patronat ont subi dans cette question de "l'aménagement du temps de travail" une défaite d'autant plus retentissante qu'elle témoigne de l'impasse politique absolue dans laquelle se trouve la bourgeoisie française.

Ils avaient décidé, pressés par la crise du système, de s'attaquer à une conquête dont la valeur de symbole est indiscutable. C'est leur défaite qui prend aujourd'hui, après douze ans d'agonie de la Vème République, valeur de symbole.

Plus que jamais, le sort de Giscard est directement et totalement lié à la poursuite de la division P.C.F.-P.S.

Jamais campagne de division menée par le P.C.F. ne s'est aussi frontalement heurtée aux aspirations de la masse des ouvriers, des travailleurs de toutes les couches de la population, que celle qu'ils viennent d'engager autour du thème: "Mitterand Premier secrétaire du Parti Socialiste, plus droite que Giscard".

Le 12 juillet, Informations Ouvrières concluait: "Déjà avec force se posait la question de l'unité P.C.F.-P.S. et de la grève générale pour en finir avec le gouvernement, sa politique, pour en fi-



Aspects de la campagne de l'O.C.I. pour le parti révolutionnaire de dix mille militants

nir avec la Vème République, pour arracher les revendications. Elle se pose aujourd'hui avec une force décaplée.

"Mais que dire de la situation en cette rentrée de septembre, à huit mois des élections présidentielles? Une question s'impose à tous: comment en finir avec Giscard, ses ministres et son Assemblée nationale. Le vœu et la volonté de tous les travailleurs sont nets: Giscard doit être chassé du pouvoir! Si l'unité n'est pas matière à de vains discours, alors il faut cesser la division qui seule permet à Giscard de durer.

"Que Marchais et Mitterand se rencontrent. Que les directions du P.S. et du P.C.F. se rencontrent, qu'ils décident ensemble l'unité sur une candidature unique et commune du P.S. et du P.C.F. pour le premier tour des élections présidentielles."

Une chose est certaine: il est possible de gagner. Il n'y a pas une minute à perdre pour les trotskistes. Toutes les forces doivent être mobilisées pour une bataille gigantesque car les choses ne peuvent pas durer et les mas-

ses, aujourd'hui, peuvent imposer l'unité P.C.F.-P.S. sur une candidature unique dès le premier tour des élections présidentielles!

Une période d'une importance capitale s'ouvre pour la construction du parti révolutionnaire dans ce pays.

L'O.C.I. expose clairement ses buts: la révolution socialiste. Mais pour l'O.C.I., pour tout révolutionnaire, le premier acte à réaliser dans cette voie, c'est d'en finir avec Giscard et son régime, en conséquence c'est de tout faire pour réaliser l'unité P.C.F.-P.S. sur une candidature commune dès le premier tour, pour substituer au gouvernement Giscard-Barre le gouvernement Marchais-Mitterand. Il ne peut y avoir de tâche plus urgente, c'est ainsi que va être construite l'O.C.I. unifiée de 10 000 militants.

L'O.C.I. s'engage à fournir avec ponctualité aux lecteurs de la revue tous les éléments de sa bataille, certaine d'oeuvrer ainsi à la reconstruction-réorganisation de la IVème Internationale



Italie

Après le massacre de Bologne

par Dario Renzi

Une hypothèse sur l'attentat

Depuis 11 ans, la violence terroriste est un fait quotidien et de décembre 69 avec la bombe de Milan à mars 78 avec le rapt et le meurtre de Moro les actions des néofascistes ou des Brigades Rouges n'ont plus cessé. Différentes par leurs origines, objectifs et proclamations, ces deux bandes clandestines opposées sont apparues comme réaction au puissant développement du mouvement ouvrier. Le terrorisme néofasciste est l'avant-garde armée mercenaire de la contre-offensive patronale, le terrorisme des Brigades est une réponse erronée des petits cercles universitaires extrémistes à l'hégémonie communiste sur la classe ouvrière.

Après Bologne, le ministre socialiste Formica a déclaré: "J'ai pu constater la faiblesse du gouvernement et même, dans certains cas, une connivence manifeste d'un secteur de l'Etat avec le terrorisme. Leurs insuffisances graves et leurs réticences viennent de leurs liaisons et complicités avec le terrorisme international." (La Repubblica du 9 août).

Depuis 11 ans en effet la bourgeoisie utilise le terrorisme pour tenter d'imposer un gouvernement de centre-droit, pour mieux subordonner les grands partis ouvriers à son plan économique.

L'attentat de Bologne marque un saut qualitatif. Il semble poursuivre un but politique à long terme. La conscience populaire, la presse, les dirigeants politiques, les paroles mêmes du chef du gouvernement Cossiga, tout concède pour attribuer l'attentat aux néofascistes. On suit la piste de "l'internationale noire". Mais une tentative de coup d'Etat aujourd'hui en Italie est contradictoire avec la lutte de classes nationale et internationale. Alors pourquoi cette action des fascistes? et pour le compte de qui?

Ce n'est pas la police qui y répondra. L'analyse de la situation de ce pays "éternellement en crise" permet de comprendre les buts de ce massacre. C'est seulement ainsi qu'il est possible de tracer l'hypothèse d'une action d'un commando de néofascistes, né du terrain fertile de la crise, lié internationalement avec des groupes nazis et des services secrets et impulsé par des secteurs du patronat et de l'Etat. Ce n'est pas une action "illogique", pas plus que les mécanismes qui dirigent la société italienne. C'est une logique préventive, une tentative d'effrayer la classe ouvrière et la population, de la préparer à la misère et au chômage, pour isoler les travailleurs les plus avancés des autres, pour paralyser les couches moyennes. C'est une tentative de démontrer que malgré la faiblesse de ses instruments "officiels", la classe dominante en dis-

pose de plus terribles pour s'imposer. C'est le début de la barbarie généralisée du capitalisme, de ses ultimes recours. Mais au sein de cette crise naissent les forces pour empêcher le triomphe de la barbarie.

Une crise résolue... à l'italienne

Depuis deux ans, le patronat mène une attaque économique contre les travailleurs, préparée par le plan triennal lancé fin 1978 pour éliminer "les facteurs d'instabilité de l'économie" (les finances publiques et le coût du travail). C'est un plan de bataille contre le niveau de vie, qui s'est concrétisé par l'augmentation continue des produits de première nécessité et par des impôts croissants pour les plus pauvres, devenant finalement une attaque constante contre les mécanismes salariaux conquis par les travailleurs, en particulier l'échelle mobile des salaires. D'autre part, la promesse selon laquelle les créations de postes de travail seraient une contrepartie à la baisse de l'enveloppe des salaires s'est révélée pure démagogie. Non seulement le chômage est en augmentation constante officiellement 1 800 000 chômeurs-mais les entreprises préparent de nouveaux licenciements et des centaines de milliers d'italiens et d'étrangers sont contraints au "travail noir".

Le patronat n'a pas non plus résolu ses propres problèmes. Le budget d'Etat continue à fonctionner de manière anarchique, le taux d'inflation est supérieur à la moyenne des pays de la Communauté Européenne, la restructuration de l'industrie -un des problèmes-clés- n'a pas été planifiée et la crise internationale s'abat sur l'Italie.

Les difficultés de la bourgeoisie se reflètent dans les heurts récents entre des cercles patronaux et les gouvernements. Des chefs d'industrie sont pour une attaque plus décisive contre l'échelle mobile. Le gouvernement et les approuvés publiquement mais face à la réaction ouvrière il s'est replié sur le prélèvement de 0,5% sur les salaires, mesure tout aussi dure pour les travailleurs. L'un des problèmes de la gestion politique du plan économique est le risque d'une explosion sociale. Sur ce terrain, les résultats ont été inférieurs à l'attente et aux besoins de la grande bourgeoisie. La tentative d'un renforcement de la démocratie imperialiste à travers "l'unité nationale" avec le P.C.I. et le P.S.I. n'est qu'un demi-succès.

L'aspiration au pouvoir exprimée par les travailleurs a été momentanément déviée puis interrompue grâce à la collaboration de Craxi et Berlinguer, mais cela n'a pas correspondu à une stabilisation décisive des institutions bourgeoises. Aux élections de 1979 et de 1980, la Démocratie

Chrétienne n'a pas récupéré le consensus de 1975-76. Elle n'a pas non plus renforcé son hégémonie sur les couches moyennes, base essentielle de sa force. La majorité des pouvoirs locaux est aux mains de la gauche et le principal parti bourgeois n'a pas pu former un gouvernement assez solide et homogène pour gérer l'austérité. Un gouvernement démocratique bourgeois avec des éléments de collaboration de classe (la participation socialiste) est insuffisant pour attaquer frontalement la classe ouvrière, comme pour la contourner et la poignarder dans le dos.

La nécessité d'un gouvernement apte à appliquer le plan d'austérité est une nécessité impérieuse pour la classe dominante. En septembre, elle devra affronter à nouveau les domaines où elle n'a toujours pas résolu la crise, en cherchant une réédition intensifiée du plan triennal. Alors que la production industrielle a repris de presque 10% par rapport au premier semestre 1979, selon les sources patronales, le chômage va s'accroissant, l'augmentation des prix s'intensifie (1,5% en juillet pour les produits alimentaires, 19 à 20% en un an selon les chiffres patronaux), la question du logement atteint un niveau explosif pour de centaines de milliers de familles.

Pour renforcer l'austérité, la bourgeoisie cherchera l'aide des directions ouvrières. L'appui socialiste seul ne suffit pas. Il faut que les centrales syndicales renouvellent leur adhésion au plan patronal. Malgré la défense d'office de l'échelle mobile -sans laquelle leur crédibilité s'écroulerait- les dirigeants syndicaux continueront la ligne de 1977: la reprise et la couverture de la ligne patronale de l'austérité. Mais le patronat a besoin surtout de l'appui du parti de la majorité de la classe ouvrière. Une aile minoritaire de la D.C. voudrait impliquer totalement le P.C.I., la majorité voulant le laisser en marge du gouvernement et l'utiliser quand c'est indispensable, mais toute la D.C. cherche à utiliser pour faire appliquer le plan anti-ouvrier.

Le P.C.I. soutient l'austérité, les travailleurs la combattent.

Le P.C.I., plus que toute autre force politique, a fait de la propagande sur la nécessité impérieuse de l'austérité. Il montre déjà sa disponibilité renouvelée à avaler les mesures patronales. Battu aux dernières élections, éloigné du gouvernement, sa direction a annoncé un tournant politique, qui n'est qu'un simple durcissement de langage: sa proposition pour "une nouvelle politique économique et un changement de gouvernement" se réduit à "un programme pour une réforme plus impor-



tante du ministère de l'économie". Il reste donc dans la logique du patronat. Pendant les grèves de juillet il a fait des critiques "de gauche" aux directions syndicales mais n'a pas levé le petit doigt pour la grève générale nécessaire que demandaient les travailleurs les plus avancés. Au Sénat, lors de la discussion de l'aide fiscale aux industries -pas aux petites mais à la FIAT- il a eu une attitude que le leader de la D.C., Fanfani, a jugée constructive en permettant que la mesure passe. Le "tournant" sert à camoufler le contenu de la politique du P.C.I. Ni le P.C.I., ni les syndicats et encore moins le P.S.I. ne répondront à l'offensive patronale avec une ligne qui inclut la mobilisation de la classe ouvrière.

Celle-ci a ressenti durement ce vote des directions, mais en son sein des processus de transformation sont en cours et tout d'abord sur le plan politique. Malgré la désillusion provoquée par l'unité nationale, l'instinct de classe a fait que la majorité des travailleurs, dans les élections du 8 juin a voté contre la D.C. et, en l'absence d'une alternative crédible, a continué à soutenir le P.S.I. et surtout le P.C.I. Mais il s'agit d'un soutien différent de celui de 1976, le peu de participation des grandes masses à la campagne électorale le démontre: moins de 10 000 assistants au meeting de clôture de Berlinguer à Rome (4 ou 5 fois moins que les années précédentes). Il y a d'autres symptômes encore des difficultés du P.C.I.: diminution de 20% des adhésions dans la jeunesse, dérivant d'une ligne qui ne donne plus de réponses crédibles.

Une importante minorité des travailleurs, des couches moyennes pauvres et des jeunes ont exprimé leurs désillusions face aux grands partis ouvriers et aux institutions parlementaires: dans les dernières élections, plus de 6 millions se sont abstenus ou ont annulé leur bulletin, pour l'Italie il s'agit d'un chiffre sans précédent.

Ces changements de comportement de la classe travailleuse se confirment dans la lutte économi-

que contre l'Etat. Une grande inquiétude a gagné les usines à cause des menaces de licenciements, mais elle s'est transformée en rage lors de l'attaque contre l'échelle mobile, et s'est exprimée dans une série de luttes spontanées, dans la grève du 1er juillet imposée aux directions par la base, dans les débrayages massifs, ou encore dans les manifestations combatives: barrages de routes à Marghera, défilé à Turin sous les bureaux de la FIAT au cri de "Lama Carniti. Benvenuto" (secrétaires syndicaux, NDLR), qui de vous est le plus vendu? 20 000 à Naples, 6 000 à Rome. Seul le recul du gouvernement sur l'échelle mobile, l'influence des directions syndicales pour calmer les esprits et le frein discret mais décisif du P.C.I. ont empêché la grève générale. Courant juillet, les protestations ont continué par des pétitions contre le prélèvement des 0,5% et par des assemblées houleuses: dans les usines émerge la nécessité d'une riposte d'ensemble à l'attaque patronale et la défiance face aux directions syndicales. Bologne témoigne de ce que la classe ouvrière reconstitue ses forces, la riposte anti-fasciste s'y étant développée immédiatement malgré les vacances. La grève générale de protestation a été totale, des manifestations se sont déroulées dans de nombreuses villes, des milliers à Rome ont condamné clairement le gouvernement: "Cossiga, scelerat!", et pour les funérailles des victimes du massacre de Bologne, on est venu de toute l'Italie, les politiciens bourgeois présents étant explicitement contestés. Le sentiment anti-fasciste et anti-D.C. permanent ainsi que le début de défiance par rapport aux directions majoritaires montrent que la classe veut résister. Syndicats et P.C.I. restent leur point de référence indispensable au moment des négociations ou des élections, mais des couches de travailleurs se détachent de la politique quotidienne des directions. C'est l'élément nouveau de la situation: la maturation ne sera pas un processus bref et linéaire.

ni déjà acquis, mais c'est un processus qui préoccupe terriblement les directions ouvrières, inquiète le patronat et donne de nouvelles possibilités pour une alternative organisée.

Travail, salaire, logement pour tous!

La clé de la résolution de la crise italienne dans un sens favorable au mouvement ouvrier et populaire, c'est la construction d'un parti nouveau, socialiste et révolutionnaire qui lutte sans compromis contre l'exploitation, contre le patronat. Cet objectif fondamental passe aujourd'hui par l'organisation d'un noyau d'ouvriers d'avant-garde autour des mots d'ordre d'un plan de lutte syndicale contre le plan gouvernemental et patronal: un travail pour tous, un salaire pour les chômeurs, défense du salaire, de l'échelle mobile et de son réajustement, des logements avec des loyers pour 10% du salaire. La propagande en faveur de ce plan de lutte syndicale doit être étroitement liée à celle pour la grève générale nécessaire pour repousser tout de suite les mesures patronales. Ces propositions impliquent la bataille pour l'unité syndicale, impossible à réaliser sur la ligne de l'E.U.R. car il faut regrouper autour du plan de lutte des secteurs plus vastes. Cette bataille centrale doit obtenir le soutien des principales forces politiques ouvrières: il faut que se rompe l'unité avec la D.C. et que se réalise le front unique P.C.I.-P.S.I. en défense du niveau de vie des masses populaires. Cette ligne est celle de la Ligue Socialiste Révolutionnaire. Depuis sa candidature aux dernières élections, sa première apparition politique au niveau national, cette jeune organisation travaille pour jeter des racines profondes et étendues dans la classe ouvrière. Et depuis l'attentat de Bologne et la difficile reprise d'automne, le combat du trotskysme italien devient de plus en plus ardu et indispensable.

Avec deux millions de chômeurs

Congrès syndical en Grande-Bretagne

par Mike Gleen

Londres. Au moment où cette note est rédigée se déroule à Brighton le Congrès des Trade Unions et dans un mois celui du Labour Party. Celui-ci n'est pas seulement chargé des aspirations de l'écrasante majorité de la classe ouvrière, mais il constitue aussi le cadre d'organisation du mouvement ouvrier en tant que tel. Ce que Trotsky exprimait ainsi: "En Grande Bretagne, l'attitude de toute organisation révolutionnaire à l'égard des organisations de masse de la classe ouvrière correspond pratiquement à son attitude à l'égard du Congrès du Labour Party."

C'est dire l'importance de ces deux Congrès, 18 mois après le début du gouvernement conservateur de Margaret Thatcher, dont le bilan est clair: deux millions de chômeurs (le chiffre le plus élevé depuis les sombres années d'après-guerre), avec des taux de 20% dans des régions industrielles; licenciements prévus dans l'automobile, la sidérurgie, la construction navale; coupes sombres dans les dépenses sociales, réduction des budgets condamnant les municipalités à la faillite ou à l'attaque brutale du niveau de vie; loi votée par le Parlement contre le droit de grève en

restreignant le droit d'organisation des piquets, notamment des piquets secondaires de solidarité (secondary pickets) qui ont joué un rôle essentiel dans la puissante grève de l'acier de ce printemps.

En clair, le gouvernement Thatcher cherche à faire retomber sur la classe ouvrière le poids de la crise. Mais il se heurte au rapport de forces entre les classes et à sa transcription politique. Comme le soulignait The Economist: "la question du pouvoir des syndicats est à nouveau -et à juste titre- au centre du débat politique". Depuis 1974 l'année de la révolution portugaise -après la chute de Heath, amenée avant tout par la grève générale des mineurs, le Labour Party a ignoré ce problème et les conservateurs étaient trop inquiets pour y faire face. C'est dans ces conditions que le Labour a gouverné jusqu'en 1979. Malgré leur complète bonne volonté, l'incapacité des dirigeants réformistes du Labour Party à faire face aux tâches qu'impose la situation de l'imperialisme anglais, s'est traduite, début 1979, par une vague de grèves qui volatilisait le "contrat social" (forme d'une politique des revenus) (1) mis en avant par le gouvernement Callaghan. Sa politique d'austérité,

contraire à tous ses engagements antérieurs, a été en échec par l'action du prolétariat. Cependant, celui-ci avait voté massivement pour le Labour Party (11 500 000 voix, autant qu'en 74 après la chute de Heath) et la victoire des conservateurs s'est faite sur les autres partis bourgeois (libéral et régionalistes) et non sur la base d'un affaiblissement de la classe ouvrière.

C'est cette réalité qui s'est manifestée notamment dans la formidable grève de l'acier où les travailleurs ont défié le gouvernement Thatcher pendant 13 semaines et ont contraint l'appareil dirigeant des Trade Unions à cautionner la manifestation de solidarité du 9 mars 1980 dans le cortège de laquelle s'est imposé contre les dirigeants, le mot d'ordre "Dehors Thatcher! Grève générale!"

Au cours de ce Congrès des Trade Unions pourtant, toute discussion des moyens pour mettre fin à l'intolérable gouvernement Thatcher a été absente des débats des dirigeants syndicaux (presque les seuls à avoir la parole dans les

Congrès nationaux). Certes, ils ont condamné le gouvernement de la "sorcière" mais le Congrès a déclara

ré être prêt à discuter pour que le gouvernement "change d'attitude". Cependant, même s'ils n'ont pas été exprimés clairement, les véritables problèmes que se pose la classe ouvrière s'y sont reflétés. En effet, ce Congrès prépare celui du Labour Party. Une résolution présentée par James Callaghan, recommandant lors de la venue au pouvoir du Labour Party la mise en place d'un nouveau contrat social (c'est à dire d'une politique des revenus), y a été adoptée par moins de la moitié des voix, de nombreux syndicats s'abstenant et le Transport and General Workers Union (2 millions de voix) votant contre.

D'autre part, bien que restée sans réponse, la véritable question a été soulevée: Arthur Scargill, dirigeant des mineurs du Yorkshire, a déclaré en appelant à la lutte contre la loi anti-syndicale qu'il fallait imposer des élections générales anticipées.

C'est là la véritable question: il n'est pas possible d'attendre de laisser faire. La force immense des Trade Unions et du Labour Party doit être centralisée pour, dès maintenant, mettre fin au gouvernement Thatcher. Mais la clas-

se ouvrière est-elle prête à ce combat? demandent certains. C'est ainsi que le correspondant à Londres du Monde ose écrire: "L'échec de la journée d'action du 14 mai a confirmé les réserves -sinon l'hostilité- des syndicats à l'égard des grèves politiques". Qu'a donc représenté le 14 mai? Alors que la direction des Trade Unions s'est obstinément refusée à organiser tout combat effectif pour soutenir les grévistes de l'acier, elle appelle, plusieurs semaines après la fin de cette grève à une journée d'action contre la politique sociale du gouvernement, sans objectif précis, sans formes d'action, sans manifestation centrale. Cette journée a été naturellement un échec mais elle n'a pas interrompu la maturation politique qui s'exprimait lors de la grève dans l'appel à la grève générale lancé par des milliers de manifestants. Ce qui s'est passé depuis le 14 mai a rendu plus présent encore à la conscience des travailleurs la nécessité d'en finir avec le gouvernement Thatcher et donc de se donner les moyens de le chasser.

Quelles que soient les formes sous lesquelles il s'exprimera, c'est ce problème qui dominera le prochain Congrès du Labour Party et qui donnera son contenu réel

aux affrontements dont il sera le théâtre.

Note

1- La politique des revenus est une politique que cherchent à réaliser les gouvernements capitalistes en Europe avec les dirigeants syndicaux. Elle vise à intégrer directement les syndicats à la gestion directe de l'économie capitaliste. La différence entre la politique des revenus et la politique de collaboration de classe réside en ceci. Avec la politique des revenus, les syndicats comme tels deviendraient des rouages de l'entreprise capitaliste. Avec la politique de collaboration de classes, les appareils qui sont bien entendus intégrés à l'appareil d'Etat, contrôlent néanmoins des syndicats dont le fonctionnement échappe au patronat et à l'Etat bourgeois. En un mot, malgré la politique de collaboration de classes, le syndicat reste une position ouvrière dans la lutte de classes, arrachée au capitalisme par la lutte des classes: la rénovation révolutionnaire du syndicat est la tâche à accomplir. Avec la politique des revenus, le syndicat devient un organisme corporatif de l'entreprise capitaliste.

Espagne

Suarez voit encore sa côte baisser

Madrid. Le 9 août dernier, le quotidien madrilène *El País* a publié les résultats d'un sondage réalisé par l'institut Icsa-Gallup sur la popularité du Président du conseil Suarez. Depuis la formation de ce gouvernement, plusieurs enquêtes avaient déjà démontré une forte baisse de sa popularité et pour la première fois en mars 80, une majorité de sondés ne soutenait plus la gestion de Suarez. Quatre mois plus tard à peine, le sondage publié par *El País* fournissait les chiffres suivants: 20% environ des Espagnols se déclaraient satisfaits tandis que plus de 45% se définissaient eux-mêmes comme opposés au gouvernement.

En bonne logique, cette enquête ne faisait que refléter ce qui, dans la rue, est évident: les travailleurs ne supportent plus le gouvernement de l'U.C.D. (Union du Centre Démocratique), ses plans de misère et sa répression croissante.

Il y a quelques mois, cette situation s'était déjà exprimée au sein même du gouvernement. Des remaniements ministériels limités n'avaient pas permis d'effacer les défaites subies dans le référendum en Andalousie comme dans les élections au parlement catalan et basque. La motion de censure présentée par le P.S.O.E. (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) a elle aussi été l'origine d'une crise.

Au cours de cet été, la bourgeoisie espagnole a cherché une sortie à cette situation et elle s'est ainsi engagée dans deux voies: 1- une alliance parlementaire et gouvernementale avec la bourgeoisie catalane (Pujol) et un certain type d'accord avec le P.N.V. (Parti Nationaliste Basque) même si celui-ci n'a pas d'expression gouvernementale; 2- une négociation globale avec le P.S.O.E. sur les grands problèmes du "développement constitutionnel" et du plan économique.

La crise gouvernementale et l'offensive de la bourgeoisie

Une fois que la phase de transition était pour elle terminée et que les institutions étaient définies, la bourgeoisie s'est lancée au milieu de l'année 1979 dans une offensive résolue contre la classe ouvrière, la jeunesse et les peuples de l'Etat espagnol.

Au niveau économique, cette offensive s'est concrétisée dans la définition d'un plan d'austérité qui a été mis en pratique sans les médiations politiques des accords antérieurs tristement célèbres comme le Pacte de la Mon-

cloa. Le décret "plafond" Si (de topes) de 1978 comme l'"accord-cadre" -un pacte social signé par la C.E.O.E. (principale centrale patronale) et l'U.G.T. (Union Générale des Travailleurs) et avalisé par le gouvernement- tendaient à organiser la baisse des salaires, à élever la productivité, à augmenter le chômage et à réduire les prestations sociales.

Les résultats de cette politique parlent d'eux-mêmes: le nombre de chômeurs atteint 14% de la population active, un chiffre de loin supérieur à la moyenne des pays industrialisés et qui s'accroît au rythme de 1.500 chômeurs de plus par jour. Leur total atteint actuellement les 1.870.000. Les prix augmentent dans une proportion supérieure à ce qu'avait prévu l'"accord-cadre": 7,5% au lieu de 6,5% tandis que la productivité, elle, s'est accrue de 5%.

Outre la classe ouvrière, d'autres secteurs de la population se ressentent de l'attaque de la bourgeoisie. La jeunesse par exemple est la couche qui a été la plus affectée par l'offensive économique et qui subit maintenant le poids de deux lois réactionnaires en matière d'enseignement: le statut des centres scolaires et la loi d'autonomie universitaire qui, toutes deux, organisent le contrôle complet de l'Eglise et des secteurs les plus rétrogrades sur l'éducation.

Et, comme si cela ne suffisait pas, il s'est également développé une terrible offensive contre les libertés démocratiques et les droits des peuples de l'Etat espagnol.



Adolfo Suarez: les actions du gouvernement sont en baisse

Cette situation s'est bien concrétisée à l'occasion du renforcement des F.O.P. (Forces de l'Ordre Public) et de la Garde Civile et dans de multiples autres faits concrets parmi lesquels on peut citer: l'existence de plus de quatre cents poursuites contre des journalistes, la condamnation à six ans de prison du dirigeant des CC.OO. (Commissions Ouvrières), Paco Garcia Salve, pour un article publié dans un journal, la condamnation à un an de prison de Sanchez Errauskin, le directeur de l'hebdomadaire basque *Punto y Hora*, l'exil obligatoire en raison d'une demande de vingt années de prison contre lui du journaliste Xavier Vinader, la restriction des droits syndicaux par le

biais du Statut du Travailleur et l'attaque du droit d'organisation du mouvement ouvrier et démocratique qui a eu lieu avec la mise hors-la-loi du P.O.S.I. et des partis indépendantistes catalans et basques.

Parallèlement, les fascistes et l'extrême-droite de l'armée et de la police se manifestent de façon à chaque fois plus arrogante. La meilleure preuve en est les attentats continus, la commémoration impunie de la montée fasciste de Franco, l'acquiescement des militaires dont la participation aux conspirations de l'extrême-droite avait été prouvée (comme c'était le cas de Tejero, membre de la Garde civile, et d'Inestrillas, qui appartient à la poli-

ce), les obstacles mis aux enquêtes sur les attentats fascistes comme l'assassinat de Yolanda Gonzalez, militante du P.S.T. et de Vicente Cuerto ou d'Arturo Pajuelo.

Les nationalités et les régions, sources de problèmes permanents pour la bourgeoisie

Le problème des nationalités en Espagne est l'une des questions-clés de la situation et, sur ce terrain aussi, la position du gouvernement de l'U.C.D. est apparue en toute clarté. A la suite de l'Euzkadi et de la Catalogne, les autres peuples ont commencé à revendiquer leurs droits. Avec l'instimable concours du P.S.O.E. et du P.C.E., le gouvernement a nié le droit à l'autodétermination et a essayé de soumettre les peuples aux limites des statuts d'autonomie de Saou et de Guernica qui, en définitive, ne sont que le produit de la discussion du gouvernement avec les bourgeoisies nationales.

Les contradictions qui existaient entre le P.N.V. et le C.P.C. (parti nationaliste bourgeois de Catalogne) ce sont atténuées, avant tout depuis les élections où ces formations ont pratiquement fait disparaître l'U.C.D. et atteint l'objectif qui leur était si cher: battre la gauche.

La victoire obtenue par le peuple andalou dans le référendum comme l'incertitude qui demeure sur l'avenir des prochains processus autonomistes (avant tout dans le cas de la Galice) font que la question de l'unité des différents peuples contre le gouvernement est toujours d'une brûlante actualité ainsi que sa combinaison avec la lutte qui se livre contre les gouvernements bourgeois dirigés par Pujol et Garaikoetxea.

Le mouvement de masses répond

Bien que ce soit sur lui qu'aient été portés les coups les plus durs de ces trois dernières années, le mouvement ouvrier a dans ses luttes quotidiennes résisté au plan de gouvernement au moment de la négociation des conventions collectives, quand il s'est affronté aux compressions de personnel et aux mesures de crise. Cependant, toutes ces actions ne lui ont pas permis de faire reculer le patronat.

Les directions de l'U.G.T. et des CC.OO. sont les principales responsables d'une telle situation. La première s'est opposée aux grèves et aux conflits qui sont apparus, agissant même directement contre les grévistes dans quelques cas, défendant à tort et à tri le Statut du travailleur anti-ouvrier qui a été voté aux Cortes grâce au vote du P.S.O.E. et en signant l'année dernière l'"accord-cadre" dont nous avons parlé plus haut.

Les CC.OO. se sont refusées à unifier les conflits qui ont lieu en apparaissant néanmoins sous un jour radical: refus du Statut et de l'"accord-cadre". Ainsi, l'un comme l'autre, ces deux syndicats ont laissé la classe ouvrière divisée et l'ont démoralisée, ils ont rendu bien plus difficile à organiser la nécessaire riposte aux plans du gouvernement.

Toutefois, apparaissent aux côtés des travailleurs de nouveau secteurs eux-mêmes en lutte contre la politique du gouvernement. Il s'agit là d'un aspect nouveau et des plus prometteurs de la situation actuelle.

Les étudiants se sont massivement mobilisés, par centaines de milliers, dépassant ainsi les mobilisations de l'"âge d'or" du mouvement étudiant espagnol, de 1967 à 1971. Les membres des professions libérales et les intellectuels ont eux-mêmes constitué un mouvement très fort qui s'est con-

crété par l'apparition de façon généralisée de comités et d'associations pour la liberté d'expression. Le mouvement des femmes est réapparu et en étant même à l'avant-garde de la mobilisation d'autres secteurs. Les ouvriers agricoles et les paysans sont eux-mêmes entrés en scène, surtout en Andalousie, en réclamant une solution au problème du chômage et à la misère. Et, à côté de tous ces mouvements, le nationalisme a continué à agir, connaissant aujourd'hui un processus de division interne du fait de l'apparition pour ce qu'elles sont des directions nationaliste bourgeois basque et catalane.

En résumé, nous pouvons dire que la situation du mouvement de masses se caractérise par le développement croissant de luttes sectorielles qui se battent pour s'unifier face au gouvernement.

Le P.S.O.E. et le P.C.E., embarqués sur la même galère que Suarez

Quand le P.S.O.E. a présenté sa motion de censure du gouvernement de Suarez, les travailleurs se sont fait de profondes illusions qu'ils ont cependant bien vite perdues pour une raison très simple: le programme que présentait le P.S.O.E. n'était pas celui des travailleurs mais de la bourgeoisie (hausse de la productivité, gel des salaires et paix sociale). D'autre part, la motion ne pouvait pas se transformer en cri de guerre et elle n'amenait pas l'U.G.T. à dénoncer les pactes sociaux. Ce fut fondamentalement une pression sur un gouvernement de coalition avec l'U.C.D., avec un programme qui, comme l'a très bien exprimé Abril, le premier vice-président du conseil, "est une mauvaise copie de notre".

Le P.C.E. a de son côté réorienté sa politique lors du Comité Central de mai, exigeant des secteurs des CC.OO. qui avaient développé des luttes partielles qu'ils se plient aux accords passés entre l'U.G.T. et le patronat.

En fait, la politique des grands partis ouvriers a perdu sa force. Ils sont moins nécessaires à la bourgeoisie qu'au patronat et celle-ci n'a recours à l'accord avec eux que lorsqu'elle y est forcée. Et au lieu de se battre là où ils sont forts, sur le terrain social, le P.S.O.E. et le P.C.E. restent embarqués sur la même galère que Suarez et font reculer le mouvement de masses.

Les perspectives

La perspective tracée par le P.S.O.E. et le P.C.E. n'est pas qualitativement différente de celle des patrons et a déjà montré qu'elle ne sert à rien contre le gouvernement de Suarez.

La politique trotskyste doit partir de la réalité que représentent les mouvements sectoriaux pour approfondir l'affrontement face au gouvernement. Il faut proposer à chacun de ces mouvements l'unification et chercher à l'unir au mouvement ouvrier comme nous l'avons fait avec le mouvement étudiant.

Il faut exiger du P.S.O.E. et du P.C.E. qu'ils assument une telle mobilisation et sur le terrain syndical, les CC.OO. et l'U.G.T. qui se battent en ce moment pour savoir laquelle de ces deux centrales est reconnue par le grand patronat doivent entamer cette mobilisation et frapper dans l'unité contre la C.E.O.E.

Voilà quelles sont les bases de toute politique qui veut faire échec aux plans de Suarez:

- Unité et mobilisation!
- A bas le gouvernement de Suarez!

Déclaration du P.O.S.I., de la L.C. et de la F.P. de la L.C.R.

A bas le VIème gouvernement de la Monarchie!

Juan Carlos et Suarez ont constitué un "nouveau" gouvernement. Que prétend faire Suarez? Que prétend faire la Monarchie?

Depuis les élections truquées de 1977, le projet central de Suarez et de Juan Carlos n'a été que de se maintenir au pouvoir. Même Suarez n'a pas caché ses intentions: "Ce gouvernement durera jusqu'en 1983". A quel prix ce gouvernement essaie-t-il de se maintenir jusqu'en 1983?

Les différents gouvernements de la monarchie ont encore dégradé la désastreuse situation économique, sociale et politique que leur a léguée Franco. Le chômage et la misère, l'oppression et la répression définissent le programme de ce "nouveau" gouvernement, composé des ministres de toujours et parmi eux quelques ministres de Franco. Avec un projet de deux millions de chômeurs, une augmentation "officielle" des prix de 16%, un plafond d'augmentation salariale de 12%, une croissance négative, une dette publique de 500 000 millions, auxquels s'ajoutent la fermeture massive d'entreprises, des réductions de personnel, les suspensions de salaires et des faillites d'un total de 12 500 millions, ce gouvernement est le pire ennemi du droit au travail, au salaire, à la vie.

La classe ouvrière, la jeunesse, les peuples opprimés se sont mobilisés contre tous les gouvernements de la monarchie.

Le remaniement ministériel ne fera qu'empirer la situation politique et économique. La constitution d'un gouvernement avec les ministres de toujours, les barons et les notables des cliques franquistes, est une déclaration de guerre faite par la monarchie à la classe ouvrière et à la jeunesse. En Galice, ils veulent imposer le statut d'autonomie au rabais avec la "loi anti-terroriste". En Euzkadi, les militants nationalistes sont la proie d'assassinats. La terreur blanche déchaînée tente de briser la résistance du peuple basque. A Oñar, Irún, Pasajes, Rentería, dans tout Guipuscoa, en Navarre, la lutte des masses se développe pour la grève générale. José Antonio Urbiola, vice-président du parlement de Navarre, a été emprisonné à Carabanchel, accusé de "terrorisme" pour des déclarations à la Commission des Droits de l'Homme. Cet emprisonnement a chauffé jusqu'au rouge la lutte pour la libération des prisonniers, pour l'Amnistie. A travers leurs expériences, des milliers de travailleurs et de jeunes, comprennent la nécessité de construire des piquets d'auto-défense. Gorostidi et Lalamendia l'ont dit au cours d'une conférence de presse. Mais les mêmes dirigeants doivent appeler à la grève générale et démissionner des pseudo-parlements du Pays Basque et de Navarre.

Les assemblées massives, les comités élus, les piquets d'auto-défense sont les formes d'organisation que le peuple basque met en place pour sa liberté et son indépendance, pour la République Basque Libre, pour l'Assemblée Constituante, réunissant leurs véritables représentants, élus en assemblées d'usines, de villages, de quartiers et de villes. Cette lutte doit être la plus grande expression de la volonté des travailleurs de tous les peuples.

En Andalousie, un mouvement politique pour la grève générale s'est mis en marche à travers la grève de la faim de la population de Marinaleda, comme de celle de Nueva Carteya (Cordoba) où les journaliers, avec leurs femmes et leurs enfants, ont dressé des barricades contre les charges de la Garde Civile. Les journaliers sans terre et sans travail combattent contre la loi des "terres manifestement améliorables" contre l'emploi "communautaire" qui ne leur donne que des Miettes. Ils occupent les terres. Ils exproprient les propriétaires terriens. En Euzkadi, en Andalousie, la lutte se mène pour la grève générale.

Ce nouveau gouvernement de la monarchie s'est constitué au moment où, comme Amphitryon, il ouvrait la Conférence de Sécurité et de Coopération, destinée à ranimer l'"esprit d'Helsinki", la coexistence pacifique, c'est à dire la collaboration contre-révolutionnaire entre la bourgeoisie impérialiste et la bureaucratie stalinienne du Kremlin. A Madrid, comme à Helsinki, en 1975, il

s'agit de maintenir les frontières tracées après la Deuxième Guerre mondiale, qui divisent l'Europe en deux, qui divisent l'Allemagne en deux. La monarchie franquiste, valet de l'impérialisme américain, a proposé Madrid comme siège de la Conférence pour que tous les Etats d'Europe reconnaissent sa "légitimité démocratique".

A bas la Conférence de Sécurité et de Coopération!

Le "nouveau" gouvernement prétend bénéficier de l'appui international pour se doter de nouvelles bases politiques, pour justifier le corset de fer de son Etat, qui opprime les peuples d'Espagne. La Monarchie prétend légitimement se maintenir et maintenir les institutions du franquisme, pour obtenir un nouveau soutien des dirigeants du P.S.O.E. et du P.C.E. Mais les travailleurs, la jeunesse savent que la tâche la plus urgente est d'en finir avec ce gouvernement. C'est pour cela qu'ils luttent pour la grève générale, pour l'unité de toutes les organisations ouvrières, pour que le P.S.O.E. et le P.C.E. s'unissent tout de suite et rompent tout soutien au gouvernement Suarez-Juan Carlos.

Les travailleurs polonais nous montrent la voie de l'unité. Le 20 août, 500 délégués élus en assemblées d'usines, ont refusé de négocier entreprise par entreprise, même sur les problèmes qui pouvaient concerner une entreprise en particulier. Le gouvernement de la bureaucratie stalinienne a été obligé de négocier avec le Comité de Grève Inter-entreprises. Le 31 août, le gouvernement acceptait les revendications ouvrières: les syndicats libres ont ouvert les portes de leurs premiers locaux. Les travailleurs polonais ont rejeté les "élections libres" du syndicat officiel. Les menaces de Gierk et de Brejnev n'ont pas arrêté la volonté des travailleurs. Les appels au travail lancés par l'Eglise ont échoué. Des zones entières de Pologne, des dizaines de milliers de travailleurs sont en grève, en lutte pour continuer sur la voie de la révolution politique qui en finira avec la bureaucratie parasitaire.

Rupture des relations de l'U.G.T., de la C.N.T. et des CC.OO. avec les "syndicats officiels" polonais!

Reconnaissance et soutien du M.K.S. et des syndicats libres!

De quel droit le gouvernement Suarez-Juan Carlos, l'I.M.A.C., le patronat, convoquent-ils des élections aux "comités d'entreprise"? Ils veulent par là diviser la classe ouvrière, détruire nos syndicats. Comment est-il possible que les dirigeants du P.S.O.E. et du P.C.E. appellent à participer à ces élections de division?

La lutte contre ce gouvernement de chômage et de misère est aussi la lutte contre les "élections anti-syndicales", pour tous les droits des syndicats ouvriers, pour la défense des assemblées libres et des comités élus qui intègrent les syndicats. C'est la lutte pour l'unité, pour la grève générale, pour chasser le gouvernement Suarez-Juan Carlos. Les grévistes de Vallecas, de Torrejon, de Getafe, comme les maires andalous du S.O.C. se sont prononcés pour une marche sur Madrid, une manifestation unitaire de masse, devant et contre les Cortes de la monarchie. Que font donc les députés du P.C.E. et du P.S.O.E. dans ces Cortes truquées qui sont la chambre d'enregistrement du gouvernement?

Travailleurs, nous pouvons porter au pouvoir un gouvernement représentant de ce combat, un gouvernement des organisations ouvrières qui nous représentent, un gouvernement dont nous attendons la satisfaction de nos revendications.

Démision des députés du P.C.E. et du P.S.O.E. des Cortes! Manifestation unitaire devant et contre les Cortes! Unité pour préparer la grève générale! A bas la monarchie! République! Constituante de l'Union des Républiques!

Madrid, le 10 septembre 1980.



Les ouvriers péruviens crient:

“Belaunde!, remplis tes promesses ou va-t-en!”

par Francisco Ulloa

Cette phrase résonne dans les rues du Pérou depuis les élections de mai jusqu'à aujourd'hui, au moment où l'architecte Belaunde Terry a déjà son actif un mois de gouvernement effectif et qu'il ne lui reste plus guère que deux mois avant les élections municipales. C'est sur ce mot d'ordre que sont descendus dans la rue en juin et en juillet les travailleurs de la Sécurité sociale, les médecins et les employés de ministère. Maintenant, ce sont les travailleurs des Banques, les employés municipaux et les universités (employés, professeurs et étudiants) de San Marcos, Ingeniería et San Martín qui les ont remplacés.

Et l'on enregistre déjà les premières victoires. Les fonctionnaires licenciés par la dictature ont été réintégrés, notamment les professeurs du S.U.T.E.P. (Syndicat Unique des Travailleurs de l'Éducation du Pérou) et l'on a décrété une augmentation limitée des salaires. Au même moment, le gouvernement a décidé l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques. Cependant, le mouvement ouvrier ne s'estime pas satisfait de ces premières conquêtes et cela se comprend: étant donnée l'augmentation des salaires, le gouvernement a augmenté les prix de différents articles de première nécessité, comme le pain (40%), le sucre (47%) et les transports (30-40%).

Le gouvernement et le mouvement ouvrier

Le gouvernement actuel, le second de Belaunde Terry, est arrivé au pouvoir à la suite d'une campagne électorale habile, visant à le faire apparaître comme la victime des interventions des militaires qui lui ont fait perdre le pouvoir en 1968 et en multipliant les promesses aux masses, entre autres celle de créer un million d'emplois pour pallier au chômage qui s'accroît au galop.

De son côté, le mouvement ouvrier et populaire s'est présenté aux élections à la suite d'un dur combat qui a obligé la dictature à faire retraite en bon ordre. La victoire due à la résignation qu'a provoqué Belaunde a été le moyen employé par le mouvement de masses pour exprimer sa condamnation de la dictature militaire, mais elle n'a en rien signifié qu'un chèque en blanc était tiré à cette nouvelle solution bourgeoise: les multiples luttes ouvrières — qui ont eu lieu sans tenir compte des appels du ministre de l'économie Ulloa Elias à la “trêve du travail” et au “consensus national” — le démontrent largement. Et la Confédération Générale des Travailleurs du Pérou (C.G.T.P., la centrale syndicale) a présenté un cahier de revendications unique où elle exige une augmentation des salaires de 100% et la réintégration des milliers de licenciés du secteur privé.

Pour le moment, le gouvernement agit avec précaution. A la déclaration du ministre Ulloa qui figure plus haut, il a ajouté le refrain connu: “nous ne sommes pas les coupables mais les héritiers” de la situation économique catastrophique que connaît le pays; c'est la même chanson que celle des militaires du coup d'Etat de 1968. A cela il ajoute qu'il a besoin de la “collaboration” de tous les secteurs du pays, et principalement de celle du mouvement ouvrier. Mais cette tentative de faire peser le poids de la crise économique sur les travailleurs — les seuls qui en soient “innocents” si l'on peut dire — et l'appela la “trêve du travail” n'a déjà une réponse: “La faim ne nous laisse pas de trêve, nous voulons une solution!”

Des fissures dans le front bourgeois

Cependant, la majorité parlementaire constituée par l'alliance d'Action Populaire et du Parti Populaire Démocrate-Chrétien, le front bourgeois, connaît d'importantes difficultés. A l'intérieur de l'A.P. elle-même, des heurts ont eu lieu à propos de l'élection du président du Sénat et il a fallu la médiation de Belaunde en personne pour résoudre ces problèmes. De même des divergences sont apparues sur les projets d'amnistie du travail et politique,

le bloc majoritaire se divisant en ailes “gauche” et “droite”.

Mais la fissure la plus importante vient de l'A.P.R.A. (parti populiste fondé par Haya de la Torre) qui, à la suite de sa défaite électorale, a décidé de “gauchiser” sa politique, refusant ainsi de constituer avec l'A.P. le gouvernement à “large base” que réclamait Belaunde et se plaçant dans l'opposition constitutionnelle. Et ainsi, l'A.P.R.A. a été à la tête de la vague de luttes de juin-juillet, principalement dans la secteur de la Sécurité sociale et chez les médecins.

En raison de la crise de sa base sociale traditionnelle, le vieux parti d'Haya de la Torre cherche à se situer à gauche grâce à une orientation “socialdémocrate” qui corresponde à ses liens avec l'impérialisme européen. Telle a été l'orientation décidée au récent Congrès de Trujillo, en dépit de l'opposition de personnages importants comme Andres Townsend qui a quitté ce congrès en signe de protestation. Tout semble indiquer que l’“aprimisme” cherche un espace politique auprès des masses radicalisées en ayant en tête les élections de 1985. C'est dans ce sens que va son récent appel à la formation d'un “front antifasciste” avec l'ensemble de la gauche, pour constituer une réponse à d'éventuelles poussées golpistes, si fréquentes en Amérique latine.

Les directions réformistes face au nouveau régime

Dans le contexte du régime de Belaunde, quelques réactions des directions traditionnelles du mouvement ouvrier sont à noter. D'abord celle du courant maoïste U.N.I.R. (Unité de la Gauche Révolutionnaire) qui possède une base syndicale importante, notamment chez les instituteurs du S.U.T.E.P.: ce secteur, qui sous la dictature militaire a mené une lutte syndicale intransigeante, semble actuellement mener une politique de soutien au gouvernement. On dit — et la direction de l'U.N.I.R. n'a pas démenti — que le maoïste a appelé à voter pour l'A.P. et contre l'A.P.R.A. aux élections. Par ailleurs, Brena Pantoja, l'un de leurs principaux dirigeants, s'est prononcé pour une politique de “non déstabilisation” du gouvernement. Cette déclaration, malgré son caractère négatif, contraste avec les violentes attaques contre le gouvernement militaire. Son orientation coïncide parfaitement avec celle de la bureaucratie chinoise qui voit d'un très bon oeil l'A.P. s'aligner sur l'impérialisme américain.

Avec le Parti Communiste (Unité) (1), il se passe le contraire. Ce parti, qui contrôle la centrale ouvrière, semble prendre ses distances vis à vis du régime, étant donné les bonnes relations de celui-ci avec la Chine, contre la Russie, et sur le terrain national l'existence de forts concurrents comme l'U.N.I.R. et l'A.P.R.A. La radicalisation de la récente grève des banques, dirigée par la C.G.T.P., l'a démontré.

Dans la conjoncture actuelle, aucune de ces directions de masse n'a avancé comme tâche centrale du mouvement ouvrier la nécessité de la centralisation et de la coordination des luttes pour des augmentations de salaire et contre le chômage. Toutes sont engagées dans les élections municipales, sans mettre l'accent sur les mobilisations pour le cahier de revendications unique de la C.G.T.P.

Les grandes batailles sont à venir

Après un mois de fonctionnement du gouvernement de Belaunde, la situation politique générale du pays montre les signes de l'érosion des bases sociales qui l'ont porté au pouvoir. Malgré l'aide promise par l'impérialisme, le gouvernement n'a qu'une très étroite marge de manoeuvre économique pour faire face aux revendications ouvrières. Dans le cadre de la crise mondiale, il faut donc s'attendre, après les élections municipales de novembre, à un durcissement de la politique du gouvernement contre le mouvement des masses. Le régime a besoin de faire porter tout le poids de la crise sur les travail-

leurs, il doit prendre des mesures économiques plus sévères (comme la “libération” des prix).

De leur côté, les travailleurs ont déjà arraché quelques conquêtes partielles au cours de leurs luttes récentes et cela va leur donner plus de force et plus de confiance pour affronter les attaques prochaines. Autrement dit, il faut s'attendre à une montée des masses aussi importante ou plus que celle des grèves générales extraordinaires de 1977 et 1978.

Elections municipales

Pour arriver à une unité de la gauche

Les élections municipales convoquées par le gouvernement de Belaunde Terry pour le 23 novembre prochain constituent sans aucun doute la question politique la plus importante du moment. Grâce à elles, le gouvernement cherchera à consolider les positions qu'il a gagnées à travers sa grande victoire de mai qui a néanmoins été ébranlée par les grèves de ces derniers mois.

Du côté de la gauche, la discussion sur les candidats et le programme a pratiquement eu lieu en permanence depuis les dernières élections. Deux lignes claires opposées sont ainsi apparues.

D'un côté, est en train de surgir un front de collaboration de classes qui possède à sa tête l'organisation maoïste U.N.I.R. (Union de la Gauche Révolutionnaire) et auquel participent des secteurs bourgeois comme le Parti Socialiste Révolutionnaire du général Rodriguez Figueroa. Ce front a

Mexique

Mexique. — Beaucoup se sont trompés et n'ont rien compris aux racines structurelles de la réalité mexicaine du fait de l'image que l'on a, à l'étranger, du Mexique: stabilité économique et sociale, énormes potentialités en tant que pays moyennement développé au niveau mondial et l'un des plus avancés à l'échelle de l'Amérique centrale.

On a beaucoup spéculé sur la situation économique mexicaine et sur les possibilités qu'elle offrirait au gouvernement.

D'autre part, le gouvernement a soigné en direction de l'étranger son image “progressiste” comme par exemple lors des agressions de l'impérialisme et de ses laquais contre la révolution cubaine. Cela s'est bien vu dans l'annonce de la visite de Lopez Portillo à Cuba au moment même où l'impérialisme multipliait ses attaques. Il en a été de même de l'appui prêté au F.S.L.N. dans la lutte contre Somoza. Déjà suivie par des gouvernements antérieurs, cette politique est confusée dans le cas du Salvador puisqu'en même temps que les relations se sont refroidies avec la Junte assassine, un contrat de vente de pétrole était signé.

La crise économique

L'année 1976 a été économiquement la pire qu'ait connue le Mexique depuis de nombreuses années, avec la dévaluation du peso et des indices alarmants de récession et d'inflation. Aujourd'hui, quatre années plus tard, le gouvernement de Lopez Portillo a déclaré lors de son rapport annuel que la crise économique a commencé à se régler et que ces deux dernières années ont permis une croissance économique de l'ordre de 8%. Selon ce rapport, l'avenir est prometteur en dépit de ce que l'on y souligne les grandes difficultés qui proviennent par exemple de la crise du secteur alimentaire, avant tout agricole, de l'inefficacité des transports, du manque de routes, de matières premières, du chômage et de la pénurie d'électricité. Quant à nous, nous rajoutons la récession mondiale dont les effets ne peuvent pas encore se mesurer mais se manifesteront sans aucun doute

Note

1- En 1978, une scission importante s'est produite dans le parti stalinien péruvien. Il s'est divisé en P.C. (Unité) et en P.C. (Majorité). Ce dernier a choisi ce nom pour être reconnu par la direction soviétique. Le P.C. (Unité) détient le contrôle de la C.G.T.P. et c'est surtout vers lui qu'est dirigé l'appel de l'A.P.R.A. à un “front anti-fasciste”.



Mobilisation des travailleurs du ministère de l'Agriculture, alors que Belaunde est déjà au gouvernement

par les autres organisations de gauche, ce qui, si cela était confirmé, ne ferait qu'encourager la division, si ce n'est l'organiser directement”.

La lettre du P.S.T. rappelait ensuite que le 16 août, les organisations de gauche, y compris U.N.I.R., avaient signé un accord selon lequel il fallait commencer par “le travail si important d'arriver à la participation unitaire des organisations politiques de gauche”. Et le P.S.T. affirmait que cet accord avait été violé par U.N.I.R. qui avait présenté son candidat sans consulter personne.

La lettre ouverte se conclut par une proposition d'unité:

“Nous sommes pour que s'applique la même forme d'organisation démocratique que celle que pratiquent les masses lorsqu'il s'agit de prendre des décisions unitaires: Assemblées, Plénums ou conventions... Ce devra être par district ou province auxquels participent toutes les organisations

de gauche, syndicales et populaires, pour élire les candidats et le programme de gouvernement municipal. Les travailleurs et le peuple connaissent leurs problèmes et aussi leurs dirigeants; c'est avec leur participation que l'on doit résoudre, de façon démocratique, quels seront les candidats et le programme qui les représenteront. Il n'y a pas d'autre façon de rendre viable l'unité.

“Si vous vous prononcez maintenant en faveur de ces convocations, vous aurez le soutien du bloc trotskyste (P.S.T. - P.O.M.R. - P.R.T., voir leur déclaration commune), vraisemblablement celui des autres organisations de gauche et, fondamentalement, des organisations ouvrières et populaires.

C'est ce que la base attend. Il ne reste que peu de temps avant que se ferment les inscriptions des candidats et chaque jour perdu ne fait que servir la division. Vous avez la parole”.

Image et réalités

par Mariano Elias

dans l'avenir avec force puisque le Mexique réalise 75% de son commerce extérieur avec les Etats-Unis.

Afin d'affronter cette crise, le gouvernement a défini un plan d'ensemble dont les deux piliers sont l'austérité et l'augmentation de la production pétrolière.

Ce plan date de 1976 et il a été élaboré à la demande du Fonds Monétaire International avec lequel le gouvernement a signé un accord nommé *Déclaration d'intention* (Carta de intención) qui implique la fixation d'un plafond des salaires, la libération des prix de bon nombre de produits de consommation populaire et l'adoption de “mesures de stabilisation” comme la réduction de l'enveloppe budgétaire consacrée à la Sécurité sociale ou à l'éducation. Ce plan a déjà eu une série de conséquences pour les travailleurs comme la réduction de 22% du salaire réel entre 1977 et 1980.

La seconde arme que le gouvernement a pu utiliser contre la crise est constituée par l'augmentation de la production pétrolière grâce à la découverte d'importantes réserves qui ont donc permis au Trésor de rétablir son image financière auprès des organismes internationaux et de faire affluer les devises.

Le gouvernement a ainsi pu contenir la crise et ne pas signer de nouveau la *Déclaration d'intention* de 1976. Cependant, le plafond salarial et les “mesures stabilisatrices” sont maintenues.

La réponse des masses aux plans réactionnaires du patronat et du gouvernement

Avec le plan d'austérité, le pays a connu une notable augmentation des luttes. Les *charros* (la bureaucratie syndicale) se sont alliés au gouvernement et ils ont souscrit avec lui une sorte de pacte social dans lequel ils acceptent de ne pas demander d'augmentations de salaire qui soient supérieures aux plafonds. Cependant, les luttes n'ont fait qu'augmenter. En 1976, l'année de la défaite des électriciens qui avaient été les premiers à se mettre à la tête de l’“insurrection syndicale” et qui

n'ont été battus qu'au moyen de centaines de licenciements et d'une intervention militaire, 9 000 préavis de grève ont été déposés et dans 142 cas, la grève s'est effectivement réalisée. En 1977, on en a déposé 5 000 et 383 grèves ont eu lieu. En 1978, le total des préavis a été de 5 160 et 560 grèves ont éclaté. En 1979, celles-ci ont été de 584 et si les chiffres de 1980 ne sont pas encore synthétisés au niveau national, on prévoit que cette tendance a continué à s'exprimer. De plus, d'autres secteurs sont entrés en lutte comme les locataires des quartiers pauvres qui ont exigé de meilleurs services urbains ou qui ont refusé des hausses de transports; comme les paysans qui se sont battus contre la non-réalisation de la distribution de parcelles; comme les étudiants qui présentent leurs propres revendications ou soutiennent les luttes populaires; comme les fonctionnaires qui s'affrontent aux plans d'austérité.

Cependant, toutes ces luttes sont restées dispersées, inégales et atomisées. Seuls les enseignants qui sont regroupés dans le Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation ont réalisé des luttes à l'échelle nationale en se mobilisant massivement au mois de juin à l'occasion d'une grève qui a réuni plus de 200 000 professeurs.

Cependant, la présence des syndicats à la tête des mobilisations a conduit les masses à constituer des coordinations qui réunissent les principaux syndicats démocratiques d'une zone ou leur courant de sympathie. Cette tendance, même si elle est faible, démontre la dynamique des mobilisations qui ont le mouvement ouvrier à leur tête et qu'apparaissent des luttes qui dépassent le cadre purement syndical.

Les répercussions de la révolution centro-américaine

Il est important de souligner l'impact de la révolution centro-américaine. Ainsi, la révolution nicaraguayenne a suscité une grande sympathie dans plus de la moitié de la population et c'est également ce qui commence à se produire avec le Salvador. Si la montée révolutionnaire

qu'a d'abord connu le Nicaragua et maintenant le Salvador n'a pas au Mexique les mêmes répercussions qu'au Guatemala, au Costa Rica et même qu'à Panama, c'est parce que les vases n'ont jamais très bien communiqué entre le Mexique et l'Amérique centrale. Non pas en raison de la distance mais du fait des caractéristiques particulières de la société mexicaine et de sa révolution qui a permis à la bourgeoisie de se doter d'un système politique stable et de jouir d'une marge réformiste qui lui permet de contenir les masses.

En résumé, la crise économique a été contenue et en partie dépassée mais seulement grâce à un accroissement de l'exploitation des travailleurs au moyen du plan d'austérité et accessoirement par une augmentation de la production pétrolière.

Dans une telle situation, les masses ont riposté mais pas avec une force suffisante pour mettre à bas les plans réactionnaires. Paradoxalement, pour nous la situation se caractérise par une montée des masses, lente et diffuse, mais par une montée de toute façon.

Cette montée s'explique par le fait qu'en dépit des contes de fées que préfère raconter le gouvernement, l'inflation continuera et les salaires seront toujours freinés par le patronat et le gouvernement avec la complicité des *charros* syndicaux.

C'est pour cela que nous considérons que le défi qui nous est lancé, c'est de doter les masses d'une alternative politique et organisationnelle qui les regroupe et leur permette de changer le rapport de forces car il est évident qu'aujourd'hui, elles sont sur la défensive. Pour cela, nous devons avoir pour mots d'ordre les revendications que tout le monde ressent comme nécessaires: augmentation des salaires, immédiate comme dans les négociations de conventions, de pas moins de 30% dans ce dernier cas, ce qui permettrait de compenser les revenus perdus du fait de l'inflation; sur le plan politique, les libertés démocratiques, principalement syndicales.

L'isthme de feu

Salvador, Nicaragua, Costa-Rica, Panama: nos correspondants analysent les luttes de classes en Amérique centrale



I La révolution centroaméricaine étend les bras et ouvre toutes les portes

par Nora Cisneros

Et l'Amérique Centrale toute entière... loin de se "pacifier" voit la crise s'étendre et les affrontements sociaux et politiques s'aiguïser de plus en plus.

Tandis que William L. Lehman, démocrate représentant la Floride au Congrès des Etats-Unis, entretenait des conversations satisfaisantes avec des représentants du gouvernement de la République du Honduras sur le processus de "démocratisation" ouvert dans le pays, l'Union Révolutionnaire du Peuple (U.R.P.) occupait les bureaux de l'O.E.A. et montrait que le Honduras, la région la plus en retard dans la montée révolutionnaire qui ébranle l'Amérique Centrale, commençait à avancer à son tour...

Et déjà beaucoup moins "satisfait", le député démocrate, apprenait peu de jours après son retour en Floride que le 29 août, 25 000 travailleurs n'avaient pas rejoint leur lieu de travail en soutien à la grève des 10 000 paysans commencée la semaine précédente à Valle de Aguan, à 600 km au nord du Honduras. Les protestations, les manifestations assaillaient le gouvernement, exigeaient des augmentations de salaire depuis deux mois dans différents secteurs: les industries textiles, les minoteries, les mines, les transports ont débrayé, réalisé des grèves qui, selon les journalistes des feuilles réactionnaires du pays, "perturbent l'étape d'ouverture politique impulsée par la Junte Militaire".

Ainsi, l'objectif de l'Administration Carter de faire du Honduras un exemple de "pacification" pour l'Amérique Centrale par une politique de "démocratisation" restreinte et contrôlée venait à nouveau être ébranlé dans l'isthme.

Ce même Monsieur Lehman déclarait devant de nombreux politiciens du Honduras - en se référant à la situation de l'Amérique Centrale - que son "pays devait se mobiliser plus rapidement pour faire disparaître Somoza de la scène politique, afin d'éviter de répandre le sang et réussir peut-être à instaurer un gouvernement plus au centre."

Ces paroles synthétisent la politique du gouvernement Carter en Amérique Centrale. "Ouvrir les vannes" avant que la montée du mouvement des masses exige des changements plus radicaux, ne renverse les gouvernements et ne détruise les armées... Expliquer comment cela n'a pas été obtenu au Nicaragua avant la victoire des sandinistes, montrer qu'il est possible de construire une "plateforme" de sa politique au Honduras...

La montée ininterrompue que vivent et impulsent les masses du

Salvador et leurs organisations de gauche et de guérilla n'a pas permis à l'Administration Carter de faire de ce pays un exemple satisfaisant de sa politique. L'ouverture tardive et la tentative, tardive elle aussi, de "réformes sociales" a échoué devant la montée des masses et a entraîné la répression la plus sanglante et la plus brutale pour essayer de la freiner.

Cette politique cherche à éviter de nouveaux Nicaraguas, de nouvelles victoires populaires par la destruction des armées et des gardes nationales. Ce n'est pas un hasard si le visiteur démocrate du Honduras ne se sert pas du Salvador comme exemple. Les masses latino-américaines et mondiales ne savent que trop bien qui est responsable de l'extermination de ce peuple: l'impérialisme et l'Administration Carter eux-mêmes.

Le Costa Rica, la "Suisse d'Amérique Centrale", commençait pendant ce temps une grève "bananière", la quatrième en moins de cinq ans, frappant durement le gouvernement de Carazo pendant plus de quarante jours. Les deux plus grandes entreprises bananières du pays ont cessé leur activité, la grève s'est soldée par un ouvrier mort et une centaine de travailleurs prisonniers et blessés. Les forces de répression ont subi elles aussi les effets de la violence de la grève, de nombreux policiers ont été blessés dans les affrontements. Loin de suivre les leçons du gouvernement Carter, les travailleurs du Costa-Rica, ont dans leur façon de lutter assimilé les expériences de leurs frères salvadoriens et nicaraguayens.

La révolution centro-américaine ouvre ses bras, embrassant les pays les plus attachés, comme le Honduras, comme le Costa-Rica, démontrant une fois de plus à leurs gouvernements et à l'impérialisme que les problèmes économiques et sociaux que subissent les masses ne seront pas résolus par les "ouvertures démocratiques" ou des réformes mesquines.

"Jamais ne dis jamais"

Les oligarchies ultra-réactionnaires de l'isthme et les dictatures militaires, leurs soeurs, ne sont pas à l'écart de ces expériences. Au contraire, elles sont extrêmement préoccupées et cherchent à coordonner, s'organiser entre elles pour éviter par tous les moyens de nouvelles victoires révolutionnaires. C'est ainsi que les armées du Honduras et du Guatemala ont participé à la répression contre le peuple salvadorien, tout en accusant l'Ad-

ministration Carter d'"ingérence dans des affaires intérieures" au sujet de l'appel fait aux dictatures de "se démocratiser". La politique de Carter, selon ces dictateurs, loin d'arrêter le "communisme" leur ouvre les portes et il ne reste plus d'autre issue que la répression la plus brutale et la plus sanglante, comme celle que pratique le gouvernement Lucas au Guatemala.

Ce n'est pas un hasard si le candidat républicain à la présidence des Etats-Unis a des partisans au Guatemala qui mènent ouvertement une campagne en faveur de sa candidature. Dans sa campagne électorale, Ronald Reagan affirmait que "conformément aux circonstances", il n'écarterait pas la possibilité d'une intervention militaire directe en Amérique Centrale au cas où il serait élu en novembre prochain. "Jamais ne dis jamais", a-t-il dit en commentant la situation dans cette zone et plus particulièrement celle du Salvador.

Sous la pression de la force de la montée des masses et des organisations de guérilla, l'impérialisme répond comme le dit Reagan, "conformément aux circonstances". Ainsi, même si existent des nuances entre l'un ou l'autre des candidats à la présidence des Etats-Unis, la politique de l'impérialisme est une: éviter par tous les moyens à sa disposition de nouvelles victoires révolutionnaires.

Les "circonstances" actuelles du processus révolutionnaire centro-américain et mondial sont de plus en plus difficiles pour l'impérialisme et sa politique varie en fonction des avancées ou du piétinement des processus révolutionnaires. "Ouvertures préventives" pour éviter de prochains, et irrémédiables affrontements de classe; démagogie sur les "droits de l'homme" et la "démocratie"; soutien aux dictatures dures, comme celle de Somoza au Nicaragua; "réformes" et répression; interventions militaires directes ou indirectes. Et, pourquoi pas?, appui et aide financière au Gouvernement de Reconstruction Nationale au Nicaragua, comme un autre moyen encore de dévier le cours de la révolution ouvrière et paysanne en marche.

Malheureusement, le sandinisme et Cuba ont contribué à créer la confusion dans les rangs révolutionnaires en se prononçant pour Carter contre Reagan. Il y a quelques mois, Tomas Borge déclarait à la Nation du Costa-Rica que "Carter était disposé à accorder au Nicaragua le prêt de 75 millions de dollars, mais qu'il devait affronter des secteurs réactionnaires comme celui de Reagan". Pendant ce temps, les masses et

leurs organisations d'avant-garde du Salvador, l'épicentre de la révolution centro-américaine, continuent leur tâche grandiose, celle de renverser la junte de gouvernement, montrant la seule voie possible pour faire face à la politique contre-révolutionnaire de l'impérialisme.

Le Salvador doit triompher

L'Amérique Centrale vit depuis des années une montée violente et ininterrompue qui a connu son expression la plus haute dans la victoire du sandinisme et des masses nicaraguayennes, mais aujourd'hui, c'est le Salvador qui est le point le plus faible de l'impérialisme.

Plusieurs journaux ont révélé que les gouvernements des Etats Unis et du Venezuela ont exercé des pressions sur ceux du Pacte Andin afin qu'ils constituent, avec les soldats américains, une "force panaméricaine de pacification", disposée à intervenir au Salvador. Le plan consisterait à reconnaître la qualité de belligérants aux forces populaires, afin de pouvoir ainsi envahir le territoire du Salvador sous prétexte de servir de médiateur entre les deux adversaires et de chercher une "solution négociée".

Il est certain, qu'à la différence du Nicaragua, les diverses forces "démocratiques" latino-américaines restent dans l'expectative ou la "neutralité". Alors que les sandinistes ont bénéficié de tout l'appui des gouvernements bourgeois "démocratiques" et même des pays voisins comme le Costa-Rica, ce qui a permis l'organisation et l'entraînement militaire des combattants, la révolution salvadorienne ne jouit pas de l'appui international qu'elle espérait.

Même s'il a annoncé à plusieurs occasions qu'il pourrait rompre ses relations avec la junte salvadorienne, le gouvernement mexicain s'est limité à rappeler son ambassadeur. Le gouvernement de Carazo permet, d'un côté, aux représentants du Front Démocratique Révolutionnaire du Salvador de se réunir dans son pays avec la social-démocratie internationale qui lui a donné son appui, et de l'autre, il déclare qu'il "voit avec sympathie les réformes de la junte salvadorienne".

L'attitude prudente des gouvernements d'Amérique Latine a cependant une raison profonde. La révolution salvadorienne a cessé d'être une simple lutte antidictatoriale. Les tentatives réformistes pour endiguer les masses ayant échouées, il existe au Salvador une véritable confrontation entre les classes.

Les gouvernements ont donc peur qu'un appui comme celui qu'ils ont donné aux sandinistes en contrepartie de la constitution d'un gouvernement avec des représentants de la bourgeoisie, concrétisé au Nicaragua par le G.R.N., ne soit non seulement impossible au Salvador mais très dangereux. Déjà dangereux pour le régime capitaliste au Salvador, mais aussi pour toute la zone en ébullition et pour le reste de l'Amérique Latine, car elle pourrait ouvrir le chemin à la constitution de gouvernements ouvriers et paysans.

Cuba et le Sandinisme: l'espoir du peuple salvadorien

La naissance de la Coordination Révolutionnaire des Masses salvadoriennes, le 11 janvier de cette année, s'est faite dans un grand enthousiasme, acclamant le Sandinisme. Peu de mois après la victoire contre Somoza, les mouchoirs rouges et noirs brillaient sur les bras et les cous de milliers d'étudiants et de travailleurs. Derrière ces expressions existait l'espoir du soutien solidaire du sandinisme. Mais à cette date historique pourtant, la direction sandiniste n'était pas présente et n'a pas pris la parole pour saluer ce grand événement qui marque une date décisive dans la lutte de ce peuple frère.

A la fin de l'année dernière, la *Prensa Grafica* du Salvador annonçait grands titres les déclarations du Chancelier nicaraguayen Miguel D'Escoto: "Le Nicaragua ne soutient pas l'ultra-gauche du Salvador". La politique de conciliation de classes avec la bourgeoisie nationale s'exprimait clairement sur le plan international. Et c'est ainsi que la gauche salvadorienne a reçu son premier coup.

Les menaces ultérieures d'intervention de l'impérialisme et la lutte permanente des masses contre la Junte, ont été à l'origine d'une attitude plus prudente encore de la part du sandinisme. Le commandant Borge déclarait en juillet: "Toute tentative d'intervention étrangère au Salvador sera une agression contre les pays latino-américains". Quelques jours plus tard, le Conseil d'Etat nicaraguayen dénonçait la répression faite par la Junte.

Cependant, le meeting du 19 juillet à Managua, qui était le premier anniversaire de la victoire, a montré à l'opinion publique internationale la politique des sandinistes face au Salvador. Dans ce meeting, étaient invités Carter lui-même et la Junte salvadorienne assassine, à côté d'un Fidel Castro qui n'a pas manqué de saluer

l'événement et la politique sandiniste.

Au milieu des festivités, aucune mention n'a été faite à la lutte salvadorienne et au soutien nécessaire du Nicaragua. Le représentant du F.D.R. n'a été annoncé que par les applaudissements populaires et n'a pas reçu le droit de parole.

La politique internationale des directions cubaine et sandiniste sur lesquelles les combattants du Salvador reportaient leurs espérances est un coup très dur non seulement porté au Salvador mais aussi à Cuba et au Nicaragua.

Tandis que l'offensive impérialiste prend des forces, Fidel Castro et les sandinistes appuient Carter contre Reagan. Et au lieu de mobiliser les masses, d'envoyer des soldats, des armes et munitions, d'isoler politiquement et diplomatiquement la Junte, ils entretiennent une politique de "bon voisinage" qui étend l'offensive impérialiste contre leur propre révolution.

La seule véritable défense de Cuba et du Nicaragua contre les agressions impérialistes est l'extension, l'approfondissement de la révolution en Amérique Latine et particulièrement dans l'isthme centro-américain. Au Nicaragua la victoire salvadorienne ouvrira la voie à la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan sans bourgeois, et à de nouvelles victoires révolutionnaires en Amérique Latine. Par contre la défaite du processus salvadorien provoquerait un recul important au Nicaragua et dans tout l'isthme. C'est cela l'objectif de l'offensive, bristale de la bourgeoisie impérialiste.

Comme la victoire nicaraguayenne, la victoire salvadorienne ne peut être isolée d'une politique qui unifie et coordonne la lutte révolutionnaire dans toute la zone. L'unité géographique, sociale, économique et politique de tout l'isthme centro-américain met l'ordre du jour une stratégie d'ensemble. L'unité des forces guérilléristes centro-américaines, avec à tête le Front Sandiniste de Libération Nationale est une nécessité réelle et politique de première importance pour réaliser de nouvelles victoires et les consolider.

La "Fédération des Républiques Socialistes Centro-américaines" n'est pas seulement un objectif historique mais la tâche immédiate et décisive que doivent entreprendre les révolutionnaires d'Amérique Centrale.



par Andres C

II Face à la Junte, il n'y a qu'une seule voie: la guerre sans trêve

L'éclatement de l'organisme unitaire créé par les forces de la guérilla le 22 mai de cette année, la *Direction Révolutionnaire Unifiée (D.R.U.)*, constitue l'un des coups les plus forts qu'ait porté la junte militaire démocrate-chrétienne au mouvement révolutionnaire du Salvador. Le retrait des *Forces Armées de la Résistance Nationale (F.A.R.N.)* divise le mouvement ouvrier et paysan au moment où l'impérialisme a réussi à constituer un front unique bourgeois qui tente de se consolider par une politique de génocide.

L'attitude des F.A.R.N. (et de *Résistance Nationale. R.N.*, son organisme de direction le plus élevé) conduit un important secteur du mouvement de masses sur le chemin de la négociation. Tout le monde sait en effet que R.N. contrôle également le *Front d'Action Populaire Unifié (F.A.P.U.)*, qui est aussi la principale force membre de la *Fédération Nationale Syndicale des Travailleurs Salvatoriens (FENASTRAS)*, l'une des centrales ouvrières les plus puissantes du pays.

L'éclatement de la D.R.U. démontre qu'il n'existe déjà plus aucune possibilité pour qu'un quelconque secteur de la bourgeoisie ou de l'armée s'allie avec le prolétariat dans sa lutte à mort contre cette même classe sociale, à l'inverse de ce que pensent certaines forces de la guérilla. Les documents constitutifs de la *Coordination Révolutionnaire de Masses (C.R.M.)*, de janvier, du *Front Démocratique Révolutionnaire (F.D.R.)*, du 18 avril et de la D.R.U. elle-même mettent leurs espoirs dans ces secteurs bourgeois ou militaires ainsi que l'établit clairement le passage du *Manifeste* de la D.R.U. qui suit: "L'impérialisme et ses fantoches du Haut Commandement sont en train d'amener l'armée à s'engager dans les massacres et le génocide mais nous savons que dans ses rangs, il y a des secteurs patriotes, sains et progressistes, qui condamnent le génocide, l'interventionnisme yankee et aspirent à aller à la rencontre du peuple du Salvador pour l'aider à se libérer. Nous leur disons: nous ne sommes aveuglés par aucun sentiment revanchard, nous savons distinguer le bien du mal et nous laissons les portes grandes ouvertes pour que vous aussi, vous puissiez vous intégrer au reste des forces démocratiques".

En essayant de se placer comme une force sur l'échiquier de la négociation, en cédant du terrain à un moment crucial de la lutte et en cherchant la main de l'aile "démocratique" du colonel Adolfo Majano en un geste de bonne volonté et de pacification, l'attitude des F.A.R.N. constitue la concrétisation de cette ligne frontopopuliste. Depuis l'année dernière et fortement influencé par les sandinistes, le F.A.P.U. défendait déjà cette orientation d'alliance avec d'autres secteurs de classe afin de constituer un gouvernement de salut national.

Lors d'une interview réalisée à l'Université de San Salvador, le secrétaire général du F.A.P.U., José Alberto Ramos m'a déclaré: "Si le mouvement populaire obtient un certain soutien dans l'armée, le processus de la lutte serait moins sanglant et le moment de la libération serait bien plus proche. Si cela s'avère impossible, si nous ne pouvons pas compter avec cet appui de l'armée, il faudra stimuler la lutte d'une façon ou d'une autre".

D'après les documents politiques internes de la Résistance Nationale, il existerait trois secteurs différents au sein des forces armées du Salvador: les fascistes, les partisans de l'oligarchie et les jeunes militaires, cette dernière couche étant celle qui a défait le dictateur Carlos Humberto Romero en octobre 1979. Les fascistes et les partisans de l'oligarchie détiendraient le pouvoir réel dans le pays tandis que les jeunes

militaires s'opposeraient aux massacres et à la répression (ce serait là l'aile de Majano).

La D.R.U. a tenté de combler l'espace resté vide du fait du départ des F.A.R.N. en intégrant le *Parti Révolutionnaire des Travailleurs Centro-américains (P.R.T.C.)*, une petite organisation dont le front de masses s'appelle le *Mouvement de Libération Populaire (M.L.P.)*. Son secrétaire général, Luis Diaz, a été détenu par la junte le mois dernier. Le P.R.T.C. n'a pas une grande tradition militaire: au niveau programmatique et idéologique, il ne diffère pas beaucoup des autres organisations qui sont partie prenante de la D.R.U. Cependant, celui-ci possède une conception globale du processus révolutionnaire centro-américain et il essaye de construire des sections au Honduras, au Guatemala et au Costa-Rica.

L'entrée du P.R.T.C. dans la D.R.U. devrait produire celle de toutes les autres organisations ouvrières qui défendent la lutte armée au Salvador. Il est urgent de réunifier les forces révolutionnaires pour affronter l'offensive politique et militaire de l'impérialisme qui pour isoler la révolution salvadorienne en constituant un cercle de feu autour de pays, s'appuie sur les régimes bourgeois du Costa-Rica, du Honduras, du Guatemala, du Venezuela et même du Nicaragua comme sur la bureaucratie cubaine.

Il est vital de parvenir à l'unité pour que le mouvement de masses du Salvador puisse déborder ses frontières nationales et mettre en échec le plan de l'impérialisme qui est de maintenir ses protectorats de sécurité en Amérique centrale en poussant à l'ouverture de toutes les soupapes politiques.

Les F.A.R.N. ont mis sur le tapis tout le prestige de leur nom et de leur tradition et elles ont rompu les accords unitaires. Elles pensaient ainsi aiguïser les contradictions secondaires de la junte de gouvernement et peut-être voulaient-elles même aider à un coup d'Etat de l'aile majaniste contre la démocratie-chrétienne et le secteur du colonel Gutierrez, le représentant des militaires durs.

Mais ce raisonnement, cette attitude ont une logique, un fil conducteur qui n'est en rien l'apanage des F.A.R.N.

Du foco (foyer de guérilla) jusqu'aux masses

Même si les directions actuelles possèdent une trajectoire riche en expériences et ont démontré qu'elles avaient beaucoup appris de la tradition marxiste au cours de ces années de lutte difficile, le problème posé par l'absence d'une véritable direction révolutionnaire est un question cruciale au Salvador.

Les organisations salvadoriennes de la guérilla constituent un pas en avant, tant sur le plan militaire que sur le terrain politique, par rapport aux organisations focistes qui ont surgi sous l'impact de la Révolution cubaine. Dans une certaine mesure, la réalité de la lutte de classes les a obligées à modifier leurs conceptions militaristes du début pour les tourner vers la lutte de masses. Telle a été l'expérience de l'*Armée Révolutionnaire du Peuple (E.R.P.)* et des F.A.R.N. aussi: ils ont d'abord formé des noyaux militaires, mais ont ensuite rectifié le cap en constituant des partis et des fronts légaux.

A la différence du Front Sandiniste du Nicaragua exerçant une grande influence idéologique au Salvador, qui ne s'est jamais soucie de construire une solide base syndicale avant la chute de Somoza, les organisations politico-militaires salvadoriennes se développent lorsqu'elles commencent à comprendre la nécessité d'incorporer de grands contingents ouvriers et paysans qui, en se radicalisant, rompent avec les

organisations syndicales traditionnelles qui étaient contrôlées par la Démocratie-Chrétienne ou par le gouvernement lui-même.

Dans une interview récemment publiée par la revue mexicaine *Proceso*, le plus important dirigeant des *Forces Populaires de Libération-Farabundo Martí (F.P.L.F.M.)* synthétisait le processus de construction des organisations politico-militaires salvadoriennes de la manière suivante: "Certains croyaient que la lutte devait être avant tout politique et nous, nous pensions que bien sûr la lutte devait être politique mais surtout militaire, une combinaison des deux. La politique, la politique seule nous aurait conduit à nous épuiser et à ne parvenir à rien. Face à la dictature, il n'y a pas des chemins. Il y a le chemin: la guerre".

La grève d'août

La dernière grève qu'a convoquée le F.D.R. pour les 13.14 et 15 août a suscité une réaction immédiate de la part du gouvernement. De milliers de soldats et de membres des organisations paramilitaires ont occupé la capitale pour empêcher les travailleurs de respecter cet appel.

La grève a commencé timidement mais elle s'est renforcée d'heure en heure. En province, une cinquantaine d'affrontements ont eu lieu et selon un communiqué du F.D.R. diffusé dans toute l'Amérique centrale la semaine suivante les forces militaires de la junte ont perdu 300 hommes.

Le journal de la capitale salvadorienne *El Independiente*, la seule feuille d'opposition qui subsiste encore (bien que ce soit dans des conditions précaires: ses bureaux ont été détruits par des bombes à décapiter en ces termes les trois jours de grève: "En province, ce fut plus une guerre qu'une grève, à un tel point que le sang que possédaient en réserve les hôpitaux a été épuisé").

Le F.D.R. reconnaît que la grève a été partielle en dépit de ce que des secteurs syndicaux importants y aient participé. A Santa Ana, par exemple, les usines de ciment ont cessé le travail. Le port d'Acajutla, la principale voie d'importation et d'exportation des marchandises, a été aussi paralysé. A San Miguel et à Sonsonate, l'électricité a été coupée. Aucune école n'a ouvert ses portes. Le F.D.R. considère que le bilan est donc positif:

"Le peuple du Salvador a accru sa conscience politique et organisationnelle et vérifié une fois de plus que les formes d'expression et de participation politique employées jusqu'à aujourd'hui se sont épuisées; le processus de libération s'accélérait, le droit légitime à l'insurrection acquiert à chaque fois plus de vigueur".

Mais nous possédons un autre témoignage, celui d'un ouvrier du Salvador que nous avons interviewé au Costa-Rica. Elle avait eu une participation active dans la grève d'août.

"Nous savions que cette grève n'était pas la lutte finale. De toute façon, le F.D.R. ne l'avait pas organisée dans cette intention. Durant ces trois jours l'offensive militaire de la gauche s'est avant tout appuyée sur la guérilla. Il n'y a pas eu une grande activité dans les quartiers, sauf quand les cellules de guérilleros arrivaient pour s'affronter à l'armée. La toile de fond des jours de grève a été constituée par le fait que le F.D.R. n'avait pas prévu de lancer les masses contre l'armée, n'avait pas cherché à parvenir à un affrontement décisif avec celle-ci, mais seulement à lui porter quelques coups pour l'affaiblir".

Selon des rapports de l'Association Internationale de Juristes démocrates, une organisation affiliée à l'U.N.E.S.C.O., les forces militaires du Salvador ont entre le 1er janvier et le 30 juin de cette année tué 3 277 personnes. Avec l'offensive gouvernementale et

les coups qui lui sont portés quotidiennement, la classe ouvrière du Salvador commence à avoir tant à la base qu'au niveau de certaines directions syndicales des inquiétudes à propos de la politique actuelle du F.D.R. et de la D.R.U.

La profonde radicalisation de la lutte conduit des secteurs ouvriers à chaque fois plus nombreux à commencer à remettre en question l'orientation générale de leurs dirigeants. C'est ce qu'ont fait les travailleurs de l'électricité qui ont paralysé ce service, contre l'orientation qu'ils avaient reçue du F.D.R. et du F.A.P.U. et alors que les principaux dirigeants de *Stecel* appartenaient aux organisations de masses impulsées par ces deux fronts. Les travailleurs de cette branche ont pendant 24 heures coupé l'électricité dans tout le pays et ont obligé la junte à militariser les services électriques. Selon le journal panaméen *La Estrella*, cela représente une perte de plusieurs millions de dollars pour le gouvernement.

La grève de *Stecel* est une conséquence de la grève générale du mois d'août qu'avait convoquée le F.D.R. Elle a eu le caractère d'un véritable défi lancé au gouvernement, une situation que le F.D.R. ne voulait pas et pour laquelle il n'était pas préparé. L'occupation de l'usine électrique de Rio Lempa a été un acte de solidarité spontanée avec les dizaines de travailleurs frappés pour avoir participé à la grève générale. Sans soutien, sans armes, il était inévitable que le gouvernement fasse ce qu'il voulait. L'usine une fois évacuée par l'armée et ses 17 dirigeants arrêtés, une très forte mobilisation s'est développée en solidarité avec les grévistes emprisonnés. A partir de la militarisation des services d'électricité, éclatent des mobilisations qui incluent la conquête militaire de plusieurs quartiers par la guérilla, des grèves tournantes dans différentes usines de la capitale et une campagne internationale de dénonciation du tribunal militaire mis sur pied par le gouvernement pour juger les grévistes emprisonnés.

Au Salvador, les travailleurs disent que le moment est arrivé pour la D.R.U., la C.R.M. et le F.D.R. de tout faire pour développer leur capacité politique et militaire de façon à résister aux attaques de la junte et à l'empêcher d'isoler comme tel est son plan les directions du mouvement ouvrier au moyen d'une répression sauvage. Cette volonté de lutter est particulièrement visible en province où les affrontements se transforment en grandes batailles entre les forces gouvernementales et la gauche qui s'appuie sur ses effectifs de guérilleros réguliers.

L'activité de la guérilla augmente. La guérilla s'est en ce moment donnée pour tâche de harceler l'ennemi, de le démoraliser. En même temps, l'augmentation de l'activité militaire démontre que le peuple soutient la lutte contre la junte, en est la base arrière, et que l'appareil répressif n'a pas réussi à désarticuler les organisations politico-militaires.

"Le peuple est notre montagne" a déclaré Salvador Carpio commandant des F.P.L. Un bulletin de cette organisation affirme que cinq attaques quotidiennes ont lieu contre les forces gouvernementales.

"Le registre des actions militaires montre que l'on a assisté à un évident essor de la lutte armée à laquelle sont en train d'incorporer de nombreux contingents de jeunes", écrivent les F.P.L. "Cela signifie que la junte est définitivement affaiblie au niveau de son seul soutien propre, à savoir, les corps militaires répressifs dirigés par des officiers nordaméricains".

Je n'ai vu le colonel Adolfo Arnaldo Majano qu'une fois. Il m'a paru extrêmement sûr de lui et optimiste sur le futur développement des événements au Salvador. Du balcon de la maison du gouvernement, il saluait une foule de femmes d'extrême-droite qui, en passant face à lui, le saluait par son nom, tout en agitant des milliers de banderoles et de pancartes réclamant la fin de la gauche. Le colonel était heureux et souriait ironiquement aux autres membres de la junte de gouvernement qui assistaient avec appréhension à la manifestation, en essayant d'arrêter la colère de ces femmes. A cette époque, le dictateur Carlos Humberto Romero connaissait déjà l'exil et sa place était occupée par une brillante équipe de jeunes officiers de l'armée, soutenus par la Maison Blanche, et auxquels s'ajoutaient même un représentant de l'Eglise catholique progressiste, un social-démocrate et un industriel avec des airs modernisants et communistes de surdoué intellectuel.

A ce moment là et pour quelques mois et plus, le colonel Majano était la figure de proue du pays, avec l'aval des Etats Unis et de secteurs de la bourgeoisie industrielle qui lui donnaient pour tâche de freiner la montée des luttes avec des instruments-clés: la rhétorique démocratique et réformiste, et les armes de la répression aussi. Mais la polarisation de la lutte des classes au Salvador peut lui montrer le revers de la médaille: le pays vit une situation limite, et le colonel, malgré sa formation de spécialiste anti-insurrections dans les écoles de Panama et de Mexico, n'a déjà plus la confiance de ses compagnons d'armes, ni même celle de Washington. L'ajustement des conflits exige quelque un de plus discret dans ses apparitions et de plus ferme dans sa disposition à réprimer les masses salvadoriennes. Cet homme, c'est le colonel Abdul Gutierrez, lui qui est à lacharnière entre le palais du gouvernement, l'ambassade américaine et le ministère de l'Intérieur ou un autre colonel, Garcia, commande le génocide au Salvador. Garcia, il faut le dire, a toujours travaillé avec les groupes paramilitaires qui terrorisent le pays. Relégué au second plan de la scène politique, le colonel

III

Adolfo Arnaldo Majano n'est plus le militaire sûr de lui que j'ai connu. On peut voir dans les photos publiées par les journaux que ses étoiles brillent déjà moins.

Bien que le déplacement de Majano ne soit pas un fait déterminant dans la politique du Salvador, il est révélateur du cours suivi par la politique bourgeoise et impérialiste dans le pays. Comme n'importe quel membre de la junte Majano, a été coupable de massacres contre la population et de la répression généralisée contre l'avantgarde du mouvement des masses, mais on sait que l'oligarchie n'a jamais cru en son discours moderniste qui mettait l'accent sur le mot "dialogue" et c'est pour cela qu'on l'a plusieurs fois accusé d'être un "communiste". Même avec autant de morts à son actif, il n'a maintenant plus qu'un rôle secondaire et comme on peut le voir, il sert de potiche dans les tournois sportifs, et ne prendra plus de décisions importantes.

Le secteur démocrate-chrétien de l'ingénieur José Napoleón Duarte, est de plus en plus fondamental dans la junte: il s'est intégré au gouvernement depuis la déstabilisation de la fin de l'année passée, quand tout le cabinet, créé en octobre à l'occasion du coup d'Etat contre Romero, a demandé sa démission et est allé respirer l'air de l'opposition. Duarte, qui aujourd'hui est une espèce d'arbitre entre les factions militaires qui existent autour de Gutierrez, Garcia et Majano, est l'un des éléments catalyseurs de l'unité bourgeoise au Salvador, unité qui n'est pas à l'abri des offensives du mouvement des masses.

Duarte a été l'un des fondateurs du Parti Démocrate-Chrétien salvadorien. Dans les années 60, il a été trois fois réélu à la préfecture de San Salvador. En 1972, il s'est présenté aux élections présidentielles au nom d'une coalition de

IV

Des milliers salvadoriens

La lutte pour le pouvoir s'exprime au Salvador en termes mathématiques. Les effets de la crise mondiale du capitalisme, de la guerre civile dans le pays et de l'échec du Marché commun centro-américain, affectent l'économie du Salvador de manière aiguë. L'année dernière, 77 usines ont fermé, laissant plus de 13 000 ouvriers sans travail. La fuite des capitaux est si énorme qu'elle dépasse le montant du Produit National Brut, sans que le gouvernement puisse contrôler le processus. L'économiste Salvador Arias, qui travaille avec le F.D.R., signale en effet que dans la période de 1979-80 plus de deux milliards de dollars sont sortis du pays tandis que le Produit National Brut du Salvador atteint à peine les 600 millions de dollars.

Selon Arias, la "décapitalisation" accélérée du pays est le produit de l'échec du modèle de développement imposé dans le passé, des effets de la crise mondiale et des ravages mêmes causés par la guerre, dans la mesure où tant le gouvernement que les organisations populaires utilisent l'économie comme une arme de combat. Les organisations qui luttent contre la junte ont une politique claire: aiguïser la banqueroute de l'économie bourgeoise du pays, qui cherche un secours auprès du grand capital impérialiste, tirant ainsi des hypothèques sur le Salvador pour préserver ses intérêts. Les deux dernières grèves géné-

rales ont représenté une perte de 540 millions de dollars. La grève générale de mars a provoqué des pertes de 500 millions de dollars mais, selon le quotidien *Uno mas uno* celle du mois d'août a eu moins de succès. D'autre part, la grève a conduit les travailleurs à couper l'électricité et les pertes ont été cette fois-ci de 60 millions de dollars.

Les grèves continuelles jointes aux occupations d'usines et de terres, aux incendies de récoltes et un blocage des transports (il y a quelques mois les guérilleros ont incendié un train chargé de coton destiné à l'exportation) expriment, selon l'économiste du F.D.R. l'attitude combative des travailleurs face au système économique. L'un des secteurs les plus affectés est celui de la production agricole et d'élevage, dont les indices diminuent d'année en année. Cela coïncide avec l'intensification du travail et l'extension de l'influence des organisations de guérilla dans la campagne, phénomène qui a commencé aux milieux des années 70.

L'économie du Salvador s'appuie fondamentalement sur trois produits: café, coton et canne à sucre. L'importance de la canne à sucre augmente à partir de la Révolution cubaine, quand l'impérialisme cesse d'acheter du sucre cubain et distribue ses quotas d'importation entre divers pays latino-américains. Pendant la période 1975-80, le taux de croissance



estilho

J'ai vu le colonel Majano au balcon. Il saluait les femmes de droite. Aujourd'hui, Duarte est juge.

démocrates-chrétiens, communistes et sociaux-démocrates. Victorieux par les urnes, il a été victime d'une gigantesque fraude et n'a donc pas pu atteindre le pouvoir qu'il a toujours désiré. Il a fini par être prisonnier puis expulsé du pays et exilé au Venezuela où il a vécu huit ans. Quand il est revenu au Salvador, il a rencontré ses anciens alliés communistes et sociaux-démocrates au pouvoir, liés aux jeunes militaires, et a découvert un autre facteur déconcertant: l'extraordinaire pouvoir de mobilisation des masses du Salvador. Le pays avait pas mal changé. Il se mit à exercer une discrète opposition, exigeant des mesures plus dures contre le mouvement ouvrier et contre la guérilla, tout en parlant d'élections. Lors d'une rencontre, il me disait: "Nous sommes les apôtres de la démocratie, tout comme les marxistes sont les apôtres de leur idéal. Je pense que l'obstacle fondamental dans les relations entre les groupes d'extrême-gauche et le peuple, c'est la démocratie chrétienne. C'est pour cela qu'on a tenté de nous démolir à tout prix. C'est pour cela qu'ils disent que je suis dépassé, que je suis un vieux qui ne sait pas ce qui se passe dans le pays. Ils disent que je ne suis plus un leader parce que j'ai vécu huit ans en exil, et que je ne veux en aucun cas risquer ma vie. Et ils disent encore d'autres choses".

Le poids de Duarte au sein du gouvernement augmenté en même temps que l'appui extérieur de l'impérialisme et des pays démocratiques est devenu de plus en plus nécessaire pour empêcher l'insurrection au Salvador. Duarte jouit d'un grand prestige dans les milieux de la démocratie chrétienne internationale, où il apparaît comme un théoricien, un ami du président du Venezuela et l'un des principaux soutiens de la junte salvadorienne. C'est

un ardent défenseur du plan Carter pour l'Amérique Latine. En décembre, nous lui demandions dans quelle mesure la politique de la démocratie chrétienne du continent se différencie de la politique extérieure de l'Amérique du Nord. Duarte fut catégorique en répondant: "Je vous dirai que cette observation suppose une analyse polarisée par l'impérialisme yankee et la conception prolétarienne. Nous rejetons cette polarisation car nous pensons qu'elle est incorrecte. La démocratie implique la solidarité, une conception de la vie. Et tout cela ne peut être vendu aux impérialistes".

Mais le discours de Duarte n'a pas résisté au temps, bien qu'il en ait récolté des fruits excellents. Il n'est déjà plus haï par l'oligarchie du Salvador et il est au contraire un axe d'unification des secteurs les plus réactionnaires du pays, ceux qui ont toujours défendu la violence officielle contre le peuple salvadorien. Cependant, la politique de Duarte a fini par diviser sa propre organisation, bien qu'il n'y attache pas d'importance. La division de la D.C. salvadorienne n'a pas tardé, influencée comme elle l'a été par des secteurs travaillistes qui la soutenaient, et par de faibles groupes de la moyenne bourgeoisie et des secteurs de la classe moyenne qui n'ont pas autant bénéficié qu'ils l'espéraient de la présence de Duarte dans la junte. Le surgissement de la Tendence Populaire dans le parti Démocrate-chrétien, dirigée par Roberto Lara Velado, premier secrétaire général de l'organisation et l'un de ses fondateurs, va pratiquement sceller la fin de la démocratie chrétienne salvadorienne.

Dans une tentative désespérée de la sauver, de lui conserver son intérêt, la Tendence Populaire s'est transformée en Mouvement Populaire Social-Chrétien qui s'est intégré au Front Démocrati-

que Révolutionnaire (F.D.R.), où elle cherchait un milieu favorable qui lui permette de survivre. Lara Velado lui-même s'est trouvé en difficulté, quand la police l'a arrêté à l'aéroport de San Salvador, au moment où il tentait de partir au Venezuela avec l'intention de rencontrer le président Campins qui, le considérant comme un dissident ne l'a de toute façon pas reçu. La scission du parti n'a pas été reconnue par les dirigeants des Organisations Démocrates-Chrétiennes d'Amérique Latine (O.D.C.A.).

Par ailleurs, le 9 juin, 174 maires, désignés par le Parti Démocrate-Chrétien, à l'intérieur du Salvador, ont publié un communiqué, dénonçant la mort de 9 maires de divers départements et les constantes menaces de mort adressées à tous les signataires du document. Le communiqué exigeait de la junte qu'elle recherche sérieusement les auteurs des attentats, et démontrait à quel point l'action de l'ingénieur José Napoleón Duarte semait le désespoir dans les rangs de la D.C.: "Face à cette situation, nous sommes désemparés car nous ne pouvons pas expliquer ce qui se passe, et quels sont les objectifs de ceux qui veulent nous liquider, la stratégie est évidente car nous savons que ces attentats ne proviennent pas de l'extrême-gauche".

La guerre déclarée par la junte contre les masses du Salvador a amené des secteurs d'extrême-droite à passer au soutien ouvert de cette variante de gouvernement, qui aujourd'hui cherche le contrôle total du pays. Il y a eu un changement qualitatif sur ce point. Au début, l'oligarchie salvadorienne était ouvertement opposée aux réformes partielles décidées après la chute de Romero. Liées aux grands propriétaires fonciers, aux exportateurs de produits agricoles et au capital financier, ces couches voyaient d'un très mauvais oeil le plan de réforme agraire, la nationalisation des

banques et du commerce extérieur, points qui étaient dans le programme de la première junte installée le 15 octobre 1979. De plus, elles combattaient avec une extrême violence la relative liberté avec laquelle agissaient les groupes de gauche, en dépit de la répression gouvernementale qui leur paraissait insuffisante.

Ce secteur oligarchique, acculé par le mouvement des masses qui continue à rester fort malgré la férocité des forces para-militaires à son service, va comprendre que ces réformes proposées par la junte et par l'impérialisme n'atteignent pas ses intérêts fondamentaux et qu'au contraire, elles servent justement à les protéger. La réforme agraire, appliquée par un assesseur américain spécialisé dans la lutte anti-guérilla visait en effet à stopper la lutte des paysans pour la terre, en prenant ce drapeau des mains de la gauche. Et même, son application par le fer et le feu, frappait des régions où la guérilla maintenait quelques uns de ses *santuarios* (foyers), comme c'est le cas de la région de Chalatenango et San Vicente. La nationalisation des banques a été un cadeau, car elle est venue au secours des affaires désastreuses des sociétés financières, en total manque de fonds. Avec ce décret gouvernemental, l'Etat s'appropriait 51% des actions des entreprises en faillite et des millions de dollars ont ainsi pu réactiver le flux des opérations bancaires et gagner l'appui des petites entreprises, elles aussi en situation économique précaire.

Il n'y avait déjà plus de différences sensibles entre les méthodes de répression de la junte et de l'oligarchie, unies pour combattre les organisations révolutionnaires. A mesure que la montée révolutionnaire obligeait le gouvernement à aller de plus en plus à droite, la junte s'approchait de plus en plus du programme antisubversion de l'oligarchie, à un point



tel qu'aujourd'hui, les organisations para-militaires font l'apologie du gouvernement militaire démocrate-chrétien, laissant de côté le projet de coup d'Etat style Pinochet qu'elles avaient gardé quelques temps en réserve.

Cette évolution se matérialise dans la formation de l'Alliance Productive du Salvador, où sont réunis plusieurs groupements industriels qui soutiennent la junte et misent sur le génocide du peuple salvadorien pour empêcher l'insurrection. A cette Alliance Productive se sont entre autres alliés la Fédération Nationale de la Petite Entreprise, l'Union des Dirigeants des Entreprises Salvadoriennes, le Front des Techniciens Démocrates, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Salvador.

L'Alliance Productive reflète le degré d'unité de la bourgeoisie dans le pays, dans cette conjoncture. Il est important de noter que

la Fédération Nationale des Petites Entreprises (FENAPES) à participé quelque temps Front Démocratique Révolutionnaire avec statut d'observateur. Depuis la paralysie partielle du Salvador, à la mi-août de cette année, l'Alliance Productive a déclaré à la presse internationale par l'intermédiaire de ses porte-parole: "Malgré la panique imposée par la gauche, malgré les menaces de mort et les actes terroristes, les commerçants et les industriels ouvrent leur porte pour montrer clairement que le peuple salvadorien est fatigué par la violence et veut travailler en paix".

Ensuite, la paralysie du pays à laquelle avait appelé le F.D.R. terminée, les membres de la junte de gouvernement, qui ont qualifié la grève d'échec total, sont sortis dans les rues du centre de San Salvador, remerciant les travailleurs "pour avoir choisi la paix plutôt que la violence", et pour ne pas avoir participé à la grève.

de dollars pour la Junte e. Les yankees font pression

de la production de café, principale source de devises du pays, est tombé de 0,1 pour cent. Pendant cette même période, le secteur d'exportation agricole, qui concentre la majeure partie des investissements dans les services, n'a augmenté que de 4,2 pour cent, et l'exportation des céréales de 1,1 pour cent seulement. On peut observer le même phénomène dans l'industrie. Quelques économistes d'Amérique centrale affirment que sur la base de chiffres officiels, la décroissance de l'industrie salvadorienne pourrait atteindre cette année le taux alarmant de 15 pour cent. Le processus de faillite des entreprises s'aggrave aussi du fait que le patronat, après avoir déposé le bilan, transporte les machines à l'étranger. Un bon exemple en est le transfert de tout l'équipement de la multinationale textile U.I.S.A. (contrôlée par des capitaux japonais, qui, avec les nord-américains, occupent une place importante dans l'économie du Salvador). La banqueroute du système industriel augmente d'années en années. En 1976, le taux de croissance industrielle atteignait 8,8 pour cent mais à la fin de l'année suivante il est tombé à 5 pour cent. En 1978, il est passé à 3 pour cent, et pour 1979, le gouvernement doit reconnaître un solde de moins 7 pour cent.

Ce véritable désastre économique était le talon d'Achille de la

junte civico-militaire qui a pris le pouvoir en octobre de l'année dernière grâce au renversement de la dictature de Carlos Romero. Parallèlement aux réformes politiques, la junte a essayé d'adopter quelques mesures économiques, mais sans beaucoup de succès du fait de cette situation de faillite. Cette année, un déficit de 44 millions de dollars a déjà été enregistré par le Trésor public. Le gouvernement, qui voit la situation d'un oeil optimiste, déclare que l'inflation atteint les 25 pour cent. Des secteurs du F.D.R. ont réfuté cette affirmation et soutiennent que le véritable chiffre est de 40 pour cent.

La fuite des capitaux démontre la faillite du secteur financier. Les mesures prises par la junte en ce qui concerne le système bancaire ont pour seul objectif d'insuffler de l'oxygène à la situation qui est étouffée par la situation politique. Les investissements privés ont chuté de 12 pour cent; la junte prétend cette année les relever de 30 pour cent, au moyen des crédits internationaux qui entrent dans le pays grâce à la pression de l'impérialisme, celui-ci cherchant à équilibrer l'économie salvadorienne par une aide extérieure massive. La Banque centrale du Salvador est en train d'octroyer des crédits au secteur privé dans l'espoir de le réanimer. Le pays a besoin de devises

d'un montant de 75 millions de dollars.

L'économiste Salvador Arias dénonce le fait que dans la tentative de décongestionner la zone rurale et de faciliter l'acceptation du projet de réforme agraire gouvernemental, la junte ne s'oppose pas à la fuite de capitaux et de biens du secteur agricole.

L'aide impérialiste à la junte militaire démocrate-chrétienne augmente dans la mesure inverse, en renforçant une sortie bourgeoise à l'impasse dans laquelle se trouve le Salvador. Le gouvernement vénézuélien inonde l'Amérique Centrale de son pétrole, le garantissant à bas prix.

De son côté, l'Allemagne occidentale s'est déjà engagée à réactiver son aide économique au pays. Mais l'apport décisif est celui des américains. Le coup d'Etat militaire en Bolivie leur a permis d'envoyer au Salvador les fonds destinés au gouvernement Siles Suazo. La rupture des traités économiques avec le nouveau gouvernement bolivien de García Meza, leur permet d'envoyer 58,4 millions de dollars, qui s'ajoutent aux 60 millions remis à la junte il y a quelques temps. L'ambassadeur américain Robert White, ex-assesseur de Stroessner au Paraguay, négocie de nouveaux accords d'aide économique qui, à la fin de l'année, dépasseront les 100 millions de dollars.



A bas la Junte assassine

Nous, trotskystes révolutionnaires, nous avons une importante tâche à remplir en faveur de la révolution au Salvador.

A bas la junte assassine? doit devenir le cri de tout le monde. Mobilisations, manifestations, meetings, piquets devant les ambassades nord-américaines et salvadoriennes et l'impulsion de Comités de solidarité dans différents pays, voilà quelques-unes des importantes manifestations de solidarité que nous pouvons réaliser.

L'isolement international dans lequel est enfermée la révolution salvadorienne constitue l'une des raisons qui rendent cette campagne encore plus nécessaire.

Tout le soutien matériel et combattant aux révolutionnaires du Salvador! Pour la rupture des relations avec la Junte Militaire Démocrate-chrétienne! Pour l'octroi du statut de réfugiés de guerre à tous les réfugiés du Salvador qui sont dans le monde!

Tandis que nous impulserons cette grande campagne, nous, trotskystes du Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale, nous avançons le programme suivant:

A bas la junte civico-militaire! Pour sa défaite par la voie révolutionnaire, grève générale et lutte armée!

Pour la constitution d'un gouvernement des organisations ouvrières, paysannes, de masses et de la guérilla sans bourgeois, ni civils ni militaires!

Pour une Assemblée constituante libre, démocratique et souveraine!

Pour l'armement généralisé des travailleurs et du peuple!

Pour un travail au sein de l'armée qui gagne les soldats à la révolution!

Pour la construction, l'extension et la centralisation des organes de pouvoir des masses, aujourd'hui concentrés dans les comités populaires et les organisations syndicales!

Pour le développement des milices ouvrières et populaires contre les bandes fascistes!

Nationalisation de la terre et création de fermes collectives, sous la direction des ouvriers agricoles et des paysans pauvres!

Expropriation sans indemnité de toutes les entreprises nationales et étrangères, en les plaçant sous contrôle ouvrier!

Rupture de tous les pactes qui lient le Salvador à l'impérialisme, O.E.A., T.I.A.R., C.O.N.D.E.C.A.!

Nationalisation sans indemnité de la Banque et méconnaissance de la dette extérieure!

Pour la Fédération socialiste centro-américaine!

V Réfugiés: des morts-vivants

Ont participé à cet article Edgar Turcios, Maria Lorens et Miguel Orozco

Selon des informations diffusées au Mexique par le F.D.R., il y aurait près de 50 000 réfugiés du Salvador dans toute l'Amérique centrale. Le gouvernement du Honduras a ainsi reconnu que plus de 5 000 réfugiés étaient entrés dans le pays ces derniers mois tandis que l'Eglise catholique du Honduras affirme que ceux-ci y sont quatre fois plus nombreux. Le Comité Mexicain de Solidarité avec le Peuple du Salvador a révélé que rien que cette année, plus de 30 000 salvadoriens, dans leur majorité sans papiers, étaient déjà passés par les postes-frontière qui existent entre le Mexique et le Guatemala de Comalapa à Ciudad Hidalgo. Au Costa-Rica aussi, la situation des salvadoriens qui ont fui leur pays et les massacres qu'y perpétrent en permanence l'armée et les organisations paramilitaires est dramatique. Le F.D.R. estime que 4 000 salvadoriens sont actuellement au Costa-Rica. Des centaines d'entre eux vivent dans le camp de Murciélago, presque à la frontière avec le Nicaragua, à Paso Ancho, aux alentours de San José et dans des locaux prêtés par les paroisses. Mille salvadoriens environ se sont réfugiés à Panama tandis qu'au Belize, on en compte deux mille. La majorité d'entre eux sont des femmes, des vieillards ou des enfants. Au Honduras, la zone dans laquelle sont situés les camps a été militarisée par le gouvernement et l'on y recroise tout le temps des patrouilles militaires. De l'autre côté de la frontière, l'armée salvadorienne maintient une surveillance très stricte et les exemples de violences sexuelles, d'assassinats et de vols y sont fréquents.

D'après les révélations faites par deux reporters du journal mexicain *Uno mas uno*, "les cas de maladie, de misère et de mort sont fréquents dans les camps de réfugiés qui sont organisés pour ne pas durer". Le 14 mai, les troupes des armées du Salvador et du Honduras ont massacré par terre et par air 600 personnes qui franchissaient la frontière par le *rio Sumpul*.

Au Mexique, ces réfugiés sont exploités par les passeurs mexicains ou guatémaltèques (surnommés "coyottes") qui du fait de leur absence de papiers leur prennent 90 dollars U.S. pour les faire entrer dans le pays.

La plus grande partie des réfugiés du Salvador ne reçoivent pas d'aide du Haut Commissariat des Nations Unies. De plus, ils éprouvent d'énormes difficultés à se procurer des visas de séjour. Ils courent constamment le risque d'être expulsés ou de se transformer en marginaux puisque les gouvernements bourgeois se refusent à accorder le statut de réfugiés de guerre à ces milliers de salvadoriens qui se trouvent aujourd'hui dans une telle situation.

C'est pour cela que les communautés de réfugiés au Costa-Rica ont publié un manifeste public qui va dans ce sens: "Aujourd'hui, le généreux peuple costaricain est une fois de plus descendu dans la rue pour condamner la dictature militaire de la démocratie-chrétienne salvadorienne, vile massacreuse de notre peuple, pour empêcher grâce à sa solidarité une éventuelle intervention américaine au Salvador et pour se préparer à reconnaître également comme force belligérante la Direction Révolutionnaire Unifiée et à considérer comme seul représentant de notre peuple le Front Démocratique Révolutionnaire".

I

D'où viens-tu?

De San Salvador. J'y étais professeur dans la région de Santa Tecla. Ma famille vivait à San Miguel et toutes les semaines j'allais voir mes parents. Un week-end, j'étais dans le bus quand j'ai vu quatre cadavres au bord de la route. Des chiens étaient en train de les manger et ils étaient déjà défigurés par les coups de dents. Ils avaient les pieds et les mains coupés par une machette.

Et personne ne faisait rien?

Non. Les corps sont restés exposés durant une semaine sans que personne ne les enlève. Dans cette zone, il n'y avait aucune autorité compétente, le préfet lui-même s'étant enfui. Il était lui aussi menacé de mort.

Et si quelqu'un s'était approché des cadavres pour les enterrer, que se serait-il passé?

Disons qu'il aurait pu être assassiné à son tour car on l'aurait considéré comme un complice. La même chose se passe pour la famille de ceux qui sont suspects d'activités syndicales et révolutionnaires. Tout le monde est en danger.

C'est pour cette raison que tu as quitté le pays?

Oui. Le gouvernement persécute le peuple. Tous les professeurs sont menacés. Cette année, ils en ont tué plus de 180.

2

Pourquoi as-tu quitté le Salvador?

J'étais rédacteur du journal *La Cronica* et nous recevions tous les jours des menaces téléphoniques de la part des forces "de l'ordre". *La Cronica* a été l'objet de plusieurs attentats à la dynamite, puis à la mitrailleuse.

Votre rédacteur en chef a été torturé et assassiné, n'est-ce pas?

Oui. Il a été enlevé au centre de la ville et le cadavre de Jaime Suarez, car c'est comme cela qu'il s'appelait, est réapparu le jour suivant, terriblement mutilé. Sa mort nous a inspiré de l'horreur et ce fut comme un avertissement pour tous les camarades. Il est vrai que nous n'avions jusqu'alors pas pris au sérieux les avertissements que nous recevions.

Qu'est-il arrivé au journal?

Sa sortie a été suspendue. Nous n'avions aucune sécurité pour travailler.

Et quels sont tes projets?

J'espère pouvoir rentrer au pays, mais si ce n'est pas possible, je reste de toute façon à la disposition des organisations révolutionnaires et je ferai ce qu'elles me diront de faire.

Tout notre soutien au P.S.T.

Le 17 septembre, les camarades de tous les partis trotskystes d'Amérique centrale adhérant au Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale, ont réalisé des manifestations de protestation face aux ambassades salvadoriennes. Ils l'ont fait au Costa-Rica, à Panama et au Nicaragua. Leur objectif: condamner l'assassinat des camarades Cisneros, Sorto et Mercado pour le premier anniversaire de leur disparition sous la brutale dictature de Romero. Depuis ce 17 septembre là, il s'est passé beaucoup de choses au Salvador. La dictature de Romero tombée, la répression contre les masses et leurs organisations de gauche continue. Le P.S.T. est à nouveau la cible de cette répression. En novembre de l'année passée, des groupes armés ont fait irruption dans les logements des familles des camarades du P.S.T. Deux personnes sont mortes et deux autres ont été gravement blessées, dont un très jeune enfant.

Concepcion Burgos Granados a été capturée le 25 août. Il a été emmené par des agents de la Garde Nationale en civil, alors qu'il était dans un bus interdépartemental, à Usulután, sur la déviation qui mène au canton de El Espino, au lieu dit Los Pilotos. Ils l'ont enlevé dans un véhicule sans plaques minéralogiques. A la mi-septembre, les camarades du P.S.T. ont confirmé l'apparition de son cadavre.

Le Comité Paritaire a mené une campagne intense et a obtenu de nombreuses déclarations en faveur de la vie et de la liberté de Concepcion. En France, Ch. Broeders, du Bureau confédéral de la C.G.T.-F.O., a envoyé une demande urgente d'enquête à l'ambassadeur salvadorien à Paris. Celui-ci a dit recevoir aussi une commission des avocats du Comité International contre la répression de Paris et s'engageant que son secrétaire envoie un télégramme à la suite militaire. Ce qu'il a fait immédiatement.

En Espagne, quarante personnalités et organisations ont envoyé des télégrammes à l'ambassade. Le Comité des mères de prisonniers et de disparus politiques du peuple salvadorien a exigé sa liberté. Le Front Démocratique Révolutionnaire de Mexico, l'a incorporé dans la liste de ses prisonniers et disparus. Le Parti Social-Démocrate Allemand et la Jeunesse, ont envoyé des télégrammes à la suite et à l'ambassade, ainsi que deux syndicats de l'imprimerie de Hambourg. En Colombie, 72 personnalités politiques et le Comité pour la défense des Droits de l'homme se sont joints aux appels mondiaux.

Le P.S.T., un exemple de lutte et de combat

La conférence de février du Comité Paritaire nous a permis de connaître de plus près les camarades du P.S.T. Malgré leur jeunesse, nous avons pu constater que leur formation et

leur expérience leur avaient permis de construire, au feu de la lutte syndicale et politique, un parti reconnu et respecté. La forte pression de la montée révolutionnaire et les immenses tâches à affronter ont donné au jeune groupe pleine conscience de la nécessité de collaborer étroitement à la tâche principale des trotskystes du monde entier: réorganiser, reconstruire la IVème Internationale.

Les faits du 30 août dans le canton de El Espino, à 140 kilomètres à l'est de San Salvador, quand l'armée a mené une gigantesque opération militaire, montrent clairement l'intervention directe de nos camarades dans la lutte. Dès le jour de l'opération, le canton et ses alentours ont été militarisés et les paysans ne pouvaient même pas sortir chercher de la nourriture. Dans la résistance héroïque qu'ils ont opposé à l'armée, deux camarades sont morts, trois ont été blessés et de nombreux camarades du P.S.T. ont disparu. Les emprisonnés sont les paysans Oscar Martinez, Sergio Orellana Reyes, Nicolas Orellana Reyes, Carlos Orellana Reyes, Joaquin Giron et Herminio Roble. Ces deux derniers sont blessés. Le camarade Jacobo Roble a disparu.

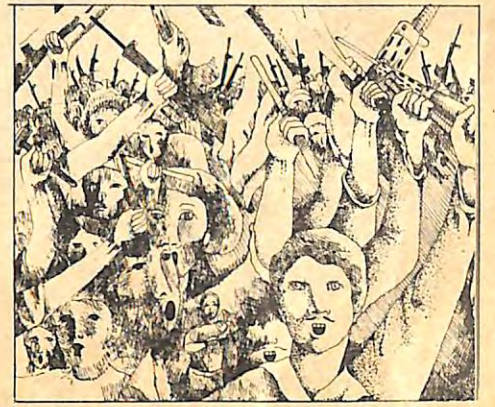
Le Comité Paritaire, et les partis frères du monde entier, veulent répondre d'une manière solidaire et immédiate. D'abord en exigeant une fois de plus la liberté de nos camarades emprisonnés ou disparus. Et, parallèlement, contribuer de manière matérielle et effective à la lutte de nos camarades pour qu'ils constituent la première ligne de combat dans la formation de notre section du parti mondial.

Ils sont notre fierté et notre exemple. C'est à eux que les militants du monde entier doivent prêter leur appui. Les pays d'Amérique centrale ont commencé cette campagne. Ils ont fait des collectes publiques, des meetings, des rassemblements devant les ambassades et dans les universités. Toutes ces activités sont une aide immense pour contribuer au renforcement de notre organisation soeur.

Pour la vie et la liberté de nos camarades paysans!

Vive le P.S.T.!

Vive la révolution salvadorienne! Pour une campagne mondiale d'aide matérielle au P.S.T.!



VI Menjivar du B.P.R.: "Le Salvador est à la pointe de la révolution dans le continent"

par Emiliano Marti

Mais quelles sont les causes profondes de cet aiguisement de la situation en Amérique Centrale?

Il existe plusieurs éléments assez nets. Nous ne pouvons ignorer la crise profonde du capitalisme, une crise beaucoup plus profonde que la crise des années 30. Nous pensons que son centre est la faillite de l'hégémonie américaine. Nous ne voulons pas dire par là que les Etats-Unis ont perdu tout leur pouvoir, mais qu'ils perdent du terrain dans le monde capitaliste. Cette crise s'accroît de jour en jour.

A cet élément il faut ajouter un autre facteur d'importance, celui de l'avance du socialisme. La guerre du Vietnam marque toute cette période, c'est à partir d'elle que nous situons la crise d'un modèle de domination en Amérique Centrale.

Par ailleurs, nous voyons une maturation de la lutte des classes manifeste depuis les années 50 en Amérique centrale, qui est systématiquement méconnue dans le monde. Celui qui n'est pas très bien informé sur ces questions peut imaginer que les événements du Salvador, par exemple, ne sont qu'une explosion dans le vide après la révolution nicaraguayenne. En toile de fond, nous trouvons aussi une nouvelle conception, dans notre région, des formes de lutte et de voies pour prendre le pouvoir. Tout cela fait que dans le cas du Salvador, nous soyons tout près de la victoire des forces révolutionnaires. Une intervention étrangère impérialiste ne nous arrêtera pas, mais étendra le conflit.

Dans l'histoire de l'Amérique Centrale, l'impérialisme américain a utilisé différentes formes de contrôle, différentes politiques pour maintenir son hégémonie à long terme.

Pour les Etats-Unis, et cela explique en partie leur désespoir actuel, l'Amérique centrale fait toujours partie de la doctrine du *garrot*. Le vieux Roosevelt parlait de l'isthme comme d'une mer américaine, de sa méditerranée. Dans ce concept, ils intégraient une partie du Mexique et des Caraïbes, jusqu'au Venezuela. Cette conception n'a pas fondamentalement changé. Ils continuent à considérer cette zone comme vitale pour leurs intérêts, comme une voie de passage vers le sud, qui se conjugue avec la défense du canal de Panama.

Bien qu'avec des variantes, notre peuple a fait son expérience des formes de lutte pacifiques. Il a participé aux élections durant des années. Depuis notre indépendance, en 1821, il considère qu'il n'y a eu qu'une élection libre, celle de 1931. Mais elles avaient lieu dans un Etat où les formes de domination, la manipulation idéologique à travers la politique de consensus, n'a jamais été possible. Le peuple a fini par s'habituer à la violence et se rend compte que la voie armée est la seule possible. C'est le résultat de toute une discussion idéologique qui a eu lieu au sein de la gauche à partir de 1965 et commence à se concrétiser à partir des années 70. Malheureusement les partis qui méritaient le nom d'ouvriers se sont pendant des années liés les uns avec une politique parlementaire, pacifiste, étapistes, dont nous connaissons les résultats. Mais la réalité a imposé de profonds changements et a fini par démontrer ceux qui étaient dans le camp révolutionnaire quelle était l'issue.

L'apparition de groupes armés au Salvador, au début, n'a pas été très différente de celle des autres groupes du continent qui défendaient le foquisme. Ensuite, il y a eu une évolution et les groupes armés du Salvador ont adopté une conception distincte, intégrant de grands secteurs de masse.

Comment s'est faite cette mutation?

Ce fut une polémique très dure dans toute l'Amérique Latine. Mais elle a été utile, en permettant de revaloriser le rôle que jouaient les partis qui s'accrochaient fermement à leur conception électoraliste de la lutte, et qui, même en 1972 et en 1977, cherchaient encore le chemin des élections. De toute façon, depuis l'échec de la première junte civico-militaire qui a suivi la chute de Romero, il a été nécessaire d'effectuer quelques révisions dans les lignes politiques. Et c'est ainsi que, par exemple, le Parti Communiste Salvadorien s'intègre dans la lutte armée et l'unité autour de la Direction Révolutionnaire Unifiée (D.R.U.), ce qui constitue une victoire. Globalement, nous pensons que les organisations foquistes qui ont surgi au cours des années précédant la phase à laquelle je me réfère, n'ont jamais eu de prise sur la réalité. Elles sont le fruit de la victoire de la révolution cubaine, se généralisant à presque tout le continent. Plus tard, dans notre pays, a surgi un courant que nous appelons *integraliste* défendant l'articulation entre la lutte armée, comme axe, et toutes les autres formes de lutte, sauf la voie électorale. Ce courant défend la thèse selon laquelle il est nécessaire d'intégrer la lutte militaire à la lutte politique en articulant les revendications immédiates avec les revendications stratégiques.

Tu abordes là un phénomène important. Le Parti Communiste Salvadorien a subi une série

de ruptures depuis la révolution cubaine. Même Salvador Carpio, le plus grand dirigeant des Forces Populaires de Libération "Farabundo Marti" (F.P.L.F.M.), a été secrétaire général du P. C. L'apparition de la guérilla en Amérique Latine et au Salvador s'est faite à travers des critiques aux méthodes des partis communistes. Mais, à mon avis, cette critique n'est pas allée assez loin, elle a laissé de côté la conception étapistes de la révolution et la politique d'alliance qui en découle.

Nous ne défendons pas un étapisme traditionnel. Nous ne pensons pas que sous la domination capitaliste nous devions faire des alliances avec la bourgeoisie et la laisser maîtresse d'un projet politique pour ensuite arriver au socialisme. Cela a été interprété d'une manière mécaniste par les partis communistes, et on peut dire qu'ils se sont mis à attendre que les contradictions mûrissent et tombent d'elles-mêmes. Au Salva-

dor, vu le type de développement capitaliste il nous paraît impossible de faire une alliance avec la bourgeoisie contre les féodaux. Mais il s'agit là d'une autre erreur de cette conception: supposer qu'il existe des éléments féodaux dans un pays en plein développement capitaliste. Nous pensons qu'un déroulement mécanique d'étapes n'est pas possible, mais nous pensons qu'il n'est pas possible non plus de brûler les étapes. Quels types d'alliances ont défendu les nouvelles organisations? Quelle en est notre conception? La réponse à cette question est donnée par le Bloc Populaire Révolutionnaire, les Ligues Populaires du 28 février, le Front d'Action Populaire Unifiée. Ces organisations de masses se sont groupées autour de l'axe de l'alliance ouvrière et paysanne et c'est l'axe de notre politique d'alliance. Bien que cette alliance ne se soit pas faite d'une manière classique, toutes les organisations se sont groupées de cette manière: et autour d'elles, s'allient les classes exploitées, les couches moyennes de la population, les ouvriers sans travail, les habitants des bidonvilles, et même les secteurs intellectuels qui s'identifient à un projet révolutionnaire.

Dans le cas du Salvador, il n'y a pas d'alliance avec la bourgeoisie. C'est même l'absence de cette politique ce qui pourrait caractériser le Salvador en ce moment. Au sein du F.D.R., il n'y a aucun secteur d'industriels, pas de secteur agro-exportateur non plus. Notre projet est un projet prolétarien.

Dans quelle mesure ce processus répète-t-il le projet du Front Sandiniste de Libération Nationale?

C'est différent. Dans notre cas, il n'y a aucun secteur comme celui de Robelo. Nous voulons un gouvernement démocratique révolutionnaire. Sous forme de plaisanterie, et à moitié sérieusement aussi, nous disons que c'est une transition vers la transition.

Dans ce sens, jusqu'à quel point une intervention armée étrangère pourrait-elle faire dévier, ou même défaire, le mouvement de masses au Salvador? Tout le monde dit que l'intervention des Etats-Unis s'intensifie, ainsi que celle d'autres pays d'Amérique Latine. Qu'en penses-tu?

Nous suivons de très près et très soigneusement les agissements du Département d'Etat et de la C.I.A. en Amérique latine. De fait, leur première idée était d'intervenir au moyen d'une armée de paix soutenue par le Pacte Andin. Mais il y a eu des changements,

principalement la position de l'Equateur, celle du Pérou avec la montée de Belaunde Terry et même quelques changements politiques en Colombie, qui font obstacle à la structuration d'une intervention militaire autour du Venezuela. Le Venezuela est la carte maîtresse militaire du Département d'Etat des Etats Unis pour une intervention dans notre pays.

De toute manière, il est vrai que l'impérialisme est en train de jouer avec les conclusions de la réunion des armées qui a eu lieu l'an dernier en Colombie. L'armée argentine s'est déjà engagée au Honduras et commence à travailler au Salvador par l'intermédiaire de ses assesseurs militaires. Ce qui attire l'attention, c'est la qualité et la force qu'est en train d'acquérir l'armée du Honduras, renforcée par l'impérialisme. Les forces armées du Honduras étaient très faibles, mais maintenant elles sont presque aussi fortes que celles du Guatemala. Dernièrement, le Pentagone y a envoyé des équipes de pilotes d'hélicoptères et d'avions, et il est en train d'augmenter le nombre d'assesseurs du Département d'Etat en Amérique centrale. Il est probable que le Honduras et le Guatemala puissent intervenir au Salvador, mais il est sûr que le mouvement révolutionnaire est en train de se consolider au Guatemala, ce qui va rendre difficile le plan d'intervention et met la vietnamisation de l'Amérique centrale à l'ordre du jour. Déjà, ils ne peuvent plus intervenir tranquillement sans courir le risque de mettre le feu à toutes les Caraïbes.

A partir de cette perspective, les tâches de solidarité internationale deviennent plus importantes que jamais, afin de tenter d'isoler la junte démocrate-chrétienne sur le plan politique et militaire. Le Comité Paritaire, par l'intermédiaire de ses sections dans des dizaines de pays essaie d'impulser ces tâches au moyen de comités unitaires. Veux-tu envoyer un message aux militants de la Quatrième Internationale?

Nous croyons que le processus salvadorien est important pour toutes les forces et les tendances révolutionnaires de tous les pays. Nous comprenons qu'il est important de discuter de notre expérience pour que le processus salvadorien montre comment on peut réaliser une large unité. Nous avons besoin de la solidarité internationale des organisations révolutionnaires et de tous les peuples démocratiques. Je veux donc ici remercier les militants du mouvement représentés par ce journal pour la solidarité qu'ils nous apportent.

VII

Managua, Melvin Wallace déclare: "Les sandinistes ont arrêté leur marche"

par Andres Castillo

Il s'est passé plus d'un an depuis la chute de Somoza et l'instauration du Gouvernement de Reconstruction Nationale au Nicaragua. Quel bilan dressez-vous de cette période historique ouverte par la victoire populaire contre la dictature et du modèle adopté par les Sandinistes dans la conduite des affaires du pays?

Bien, à ce niveau nous pouvons déjà affirmer que les Sandinistes ont imposé un vieux modèle d'Etat sous de nouvelles formes. Eux-mêmes ont déjà reconnu publiquement qu'ils étaient en train d'appliquer un système économique mixte, qui va dans le sens d'un renforcement du secteur étatique mais laissant une grande marge pour la croissance du secteur privé. Celui-ci contrôle sans doute quelque chose comme 70% de l'économie du Nicaragua, et a la main-mise sur la majorité de la production. Ce secteur est intégré, lui-même, dans l'appareil d'Etat, où il ne cesse pas de lutter pour renverser les conquêtes de la révolution.

Et vous voyez une possibilité de changement de la situation?

Oui. Je suis sûr que les forces sociales responsables de la défaite de Somoza ne sont pas disposées à perdre ce qu'elles ont gagné avec cette révolution. Dans ce sens, je crois qu'à moyen terme il peut y avoir un affrontement entre les secteurs populaires et les secteurs réactionnaires qui détiennent le pouvoir économique et politique au Nicaragua. Cet affrontement aura lieu sans ou avec les Sandinistes, et cela va dépendre de la position qu'ils adopteront face aux tensions sociales dans le pays. Quelle position vont-ils adopter face à ce problème? Il est possible qu'ils essaient de maintenir leur position et de se mettre au dessus des classes sociales. Mais un aiguisement des contradictions peut les amener à se définir clairement en faveur de l'une ou l'autre des classes en lutte. Il est indiscutable que la révolution n'est pas allée aussi loin qu'elle le pouvait. Sous la pression du chantage des capitalistes et des groupes internationaux, les Sandinistes en ont arrêté la marche.

La bourgeoisie s'appuie aujourd'hui sur une grande campagne politique pour les droits démocratiques et les élections libres. Comment voyez-vous ces questions que posent les groupes bourgeois au Gouvernement de Reconstruction?



Melvin Wallace

La bourgeoisie parle de démocratie, de liberté, mais dans l'absolu. De toute façon, le Nicaragua est un pays qui a souffert pendant 45 ans de l'absence de droits démocratiques les plus élémentaires. Cela suscite une grande sympathie dans les secteurs populaires. Il est évident que les sandinistes perdent de leur base sociale et répondent à cette érosion par des mesures bureaucratiques, des décrets-lois, évitant une solution politique.

Vous affirmez que les sandinistes perdent la confiance des travailleurs au Nicaragua?

Le mouvement ouvrier, depuis la chute de Somoza, a été organisé par décision du courant sandiniste appuyé par l'appareil d'Etat et le prestige de ses commandants. Il faut dire que jamais le sandinisme ne s'est appuyé sur le prolétariat comme sur une force d'avant-garde, comme la force principale de la révolution. Ils ont toujours sous-estimé le travail des organisations de masses. C'est pour cela qu'ils n'ont pas d'implantation profonde chez les travailleurs et qu'ils ont été obligés de réprimer les autres tendances de gauche, pour fuir une confrontation démocratique au sein de la classe travailleuse. Avec la répression dont souffrent les membres de Frente Obreiro, des membres du Parti Commu-

niste et des trotskystes, les sandinistes ont cherché à séparer ces dirigeants du mouvement ouvrier. Tout finit par dépendre des sandinistes et c'est pour cela qu'aujourd'hui, sous la pression de la politique de blocage des salaires imposée par le gouvernement, les ouvriers cherchent l'appui des secteurs de droite. En ce moment, il y a un relatif renforcement de la Centrale des Travailleurs Nicaraguayens (C.T.N.), contrôlée par les démocrates-chrétiens et de la Centrale d'Unification Syndicale (C.U.S.), directement patronnée par l'impérialisme. Ce phénomène s'observe, principalement, parmi les travailleurs du secteur d'Etat. Mais, malgré cela, quelques camarades ont réussi à se maintenir au sein du mouvement ouvrier et luttent contre cette tendance. Les masses mécontentes ont été opposées au sandinisme dans une multitude de conflits sociaux, et ce n'est pas un hasard si des grèves avec occupation d'entreprises ont eu lieu.

Est-il possible que sur la base des prêts et de l'aide économique impérialiste, les sandinistes réussissent à résoudre les préoccupations des travailleurs, mécontents du plan d'austérité imposé par le Gouvernement de Reconstruction Nationale?

C'est possible, nous ne pouvons pas écarter cette hypothèse. Le problème, c'est que cet argent n'est pas gratuit et que l'impérialisme prend des intérêts politiques très élevés avec ses dollars. L'aide extérieure a pour condition un certain type de développement économique imposé par l'impérialisme. Mais même si à court terme, ils réussissent à créer une plus grande quantité d'emplois et à réaliser quelques oeuvres sociales, cette dépendance politique conduira à amputer la révolution. Et les masses qui aujourd'hui croient en cette alternative, se réveilleront et livreront une nouvelle bataille pour construire leur propre projet politique socialiste.

Comment caractériseriez-vous alors le Gouvernement de Reconstruction Nationale?

On ne peut pas encore conclure définitivement sur ce gouvernement. Evidemment, ce n'est pas un gouvernement ouvrier et paysan, et encore moins un gouvernement de transition vers une société socialiste. Nous pourrions peut-être le définir comme un gouvernement populaire, dans la mesure où il prend des mesures anti-impérialistes et qu'il cherche à satisfaire quelques besoins de la population.

Ta définition me paraît imprécise. Comment expliquerais-tu le caractère de classe de ce gouvernement populaire?

Nous pourrions dire qu'il s'agit d'un gouvernement bourgeois bonapartiste, qui oscille entre les intérêts populaires et le populisme en se maintenant au pouvoir comme une clique. En prenant le chemin le plus facile pour arriver à une définition, il faudrait dire que les personnes qui aujourd'hui composent ce gouvernement sont loin de la pratique et des intérêts ouvriers et paysans. La preuve c'est qu'au bout de tant de mois il existe encore dans le pays des grands latifundios qui n'ont jamais été touchés, surtout dans la zone du Pacifique où il y a une grande concentration paysanne et un grand mécontentement au sujet de la suite à donner à la révolution. Il est en train de se créer une situation conflictuelle et les sandinistes n'auront que deux solutions: ou ils se mettront du côté des paysans, ou ils réprimeront leur mouvement revendicatif.

Le destin de la révolution nicaraguayenne dépend aujourd'hui en grande partie des résultats de la lutte au Salvador. Une défaite du mouvement ouvrier dans ce pays pourrait détermi-

ner une série de changements au Nicaragua et, qui sait, un grand recul. Quelle serait la position correcte, par rapport à la réalité centro-américaine, que devrait prendre le gouvernement nicaraguayen au sujet de la junte militaire démocrate-chrétienne au Salvador?

Je pense que le Nicaragua devrait rompre immédiatement toute relation commerciale et politique avec la junte militaire démocrate-chrétienne du Salvador. Il est notoire que les membres de la junte militaire salvadorienne étaient bras dessus, bras dessous avec le gouvernement nicaraguayen et il est aussi connu publiquement que de nombreux combattants sandinistes furent arrêtés parce qu'ils voulaient quitter le pays pour lutter au Salvador. Mais de toute manière, le gouvernement en vient à une position plus critique sur la junte.

J'espère qu'il n'aura plus de position douteuse sur le plan de la politique extérieure, et qu'ils assument déjà cette tâche de solidarité internationale dans toute son ampleur.

Pendant la période de ton emprisonnement, le Comité Paritaire a mené une campagne internationale pour ta libération et pour la défense du journal *El Pueblo*. Que dirais-tu des militants trotskystes qui ont participé à cette lutte?

D'abord, je désire remercier les camarades du Comité Paritaire pour le travail qu'ils ont mené pour notre liberté. Cette attitude des camarades est révolutionnaire. Cette campagne a beaucoup servi à notre libération. Je voudrais aussi remercier les autres organisations qui se sont solidarisées avec les rédacteurs de *El Pueblo* et avec les travailleurs nicaraguayens qui étaient à nos côtés à ce moment-là.



Manifestation de la victoire: Managua, 19 juillet 1979

VIII

Le gouvernement panaméen réforme et réprime pour imposer le plan Carter

Le vendredi 22 août, des troupes panaméennes et américaines ont réalisé des manoeuvres militaires communes à l'extérieur du territoire occupé depuis 1903 par le gouvernement des Etats-Unis. Pour beaucoup, ce fait est surprenant mais pour nous, il n'a rien d'imprévu. Il y a des clauses dans les nouveaux traités avec l'impérialisme, dont l'un est intitulé "défense commune", qui permettent cette intervention.

Ce même jour, un garde national a blessé un chauffeur de bus qui ne s'est pas arrêté de peur d'une amende. Peu à peu tout les chauffeurs de bus se sont mis en grève et ont laissé la ville sans transport, en réaction contre l'arbitraire.

Que se passe-t-il à Panama?

Le projet politique appliqué à Panama à partir de 1968, avec le coup d'Etat dirigé par les militaires, a rempli ses objectifs en entamant les changements nécessaires. Aujourd'hui, le régime de Torrijos qui s'appuyait sur les masses avec un double objectif (marchander quelques bénéfices à l'impérialisme et contenir la montée de la lutte anti-impérialiste) commence à avoir des caractéristiques démocratiques bourgeois qui préfigurent sa transformation en démocratie bourgeoise classique.

Ce régime fait partie d'un plan d'une fraction de la bourgeoisie, plan avec trois axes: 1) réinsérer l'économie panaméenne dans l'é-

conomie mondiale; 2) apaiser le conflit entre le peuple et l'impérialisme; 3) unifier la bourgeoisie en crise, divisée en vingt et un partis politiques en 1968.

Ces objectifs centraux ont été remplis et Panama est aujourd'hui un centre financier international d'assurances et de commerce très moderne. Le contentieux avec l'impérialisme a été réglé par la négociation et la signature de nouveaux traités, bien que ceux-ci, entièrement pro-impérialistes, maintiennent les bases du conflit. Sur le plan de l'unité de la bourgeoisie, les problèmes ont été en grande partie résolus bien que certaines divergences secondaires demeurent sur les choix des secteurs à investir.

Les luttes

Cela ne fait aucun doute, Panama joue aussi un rôle dans l'éclatement de la révolution centro-américaine. L'année dernière, il y a eu de grandes mobilisations, comme celle, durement réprimée, des transports ou celle des enseignants qui a mobilisé 300 000 personnes dans tout le pays et, rien que pour la capitale, 200 000 sur 1 800 000 habitants.

Cette année, le gouvernement a utilisé la répression contre les mobilisations qui ont suivies l'arrivée de l'ex-shah d'Iran contre lequel le peuple panaméen a manifesté dans les rues.

Malgré cette répression, une grève générale de 48 heures a eu

lieu le 28 janvier. Elle exprimait la pression de la base des syndiqués contre une loi qui porte atteinte aux droits syndicaux (loi 95). Cette lutte s'est poursuivie par des grèves partielles, dont une grève des "bananiers" qui a duré presque trois mois et par des mobilisations étudiantes.

Toutes ces mobilisations ont eu deux axes fondamentaux: l'un économique, revendicatif, pour exiger une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, une baisse des prix etc., et l'autre démocratique pour exiger des élections car le président actuel a été désigné "du doigt", ainsi qu'une Assemblée législative, car l'actuelle n'a aucun pouvoir.

Non seulement répression, mais aussi élections

Par ailleurs dans le cadre du plan Carter, le gouvernement a été obligé de réformer la Constitution de 1972 et d'entamer à sa manière la démocratisation. Telle est la tactique qu'il combine avec la répression pour contrôler les mouvements des masses. Cependant, derrière le mécontentement sur la question démocratique existe le problème de la situation économique. Il y a 150 000 chômeurs, 3 milliards de dette extérieure, un manque de logements, une inflation galopante, etc. C'est pour cela que l'impérialisme a immédiatement donné de l'oxygène au gouvernement avec quelques millions de dollars (130,

rien que pour Colon, la province la plus agitée). Tout cela parce qu'il compte sur une solution à long terme, la construction du canal qui, selon les traités, doit commencer au plus tard à la fin des années 80.

Selon la réforme constitutionnelle de 1978, les élections générales auront lieu fin 84. Cette année, il y a des élections partielles que le gouvernement essaie de présenter comme démocratiques. Un tiers du Conseil national de législation (19 des 57 représentants qui le composent) seront élus, et les autres seront choisis par l'Assemblée des représentants de régions (*Corregimientos*) que contrôle totalement le gouvernement.

Comme les élections sont évidemment anti-démocratiques, le gouvernement a présenté deux formes de participation. La première, à travers les partis politiques légalisés, nécessitant 30 000 signatures d'adhérents. Ces signatures doivent être recueillies par un fonctionnaire du Tribunal électoral et à un horaire précis. La seconde, se fait par la voie de la "libre postulation", c'est à dire par candidatures indépendantes que ne soutiennent directement aucun parti.

Cette dernière n'a été proposée par le gouvernement que pour permettre aux deux autres partis non officiels (le Parti Révolutionnaire Démocratique et le Front Elargi Populaire) de se présenter. Cependant, cela n'a été obtenu qu'après de longues négociations

avec la bourgeoisie d'opposition. Le libéralisme et la démocratie chrétienne participeront aux élections. Le Front National d'Opposition de l'ex-président Arnulfo Arias s'est abstenu.

Seuls deux partis des forces de gauche y participent comme candidats indépendants. Ce sont le Parti du Peuple (communiste) et le Parti Socialiste des Travailleurs (membre du Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale). Un groupe centriste, "Guaycu Cho-Nir" y participe dans une province.

Comme on le voit, le gouvernement tente d'apaiser le mouvement des masses par la voie électorale en s'efforçant en même temps de réactiver l'économie. Cette tentative a l'appui de l'opposition bourgeoise libérale et démocrate-chrétienne qui participe aux élections dans le but d'impulser avec le gouvernement ce qu'ils appellent la "démocratisation" du pays et qui doit culminer avec les élections générales de 1984.

La politique des socialistes

Les socialistes regroupés dans le Parti Socialiste des Travailleurs ont décidé de participer aux élections avec le système des candidats "libres", étant donné qu'ils ne pouvaient pas légaliser leur parti.

Pour la province de Veraguas, ces candidats sont le dirigeant paysan Ricardo Barria et comme suppléant, le dirigeant autochto-

ne Cruz Zambrano. Dans la province d'Herrera, l'ouvrier Abel Sánchez et comme suppléant le dirigeant syndical Rogelio Chong. Et dans celle de Panama, le dirigeant syndical Faustino Rodríguez et comme suppléant le militant pour les droits des noirs et dirigeant étudiant Carlos Lee. Pour être candidats, ceux-ci ont dû recueillir 7 500 signatures dans les trois provinces (5 949 à Panama), ce qui, de fait, est déjà une victoire des travailleurs.

Les candidats se présentent comme *Candidats des travailleurs* et ont tous un bulletin de vote jaune. Leur programme possède trois axes politiques fondamentaux: 1) hausse de salaires, abrogation de la loi 95, contre l'impôt de 5% à la consommation; 2) élection directe du président, des gouverneurs et des maires, maintenant, sans attendre 84, contre la loi qui régit les partis politiques; 3) solidarité avec le peuple salvadorien, rupture des relations avec la junte, soutien économique et militaire à la C.R.M. et à la D.R.U. du Salvador.

Pour combattre les partis et les candidats bourgeois, les candidats des travailleurs affirment, que face au processus de démocratisation, "il n'y a pas de démocratie tant qu'on a faim" et appellent à voter pour la classe ouvrière, car comme ils le disent eux-mêmes: "les riches n'ont jamais soutenu les pauvres, et les pauvres ne peuvent pas soutenir les riches."

par V. A.

IX Costa-Rica: "La grève, oui! les yankees, non!"



Les travailleurs du Costa Rica soutenant la grève des ouvriers de l'United Fruit Company

San José: "Ils m'ont blessé à la jambe gauche et ensuite, alors que j'étais tombé par terre, ils m'ont labouré la tête et l'estomac de coups de pied, ils m'ont insulté et l'un d'entre eux voulait même me tuer". Voilà dans quels termes un travailleur a raconté au journal *El Socialista Centroamericano* (1) le traitement que lui a fait subir la police qui voulait briser sa grève. Cela ne s'est pas produit au Nicaragua à l'époque de Somoza. Ni au Salvador. Aussi étonnant que cela puisse paraître, c'est dans la "Suisse de l'Amérique centrale", au Costa Rica, que ces faits ont eu lieu. Et, à vrai dire, il n'y a rien d'étonnant à cela. Le Costa-Rica n'échappe pas aux effets d'une forte crise économique doublée d'une mobilisation croissante des travailleurs contre le plan d'austérité que vient de mettre en oeuvre le gouvernement de Carazo. Et, facteur plus important encore, le fait que le Costa-Rica ne puisse pas faire écran aux ondes de la révolution centro-américaine qui s'en rapproche à chaque fois plus.

Une nouvelle grève bananière vient de se terminer, la seconde de l'année. Elle a duré 46 jours, ce qui en fait l'une des plus longues que n'ait jamais connu le pays. Et de plus, elle a été l'une des plus combatives. Nous pouvons ainsi affirmer sans risque de nous tromper que cette grève a constitué l'événement le plus important de ces dernières années depuis les journées anti-impérialistes réalisées par le mouvement étudiant contre la multinationale yankee *Alcoa* qui voulait exploiter la bauxite du pays.

La grève a commencé le premier juillet à la suite de longues négociations avec le gouvernement et le patronat. Les 5 200 ouvriers de la compagnie bananière, une filiale de la *United Brands* (que l'on appelle couramment dans le pays la *Yunai*), sont partis en grève contre la répression syndicale et en faveur de leurs revendications salariales.

Avec comme pour mot d'ordre: "La grève, oui! Les yankees, non!", les travailleurs ont organisé des piquets de grève, des mobilisations, le ravitaillement etc. Ils ont également contrôlé en permanence les installations et leurs voies d'accès et c'est ainsi qu'après trente quatre jours de grève, le 13 août, le gouvernement a décidé d'intervenir militairement contre cette occupation. Pour justifier une telle répression, le président Carazo a expliqué à une chaîne de radio-télévision: "Costaricains, le Costa-Rica est un pays de paix. La tranquillité doit s'imposer".

La répression policière s'est alors fait sentir. On a essayé de briser la grève par l'emploi de forces armées, de grenades lacrymogènes, de balles et d'hélicoptères. Un ouvrier, Juan Bustos, a été assassiné par la police et au cours de son intervention

de nombreux incidents comme celui que nous avons relaté plus haut se sont produits. Tout cela constitue un bon exemple de la façon dont Carazo entend imposer la "tranquillité" dans le pays.

Pendant, la grève n'a pas été vaincue. Si quelques ouvriers ont repris le travail, la grande majorité est restée fidèle à son poste et s'est affrontée à l'intransigeance patronale. A partir de ce moment, le mouvement de solidarité a commencé à développer, et cela malgré la timidité des principales directions ouvrières et syndicales.

Les travailleurs de la *Standard Fruit Company* (l'autre multinationale bananière la plus importante du pays) se sont eux aussi mis en grève par solidarité et c'est au total 20 000 "bananiers" qui avaient donc cessé le travail. Des arrêts de travail de solidarité ont également eu lieu dans d'autres secteurs comme dans les universités, les municipalités et les hôpitaux. Mais cela n'était pas suffisant. Pour que les grévistes parviennent à une victoire totale, c'est la grève générale qu'il fallait réaliser.

Le seul parti ouvrier à avoir avancé un tel mot d'ordre a été le Parti Révolutionnaire des Travailleurs, lui qui déclarait dans un communiqué qui a circulé massivement à San José le 20 août: "Nous appelons toutes les centrales syndicales, toutes les organisations ouvrières et populaires, le mouvement étudiant à convoquer et organiser une grève nationale de vingt-quatre heures contre l'intervention militaire dans les bananeraies et pour la satisfaction immédiate et complète de toutes les revendications des grévistes."

Au contraire, la bureaucratie syndicale, à l'exception dans une certaine mesure de la Confédéra-

tion Générale des Travailleurs (qui dirigeait le conflit et est contrôlée par le Parti Communiste), s'en est tenu à des appels abstraits à la solidarité, sans jamais les concrétiser dans leurs secteurs respectifs par le biais d'arrêts de travail ou de grèves.

Mais le conflit n'était pas facile à résoudre pour le gouvernement. Non seulement il subissait les pressions et les menaces du mouvement de masses, mais aussi de certains secteurs de la bourgeoisie elle-même. Le Bureau politique du Parti de la Libération Nationale a diffusé un communiqué le 23 août où il reprochait au gouvernement son "incapacité et la lenteur qu'il mettait à trouver une solution", tandis qu'un député du groupe parlementaire de ce même parti a plaidé auprès du gouvernement en faveur de l'ouverture de négociations avec les grévistes. L'Eglise aussi a fait des pressions qui allaient dans le même sens. Carazo ne bénéficiait même pas d'un soutien franc et résolu dans les rangs de son propre parti ("Unité", une organisation d'orientation démocrate chrétienne constituée par la coalition des partis au pouvoir). C'est ainsi que le 25 août, le gouvernement a finalement été obligé de négocier, accordant une augmentation des salaires de 12% et la réintégration de 70% des licenciés pour cause de répression antisyndicale. Cependant, on a refusé de payer les salaires perdus durant la grève.

Comme on le voit, les grévistes n'ont pas obtenu satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications mais ils n'en ont pas moins établi un précédent d'importance en passant outre aux ordres du gouvernement qui avait essayé de briser le conflit par la répression militaire. Cette grève a constitué une victoire partielle du mouvement ouvrier et elle s'inscrit à l'intérieur d'une situation générale d'aiguinement de la lutte de classes dans le pays, dans laquelle les conflits tendent à être à chaque fois plus décisifs.

La faillite économique

Outre les répercussions de la révolution centro-américaine, le Costa-Rica est également affecté par une situation économique difficile. En moins d'un an, le gouvernement a dû signer deux accords successifs avec le Fonds

Monétaire International et ainsi considérablement augmenter une dette extérieure de déjà 1 350 millions de dollars U.S.

Alors que le Produit National Brut avait cru de 8,9% en 1977, ce taux est tombé à 6,3% en 1978 et 3,3% en 1979 tandis que l'on prévoit qu'il sera à peine de 1% cette année. La balance des paiements s'est soldée en 1977 par un déficit de 226 millions de dollars U.S. et celui-ci est progressivement passé à 363 puis 578 millions de dollars U.S. en 1978 et 1979. Les réserves pour 1980 sont de 660 millions. Les réserves monétaires du pays sont à leur niveau le plus bas de ces cinq dernières années, 110 millions de dollars U.S., et l'inflation a atteint le taux record de 21% alors que la moyenne des années précédentes était de 6%. Le chômage commence à se répandre et les licenciements massifs deviennent monnaie courante.

Les perspectives

Le mouvement de masses continuera sa montée qui, bien qu'elle soit encore lente, est renforcée par le cours révolutionnaire que connaît l'Amérique centrale. Les masses continueront à riposter aux plans d'austérité que le gouvernement prétend imposer. La tendance générale est à une plus grande centralisation des luttes et à leur unification. Et c'est ainsi qu'émerge la possibilité d'une grève générale.

A côté de cette montée, commence à se profiler l'échéance des élections. Celles-ci seront très différentes des années précédentes. Ce seront des élections "chaudes", où la lutte des différents partis pour le gouvernement aura pour musique de fond les fortes luttes ouvrières et populaires.

Mais cette perspective d'"élections chaudes", c'est-à-dire dans un contexte de montée du mouvement de masses, pourrait être écartée dans le cas d'un coup d'Etat contre-révolutionnaire au Salvador. De la même façon que la victoire contre la dictature de Somoza a revitalisé toute la lutte de classes en Amérique centrale et en particulier au Costa-Rica, une défaite au Salvador aurait des effets exactement inverses. De là le fait que la tâche la plus urgente du mouvement ouvrier et populaire dans le pays est d'aider à la victoire de la révolution au Salvador.

Alejandro Rivera

Des élections "à chaud"

C'est ainsi que préparant ses batteries pour la campagne électorale, il essaye d'avoir une apparence populiste. Mais, de façon contradictoire, la montée du mouvement de masses le laisse sans position face aux différents conflits.

Le lancement très à l'avance de la campagne électorale est donc un symptôme évident de l'instabilité politique générale et de la volonté de la bourgeoisie de canaliser le mécontentement à travers les votes.

En ce qui concerne le dirigeant du Parti Révolutionnaire des Travailleurs, Manuel Sandoval, celui-ci a déclaré: "A travers son inscription aux élections notre parti a lui aussi commencé à se préparer, à intervenir dans la conjoncture électorale qui constitue le principal événement de la lutte de classes tous les quatre ans et du fonctionnement normal qu'a eu jusqu'à maintenant la démocratie bourgeoise au Costa Rica. La bourgeoisie veut freiner les luttes qu'a commencé à donner le mouvement de masses et c'est pour cela qu'à un an et demi des élections, elle essaye de mettre sur pied le carnaval électorale de façon à détourner l'attention des masses sur ce terrain. Notre parti se propose donc d'intervenir dans le processus électorale avec pour perspective de contribuer à unifier et à centraliser toutes ces luttes qui se reflètent à travers la croissance du nombre des suffrages recueillis par les partis ouvriers".

X Martinique et Guadeloupe: chantage, répression et violence aux Caraïbes

"(Les Départements d'Outre-mer), en cas de menace contre la métropole, (seront) défendus avec tous les moyens y compris l'arme atomique", a déclaré cette année le sous-ministre français Dijoud.

Ce chantage disproportionné de l'impérialisme français contre de petits peuples comme ceux de la Martinique et de la Guadeloupe montre les extrêmes difficultés qu'il commence à affronter dans ses colonies des Caraïbes, malgré l'inégalité des forces en lutte. Nous présentons une vision d'ensemble de la situation actuelle des Antilles "françaises" en deux articles. Le premier traite des conditions sociales, économiques et politiques des Antilles, surtout de la Martinique. Le second, que nous publierons dans notre prochaine édition, décrit et analyse les différentes options politiques qui sont proposées aux travailleurs et au peuple des colonies de l'impérialisme français. La radicalisation du mouvement des masses dans les Antilles-Guyane inquiète fort le gouvernement français qui, après avoir hésité entre une solution à l'anglaise (octroyer progressivement l'indépendance aux D.O.M.) et le maintien du *statu quo*, semble avoir adopté la seconde solution. Avec l'Amérique Centrale et surtout le Nicaragua et le Salvador relativement proches, le ferment révolutionnaire s'étend dans toute la région: quelques semaines après l'octroi de l'indépendance par

l'impérialisme anglais, les premiers ministres fantoches de Sainte Lucie et Dominique (Jones et Compton) furent renversés par une mobilisation de masse (26 jours de grève générale à la Dominique) et remplacés par des gouvernements de collaboration de classe qui se voient embarrassés pour satisfaire les revendications des travailleurs. D'autre part, le 13 mars 79, l'action combinée du mouvement des masses et du *New Jewel Party* a renversé le dictateur Gairy à Grenade, amenant au pouvoir le dirigeant de ce parti, Maurice Bishop.

Situation sociale et économique

La Martinique comme la Guyane et la Guadeloupe ont été des colonies françaises dès la première moitié du XVIIème siècle où la population arborigène (Caraïbe et indienne) fut exterminée et remplacée par des esclaves noirs arrachés à l'Afrique. Pour des raisons géographiques, historiques et de population, les Antilles constituent un ensemble qui se maintient cependant comme simple relais de la concurrence inter-impérialiste.

En 1946, Aimé Césaire, député de la Martinique pour le P.C.F. (Parti Communiste Français) présenta une loi qui transformait les "anciennes colonies" en départements français et qui fut approuvée par le Conseil général, dominé par une écrasante majorité

communiste et socialiste. En somme, le parti stalinien décréait la question nationale comme tabou, en la recouvrant avec la "départementalisation", pour s'opposer à la vague révolutionnaire d'après-guerre, comme le faisait le stalinisme dans le monde entier.

Progressivement, l'économie antillaise traditionnelle s'est vue soumise au rôle de "marché captif" de l'impérialisme français, avec une série de destructions des forces productives, surtout agricoles. En Martinique, pendant la période 1954-74, la population active est passée de 40% à 23,6% de la population totale et sa répartition dans le secteur primaire a baissé de 48% à 18%. Entre 1978-79, le total des demandes d'emploi nonsatisfaites et l'émigration ont respectivement crû de 47,5% et 140%. En 1980, la Martinique, vieille colonie sucrière qui avait fait la fortune de la France, a dû importer les deux-tiers de sa production sucrière. Le cas de la Guyane n'est pas non plus très brillant: depuis 1974, elle s'approvisionne pour 100% à l'étranger; entre 78 et 79, les importations sont passées de 706 à 861 millions de francs, tandis que les exportations baissaient de 35,6 à 33,3 millions. Employés des P.T.T. et des hôpitaux en France, plus de 300.000 Antillais survivent dans les conditions misérables d'exploitation des immigrés.

Cependant, cette situation de misère croissante n'a pas réussi à faire plier les travailleurs qui af-

fluent par milliers aux syndicats, par branches et services entiers. Tous, dockers, ouvriers de la métallurgie, du bâtiment, de la fonction publique, des hôpitaux et des assurances, chauffeurs de taxi, ouvriers agricoles, médecins, routiers se dressent contre le gouvernement dans une vague de grèves ininterrompues tout au long du premier trimestre 1979 et en 1980. Le secteur le plus avancé est celui des travailleurs agricoles qui, avec les chômeurs et les sous-payés de la Guadeloupe occupent des terres et obligent le gouvernement à leur céder partiellement.

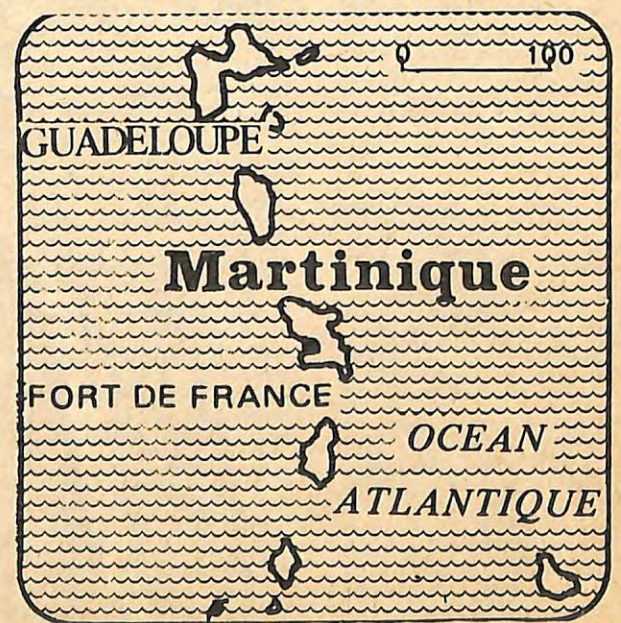
Un exemple de l'extraordinaire combativité des travailleurs a eu lieu le 16 juin de cette année, pendant les élections cantonales partielles à Marie-Galante en Guadeloupe. Le sous-préfet est venu avec 30 gardes mobiles pour appuyer le candidat "officiel" giscardien; surpris en flagrant délit de fraude, il a reçu force gifles et son costume a été mis en pièces. Le lendemain, il a fait enlever par 50 gardes mobiles armés jusqu'aux dents trois mariages galantais dont l'adversaire de son candidat. Sitôt connue la nouvelle, toute l'île a arrêté le travail. Une foule déterminée a entouré la gendarmerie, dressé des barricades, et donné l'assaut aux jeeps des gendarmes pour empêcher le transfert des prisonniers à Pointe-à-Pitre. De leur côté, les travailleurs de l'aéroport de Pointe-à-Pitre se sont opposés à la réquisition d'un avion pour transporter les ren-

forts de gardes, se déclarant prêts à se coucher devant lui pour l'empêcher de décoller.

Le gouvernement français maintient en Martinique deux escadrons supplémentaires de gardes mobiles contre les excès de "grèves, manifestations, etc.". Dans cette situation, les luttes de libération nationale sont à l'ordre du jour, non seulement en Martinique mais aussi en Guadeloupe, en Guyane et à Porto-Rico. Les provocations de l'impérialisme

français face à la puissante montée des masses ne font que renforcer la détermination des travailleurs qui continuent à lutter inlassablement.

Dans le prochain article, nous parlerons des diverses organisations politiques de cette partie des Antilles françaises, particulièrement de celles qui accompagnent le mouvement ouvrier dans sa lutte contre l'impérialisme français et contre l'oppression et l'exploitation au niveau national.



Le plébiscite de Pinochet:

Un retour de manivelle

par Antonio Calderon

Comme on s'y attendait dès la fermeture des bureaux de vote, le résultat final a confirmé le triomphe du *Oui* au plébiscite proposé au Chili. Selon les données du Ministère de l'Intérieur, le vote favorable à la Nouvelle Constitution de Pinochet et au maintien du régime militaire pour huit autres années de plus a recueilli 67,06% des suffrages soit 4 203 615 voix. Le vote *Non* de l'opposition contre l'initiative de la dictature aurait obtenu - selon les mêmes sources - 30,17% des votes, soient 1 891 332 voix.

L'opposition qui, dès l'appel au plébiscite lancé le 10 août, a refusé la validité "juridique et morale" de la consultation, en la qualifiant de frauduleuse, ne reconnaît pas les chiffres donnés par les autorités. L'ex-président Frei, leader de l'opposition, a déclaré qu'il s'agissait d'une "énorme fraude". Les premières déclarations prudentes et défensives de Pinochet face à l'importance des votes de l'opposition, indiquent qu'il a souffert un terrible revers, revers qui devrait ouvrir une nouvelle phase dans la lutte des forces ouvrières et populaires pour renverser la dictature.

Crise politique et institutionnalisation

Fin 77-début 78, le régime militaire de Pinochet a dû affronter sa première crise politique. Une accumulation de problèmes d'ordre international avec l'Argentine et l'Administration Carter, d'application du "modèle économique, la fermeture de dizaines d'industries, le chômage qui n'est pas descendu au-dessous de 20% et l'échec des politiques déflationnistes, sans compter le problème brûlant des droits de l'homme et surtout l'irruption d'un début de remise en activité du mouvement syndical et des masses, ont fait éclater la Junte Militaire de Gouvernement, obligeant le général Leigh et les généraux des forces aériennes à démissionner de la Junte et des forces armées.

A cette occasion, Pinochet avait aussi eu recours à un plébiscite frauduleux avec pour excuse une prétendue "attaque extérieure contre le Chili". La Junte Militaire de Gouvernement a fait place au gouvernement exclusif de Pinochet avec le titre de président de la République. L'élection d'un bonaparte qui garantirait l'unité du bloc bourgeois a été la solution retenue pour renforcer l'autorité du régime. En même temps, répondant à la pression de Carter et de l'opposition démocratique bourgeoise, de l'Eglise et de la montée de l'activité des masses, Pinochet

a relancé son plan politique -Itinéraire de Chacarillas- pour institutionnaliser la dictature, par un processus qui doit culminer avec une "nouvelle Constitution" pour la transition vers un gouvernement civil.

En 1978 et en 1979, le régime a connu une relative stabilité. Il a consolidé la transformation de la structure productive nationale, par une accumulation spectaculaire et une concentration économique au profit d'une dizaine de groupes liés au capital monopolistique-financier. Et bien que la Revenu National ne dépasse pas le niveau de 1970, un redémarrage de l'économie, a en lieu, de l'ordre de 8% en moyenne pour ces années-là. C'est par contre la mise de la majeure partie de la population et la répression de ceux qui cherchent à se défendre, qui complète la description de la situation chilienne.

Cependant, le "modèle économique" entraîne une très grande inégalité qui affecte des secteurs beaucoup plus larges que le mouvement ouvrier. Dans ce cadre, le processus de recomposition du mouvement ouvrier connaît un essor supérieur. Malgré le frein objectif que représentent les directions traditionnelles, le Parti Communiste (P.C.) et le Parti Socialiste (P.S.) - qui privilégient le projet front-populiste avec la Démocratie Chrétienne (D.C.) et les militaires "progressistes" et laissent sans direction la mobilisation indépendante des travailleurs - le prolétariat et d'autres secteurs des masses, comme les étudiants et les habitants des quartiers pauvres, ont entamé la lutte revendicative et salariale, la grève et la solidarité ouvrière.

Du Plan "Laboral" à la nouvelle Constitution

Cette réalité et l'échec des "Chicago Boys" dans leur projet de provoquer le développement d'un pôle de croissance basé sur l'augmentation des exportations et la rentrée du capital international, ont reflété les tendances de la crise. Sans cesser d'utiliser la répression, la dictature est obligée d'utiliser des recours politiques, remettant de nouveau sur le tapis le problème de l'institutionnalisation du régime. L'imposition d'une législation du travail -le Plan "Laboral"- en est le reflet, car, en même temps, elle divise et atomise les forces des travailleurs organisés et ouvre une marge de négociations. Contradictoirement, l'application du Plan du travail a favorisé la mobilisation et la grève sur les salaires, mais elle porte aussi un coup au

processus unitaire et au développement plus global de recomposition des organisations.

L'encadrement du mouvement syndical est complémentaire d'une réadéquation du schéma répressif: droit d'assignation à résidence pour trois mois, renforcement de la Centrale Nationale d'Informations (C.N.I.) et de la Police Civile par des brigades spécialisées, législation d'exception pour la comparaison devant les Tribunaux des officiers des Forces armées. Tout cela montre que, au sein de la dictature, commence à s'imposer l'idée selon laquelle il faut aller vers une solution politique pour surmonter la nouvelle crise. De nouveaux faits ont précipité ce choix. La récession économique mondiale aura des incidences très négatives sur le Chili et la Société d'Aide aux Entreprises (de *Fomento Fabril*), le syndicat patronal, a averti qu'en 1980 on dépasserait "difficilement" l'indice de croissance industrielle des quatre dernières années.

Face à l'imminence d'une solution politique, le conflit qui existe au sein du régime a éclaté publiquement dans les premiers mois de l'année. Deux clans se sont formés. Ceux que l'on nomme les "mouss", liés aux groupes économiques et à la direction économique de la dictature, insistent sur une ouverture vers le centre, en accord avec la position d'*El Mercurio* et de Carter. Ils fondent la continuité du régime sur la réussite du "modèle économique", qui, pour affronter les problèmes actuels et à venir, a besoin d'un appui, d'une stabilité politique pour donner des garanties à ceux qui investissent dans le pays et surtout à l'entrée du capital international. Avec des nuances, les "mouss" sont pour l'ouverture d'un jeu politique limité qui incorpore la D.C. par la voie constitutionnelle.

L'autre clan, appelé celui des "durs", d'orientation fascisante, dont le personnel provient et s'est développé à l'ombre de l'administration et des appareils répressifs, se prononce contre toute possibilité d'ouverture et insiste sur la nécessité d'un régime militaire pour une durée indéfinie. Quelques uns de ces "durs" se prononcent clairement contre le "modèle économique" et pour une politique sociale qui serve d'appui au gouvernement militaire. Sur le terrain constitutionnel, ils sont pour des formules d'Etat corporatives. Cela ne fait aucun doute, la crise a entamé la domination de la dictature, et la seule garantie d'unité de la grande bourgeoisie est l'arbitrage de Pinochet et des militaires. Au mi-

lieu d'une vague répressive, commencée depuis avril avec une rapidité incroyable, deux semaines, alors que les études préliminaires ont duré cinq ans, la Junte Militaire de Gouvernement (J.M.G.) approuve un texte de Nouvelle Constitution et appelle à un plébiscite pour le ratifier. L'appel à une consultation frauduleuse devait avoir une double fonction: d'une part fournir une réponse politique qui bloque le développement de la crise et d'autre part y trouver une autorité face aux clans qui s'affrontent et cacher la lutte intestine. Celle-ci en venait à dénoncer publiquement une colossale fraude fiscale, de plusieurs millions de dollars, dans laquelle était impliqué le chef de l'ex-Dina (la police secrète de Pinochet), et l'assassinat du colonel Roger Vergara des services secrets qui enquêtait sur cette fraude pour les "mouss".

Le plébiscite, un retour de manivelle

Selon l'hebdomadaire *Que Pasa*, un jour avant que son projet ne soit rendu public, Pinochet aurait réuni les militaires et les personnalités les plus influentes des deux clans pour leur communiquer sa décision et les appeler à déposer les armes. La Nouvelle Constitution contient essentiellement l'orientation de la Commission qui l'avait préparée et celle des "mouss". Elle prétend maintenir une "façade" démocratique-bourgeoise, mais elle institutionnalise le régime bonapartiste par une série de dispositions qui rognent les droits démocratiques, octroient des pouvoirs exceptionnels et décisifs aux forces armées et interdit les idées socialistes. La concession au secteur "dur" réside dans les 29 articles transitoires qui assurent le maintien de Pinochet et du régime militaire actuel pour huit ans, et dans le fait que la Nouvelle Constitution n'est appliquée que lorsqu'elle ne perturbe pas le fonctionnement de la dictature.

Ainsi, le premier pas a été d'assurer l'unité interne. Une fois de plus, Pinochet applique cet axiome militaire selon lequel l'attaque est la meilleure défense. L'objectif visé, celui de tenter de recomposer le bloc de soutien qui l'a amené au pouvoir, devait passer nécessairement par le fait d'obliger la D.C., et avec elle la fraction d'opposition de la bourgeoisie, à se situer dans le cadre du régime. La formule de l'impérialisme, qui se reflétait dans *El Mercurio*, et va dans le sens d'une ouverture graduelle, a été défaite pour l'instant. Dans le plan de Pi-

nochet, il n'y avait qu'une seule alternative: contraindre, sans négociation, la D.C. De là la mise au pied du mur: la Nouvelle Constitution est la "constitution de la liberté", et l'alternative -soit continuer avec le régime, soit renverser au 10 septembre- est manifestement dirigée vers les secteurs comme la D.C. qui ont participé au coup d'Etat.

Mais le calcul de Pinochet s'est révélé faux. Appeler au plébiscite, avec une seule alternative, ferme toute possibilité. *El Mercurio* a souligné ce fait et signalé que les partisans du régime n'étaient pas tous d'accord avec cette formule. La D.C. a réagi en passant à une opposition plus radicale, dans la rue, et en cherchant à prendre la direction de l'opposition par le refus de la consultation comme une farce et par la proposition d'une autre alternative. Dans une gigantesque démonstration, des dizaines de milliers de participants, Frei a appelé à la formation d'un "gouvernement civico-militaire de transition" et à une "Assemblée Constituante" qui discuterait d'une nouvelle Constitution.

Toutes les organisations démocratiques et du mouvement ouvrier ont rejeté la farce. Mais l'unanimité a fondu au moment de proposer une politique indépendante pour faire face à la conjoncture. L'attitude des directions politiques du mouvement ouvrier et des groupes de gauche est un bon indicateur. C'est un test qui démontre la profondeur de la crise que traverse la gauche et l'obstacle que représente la politique de capitulation des appareils dirigeants devant la D.C. Le P.S., Almeida, la fraction majoritaire du socialisme, a appelé à ne pas voter et le P.C. a d'abord fait de la propagande sur le boycott, puis sur l'abstention, pour finalement -après les discours de Frei- il appelait à voter "Non" suivant en cela la consigne de vote de la D.C.

Comme jamais auparavant -en sept ans de dictature- ces conditions exceptionnelles étaient rassemblées pour l'unité d'action sur le "Non à la Constitution", "Non au plébiscite" pour "A bas Pinochet et les militaires!" Mais c'est l'appel, soit à une politique gauchiste d'abstentionnisme, soit à la politique de capitulation du P.C. -qui s'est bien gardé de compromettre son orientation front-populiste- qui est passée dans les Coordinations Syndicales (C.S.), dans la Coordination Nationale Syndicale (C.N.S.), dans le Front Unitaire des Travailleurs (F.U.T.) et dans le Groupe des Dix. De même sur la question de la mobilisation elle-même: alors que les directions se concurrençaient dans des discours verbeux sur le boycott, les ouvriers de Chuquicamata, d'abord en assemblée puis dans les coordinations syndicales, se prononçaient pour rejeter la farce, tout en profitant de l'occasion pour se mobiliser, pour mener le combat d'organisation du "Non" et du 11 septembre. Ce fait ne passera pas inaperçu, le contrôle du mouvement syndical par les directions, est arrivé au point le plus bas de l'histoire récente du mouvement ouvrier chilien.

Le plébiscite et après?

Les résultats du plébiscite montrent que le mouvement ouvrier et de masses a rejeté les propositions ultra-gauches, qu'il a participé au vote pour lutter contre la dictature, même sur son propre terrain. Une fois reconnus, les chiffres énormes mettent le régime dans une position défensive. L'un des premiers symptômes en est l'appel à organiser un mouvement civil d'appui au régime, un autre est la démission du cabinet. Mais ce n'est pas seulement la dictature qui est mise à l'épreuve, les directions du mouvement ouvrier, les grands partis ouvriers aussi devront affronter le jugement des masses ouvrières et populaires qui se sentiront plus fortes pour aller plus loin et poursuivre la lutte anti-dictatoriale.

Les 30% de "Non" marquent clairement la défaite de Pinochet. Sans compter l'impunité avec laquelle Pinochet a mené sa campagne et la manipulation certaine des chiffres, la moitié au moins des suffrages devant être "Non". Cette situation approfondira l'isolement politique et social de la dictature et le plus probable est qu'à court terme reprennent les affrontements au sein du régime. Les secteurs "pour l'ouverture", les "mouss", *El Mercurio*, auront alors une base de soutien pour faire pression sur les militaires. Il est important de considérer que déjà, pendant les semaines précédant le vote, des éléments connus comme liés à l'ouverture limitée, ont publiquement contesté Frei, en essayant de renouer le dialogue pour un

rapprochement du Centre avec le Gouvernement.

L'appel de Frei, s'il est une proposition alternative à celle de Pinochet, est une politique de négociation avec la dictature. En ne proposant pas le renversement ou le départ de Pinochet, la formation d'un gouvernement civico-militaire aujourd'hui, dans la pratique, signifie un gouvernement Frei-Pinochet. Les directions politiques et syndicales du mouvement ouvrier, le P.C. et le P.S., n'ont jamais rien dit sur ce point, au contraire. Le P.C., via radio-Moscou, a réaffirmé que Frei représentait l'ensemble de l'opposition. Cette analyse est corroborée par l'appel à une Assemblée constituante sous la dictature, une Constituante octroyée qui se limiterait à rédiger une constitution. Si le mouvement ouvrier ne propose pas une alternative qui ait comme axe, non la négociation, mais le renversement de la dictature et l'appel à une Assemblée constituante, libre et avec un pouvoir souverain, nous courons le risque que toute la force et l'énergie de combat que manifestent les masses se transforme en force de pression pour la solution de rechange appuyée par l'impérialisme.

Pinochet et les militaires ne cesseront pas d'utiliser la répression. L'échec de la manœuvre du plébiscite les laisse sans orientation face à l'opposition. Mais la tentative de structurer un mouvement de soutien civil peut encore les amener à un plus grand borborygme, si nous considérons que toutes les tentatives ont échoué -même dans les meilleurs moments de la dictature. Maintenant que les camionneurs -qui étaient auparavant l'avant-garde du soutien au coup d'Etat- ont appelé à voter "Non", maintenant que la petite-bourgeoisie foncière, les chauffeurs de taxi, les petits propriétaires de mine et d'entreprise, etc., s'expriment contre la politique économique, seule la grande bourgeoisie, les clans des monopoles financiers et les secteurs arriérés et non organisés du mouvement des masses pourraient donner une stabilité au conglomérat politique officiel.

Mais il est faux de penser que la dictature se soit bouchée toutes les issues. Le dernier mot n'est pas dit sur l'orientation de la D.C. La politique de capitulation du P.C. et de l'Unité Populaire laisse les mains libres à la direction de la D.C., qui, de connivence avec l'impérialisme, pourrait entamer des négociations. Du côté du mouvement ouvrier, l'absence d'une alternative indépendante avec la force que va acquérir la lutte démocratique, sera un champ de culture qui alimentera toutes les tendances opportunistes derrière la D.C. et l'ultra-gauchisme d'actions militaires isolées comme substitut à l'absence de direction politique indépendante. Il est vrai que le combat contre le développement de ces déviations a ouvert, comme jamais, d'immenses possibilités pour la lutte afin de construire une direction, alternative, indépendante, de la lutte de classes au Chili. Le combat ininterrompu pour les droits et les revendications, comme pour l'indépendance qui a eu lieu dans la conjoncture récente, contre l'abstentionnisme des partis ouvriers traditionnels, démontre que la nouvelle génération de militants issue de la lutte antidictatoriale, s'oriente vers la construction d'une nouvelle direction politique et syndicale.

L'expérience de sept ans de lutte contre la dictature, celle d'une direction lâche et capitulatrice devant la fraction "démocratique" de la bourgeoisie et plus récemment le bilan encore sommaire du plébiscite, montrent que peut naître le plus ample mouvement pour renverser la dictature, si se résoud le problème de la construction d'une direction indépendante, liée au développement réel des luttes des travailleurs. Il est démontré que le mouvement ouvrier est disposé à s'unir et à remplacer ses directions quand il s'agit de mettre à profit toutes les occasions de la lutte des classes, pour avancer vers le renversement du régime dictatorial. Ce n'est pas autre chose qu'expriment les ouvriers dans les assemblées et les positions catégoriques des coordinations syndicales. C'est la même aspiration que les travailleurs traduisent, quand dans leurs mobilisations ils crient "Unité! unité!"; c'est le chemin de la centralisation dans une Centrale Syndicale Nationale Unitaire et dans la reconstruction de la C.U.T. C'est cette politique qui a réellement porté des coups au régime. C'est pour cela, plus que les projets des appareils en crise de la gauche chilienne, que c'est le mouvement ouvrier et de masses qui aura le dernier mot sur la crise de la dictature.

Equateur

L'agonie du populisme

par Antonio Sola

Quito. Bien qu'elle s'inscrive à l'intérieur du processus qui se développe actuellement en Amérique Latine, l'ouverture démocratique en Equateur est très différente des autres expériences du continent. La relative stabilité économique du pays a permis qu'une épreuve de force folklorique entre le président et son oncle, Asaad Bucaram, président du Congrès jusqu'en août dernier, occupe presque entièrement la scène politique, alors qu'au Pérou et en Bolivie l'ouverture démocratique a donné lieu à une forte montée des masses et même en Bolivie aux coups d'Etat.

Mais d'où vient Jaime Roldos?

Si Roldos et Bucaram sont aujourd'hui des ennemis, c'est de l'histoire récente. "Roldos? C'est le secrétaire de Monsieur!", voilà l'histoire léniante que se sont racontés les habitants pauvres de la banlieue de Guayaquil -le bastion de la coalition des Forces Populaires (C.F.P.)- lorsque l'on a appris que, devant la disqualification du vieux dirigeant populiste, la candidature de son jeune neveu Jaime Roldos.

Les militaires du gouvernement ont pris prétexte de l'origine libanaise de Bucaram pour le rejeter. Mais ce qui préoccupe les dictateurs, ce ne sont pas vraiment les dirigeants de la C.F.P. qui aujourd'hui s'accusent mutuellement, ni leur programme, mais leur base sociale: les chômeurs, les femmes des banlieues, des secteurs de la classe ouvrière, le lumpen, et en général les secteurs opprimés de la société, qui auraient vu dans le triomphe de la C.F.P. et de Bucaram leur propre triomphe, dépassant les intentions démagogiques de celui-ci.

Eviter que le populisme ne soit débordé.

Même au sein de la stabilité sociale actuelle, il y a des éléments contradictoires. Les manifestations populaires explosives de janvier-février derniers -qui ont culminé avec la mort de deux adolescents, après trois jours de combats de rue et de barricades dans la capitale- sont un pâle reflet de l'avenir qui, comme l'Amérique latine toute entière attend le pays. Le terrain doit être préparé pour affronter les probabilités d'une montée des masses dans les meilleures conditions politiques possibles.

Surtout si l'on tient compte des perspectives de l'exportation pétrolière. Le Ministère des ressources naturelles informe que le taux de consommation interne des dérivés du pétrole est si élevé (15-16%) qu'en 1984 le pays ne pourra plus se placer sur le marché international avec son pétrole brut. Cela oblige la bourgeoisie et le gouvernement à se doter

déjà d'un plan qui leur permettra de compenser ce déficit imminent. C'est, entre autres, le but du "Plan de développement" du régime, rejeté par les centrales syndicales et la gauche.

C'est cette perspective qui explique d'abord la disqualification de Bucaram, puis la "dispute" entre patrons: il s'agit, par tous les moyens, de liquider la C.F.P. de Bucaram comme expression populiste, d'éviter que dans l'avenir elle ne serve à exprimer, même de manière déformée et au-delà des intentions de Bucaram, la mobilisation et le mécontentement des masses.

La base sociale de Roldos

Changer les noms ne suffisait pas. Par conséquent, tout un courant d'intellectuels, de membres de professions libérales, de professeurs d'université, de gens de la classe moyenne (ceux que Bucaram appelle les "chuchumecos", se sont organisés, en dehors de la C.F.P., mais autour du "secrétaire" inconnu, candidat inattendu, pour lui donner une base sociale moins explosive et lui permettre une indépendance face à la base plus populaire de son propre parti. C'est sur cette base que Roldos tente maintenant -le pouvoir entre les mains- d'écraser son oncle et d'aller vers la constitution d'un nouveau parti.

Le déclin de Bucaram

Face à tout cela, Bucaram a cherché un soutien dans une alliance avec la droite du pays, en évitant tout appel aux masses. Au moyen d'un accord avec les vieux partis traditionnels il a essayé d'éviter, sans y réussir, sa défaite au Congrès. Le 10 août dernier, l'alliance de gouvernement, s'appuyant sur la Gauche Démocratique -parti de la social-démocratie- a gagné, d'une voix, la présidence de la Chambre.

Humilié, identifié aux partis de l'oligarchie, ruinant rapidement son image, le vieux dirigeant pourra difficilement représenter la voie par laquelle s'exprimera le mécontentement populaire. La bourgeoisie le sait et prépare le nouveau schéma des partis: le Parti Radical Démocrate (une scission du libéralisme, très lié à l'impérialisme américain), la Démocratie Chrétienne et la Gauche Démocratique.

La constitution d'un parti socialiste, ouvrier, doit en être la contrepartie. Un parti qui déjà prépare le prolétariat à réunir tous les courants de classe qui surgissent dans ce processus de dégradation du populisme. Les trotskystes s'emploient à cette tâche.

Bolivie

Mais les gorilles étaient à l'affût

par Carlos José Herrera et José Carlos Andrade

La Paz. Il est huit heures du matin, jeudi 17 juillet. Une nouvelle se répand comme une traînée de poudre dans toute la Bolivie: la garnison de Trinité a envahi la ville et exige que le pouvoir soit remis au Haut Commandement des Forces Armées. A onze heures, une autre nouvelle semblable: le Deuxième Corps de l'Armée, en coordination avec les Forces Aériennes, est intervenu à Santa Cruz, la seconde ville du pays. Occupation militaire dans les deux cas et prise de contrôle des postes émetteurs. Des groupes para-militaires annoncent que l'opération s'étend à l'échelle nationale.

Il est midi. Le Comité National de Défense de la Démocratie (C.O.N.A.D.E.) tient une réunion d'urgence au siège de la Centrale Ouvrière Bolivienne (C.O.B.). Il va examiner la situation pour faire front à ce qui, à l'évidence, fait partie d'un plan militaire coordonné à un niveau national. La réunion décrète la grève générale et le blocage des routes. Et quand cette déclaration est faite à la radio, le temps semble s'être arrêté au siège de la C.O.B.

La lecture de la déclaration peine finie, trois ambulances arrivent à la porte de l'immeuble de la centrale ouvrière. Elles sont occupées par des bandes para-militaires qui les ont volées quelques minutes plus tôt aux Assurances Sociales. Les para-militaires en descendent et on entend la première rafale. Les membres du C.O.N.A.D.E. sortent les mains en l'air.

García Meza boucle le cycle ouvert par Natusch

Alors que se passait tout ce que nous avons décrit, le 17 juillet, neuf mois à peine s'étaient écoulés depuis ces fameuses journées de début novembre qui avaient échoué la tentative de coup d'Etat du colonel Alberto Natusch Busch.

Les grèves ouvrières, les barricades, les blocages de routes, l'héroïque résistance qui a barré le chemin au colonel sont encore frais dans la mémoire des travailleurs et du peuple bolivien.

En novembre dernier, les Forces Armées avaient essayé de barrer la route à la mise en pratique du processus d'"ouverture démocratique"

avec lequel le plan Carter prenait corps en Bolivie. Cependant, cette tentative a échoué. La force de la montée ouvrière et populaire qui avait imposé cette ouverture était telle qu'elle s'est opposée frontalement, et a défilé le coup d'Etat par sa résistance héroïque. Mais les causes de la défaite de Natusch ne viennent pas seulement de l'intérieur des frontières de la Bolivie. L'impérialisme américain, dans le développement du plan Carter, ne jouait pas la carte de l'appui aux instigateurs du coup d'Etat, de même que les bourgeoisies des pays "démocratiques" d'Amérique latine, surtout celles du Pacte Andin. Et c'est dans ce cadre que la défaite de Natusch a été possi-

On entend la seconde rafale et les premiers morts tombent, parmi eux le dirigeant des mineurs Gualberto Yega Yapura. Les autres sont séquestrés. Lechin en premier. Simon Reyes avec lui. Marcelo Quiroga Santacruz, dirigeant socialiste, est blessé about portant et transféré encore en vie à l'Etat-Major où il est achevé.

Presqu'en même temps, dans un autre lieu de la ville, des groupes de para-militaires, qui utilisent aussi des ambulances volées aux Assurances Sociales, font exploser la radio Fides. A treize heures, tous les postes émetteurs de La Paz sont occupés.

Pendant ce temps, l'appel lu à la radio n'a pas été vain. Les habitants dans les quartiers, les travailleurs savent ce qu'ils doivent faire. Les gens s'assemblent dans les rues. Les usines cessent le travail. Chacun, avec ce qu'il a, contribue à élever des barricades, les uns apportent des bâtons, d'autres des pierres, d'autres des bouteilles. Dans les mines, la riposte est rapide elle aussi, et même mieux organisée: des assemblées sont convoquées, des comités de grève sont créés. Les radios des mineurs entrent en action les unes après les autres, les comités de ménages occupent les "pulperías" (magasins). Dans la zone de l'altiplano — et aussi dans la vallée — commencent les blocages de routes. Dans certains endroits, comme sur la route de Sud Yunges, les ponts sont dynamités. Une fois de plus, la résistance a commencé.

ble, ainsi que la consolidation d'une situation pré-révolutionnaire en Bolivie.

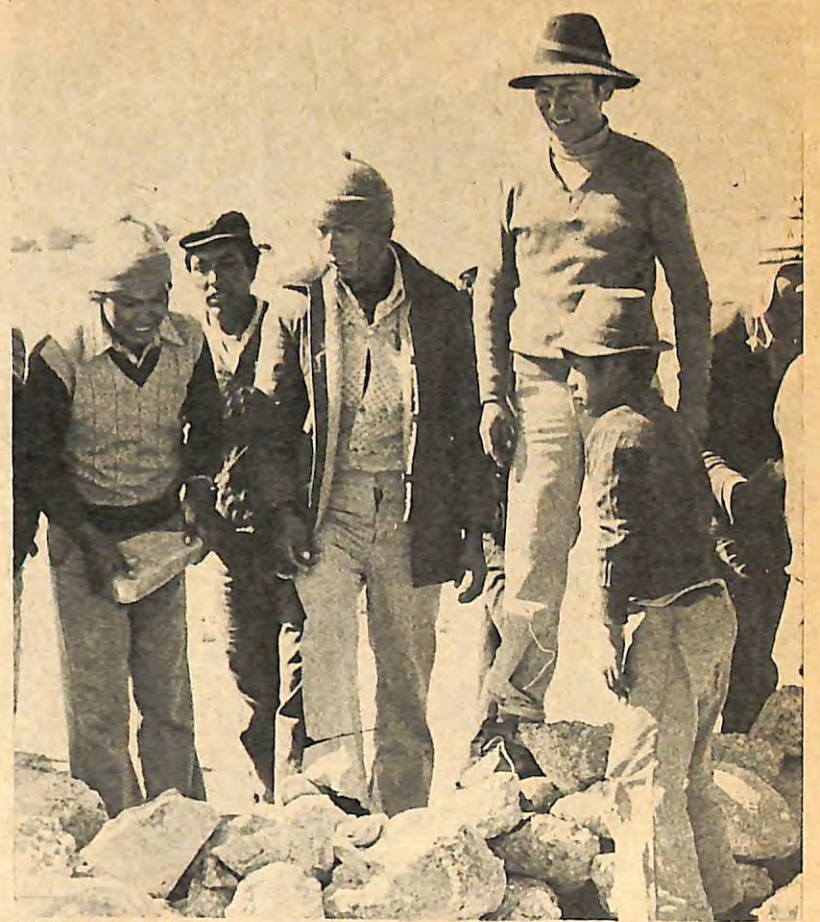
Que s'est-il passé pendant ces neuf mois pour que les militaires pour la quatrième fois en moins de deux ans et demi, jouent la carte d'un autre coup d'Etat et pour que cette fois ils aient réussi?

En Bolivie, dès le début, il existait une immense méfiance des Forces Armées vis-à-vis de l'application du plan Carter. La crainte que le mouvement ouvrier et populaire ne mette à profit les libertés démocratiques pour s'organiser, se mobiliser et même mettre de nouveau en danger l'armée et le capitalisme bolivien lui-même, les rendait très reticents.

Ces "doutes" des militaires se

sont accentués à mesure que passaient les jours et que l'avancée des masses devenait de plus en plus évidente. Pendant cette période, ont été conquis l'amnistie générale et sans restriction et la liberté d'association. Le Vème Congrès de la C.O.B. s'est réalisé, le pacte militaire-paysan a été rompu, les candidats officiels des militaires ont été défaits dans trois élections consécutives, et si cela ne suffisait pas, Natusch lui-même a été mis hors combat.

Avec un élément de plus, la "coupe était pleine": Hernán Siles Suazo, à la tête de l'Union Démocratique Populaire (U.D.P.) a triomphé largement aux dernières élections contre Victor Paz Estenssoro. La majorité des



Aspects de la résistance: des mineurs et des paysans boliviens bloquent les chemins

militaires a toujours été opposée à l'U.D.P. La participation en son sein du Parti Communiste (pro-Moscou) et du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (M.I.R.), auparavant guérillériste et actuellement social-démocrate, ne leur inspire aucune confiance et aucune sécurité. Les militaires de García Meza ne voient que deux couleurs: le rouge du communisme qui les terrorise et le vert de la dictature qui les tranquillise. C'est pour cela qu'ils n'ont jamais pu comprendre la signification de la couleur orange de l'U.D.P.

Personne peut-être n'a mieux expliqué les raisons qui ont conduit les militaires à réaliser le dernier coup d'Etat qu'un membre de la phalange socialiste bolivienne — qui a soutenu activement Meza — lorsqu'il a affirmé à la télévision que ce qui les a amenés à prendre cette mesure (le coup d'Etat) c'était "le danger d'un gouvernement kérenskyste qui per-

mettrait au communisme de s'organiser pour prendre le pouvoir".

La Bolivie, comme nous l'avons dit, vivait une période pré-révolutionnaire qui s'est consolidée avec la défaite du coup d'Etat de Natusch. La grande préoccupation des Forces Armées, de la bourgeoisie et de l'impérialisme était de démanteler cette situation pré-révolutionnaire, mais les chemins proposés étaient différents. Le gros de l'armée et une partie de la bourgeoisie penchaient pour la voie du coup d'Etat et la dictature. De son côté, l'impérialisme, plus prudent, cherchait la voie de l'ouverture démocratique et s'opposait au coup d'Etat, car, à ce moment-là, il le considérait comme pouvant entraîner une forte résistance des masses.

Par d'autres voies, et pour des raisons différentes, la dictature de Videla était d'accord, comme

(suite page suivante)

L'assassinat de Quiroga Santacruz

"Nous n'avons pas d'armes... je crois qu'ils ne nous feront rien"

Marcelo Quiroga Santacruz était le principal dirigeant du Parti Socialiste-1 de Bolivie. Il avait été plusieurs fois candidat présidentiel et, aux dernières élections, il avait occupé la quatrième place, obtenant presque 10% des voix. C'est lui qui a recueilli les voix des secteurs les plus radicalisés du prolétariat des mines et des villes. C'est pour cela qu'il a été l'une des premières victimes du coup d'Etat. Il est mort le 17 juillet dans l'assaut qu'ont donné les bandes paramilitaires au le siège de la C.O.B.

Le récit que nous présentons ci-dessous, tiré de l'hebdomadaire *Aqui*, numéro spécial du 21 juillet 1980, est celui d'un témoin direct des faits. Le général García Meza a déclaré cyniquement que Quiroga Santacruz "est mort au combat". Ce récit prouve le contraire: au local de la C.O.B., où se réunissait le C.O.N.A.D.E., il n'y avait pas une seule arme le jour du coup d'Etat.

A quelle heure es-tu arrivé au local de la Centrale Ouvrière Bolivienne?

Bon, j'y suis arrivé onze heures moins dix, ils étaient en réunion et discutaient sur la réaffirmation de la démocratie. Logiquement, presque tous les dirigeants politiques et les gens du Comité de Défense de la Démocratie étaient là. Il y avait Monsieur Juan Lechin, Marcelo Santacruz et d'autres personnalités.

A la fin de la réunion, ils sont tous sortis nous étions dans le couloir. C'est la première fois que je venais au local de la C.O.B. de La Paz. C'est là qu'ont commencé les tirs, pas un, de nombreux tirs, et nous nous sommes jetés à terre puis réfugiés dans l'autre pièce. Je n'ai plus vu Monsieur Juan Lechin, mais je crois qu'il est resté dans l'autre pièce, qu'il n'est pas venu avec nous, là où nous nous sommes réfugiés.

Ensuite, un monsieur que je ne connais pas a dit: "Marcelo, si nous sortions les mains en l'air... enfin, bon, nous n'avons pas d'armes et je pense qu'ils ne nous feront rien..." Et Monsieur Marcelo pensait que nous devions chanter l'hymne national. Ensuite, le père Tumiri s'est levé et a demandé, au nom de l'Eglise, qu'ils ne tirent plus, que nous allions nous rendre et que personne n'avait des armes. Ils lui ont répondu qu'il descende immédiatement. Alors, nous sommes tous sortis à la file, un par un, les mains sur la nuque, et là avant d'arriver dans la rue, comme on descendait l'escalier, un homme a tiré une rafale et a dit à un autre, un autre de ces para-militaires "Non, non c'est pas celui-là". Marcelo Quiroga

était devant moi, alors ils ont tiré sur lui, mais à ce moment-là je ne pouvais pas m'en rendre compte, moi. Ils m'ont enlevé mon cartable et m'ont collé contre le mur et m'ont fouillé, ils croyaient sûrement que j'avais des armes ou quelque chose, et pendant qu'ils me fouillaient, l'un d'eux a dit à un autre: "achève-le, celui-là", et c'est alors que je me suis rendu compte et que j'ai regardé par terre, il y avait Marcelo Quiroga et un autre qui était mort, parce qu'il ne bougeait pas. Quand ils ont tiré une rafale, j'ai vu son corps se convulser puis plus rien. Pourtant, Marcelo Quiroga était toujours vivant. Alors, l'homme qui était en train de me fouiller a dit: "Non, je n'ai pas l'arme. Il l'a passée à un autre". Et pourtant nous étions sans armes, sans aucune sorte d'arme, rien. La vérité c'est qu'il a été tué comme ça, de sang froid comme on dit. Je suis sorti dans la rue, ils m'ont emmené à l'ambulance, où les autres allaient aussi, mais j'ai vu un immeuble, où il y avait à ce moment-là un jeune garçon qui ouvrait la porte, un grillage, alors, j'y suis rentré, je ne sais pas, je sais que je me suis accroché à une femme et que je lui ai demandé de me laisser passer.

Je veux que tout ça soit clair, comme la situation politique est si instable, ils en attrapent un et ils le font disparaître. Enfin, allez savoir les choses, s'ils tuent comme ça des gens sans défense, sans armes, sans rien, de sang froid, ce n'est pas étonnant qu'ils arrêtent citoyen par citoyen, ceux qui ne sont pas d'accord avec ces messieurs les militaires, et ils disparaissent. Alors, je veux que ce soit un témoignage pour la famille... et puis, pour toute la Bolivie... qu'on

connaisse bien le type de gouvernants qu'on va avoir... s'ils y restent...

Te rappelles-tu comment était vêtu Marcelo?

Il avait une veste grise, oui, elle était grise, le pantalon je ne me rappelle pas, mais la veste était grise, je m'en rappelle bien.

Et sa chemise?

Bleue, je crois.

Et quand vous êtes sortis, les corps sont restés?

Oui, oui, les corps sont restés par terre... et même que j'ai dû sa-

Voilà le récit des camarades de l'hebdomadaire clandestin *Aqui*. Les méthodes sanguinaires et assassines qu'a dû supporter le peuple de Bolivie y apparaissent en toute netteté. Mais c'est aussi une claire démonstration de la situation d'impuissance dans laquelle se trouvait le C.O.N.A.D.E., pour ne pas avoir préparé, organisé politiquement et militairement les ouvriers, les paysans et les étudiants contre le coup d'Etat. Il n'y avait seule arme, pas un seul piquet de défense dans le local de la C.O.B. Et cela s'est passé dans le pays où les milices ouvrières et paysannes sont une tradition.



Le dirigeant socialiste Marcelo Quiroga Santacruz

ter par-dessus. Celui qui était un journaliste, je suppose, était comme ça, la tête en bas, comme il descendait l'escalier. Marcelo Quiroga était sur lui, mais toujours vivant, je l'ai vu.

Après cette dramatique description des faits du 17 juillet, il y a eu beaucoup d'autres témoignages qui affirment que Marcelo Quiroga Santacruz était encore en vie quand il a été emmené dans l'ambulance, utilisée par les militaires pour le conduire à l'Etat Major Général, où il a été assassiné.

Aqui, le 21 juillet 1980, souligné par *Correspondance Internationale*.

Liberté pour Lechin, Aguilar et les autres prisonniers

Des centaines de dirigeants et de militants ouvriers, paysans et populaires de Bolivie ont été victimes des militaires de García Meza. Beaucoup sont morts. D'autres ont été blessés, emprisonnés ou sont "disparus".

Les morts, qui s'ajoutent aux milliers d'ouvriers boliviens qui sont tombés au cours des années antérieures sous les coups des patrons et des militaires, font partie de cette légion de combattants qui un jour seront vengés.

Les détenus et les "disparus" doivent recouvrer la liberté. Leurs vies sont en danger. Il s'agit de les sauver, de les libérer pour la lutte. Tous les travailleurs, tous les paysans, leurs organisations politiques et syndicales, les démocrates, les défenseurs des droits de l'homme peuvent les sauver, les libérer!

Juan Lechin n'a pas besoin d'être présenté. C'est le Secrétaire exécutif de la C.O.B., le plus grand dirigeant des travailleurs boliviens depuis plus de 30 ans. Il a été séquestré par des bandes para-militaires le jour du coup d'Etat et n'a pas réapparu.

Simón Reyes est comme Lechin, un haut dirigeant de la Centrale Ouvrière Bolivienne. Il est lui aussi prisonnier depuis le 17 juillet.

Et avec eux, sont détenus aussi beaucoup de dirigeants ouvriers qui sont punis de prison pour avoir participé à la grève générale faite en réaction au "golpe".

Henry Aguilar est le Secrétaire exécutif de la Fédération Nationale des Travailleurs de la Métallurgie de Bolivie. Porfirio Rodríguez est lui aussi membre du Comité Exécutif de la Fédération et Omar Rendón est ex-Secrétaire du syndicat de l'Entreprise Nationale des Fonderies (E.N.A.F.), affilié à la Fédération Nationale des Travailleurs de la Métallurgie. Ces trois derniers camarades sont détenus à la Préfecture de Oruro. Quelques jours après le coup d'Etat, ils ont été incarcérés puis remis en liberté, puis encore emprisonnés, sans que l'on ne sache rien d'eux.

Envoyons des télégrammes à la Junta de gouvernement, à La Paz ou aux ambassades de Bolivie dans chaque pays, exigeant leur protection et leur libération immédiate! Organisons des défilés face aux ambassades! Votre prise de position, celle de votre syndicat, de votre organisation étudiante, celle des démocrates et des défenseurs des droits de l'homme de votre pays, sont des contributions pour sauver la vie et obtenir la libération des syndicalistes emprisonnés!

(suite de la page antérieure)

nous le verrons plus loin, avec les auteurs du coup d'Etat de l'armée bolivienne. Dans son désir d'éviter la présence d'un voisin à gouvernement "démocratique" et, de plus, front-populiste, avec un mouvement ouvrier et paysan en ébullition, la dictature de Videla a impulsé et aidé les auteurs du coup d'Etat, devenant ainsi la cinquième colonne du "pinoche-lazo" bolivien.

Avec l'appui de ses congénères du Sud et contrevenant aux projets de l'impérialisme, les généraux de Garcia Meza ont décidé de jouer la carte du coup d'Etat.

Au bord de la guerre civile

Le risque était grand, mais les militaires l'ont tenté. Dans la soirée du jeudi 17 juillet, l'armée a commencé à couper les rues de toutes les villes, mais l'inégalité entre les tanks et les pierres du peuple était trop grande. Le lendemain, toutes les villes étaient déjà occupées, mais cela n'a pas réussi à faire reculer le courage du peuple. C'était normal! L'important était de maintenir la grève. C'est ainsi que le vendredi, personne n'est allé travailler.

La junte militaire de son côté a pris possession du gouvernement. Elle a élu Garcia Meza comme président, nommé un cabinet exclusivement militaire, décrété l'état de siège et menacé de licencier tout ceux qui n'iraient pas travailler le lundi. Cependant le lundi, personne n'est allé travailler.

Mais cette nuit-là, les travailleurs ont reçu un coup de poignard dans le dos: leur plus grand dirigeant, Juan Lechin, est apparu à la télévision en compagnie de Luis Arce, les invitant à suspendre la grève. Tout le monde fut de concert. Le lendemain, quelques petites entreprises ont commencé à fonctionner en partie, tandis que la majorité des travailleurs conservaient leur fermeté.

L'absence d'une direction qui coordonne l'ensemble de la résistance a peu à peu découragé les travailleurs des villes. Une semaine après, la majorité des petites et moyennes entreprises travaillaient déjà normalement. Dans des endroits comme Manaco Said, Forno et Soligno la grève se maintenait. Mais dès la première semaine d'août elle était totalement brisée dans les villes.

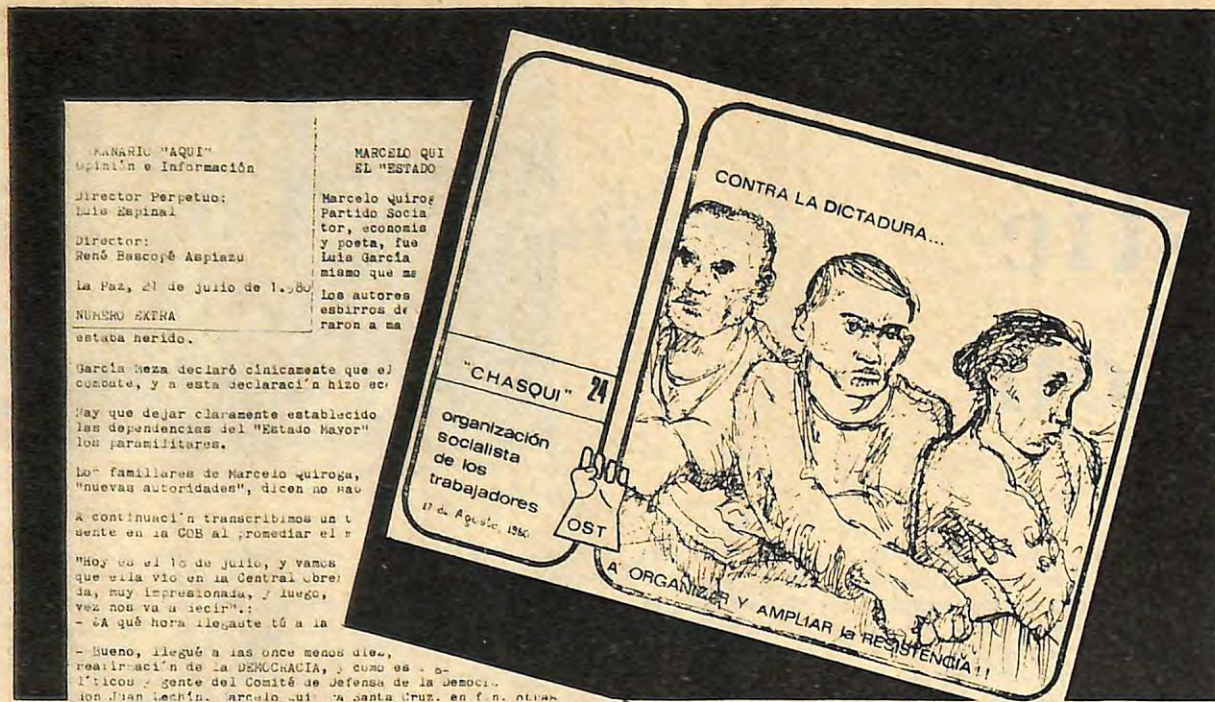
Dans les mines, la résistance a été plus grande. Il y eut même des affrontements armés. Les mineurs ont organisé leurs milices avec des cartouches de dynamite et des fusils Mauser. Les femmes des mineurs ont aidé leurs maris et, comme c'est déjà devenu naturel, elles se sont portées à l'avant-garde. Une représentante du Comité des ménages déclarait à la radio qu'elle préférerait être veuve plutôt que d'avoir un lâche pour mari. Les paysans de l'altiplano sont venus à l'aide de leurs frères du fond. Ils leur ont apporté des pommes de terre et leurs vieux fusils. Avec l'aide des paysans, dans quelques centres miniers ils sont arrivés à organiser des systèmes d'alarme-radio de vingt kilomètres. De nombreuses zones où devaient passer les militaires ont été minées.

Finalement, le combat s'est terminé. Les mineurs ont résisté d'une manière héroïque et ils ont même parfois fait reculer les troupes et pris des garnisons, comme à Uncia, près de la mine de Siglo XX. Les radios de mineurs diffusaient les nouvelles, enregistrèrent les avances et aussi les reculs. Une à une, ces radios sont tombées. Les mineurs les ont défendues au prix de leur vie, avec elles ils lançaient des appels à l'aide, demandaient de la nourriture et des munitions. Puis elles sont devenues silencieuses.

Quelques centres miniers, comme celui de Caracoles, ont subi la fureur des militaires. Trois régiments bien équipés, avec des armes lourdes, ont été chargés de prendre cette mine. La population a été massacrée et les cadavres transportés en camions. Les jeunes avaient été torturés en masse; dénués, ils les faisaient s'allonger sur des verres brisés et leurs mères étaient obligées de marcher sur eux. Ce fut l'une des plus grandes expressions de la barbarie. Là-bas, la grève s'est prolongée jusqu'à vingt jours, mais ensuite, comme dans le reste du pays, elle a été brisée. Pour la défaire les militaires ont affronté une résistance héroïque, dont ces pages ne sont qu'un pâle reflet.

Natusch est tombé, mais Garcia Meza...

A ce niveau du problème la réponse à la question suivante est inévitable: pourquoi les masses



Presse de la résistance: fac-similés de l'hebdomadaire Aqui e El Chasqui, journal de l'Organisation Socialiste des Travailleurs, O.S.T.

ont-elles pu vaincre Natusch il y a neuf mois tandis qu'aujourd'hui, c'est Garcia Meza qui a gagné? Pourquoi, malgré l'extraordinaire résistance des ouvriers, des paysans et des étudiants, malgré la grève générale, le barrage des routes, les barricades, etc., le coup d'Etat n'a-t-il pas pu être défait?

Les militaires ont réalisé le dernier coup d'Etat dans des conditions relativement défavorables à leurs plans. Au niveau international, par exemple (bien qu'on ne puisse pas écarter la possibilité qu'ils aient été encouragés par un petit secteur de la bourgeoisie impérialiste, mécontente du plan Carter), il est clair

en tous cas que l'appui extérieur le plus visible à Garcia Meza n'est pas le puissant impérialisme américain, mais la beaucoup plus faible dictature argentine. Au niveau national, par exemple, à la différence du coup d'Etat de Banzer en 1971, ils n'avaient pas derrière eux un front unique de toute la bourgeoisie et de l'impérialisme pour les appuyer, ni non plus un soutien électoral d'envergure, malgré les gains successifs de Banzer aux élections.

Un facteur clé: la situation internationale

La longue histoire des coups d'Etat en Amérique latine a derrière elle, comme une ombre, la participation permanente, l'impulsion et l'appui des Etats-Unis. Dans le cas de la Bolivie, ce n'a pas été le cas. A la "surprise" de beaucoup, l'impérialisme n'a pas accueilli le coup d'Etat avec des motions de salut ou de soutien, au contraire, il a annoncé des sanctions économiques contre le nouveau régime militaire.

Que s'est-il passé? La Maison Blanche, dans le développement du plan Carter de contre-révolution démocratique, n'est pas, en première instance, pour les solutions de force d'un coup d'Etat sanguinaire qui peut entraîner une réaction en chaîne de la mobilisation révolutionnaire des masses. Elle préfère utiliser, comme première carte, une solution démocratique bourgeoise, négociée qui permette de dévier la montée en la canalisant dans un processus électoral. Sans avoir aucune confiance dans l'U.D.P., Washington avait mis sur la consolidation du processus électoral.

En Bolivie, comme nous l'avons dit, la bourgeoisie, l'impérialisme et les Forces Armées avaient un objectif concret: chercher à stopper la montée pré-

révolutionnaire qui s'est consolidée avec la victoire sur la tentative de coup d'Etat du colonel Natusch. Il y avait deux plans: un premier électoral, partagé par l'impérialisme, et un second, de coup d'Etat, que proposaient essentiellement les Forces Armées.

C'est pour cela que l'impérialisme reste encore hésitant. C'est pour cela que, pour l'instant, Garcia Meza ne compte pas avec son appui, ni avec celui de l'impérialisme européen qui proposait aussi une solution électorale.

Ce qui précède ne veut pas dire cependant que Garcia Meza n'a eu aucun appui sur la scène internationale. Toutes proportions gardées, il l'a obtenu essentiellement à partir de la dictature de Videla en Argentine.

La dictature de Videla aussi a eu des heurts avec les Etats-Unis à partir du plan Carter. Et cela la prédisposait depuis le début à être du côté des auteurs du coup d'Etat. Mais l'appui qu'a prêté Videla à Garcia Meza était fondamentalement dû à la crainte de la dictature argentine d'avoir un voisin avec un mouvement ouvrier en pleine montée pré-révolutionnaire et un gouvernement instauré par des élections et, pour comble, front-populiste.

Moins de quinze jours après le coup d'Etat en Bolivie, le général Jorge Rafael Videla, président de l'Argentine, a déclaré: "Ce qui s'est réellement passé en Bolivie, c'est que, entre les deux options possibles dans ce pays voisin, l'une formellement correcte, qui était l'accession d'un gouvernement au pouvoir par les élections (mais qui représentait pour nous un haut degré de risques quant à la diffusion d'idées contraires à notre système de vie) et une autre, l'existence d'un gouvernement militaire, nous avons considéré avec sympathie cette dernière option car nous ne voulons pas en Amérique du Sud de ce que signifie Cuba pour l'Amérique centrale. Alors, nous adoptons l'attitude

Renforcer la résistance

A bas la Junte!

N'importe quel ouvrier qui a participé à la lutte dit: "Les armes nous ont manqué, une direction nous a manqué, une organisation nous a manqué". Aujourd'hui, plus que jamais, ce sont encore des nécessités. Pour y faire face, il est indispensable de s'organiser en comités de défense ou de résistance, de faire l'unité d'action des forces politiques et syndicales avec comme mot d'ordre: **A bas la Junte!**

Jusqu'à présent, des tentatives ont été faites pour former une direction clandestine autour de la C.O.B., mais elles n'ont pas été fructueuses. Cette tâche reste nécessaire, et malgré les obstacles, beaucoup commencent à travailler pour forger la direction qui a manqué pendant la grève générale.

La priorité du moment est d'impulser le boycott international de la dictature. **Non à la reconnaissance du régime de Garcia Meza! Pas un sou pour les militaires assassins! Boycott des produits boliviens dans les ports!** Ce sont là les tâches les plus importantes. Il est important aussi de travailler à la reconnaissance internationale du gouvernement de Siles Suazo, désigné par le vote des masses.

Sans lui accorder un gramme de confiance, les travailleurs, en exigeant sa reconnaissance diplomatique, exigent le respect du résultat des élections, contre la dictature.

En Bolivie, au coeur de l'Amérique du Sud, on entend déjà les battements du coeur de la résistance. Ce sont les signes de vie du mouvement ouvrier qui est un exemple pour tous les travailleurs du monde. Ce sont eux le meilleur espoir d'une défaite de la dictature.



qui nous paraît logique: la reconnaissance, comme façon de faire passer dans les faits notre sympathie." Et il a ajouté: "Nous n'écartons pas la possibilité de leur fournir des aliments et même des crédits pour que le peuple bolivien puisse se remettre à flot." (Clarín, du 5 au 11 août 1980).

Il est donc clair que, bien qu'on ne puisse jamais comparer l'aide de l'Argentine avec celle des Etats-Unis, que la dictature de Garcia Meza a bénéficié d'un appui valable pour mener à bien ses plans.

Cependant, dans l'ensemble, la situation internationale continue à être le domaine dans lequel les militaires au gouvernement sont les plus vulnérables. Seule une poignée de pays parmi lesquels surtout les dictatures du Cône Sud, l'Afrique du Sud et Israël, ont reconnu le nouveau régime; à moins que la balance ne se mette à pencher de leur côté avec sa reconnaissance, ces jours derniers par la bureaucratie soviétique et les gouvernements de l'Europe de l'Est.

La direction arrête les masses

L'autre aspect de la situation, celle des masses, constituait également un problème sérieux pour les militaires. Dans toutes les dernières élections, les voix ouvrières et paysannes s'étaient tournées vers la gauche, comme l'a démontré, par exemple, le score important réalisé par le Parti Socialiste de Marcelo Quiroga Santa Cruz ou la perte de voix de Paz Estenssoro dans les dernières élections. Et, plus important et plus représentatif de l'énergie combative des masses: la grève générale qui a vaincu Natusch a multiplié, à partir de ce moment-là, la disposition des travailleurs et des paysans à se mobiliser.

Il est vrai que le coup d'Etat de Garcia Meza a eu des caractéristiques différentes de celui de Natusch, mais là n'est pas le fond du problème.

Le coup d'Etat de Natusch ne prétendait pas abolir jusqu'aux racines du régime "démocratique". Son objectif était de le "rectifier", en y intégrant les Forces Armées et en assurant la victoire électorale de Paz Estenssoro. Il a été provoqué par la prétention qu'avait de Guevara Arce de se maintenir au pouvoir plus d'un an, avec l'argument selon lequel on ne pouvait pas appliquer le plan de mesures économiques et, en même temps, convoquer pour la troisième fois des élections. Le M.N.R. de Paz et une partie du M.N.R.(1) de Siles y ont participé. Il s'est proclamé "gauche nationale" et, de plus, disait qu'il appliquerait une partie du programme économique de la C.O.B. Et il proposait même d'être légitimé par le Parlement, car il faisait

confiance aux bancs du M.N.R. et du M.N.R.(1). Ses calculs, on le sait, échouèrent à grands fracas.

Le coup d'Etat de Garcia, au contraire, prétend en finir avec tout vestige de démocratie en Bolivie, écraser et domestiquer la classe ouvrière. Il ne s'appuie sur aucun parti politique, contrairement à Natusch, mais sur les secteurs les plus réactionnaires des Forces Armées et sur les bandes paramilitaires. Son anti-communisme est clair et net. Son coup d'Etat est en accord avec tous ces projets.

Mais il serait fataliste d'en déduire qu'il ne pouvait pas être empêché. Il y a des responsabilités concrètes de la défaite, et les responsables ont un nom propre: ce sont les dirigeants de la C.O.B. dans leur majorité, les deux partis communistes et le M.I.R. Ce sont eux qui ont conduit les masses sur le chemin de la conciliation et de la démobilisation, jusqu'à la porte de la dictature.

A la veille des élections de juin, Juan Lechin, Oscar Sanguines et Simon Reyes, les plus grands dirigeants de la C.O.B., dressaient le bilan de la politique du Comité Exécutif de la centrale en relation avec les exigences ouvrières. Lechin, par exemple, a dit: "Dans la mesure du possible, les grèves ont été évitées, bien qu'elles aient été trop justifiées et même provoquées... Tout cela démontre, de la part des travailleurs, une tolérance et une conscience réellement incroyables, en faveur du processus démocratique." Et il ajoute, en se référant aux grèves que la direction de la C.O.B. n'a pas pu empêcher: "Les grèves décriées ont été et sont de petite envergure. Il serait injuste de penser que ces petits conflits attentent au processus démocratique."

Voilà le ton des paroles de la direction de la C.O.B., qui correspondait tout à fait à la "trêve sociale" conclue avec le gouvernement de Lidia Gueiler, et à partir de laquelle a été retiré le cahier des revendications les plus exigées par la classe ouvrière et la paysannerie.

Mais tout ce qui précède n'est rien d'autre que de l'activité de la direction des masses, en particulier de la C.O.B. au niveau politique.

Le problème central des travailleurs et des paysans boliviens, et auquel, donc, elle devait fournir une réponse adéquate, était la manière d'affronter, unis, avec succès, un coup d'Etat qui, de plus en plus apparaissait comme imminent.

Il n'échappe à personne, que, dans leurs paroles, tant la C.O.B. que les masses avaient conscience de ce danger. Et, en paroles aussi, ils ont plus d'une fois appelé à stopper la préparation du

Un coup de poignard dans le dos

L'un des aspects les plus cruciaux de la situation actuelle en Bolivie, est constitué par l'isolement diplomatique international dont pâtit la junte de Garcia Meza.

La Maison Blanche continue à hésiter et n'a pas encore joué la carte de la reconnaissance. Les pays impérialistes d'Europe occidentale en ont fait autant, de même que les gouvernements d'Amérique latine qui ne sont pas des dictatures, et en particulier les pays du Pacte Andin, qui n'ont pas reconnu officiellement le nouveau gouvernement.

Un mois après le coup d'Etat, seule une poignée de pays, au niveau mondial, avait reconnu la junte. Dans cette liste très courte se trouvaient des gouvernements comme celui d'Israël, et les dictatures sanguinaires du Cône Sud, l'Argentine en tête.

Jusqu'alors, un tel panorama paraissait correspondre aux aspirations des peuples latino-américains, car la junte n'avait pas bénéficié de soutiens décisifs au niveau international.



(suite de la page antérieure)

coup d'Etat. Le problème est la politique concrète qu'ils ont ébauchée et mis en pratique contre ce danger.

Il y avait deux voies: celle qui consistait à chercher un "accord" avec l'armée, à ne pas mobiliser les travailleurs - pas plus sur le plan économique, que sur le plan politique - pour ne pas "provoquer" le coup d'Etat et espérer que de cette manière les Forces Armées ne prendraient pas le pouvoir. L'autre voie était celle de la mobilisation des masses pour affronter le coup d'Etat. Développer et centraliser les milices ouvrières et paysannes qui avaient commencé à surgir spontanément dans la défaite de Natusch, détruire les instigateurs du coup d'Etat et l'armée et éviter ainsi toute possibilité que celle-ci ne s'interpose sur le chemin que se traceraient les masses.

La C. O.B. a choisi la première voie. Ses appels à freiner le coup d'Etat étaient seulement des déclarations. Pour cela, par exemple, elle a signé un pacte avec l'armée, appelé "Accord entre la C.O.B. et les Forces Armées" dans lequel, chaque partie souscrivait "un engagement solennel d'observer un respect institutionnel réciproque". C'est-à-dire que les travailleurs ne toucheraient pas à l'armée et que l'armée ne toucherait pas aux travailleurs.

La base des travailleurs et des paysans a fait tout son possible pour ne pas remplir ce pacte. La classe ouvrière de Bolivie sait que les militaires des coups d'Etat sont des ennemis réels, en chair et en os, qu'il faut détruire. Mais la direction ne les a pas suivis sur ce chemin.

Le Premier mai, pendant la célébration du jour international de la classe ouvrière, deux jours après la signature de l'"Accord entre la C.O.B. et les Forces Armées", les travailleurs sont sortis dans la rue par centaines de milliers. Le lendemain, les Forces Armées déclaraient le pacte rompu. La direction de la C.O.B. répondit que, eux, n'avaient rien fait qui motive une rupture. La manifestation a démontré que la mobilisation et l'armement des masses était l'unique voie à suivre pour faire reculer les intentions de coup d'Etat. La direction n'en a pas tiré les conclusions pertinentes.

C'est ainsi que le C.O.N.A.D.E. (Conseil National de Défense de la Démocratie) constitué sur les instances de la C.O.B. quelques semaines auparavant, a continué à fonctionner formellement comme un organisme de front unique anti-coup d'Etat, alors qu'ils agissaient d'assumer ce rôle, dans la pratique. Et cela, vu le moment que traversait la Bolivie, signifiait qu'il ne fallait pas faire abstraction de l'ennemi auquel on devait s'affronter: l'armée et ses projets de coup d'Etat qu'il fallait détruire. Pour cela il était indispensable de ne pas laisser dans le vide, sans direction, la façon dont les masses avaient spontanément choisi de lutter contre le coup d'Etat de Natusch, en constituant des milices ouvrières et paysannes qui aient la capacité de faire front aux militaires. Rien de tout cela n'a eu lieu. Le récit de l'assaut du siège de la C.O.B., que nous publions à part, en est une claire démonstration, tragique aussi, car la direction des masses boliviennes a préparé celles-ci à subir le coup d'Etat, en signant des accords de "respect institutionnel réciproque", les mains en l'air.

Cette orientation de la direction de la C.O.B. a été soutenue politiquement par Siles et par la totalité des partis majoritaires de la gauche. Depuis le XVIème Congrès National des Mineurs, réalisé le 31 mars à Telamayú (Potosí), tant le Parti Communiste que le M.I.R. et le P.R.I.N. de Lechin se sont opposés, dans les faits, à la mobilisation des masses. Il y a même eu un petit parti, *Vanguardia Obrera*, de Filemon Escobar, qui en est venu à affirmer, dans un dossier de presse, que, vu les circonstances, les grèves économiques étaient... contre-révolutionnaires!

Contre ces orientations, l'Organisation Socialiste des Travailleurs (O.S.T.), pendant tout le gouvernement de Lidia Gueiler, a appelé sans cesse les travailleurs à se mobiliser, tant pour leurs revendications que pour leur organisation, afin de faire front aux militaires. Son argumentation était décisive: plus le mouvement des masses se renforcerait à travers sa lutte contre les forces paramilitaires et pour ses revendications, meilleures seraient les conditions d'un affrontement victorieux de toute tentative de coup d'Etat. Les faits, finalement, parlent d'eux-mêmes sur la justesse des politiques en jeu.

Colombie

L'amnistie et le bâton

par Alberto Leon

Bogota-. Cela ne s'était pas produit depuis environ 20 ans en Colombie, et pourtant cela s'est passé de la mi-août à la mi-septembre: des troupes de l'armée ont bombardé d'importantes zones rurales du département de Huila, au centre du pays. Elles l'ont déclaré "zone de guerre" et l'ont occupé militairement. Face à cette situation, les paysans de la région se sont mobilisés par centaines, d'abord vers la ville de Neiva, capitale du département de Huila, puis vers Bogota, la capitale du pays. Ils ont eu des discussions avec les autorités et une entrevue avec le président de la République, Julio César Turbay Ayala. Ils n'ont obtenu en réponse que l'information selon laquelle les troupes se maintiendraient là-bas le temps jugé nécessaire.

La zone en question, appelée El Pato, est l'un des centres d'activité des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (F.A.R.C.), l'une des organisations de guérilla les plus importantes.

Comment se fait-il que ce pays, qui bénéficie d'une des situations les plus stables d'Amérique latine, revive ce type de problèmes?

Les antécédents

L'image de stabilité et de démocratie dont bénéficie la Colombie depuis ces dernières années au niveau international s'est ternie à partir de 1978.

Cette année-là, deux mois après son accession au gouvernement, le président Turbay a émis un décret d'état de siège, appelé *Etat de Sécurité*. Ce décret a permis la multiplication des cas d'arbitraire, des assignations à résidence individuelles ou collectives, des détentions préventives, des jugements de civils par des tribunaux militaires (Conseils Verbaux de Guerre) et enfin, une attaque en règle des libertés démocratiques. Ce décret prétendait effacer de la carte les organisations de guérilla d'une part, et d'autre part frapper la lente mais soutenue montée des travailleurs colombiens. Cette montée a culminé avec le *Paro Civico Nacional* du 14 septembre 1977. Cette journée, premier essai de grève générale, exigeait des revendications économiques et démocratiques, et elle était appelée par les quatre centrales ouvrières du pays, réunies dans un organisme d'unité d'action, le Conseil National Syndical.

La bourgeoisie colombienne, unifiée autour du plan économique mis en pratique par les derniers gouvernements, s'est elle-même unifiée aussi autour d'un plan politique de réformes, le *Plan d'institutionnalisation*, qui prétend modifier quelques institutions de l'Etat et de l'administration de la Justice, afin de les rendre aptes à affronter la montée et les explosions éventuelles à venir, de la même ou d'une plus grande envergure que le *Paro Civico*. Bien que ces réformes soient réelles (certaines sont des réformes constitutionnelles), la bourgeoisie dans son ensemble tient à garder sous la main l'article 121 de la Constitution, car il permet au gouvernement d'émettre des décrets qui ont prouvé leur efficacité pendant 30 ans sans interruption, décrets répressifs contre le mouvement des masses et dont la meilleure illustration est celui de l'Etat de Sécurité.

Cette situation a amené les organisations politiques et syndicales des travailleurs et quelques personnalités du parti libéral et du parti conservateur à créer un mouvement d'unité d'action démocratique, le *Comité National pour la défense des Droits de l'homme*. Ce comité a dénoncé à plusieurs reprises, dossiers à l'appui, l'arbitraire et les tortures. Face à cette attaque de l'image internationale du gouvernement, Turbay, au cours de son voyage en Europe l'année passée, a été obligé d'inviter en Colombie une commission d'Amnesty International, afin qu'elle puisse faire un rapport.

Le rapport d'Amnesty International

Le rapport d'Amnesty International a été rédigé en avril dernier, au moment de l'occupation de l'ambassade de la République Dominicaine à Bogota, par un commando du M-19. Le rapport connu par l'opinion internationale, a été très défavorable au gouvernement: il a établi l'existence de 14 centres de torture et le mauvais traitement infligé aux centaines de prisonniers politiques par les institutions militaires.

Alors, le gouvernement a profité de l'occasion que le M-19 lui offrait sur un plateau: il a résolu l'affaire de l'ambassade d'une manière pacifique pour ne concéder la liberté à aucun prisonnier politique (comme l'exigeait le M-19). Il a ainsi pris l'offensive. Il a refusé de reconnaître toutes les charges formulées par Amnesty International, et afin de récupérer son image démocratique internationale, il a annoncé publiquement qu'il demandait au Congrès de la République de voter un projet de loi sur l'amnistie de tous les membres des organisations de guérilla.

Le projet de loi a été effectivement présenté le 20 juillet, jour de l'ouverture des sessions ordinaires des chambres législatives. Mais, en accord avec les plans d'ensemble du gouvernement, ce projet n'était qu'une injonction lancée aux guérilleros pour qu'ils rendent les armes.

Face à cette situation, le Comité pour les Droits de l'homme a repris ses activités, il a convoqué en août dernier le *Second Forum national pour les Droits de l'homme et l'Amnistie générale*. Ce forum a rejeté le projet de gouvernement et a présenté un autre projet qui exige une amnistie démocratique générale et sans conditions.

Cependant ce projet avait peu d'avenir, en raison de l'existence d'une écrasante majorité du parti officiel au Congrès qui est chargé d'émettre la loi. Cette impasse ne pourrait se résoudre que si les forces qui participent au forum se décidaient à impulser un plan de lutte pendant le débat parlementaire sur le projet, lui donnant ainsi une possibilité de passer. Cette orientation, impulsée depuis des mois et d'une manière systématique par le *Parti Socialiste des Travailleurs* est finalement passée et les participants au forum, dont le Conseil National Syndical (C.N.S.), l'ont adoptée dans les résolutions finales.

Le troisième anniversaire du Paro Civico Nacional

La première initiative de ce plan de lutte a été acceptée à l'unanimité: une grande mobilisation unitaire pour le 14 septembre, jour du troisième anniversaire du *Paro Civico*. La manifestation devait être convoquée par le C.N.S.

Cependant, le gouvernement a contrecarré ce plan. Depuis son arrivée au pouvoir, Turbay Ayala s'est donné comme tâche de diviser la grande conquête unitaire des travailleurs colombiens, fruit du *Paro Civico*, le Conseil National Syndical. Sa politique, qui a toujours rencontré un certain écho dans les deux centrales dirigées par les partis traditionnels (l'U.T.C. et la C.T.C.) a donné des résultats dans le cas précis de la manifestation.

L'U.T.C. et la C.T.C. cette fois avec la C.G.T., la plus petite des quatre centrales syndicales et d'orientation social-chrétienne, ont rompu brutalement, deux jours avant, l'appel unitaire à la manifestation et ont réalisé un petit meeting dans un cadre restreint. Seule la C.S.T.C. (d'orientation stalinienne) a maintenu son appel mais la manifestation a donc été très réduite.

En même temps, le gouvernement développait une offensive militaire sans précédent dans les zones de guérilla, tentant ainsi de

faire sentir sa "poigne". D'une main, il tient le bâton et de l'autre un projet de fausse amnistie.

Que faire pour éviter qu'il gagne, pour faire libérer tous les prisonniers politiques et syndicaux et obtenir une amnistie inconditionnelle? Il faut d'abord que le plan de lutte décidé au Forum des Droits de l'Homme soit mis en pratique. Et pour cela, il est indis-

pensable que les travailleurs colombiens s'appuient sur leur plus grande conquête unitaire: le Conseil National Syndical. Il s'agit donc de lutter d'une manière intransigeante pour l'unité du C.N.S., pour qu'il prenne la tête des luttes ouvrières pour de meilleurs salaires, pour la sécurité du travail et la défense des libertés démocratiques. Il faut faire

front aux tentatives de division du gouvernement.

Note

1- Le M-19 (Mouvement du 19 avril) est une organisation de guérilla urbaine, issue d'une aile de l'Alliance Nationale Populaire (Anapo), le parti de l'excitateur Gustavo Rojas Pinillas.



Le Forum colombien pour les Droits de l'homme: les forces démocratiques, avec le mouvement ouvrier à leur tête, exigent l'amnistie générale et sans condition

Vénézuéla

L'équilibre est rompu

par Manuel Franceschi et Emilio Ortiz

Caracas-. Le Vénézuéla a pris lui aussi le chemin sans retour qui mène vers les grands affrontements sociaux décisifs.

Jamais comme aujourd'hui au Vénézuéla, les divers composants de la lutte des classes ont été aussi explosifs. L'axe essentiel s'exprime par la recomposition des forces du prolétariat et des masses opprimées, et la décomposition chaque fois plus profonde de la bourgeoisie, de son Etat, du régime politique qu'elle exerce sur les masses et de ses grandes formations, l'Action Démocratique et la COPEI (démocratie chrétienne).

Comme on le sait, la bourgeoisie a pu se maintenir, pendant cette dernière période, au moyen d'un certain équilibre du rapport de forces entre les classes, en comptant sur sa position privilégiée sur le marché mondial des hydrocarbures et surtout grâce au fait qu'elle a réussi à imposer un recul, pendant la dernière phase du gouvernement de Betancourt, en 1961-62, au puissant mouvement de masses qui avait renversé la dictature de Pérez Jiménez en 1958 et qui s'est maintenu jusqu'en 1963, quand la ligne putschiste et ensuite foquista pétro-bourgeoise du P.C.V. et du M.I.R. ont facilité énormément la contre-offensive réactionnaire de Betancourt.

Les mouvements puissants du prolétariat et des masses exploitées de la période 58-63 ont été conduits, jusqu'à la fin, à la désarticulation et à la défaite, par les directions ouvrières et petites-bourgeoises, sans que cela signifie un écrasement des masses. C'est précisément ce dernier fait qui a permis plus tard, en 1968, un début de redémarrage des luttes quand le foquisme était en perte de vue, fait qui s'inscrit cependant dans l'équilibre précaire du rapport de forces entre les classes qui caractérise l'étape ouverte en 1958.

La situation actuelle

La situation politique se caractérise par l'insertion de plus en plus profonde de la société vénézuélienne et de son régime bourgeois dans le cadre de la décomposition de l'impérialisme et de tous les régimes bourgeois, en particulier en Amérique Latine.

La révolution nicaraguayenne et la crise révolutionnaire du Salvador sont le fer de lance d'un processus de recomposition des

forces du prolétariat au niveau mondial et en Amérique Latine en particulier, qui commence à sentir d'une manière significative dans le cadre politique vénézuélien.

La bourgeoisie vénézuélienne connaît la crise la plus grande ces dix dernières années. Le régime appelé "démocratie représentative" commence à céder sur ses bases décomposées à partir des dérives électorales de l'A.D., le principal parti du régime, et de l'accentuation des signes de récession économique qui ont engendré un chômage massif et une inflation qui reflètent la crise de l'économie mondiale.

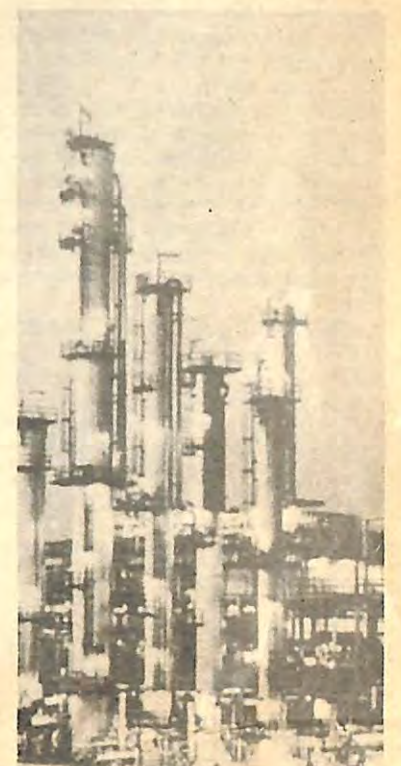
Herrera gouverne pendant une étape de montée des masses.

L'axe politique du régime semi-bonapartiste du pays depuis 1958 a été le parti Action Démocratique (des ex-présidents Betancourt et Carlos Andrés Pérez). De 1958 à 1978, l'A.D. a exercé le pouvoir pendant trois quinquennats et la démocratie chrétienne l'a exercé entre 1969 et 1973, mais seulement grâce à l'A.D. qui de l'opposition, continuait à être le pilier fondamental de l'Etat.

Les nouvelles défaites électorales de l'AD aux présidentielles de décembre 78 et aux municipales de 79 ont ouvert une crise qui place ce parti devant le danger de la division. COPEI reprend les rênes du pouvoir, mais cette fois, à la différence de 1969, elle gouverne pendant une montée des masses, dans une situation marquée par la récession économique qui représente la fin du boom pétrolier de 74-77, et avec une paralysie accentuée des institutions de l'Etat et du régime politique qui avait comme principale base de soutien l'étroite collaboration politique entre l'A.D. et la COPEI (Pacte de Punto Fijo). Il ne faut pas oublier qu'ensemble A.D. et COPEI, additionnent une énorme audience de masse qui atteint 80% de l'électorat.

Le gouvernement de la COPEI et la révolution salvadorienne

Comme nous l'avons dit, les institutions vénézuéliennes sont très précaires pour surmonter la crise impérialiste qui renforce sa pression disloquante sur notre pays alors qu'elles ne peuvent déjà plus supporter le nouveau rap-



port de forces qu'ont imposé le prolétariat et les masses en se mettant à l'offensive (surtout depuis 79), qui s'exprime d'une manière aveuglante par l'insertion dans le processus de recomposition des forces du mouvement ouvrier à l'échelle internationale.

C'est la raison de l'intérêt essentiel que porte le gouvernement Herrera à l'écrasement des masses salvadoriennes, en collaborant étroitement avec l'impérialisme dans l'appui sans réserve et l'aide matérielle à la junte militaire de ce pays centro-américain à laquelle participent leurs collègues démocrates chrétiens.

Dans le même ordre d'idées, s'explique aussi l'aide que le gouvernement vénézuélien prête à la reconstruction capitaliste au Nicaragua et au gouvernement d'"union nationale" avec la bourgeoisie, efforts qu'il partage avec l'administration Carter et avec Fidel Castro. La bourgeoisie vénézuélienne, et celle du Mexique, en signant l'accord d'aide pétrolière et d'aide économique à l'Amérique centrale et aux Caraïbes, cherchent à contenir la situation révolutionnaire que existe dans toute cette région et dont elles craignent, avec raison, qu'elle n'ait des répercussions directes et immédiates sur leurs relations respectives avec les masses opprimées de leur pays.

Les perspectives

En résumé, la situation vénézuélienne peut être caractérisée comme évoluant d'une période de stabilité relative, résultat d'un certain équilibre entre les classes et dérivé des conditions économiques relativement favorables, vers une situation pré-révolutionnaire. Cette évolution s'inscrit dans l'accentuation de la crise impérialiste et fait partie des flux d'une nouvelle vague de la révolution prolétarienne mondiale.

Le Vénézuéla ne peut pas être un îlot de bien-être et de stabilité au milieu d'un océan tourmenté. Les masses et le prolétariat y ont une riche tradition de combat sur laquelle ils s'appuieront. De plus, les conditions mêmes qui ont assuré dans le passé une certaine "prospérité", un relatif équilibre entre les classes, un minimum de stabilité politique, vont avoir des conséquences radicalement inverses, elles vont provoquer dans ce pays de gigantesques convulsions sociales et politiques.

Brésil

Le Parti des Travailleurs à la croisée des chemins

Sao Paulo. — En se réservant le contrôle du Parlement, le gouvernement du général Joao Batista Figueiredo vient de préparer une réforme du système des partis qui fait partie de son projet d'institutionnalisation de la dictature militaire sous une forme adaptée à la nouvelle réalité des luttes de classes dans le pays. Il a commencé avec l'A.R.E.N.A. (Alliance de Renovation Nationale), le vieux parti de gouvernement, et continué ensuite par le M.D.B. (Mouvement Démocratique Brésilien), le parti bourgeois d'opposition, en cherchant à regrouper les différentes fractions de la bourgeoisie dans de nouveaux partis de façon à s'assurer le soutien du parti majoritaire et à diviser l'opposition bourgeoise. Toujours avec pour objectif d'éviter la légalisation des partis ouvriers, c'est-à-dire que cette réforme n'est rien d'autre qu'un remaniement politique à l'intérieur de la bourgeoisie, éloigné des masses.

C'est ainsi que s'est formé le P.D.S. (Parti Démocratique Social), le successeur de l'A.R.E.N.A. qui est majoritaire au Parlement. Il regroupe la grande bourgeoisie industrielle et financière, la bourgeoisie agrarienne et les fonctionnaires enrichis de l'appareil d'Etat. Le P.M.D.B. (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien) est l'héritier du M.D.B. à l'exception de certains députés et sénateurs, et il continue d'être soutenu par la bourgeoisie libérale et le P.C. (Parti Communiste), toujours désireux d'entraîner les masses vers la collaboration de classes.

Le Parti Populaire (P.P.) est connu pour être le parti des banquiers et c'est une espèce d'auxiliaire du P.D.S. bien qu'il se couvre du masque de l'opposition, se préparant à être une "alternative civile" à l'intérieur du plan de contre-révolution démocratique

que possède l'impérialisme américain. Du vieux P.T.B. (Parti Travailleur Brésilien) sont sortis le P.D.T. (Parti Démocratique Travailleur) de Leonel Brizola, très affaibli, et le P.T.B. d'Yvette Vargas, la nièce de Getulio Vargas, et qui est ouvertement pro-gouvernemental.

Pendant ce temps, le projet du P.d.T. (Parti des Travailleurs) est sorti des grèves ouvrières de 1978, 1979 et 1980 avec à sa tête le secteur de la bureaucratie syndicale qui était le plus impliqué dans ces grèves, comme c'est le cas d'un Luis Ignacio da Silva "Lula". Dans un premier temps, ni le gouvernement, ni la bourgeoisie ou les stalinien n'ont cru que le P.d.T. puisse être une réussite et ils ont cherché à le ridiculiser de toutes les façons possibles et à le tuer dès la naissance. En dépit de toute cette campagne, le mouvement pro-P.d.T. n'a fait que croître et aujourd'hui, c'est lui qui dirige les principales grèves du pays. Il a conquis un certain espace politique propre.

Dans le pays, il n'est même pas nécessaire de souligner l'importance que prendrait l'apparition d'un parti ouvrier de masses, indépendant de la bourgeoisie. Dans un pays où les masses sont manipulées par les partis bourgeois et où les forces trotskystes, en dépit de leur croissance, restent très réduites, la constitution d'un parti ouvrier de masses est une avancée historique sur la voie de l'indépendance politique du prolétariat face à la bourgeoisie.

La viabilité du P.d.T. est d'ores et déjà démontrée et celui-ci est même capable d'accomplir les démarches que lui impose arbitrairement la dictature militaire pour obtenir sa légalisation. Et la politique du gouvernement, de la bourgeoisie, des stalinien et de tous les courants opposés à l'indé-

pendance politique des travailleurs a dû elle aussi s'adapter à la réalité. D'un côté, le gouvernement et le P.C. se sont attaqués à la légalité et à l'existence même du P.d.T. D'autre part, des courants qui tentent de lui enlever son caractère de parti ouvrier ont déjà surgis en son sein. Cette politique se cristallise de deux façons. D'une part, ces secteurs cherchent à renforcer l'aile bourgeoise qui est déjà présente dans le parti - sous la forme de l'Eglise par exemple - ou à fusionner avec une tendance bourgeoise. Ces courants ont déjà remporté des victoires, par exemple avec le retrait des deux mots d'ordre: *Pour un P.d.T. sans patrons!* et *Pour un gouvernement des travailleurs!* lors de la Rencontre nationale du mouvement pro-P.d.T. L'autre axe d'attaque contre le parti est constitué par la tentative de le transformer en un parti purement électoral, sans aucun lien avec les luttes réelles des travailleurs et des étudiants.

Le P.d.T. à la croisée des chemins

Aujourd'hui, le Parti des Travailleurs se trouve confronté à deux tâches fondamentales qui sont liées à son avenir en tant que parti militant des travailleurs. La première, c'est la construction même du parti à l'intérieur du cadre et des exigences légales. Cela implique de construire les sections régionales (*diretórios*) et de tenir leurs assemblées réglementaires (*convenções*). Aucun des militants qui sont déjà inscrits ou qui se préparent à rentrer dans le parti ne peut se refuser à multiplier les efforts en ce sens. L'extension du P.d.T. au niveau national et l'enthousiasme suscité par les meetings réalisés pour son lancement dans différentes ré-

gions du pays démontrent que c'est possible et qu'il existe une base sociale pour réaliser cette première tâche.

La seconde est parallèle et liée à celle-ci, il s'agit de l'approfondissement du lien avec les travailleurs et le peuple à travers la formation de noyaux réguliers et de recrutement important. Sa réalisation est vitale. Le P.d.T. est certes né des luttes des travailleurs, des grèves qui se sont succédées jusqu'à aujourd'hui depuis 1978, mais il est avant tout apparu en raison de la profonde nécessité historique de construire enfin un parti libre de tous liens avec la bourgeoisie, des patrons. Et c'est pour cela qu'il lui faut absolument acquérir dès aujourd'hui une fonction militante et combative qui organise effectivement les exploités du pays pour leur combat quotidien en faveur de meilleures conditions de vie et pour un avenir meilleur.

C'est ainsi que le P.d.T. doit se transformer en véhicule, en expression centralisée des luttes syndicales et politiques des travailleurs de ce pays contre la misère et contre l'exploitation et pour des libertés démocratiques réelles. Réduire le parti à des déclarations formelles, à des notes de protestation et au bonapartisme, c'est le condamner à l'échec, à l'inertie et à l'impuissance face aux conditions que lui font les partis du patronat et la dictature militaire.

Les luttes actuelles: un moment privilégié pour la construction d'un parti ouvrier

Tout au long du second semestre de cette année, nous allons avoir au Brésil des campagnes salariales concernant les catégories de travailleurs les plus diverses: métallurgistes, travailleurs

de l'industrie textile, pétrolière, du secteur bancaire. Les noyaux déjà existants du P.d.T. doivent être sur leur lieu d'intervention à l'avant-garde de l'organisation et de la mobilisation de toutes ces catégories, en cherchant à conduire ces campagnes à la victoire et en luttant pour l'unité des travailleurs par-delà leurs catégories respectives. La direction du P.d.T. doit s'engager dans ces mobilisations, en les soutenant de façon active. En profitant de ce que celle-ci est en grande partie composée de dirigeants syndicaux, elle doit unifier toutes les luttes de façon à éviter leur défaite à cause de l'isolement et de la dispersion.

Le P.d.T. doit faire sien le combat pour la Centrale Unique des Travailleurs, indépendante de l'Etat et pour la grève générale. Le meilleur espace qui existe pour cette lutte est sans aucun doute constitué par la Rencontre Nationale des Travailleurs en Opposition à la Structure Syndicale (E.N.T.O.E.S.) qui réunit tous les courants du mouvement ouvrier à l'exception du stalinisme. La perspective doit être la Convocation d'un Congrès National des Travailleurs, libre, unitaire et démocratique qui réponde à la nécessité d'unifier les luttes des travailleurs et construise une C.U.T. (Centrale Unique des Travailleurs) indépendante de l'Etat.

Aujourd'hui, l'opposition bourgeoise s'adapte aux plans d'ouverture du gouvernement de Figueiredo et elle se refuse à lutter effectivement contre le régime. Le P.d.T. doit s'opposer au régime et se mobiliser contre lui, dénonçant à l'occasion de chaque mobilisation spécifique le véritable caractère anti-ouvrier de Figueiredo et la capitulation des "oppositions bourgeoises".

La lutte contre la dictature et pour une Assemblée Constituan-

te libre, démocratique et souveraine est à chaque fois plus actuelle au Brésil et claire pour les travailleurs.

Avec l'apparition des bandes fascistes qui profitent de la nuit pour commettre leurs agressions et attentats contre les organisations ouvrières et démocratiques, l'opposition bourgeoise s'est encore plus fortement agrippée à Figueiredo en qui elle voit la seule alternative face au terrorisme. Ce faisant, elle s'allie justement à celui qui a couvert et continué à couvrir la réaction en ne faisant mener jusqu'à maintenant aucune enquête sérieuse contre les terroristes de droite. Le P.d.T. doit être à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme, en organisant des meetings publics, des mobilisations et des dénonciations, en appelant à l'unité d'action de tous ceux qui sont prêts à affronter les terroristes. Pour cela, le P.d.T. doit mobiliser ses cellules, et non pas seulement se limiter à des déclarations et des discours. Mais il lui faut maintenir son indépendance face au gouvernement, en expliquant la connivence qui existe entre Figueiredo et les auteurs d'attentats, en exigeant le châtiement des vrais responsables et le démantèlement des organes répressifs du gouvernement car c'est en leur sein que sont préparés les attentats.

Le P.d.T. est né dans les luttes et c'est dans celles-ci qu'il doit se construire. Pour les travailleurs, il doit représenter bien plus qu'un sigle électoral. Ceux-ci ont besoin d'un vrai parti. Tel est le défi que leur lance la réalité politique du pays. La C.S. et l'O.S.I. se battent pour que le P.d.T. assume cette tâche, en impulsant de toutes ses forces les luttes des travailleurs et la construction du Parti des Travailleurs.

Attentats et provocations

Provocation contre le mouvement ouvrier et démocratique et contre l'O.S.I.



Huit attentats en 1976 et dix l'année suivante, en 1978, il y en a eu vingt et quatorze en 1979. En 1980, seulement jusqu'en septembre, il y en a eu vingt sept. Ces chiffres reflètent la montée de la terreur qui essaie d'entraver la lutte du mouvement ouvrier et démocratique brésilien pour ses droits et libertés. Récemment, une organisation fasciste a fait exploser à Rio de Janeiro une bombe au siège de l'Ordre des Avocats du Brésil (O.A.B.), tuant Lyda Monteiro qui y travaillait comme secrétaire.

Le mouvement ouvrier et démocratique a lancé une campagne de mobilisation unitaire contre les attentats. A Rio, dix mille personnes sont descendues dans la rue pour exiger la fin du terrorisme et une position claire du gouvernement. Ce dernier a été obligé de quitter la position commode qu'il avait prise face au terrorisme: à chaque attentat, le gouvernement du général Joao Figueiredo en

faisait porter la responsabilité aux victimes! C'est ce qu'il explique dans une note distribuée aux fonctionnaires gouvernementaux, où il dit que c'est l'Organisation Socialiste Internationaliste (O.S.I.) qui est responsable des actes terroristes. Le gouvernement s'est couvert de ridicule avec cette manoeuvre, face à la campagne de protestation lancée dans le pays. La Convergence Socialiste a elle aussi subi trois attentats.

Les attaques contre l'Eglise, contre les syndicalistes les plus combattifs, contre la presse de gauche et contre les partis ouvriers ont conduit le mouvement des masses à la lutte. Dans tout le Brésil, la campagne s'étend, pour exiger l'emprisonnement et la condamnation des responsables de la terreur d'extrême-droite. Dans ce sens, le Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale a approuvé la résolution suivante:

Déclaration du Comité Paritaire

Depuis plusieurs mois, des attentats criminels sont commis en toute impunité dans la majorité des grandes villes du Brésil.

Après avoir tenté d'empêcher la vente publique des journaux ouvriers et démocratiques en dynamitant systématiquement les kiosques, les auteurs de ces attentats ont fini par assassiner Lyda Monteiro, secrétaire de l'Ordre

des Avocats Brésiliens, dans les locaux de l'O.A.B. à Rio de Janeiro, en blessant gravement d'autres personnes. En juillet, Wilson de Souza Pinheiro a été lui-aussi assassiné. C'était un dirigeant du Parti des Travailleurs, reconnu par les petits paysans et les ouvriers agricoles d'Acre, lorsque les propriétaires terriens et leurs hommes de main mirent sa tête à prix. Tous les jours, les groupes

para-militaires - dont tout le monde connaît les liaisons avec les Services de sécurité - assassinent et mutilent en toute impunité.

Le mouvement ouvrier et démocratique, dans son ensemble, a condamné immédiatement l'acte criminel qui a coûté la vie à Lyda Monteiro, en même temps que les autres provocations. Des milliers de travailleurs et de jeunes ont manifesté à Rio contre les auteurs et les instigateurs de ces attentats. C'est sans aucun appui des travailleurs et des opprimés du Brésil, qu'aujourd'hui le président général Figueiredo essaie, par une note qui est sortie dans toute la presse, de se livrer à une manoeuvre grossière et une provocation infâme contre le mouvement ouvrier et démocratique, en prétendant faire retomber sur les victimes la responsabilité des attentats dont ils ont été l'objet.

Pour compléter cette provocation, la police voudrait compro-

mettre directement l'O.S.I. (Organisation Socialiste Internationaliste) dans les récents attentats. Et elle n'a pas hésité à avancer les noms de plusieurs députés du P.M.D.B. (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien), en prenant comme cible de ses mensonges provocateurs, David Maximiliano de Souza, l'un des responsables du journal ouvrier *O Trabalho*, de l'Etat de Minas Gerais.

Syndicaliste, professeur et dirigeant de l'U.T.E. (Union des Travailleurs de l'Enseignement), il est emprisonné depuis le mois de juin, sans preuve et sans jugement. C'est la seconde fois qu'il va en prison au cours de ces derniers mois et la première fois, la police a dû le libérer car elle n'avait pas pu regrouper les éléments d'un dossier "présentable" face à la protestation qui s'est étendue dans tout le pays.

Dès le début, la police et le gouverneur de l'Etat ont essayé, sans

résultat, de compromettre David dans une prétendue préparation d'attentat contre Figueiredo. Des dizaines de milliers de travailleurs, de syndicalistes et de démocrates ont signé des pétitions exigeant sa libération immédiate.

Le Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale et l'O.S.I., l'une de ses organisations sympathisantes au Brésil, ne cachent ni leurs méthodes, ni leurs objectifs. Luttant pour le socialisme, au Brésil, ils luttent avec tout le mouvement ouvrier et démocratique pour renverser la dictature militaire et ils mènent cette lutte en toute clarté, avec l'immense majorité des travailleurs, des jeunes et de tous les opprimés. En accord avec leur programme, ils ont toujours condamné sans ambiguïté le terrorisme, comme substitut à l'action des masses et, finalement orienté contre les masses.

Tous les attentats commis à ce jour ont été dirigés contre des militants, des organisations et des journaux ouvriers et démocratiques opposés à la dictature. Toute personne honnête et sensée comprendra que l'origine de tout cela est à chercher du côté de la dictature. Un groupe fasciste a revendiqué officiellement l'assassinat de Lyda Monteiro.

Contre la provocation qui vise l'O.S.I. et l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique:

- Unité!
- Arrestation immédiate et condamnation des vrais coupables qui sont parfaitement connus par la police!
- Libération immédiate de David Maximiliano de Souza!

Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale

Déclaration politique de l'O.S.I. et de la C.S.

Vive le Parti des Travailleurs

1- L'Organisation Socialiste Internationaliste (O.S.I.) et la Convergence Socialiste (C.S.) sont deux organisations politiques qui travaillent pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire au Brésil, l'instrument indispensable à la victoire de la révolution socialiste, le seul moyen de libérer les larges masses opprimées du risque de barbarie contenu dans l'impérialisme et le capitalisme.

Conscientes de ce que "la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire", ces deux organisations combattent sur la base du Programme de transition pour un parti mondial de la révolution socialiste.

2- Dans cette lutte, ni la C.S. ni l'O.S.I. ne font de l'acceptation du programme qu'elles ont en commun pour les larges masses la condition de leur organisation en parti politique.

Au bout de 16 ans de misère et de la plus noire oppression qui soit, les travailleurs brésiliens ont vu leurs luttes, qui ne s'étaient jamais interrompues, déboucher sur la réalisation d'une multitude de grèves qui, d'abord parties de revendications élémentaires, en sont venues à mettre en cause la dictature militaire qui est à l'origine de l'état de choses existant. C'est ce que l'on a pu récemment constater avec la courageuse grève de quarante jours des métallurgistes de l'A.B.C. Et après cela, les travailleurs ne se sont pas sentis vaincus, continuant au contraire la lutte en cherchant les moyens de centraliser leur combat, de centraliser leur volonté de mettre fin à une situation intolérable, en avançant en direction de la grève générale de tous les travailleurs.

Dans ces conditions, aujourd'hui plus que jamais, l'organisation politique des travailleurs dans un parti indépendant est une question à laquelle il faut fournir immédiatement une réponse. Un parti des travailleurs sans patrons, c'est la concrétisation pratique de la nécessité historique de l'indépendance de classe du prolétariat brésilien. La C.S. et

l'O.S.I. qui combattent au Brésil pour la construction d'un parti révolutionnaire se déclarent inconditionnellement en faveur d'un parti ouvrier au Brésil, un parti sans patrons.

3- A l'initiative de dirigeants syndicaux, de militants et de travailleurs, un parti des travailleurs est en train de se construire au Brésil. L'O.S.I. et la C.S. qui sont en faveur d'un parti ouvrier ne peuvent que s'en féliciter et soutenir tout pas en avant vers la construction d'un parti des travailleurs sans patrons.

Ces deux organisations considèrent qu'une définition en positif du P.d.T. est décisive pour l'avenir du prolétariat brésilien, une définition comme instrument de lutte du prolétariat et des masses en général, pour en terminer avec toute forme d'oppression et d'exploitation, ce qui passe aujourd'hui par un combat pied à pied pour la chute de la dictature militaire. C'est pour ces raisons que les militants des deux organisations sont disposés à participer pleinement au parti des travailleurs, avec le droit de continuer à se battre pour leur construction, en espérant convaincre tous les militants de ce parti de la justesse de leurs positions.

Enfin, la Convergence Socialiste et l'Organisation Socialiste Internationaliste appellent tous les travailleurs à rejoindre les rangs de ceux qui militent pour la construction d'un grand parti de masses, expression de la volonté d'indépendance de la classe ouvrière et des masses exploitées, un parti sans patrons, qui doit être un parti des travailleurs.

Vive le Parti des Travailleurs!

Sao Paulo, le 29 juillet 1980

Convergence Socialiste

Organisation Socialiste Internationaliste

Correspondance Internationale

Seconde
rubrique

Bolivie

Isoler la Junte

Ouvrons la discussion

par Luis Favre

La déclaration du Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale sur les événements en Bolivie a provoqué une importante discussion, ainsi que des lettres de lecteurs à notre journal.

Un lecteur nous écrit: "La lutte pour la démocratie, dans laquelle le peuple bolivien est engagé dans sa lutte à mort pour écraser la junte, est en effet l'affaire de tout le mouvement ouvrier et démocratique; ou est-elle l'affaire des Etats bourgeois et bureaucratiques qui permettent ces juntes d'exister?"

Un autre nous reproche: "Depuis quand la volonté des masses se confond-elle avec un gouvernement de front populaire?"

"Depuis quand les trotskystes demandent-ils aux gouvernements qui se disent démocratiques de reconnaître un gouvernement démocratique bourgeois? Est-ce la combatte pour l'indépendance de classe du prolétariat et de la paysannerie pauvre? (...) S'agit-il d'un appel aux sectateurs libéraux, à la bourgeoisie nationale? Pourquoi ne pas demander au gouvernement Carter (qui se dit démocratique) de rompre toute relation avec la junte (...) comme si l'impérialisme était capable d'initier un processus de démocratisation dans les pays à domination coloniale!"

Ouvrons la discussion: le coup d'Etat en Bolivie a déclenché une guerre civile. Siles Suazo, le vainqueur des élections, a demandé la reconnaissance de son gouvernement contre celui de la junte militaire. Dans une guerre civile, il faut choisir son camp: nous sommes dans le camp de ceux qui combattent contre la junte, celui des travailleurs et des paysans. Nous sommes pour la défaite inconditionnelle de la junte.

Des lecteurs qui nous reprochent le mot d'ordre de reconnaissance du gouvernement Siles Suazo, le font au nom du fait que nous apporterions notre soutien à un gouvernement bourgeois, et au nom du refus de s'adresser pour cela à d'autres gouvernements bourgeois.

Signalons tout d'abord que si nous disons: "rupture des relations diplomatiques et commerciales avec la junte", cela ne soulève de leur part aucune objection. Pourtant, c'est aux gouvernements bourgeois que s'adresse cette exigence.

Il faut aller plus loin: au moment où les masses sont massacrées par la botte fasciste et que les militaires veulent liquider la démocratie devrions-nous nous abstenir d'utiliser les contradictions au sein de la bourgeoisie et nous abstenir de défendre la démocratie contre le coup d'Etat militaire?

Ces contradictions sont le produit de l'action des masses. La nouvelle montée des masses est la cause profonde qui conduit Carter et les dirigeants de l'impérialisme US à rechercher de nouvelles formes de domination, afin de préserver les intérêts du capital financier et des classes dominantes autochtones. Après leur défaite au Vietnam, les impérialistes ne veulent pas voir se renouer de telles situations et cette crainte pousse à la recherche de nouvelles formes constitutionnelles.

L'impérialisme U.S. vise à remplacer les dictatures militaires en Amérique Latine, par des démocraties restreintes, au sein desquelles le mouvement du prolétariat serait marginalisé donnant ainsi une assise plus stable à sa domination de classe et à l'Etat bourgeois lui-même.

Cette politique se heurte à deux obstacles combinés. D'un côté elle entre en contradiction avec des dictatures militaires existantes qui y résistent (exemple, Pinochet et Videla; bien que Pinochet et Videla, non seulement restent agents de l'impérialisme US, mais sont directement liés à certains des cercles les plus influents du capital financier U.S.). Cette politique ouvre des brèches dans les institutions de l'Etat bourgeois, les déstabilisant, ouvrant ainsi d'énormes possibilités pour le combat du prolétariat. D'un autre côté, la montée du mouvement des masses tend à transformer la crise politique en crise révolutionnaire, mettant à bas les plans américains (le Salvador et le Nicaragua sont des exemples de cela, ainsi que le Pérou, la Bolivie et le Brésil).

Il est évident, que ce qui préoccupe l'impérialisme U.S. n'est pas la démocratie ou les droits de l'homme, mais le maintien de sa domination fortement ébranlée

par la montée des masses en Amérique Latine, qui, après l'effacement au Vietnam, disloque la politique américaine, au moment où précisément les régimes militaires se montrent incapables d'assurer la "stabilité" de l'ordre américain.

Voilà la raison pour laquelle les U.S.A., certains régimes d'Amérique Latine et d'autres gouvernements ont condamné le coup d'Etat.

Les problèmes de la démocratie

L'enjeu en Bolivie a été clairement établi. Le processus de démocratisation se heurte à la résistance des militaires et plus fondamentalement à l'action du prolétariat et de la paysannerie qui utilise la démocratie restreinte et pourrie pour renforcer ces positions, porter des coups chaque fois plus forts à l'édifice chancelant de l'Etat bourgeois, cette situation s'est traduite par un approfondissement de la crise de la bourgeoisie et par le surgissement d'une situation révolutionnaire dans le pays.

La tentative de coup d'Etat de Natusch est écrasée, le pacte militaire-paysan est rompu, un début d'armement des masses commence à se développer. Il va falloir tout le soutien de la direction de la C.O.B. et de l'U.D.P. pour éviter que la défaite des putschistes ne conduise au démantèlement de l'Etat bourgeois. Pour les militaires la constitution du gouvernement Siles Suazo ne permettra pas de mater la classe ouvrière et de régler la question centrale: rétablir l'ordre bourgeois.

Pour les masses, la victoire de l'U.D.P. a été ressentie comme une victoire contre les militaires et contre le candidat de Banzer.

Le coup d'Etat a pu être victorieux grâce au fait que la direction de la C.O.B. a subordonné le prolétariat au processus de démocratisation, au front que dirige Siles Suazo (Juan Lechin, dirigeant de la C.O.B. s'est refusé à être candidat aux dernières élections), lequel s'en remettra à l'ambassadeur américain pour faire respecter le résultat électoral en Bolivie!

Mais pour écraser les masses, les militaires devaient en même temps liquider la démocratie, et donc le résultat électoral lui-même.

Cette démocratie, même bâtarde et pourrie, signifie en même temps l'existence des institutions de la classe ouvrière, ses droits et acquis. Tourner le dos au combat pour la défense de la démocratie, sous prétexte d'indépendance de classe du prolétariat signifie ne pas comprendre que cette indépendance exige précisément l'existence des organisations ouvrières, des droits et acquis que la junte veut liquider.

Trotsky est là-dessus très clair: "Jusqu'en 1934, nous nous sommes efforcés plus d'une fois d'expliquer aux stalinistes que, même à l'époque de l'impérialisme, la démocratie conserve un avantage sur le fascisme, que, dans tous les cas où il se heurte violemment l'un à l'autre, le prolétariat révolutionnaire est tenu de soutenir la démocratie contre le fascisme (...). Cela signifie en particulier que, dans le processus de la défense de la démocratie bourgeoise, y compris les armes à la main, le parti du prolétariat ne prend pas sur lui de responsabilité pour la démocratie bourgeoise, n'entre pas dans son gouvernement, mais conserve pour soi la pleine liberté de critique et d'action à l'égard de tous les partis du Front populaire, préparant ainsi le renversement de la démocratie bourgeoise à l'étape suivante." (1)

Plus loin il réaffirme: "Le gouvernement Negrin-Staline est un frein quasi démocratique sur la voie du socialisme, mais c'est aussi un frein certes ni sûr, ni durable, mais néanmoins un frein sur la voie de l'ascisme. Demain, après-demain, le prolétariat espagnol pourra peut-être briser ce frein pour s'emparer du pouvoir. Mais s'il aidait même passivement à la briser aujourd'hui, il ne servirait que le fascisme." (p.449) Cet article porte un nom évocateur: "Les ultra-gauches en général et les incurables en particulier; quelques considérations théoriques."

Trotsky parle bien de soutenir et de défendre la démocratie bourgeoise contre le fascisme et il sait tirer toutes les conclusions de sa position. Il donne un exemple: "Deux bateaux avec des armes et des

munitions partent de France ou des Etats Unis, un pour Franco, l'autre pour Negrin. Quelle devait être l'attitude des travailleurs? De saboter le transport des deux? Ou celui pour Franco seulement? Nous ne sommes pas neutres. Nous laisserons passer le bateau avec les munitions pour le gouvernement Negrin. Sans illusions, de ces balles, neuf sur dix seront dirigées contre les fascistes, au moins une contre nos camarades. Nous ne sommes pas neutres. Nous ne laissons pas passer le bateau chargé de munitions pour Franco. Bien entendu, s'il se produit en Espagne une insurrection ouvrière armée, nous essaierons de diriger le bateau et son chargement de munitions vers les mains des ouvriers révoltés. Mais tant qu'ils ne sont pas assez forts pour cela, nous choisissons le moindre mal." (p.434)

Est-ce que les députés trotskystes au Parlement au Pérou et au Venezuela doivent rester "neutres", quand la question de la "reconnaissance" est posée, sous prétexte que la junte et le gouvernement Siles Suazo sont tous les deux des formes de domination bourgeoise?

Dans un article paru le 9 avril 1937, Trotsky félicite le gouvernement mexicain de Cardenas pour avoir refusé d'adhérer au Pacte de non-intervention (pacte qui signifiait la non-reconnaissance de fait du gouvernement républicain en Espagne - N.D.L.R.) et d'avoir livré, dans la mesure de ses moyens, des armes au gouvernement républicain espagnol. Il ajoute: "Je ne puis qu'exprimer mon regret que l'initiative du Mexique n'ait rencontré aucun appui".

Faisant référence à la politique des trotskystes australiens par rapport à la guerre sinojaponaise, Trotsky déclare:

Déclaration du Comité Paritaire

A bas la Junte assassine Solidarité avec le peuple bolivien!

La presse bourgeoise du monde entier, ainsi que celle des Etats ouvriers bureaucratiques et de l'ensemble des partis stalinistes, a tenté de présenter le peuple bolivien comme ayant une "vocation" pour les coups d'Etat, comme s'ils étaient dans sa "nature". Elles n'ont cessé de rappeler les 186 coups d'Etat qui ont marqué sa vie "républicaine". Cette explication n'est rien d'autre que la tentative de cacher la véritable signification de ces coups d'Etat.

La Bolivie connaît une instabilité politique et sociale qui est due à ce qu'en 1952, les ouvriers et paysans boliviens ont réalisé une grande révolution, mais n'ont pas pu conquérir le pouvoir en raison des trahisons de leurs dirigeants et du fait de l'absence d'un parti marxiste révolutionnaire, trotskyste, capable de diriger leur lutte. C'est ce qui explique les dernières vingt-huit années "d'instabilité", celle-ci n'étant pas autre chose que la lutte des ouvriers et des paysans boliviens pour conquérir le pouvoir face aux tentatives de la contre-révolution qui veut les écraser. Seul, le pouvoir entre les mains des ouvriers et des paysans dirigés par un parti marxiste révolutionnaire pourra "stabiliser" le pays et le faire sortir du retard et des massacres dans lesquels le maintient le capitalisme.

Le 17 juillet dernier, l'armée bolivienne a renversé le gouvernement de Lidia Gueiler et a annulé les élections de juin.

Des bandes para-militaires ont occupé le palais Quemado et séquestré la présidente. Le local central de la Centrale ouvrière bolivienne (C.O.B.) a été envahi par les commandos fascistes à coups de rafales de mitraillettes. Ils ont assassiné Marcelo Quiroga, le candidat socialiste à la présidence, Simon Reyes, dirigeant des mineurs et membre du PC, ainsi que de nombreux autres syndicalistes. Juan Lechin, le secrétaire exécutif de la C.O.B., a été séquestré au cours de cette opération.

La junte qui a été constituée dès le début du putsch a déclaré l'ensemble du pays "zone militaire", imposé le couvre-feu et interdit les syndicats. Des centaines de dirigeants politiques et syndicaux



Une fois de plus un coup d'Etat militaire annule les élections

"De même que nous boycotterons par tous les moyens l'aide matérielle au Japon, nous accuserions par contre le gouvernement de ne pas appuyer suffisamment la Chine, c'est à dire de trahir son alliée."

Signalons au passage que Trotsky n'a pas hésité à soutenir le gouvernement Cardenas contre l'impérialisme, allant jusqu'à collaborer avec lui dans l'élaboration du texte de loi sur la nationalisation du pétrole et se prononçant pour la participation ouvrière dans l'administration de l'industrie nationalisée, et cela sous un gouvernement bourgeois!

La position de Trotsky sur l'Espagne en guerre civile est claire: il était inconditionnellement pour la victoire du gouvernement du Front populaire espagnol contre Franco. Il fustige: "Renoncer à soutenir les armées républicaines, seuls peuvent le faire les poltrons et les traîtres, agents du fascisme." (p.355)

Et pourtant, nous savons tous, avec

Trotsky et Lénine, que l'Etat bourgeois, ce sont des détachements d'hommes armés, dirigés par un gouvernement!

Trotsky revient sur la même question, devant la commission d'enquête sur les procès de Moscou, le 14 avril 1937: "J'ai donné la réponse dans de nombreux interviews et articles. Tout trotskyste en Espagne, doit être un bon soldat du côté de la gauche."

Ces questions sont de la plus haute importance. La pensée marxiste est toujours concrète, elle analyse les événements dans leurs développements. Se réfugier dans des généralités abstraites - donc fausses - sans saisir la particularité dans laquelle s'exprime le général, interdit toute intervention dans la lutte des classes.

Toutes les citations sont extraites de *La Révolution espagnole* de Trotsky, Editions de Minuit.



Lima: meeting de solidarité avec la résistance du peuple bolivien

(suite page suivante)

(suite de la page antérieure)

chent, avec chaque fois plus de fermeté, une alternative de gauche anti-capitaliste et antiimpérialiste, qui ont polarisé de façon extrême la lutte des classes en finissant par créer une situation qui est au bord de l'insurrection armée.

Face à ces événements, la première réaction des masses a été si héroïque qu'elle émeut la classe ouvrière d'Amérique latine et du monde entier: la grève générale a paralysé La Paz et les principales villes du pays; à Villa Fatima, Victoria et dans d'autres quartiers populaires encore, des barricades sont apparues. Celles-ci ont permis à des travailleurs, à des étudiants et à des ménagères, avec un armement rudimentaire, d'affronter l'armée. A Catavi, à Siglo XX et dans pratiquement toutes les mines, les ouvriers se sont organisés et munis de dynamite pour barrer la route aux chars de l'armée, tandis que les femmes et les enfants ont assuré la garde des locaux et des émetteurs de radio que possèdent les syndicats pour les défendre d'une agression possible.

Les informations dont nous disposons sont toujours rares et partielles. Il est ainsi difficile de caractériser avec précision le niveau de résistance. De toute façon, il est certain que, quelle que soit l'issue finale de la lutte, celle-ci aura une influence significative dans toute la région, et en particulier sur le processus d'affrontement entre la classe ouvrière et les dictatures du Cône sud de l'Amérique latine.

La Bolivie a constitué l'un des principaux soutiens du processus de montée de lutte de classes et de radicalisation des peuples d'Amérique latine, qui a connu ses expressions les plus élevées au Nicaragua, au Pérou et au Salvador. C'est la lutte des masses à l'échelle continentale qui est donc ici en jeu, dans l'une de ses positions principales, et c'est pour cela que toutes les forces démocratiques et révolutionnaires doivent, dans l'unité, se mobiliser pour soutenir le peuple bolivien.

C'est dans ce cadre que le Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale fait sien le combat des masses boliviennes qui résistent à la junte assassine à travers l'organisation de comités de résistance dans chaque quartier, dans chaque mine, chaque usine, chaque université, etc.

Ces comités doivent assumer les tâches de la lutte armée, de l'armement des masses, de leur entraînement et de leur organisation, en les combinant avec les sabotages, avec la grève, les barricades, l'exécution des fascistes, etc., jusqu'à la chute des auteurs du coup d'Etat. La récente expérience qu'a constituée le renversement de Natush Busch démontre que c'est là la seule façon possible de faire reculer l'armée. Cela ne se réalisera qu'à une condition: les auteurs du coup d'Etat ne tomberont que si se constitue un front unitaire dont le point de ralliement doit être le cri de guerre des masses boliviennes: **A bas la junte militaire d'assassins!**

L'unité de tous les partis ouvriers et démocratiques, celle de la C.O.B. et des organisations syndicales ouvrières et paysannes est nécessaire pour faire avancer ces tâches et centraliser leur mise en pratique.

De plus, considérant qu'il s'est constitué dans la clandestinité un gouvernement provisoire présidé par Hernan Siles Suazo - le vainqueur des élections qui ont eu lieu en juin dernier - et face à la demande de reconnaissance qu'il a présentée à tous les gouvernements, le Comité Paritaire déclare que, bien que nous luttons en faveur d'un gouvernement ouvrier et paysan, nous faisons nôtre l'appel de la centrale syndicale d'Allemagne de l'Ouest à un soutien et à la reconnaissance du gouvernement clandestin formé par Hernan Siles Suazo.

Non seulement cette reconnaissance signifie respecter la volonté des masses qui s'est exprimée lors des récentes élections, mais elle revient encore et avant tout à considérer la lutte pour la démocratie, dans laquelle le peuple bolivien est engagé dans sa lutte à mort pour écraser la junte, comme l'affaire de tout le mouvement ouvrier et démocratique. Nous disons: il n'y a pas de tâche plus urgente que celle de chasser la junte; unité de tous les partis et de toutes les organisations ouvrières et démocratiques dans le combat pour chasser la junte.

Mais le Comité Paritaire rappelle ce que démontre toute l'expérience accumulée par les luttes révolutionnaires des peuples, et en particulier de ceux d'Amérique latine: en dernière instance, seule la lutte intransigeante des ouvriers et paysans boliviens, avec la C.O.B. et les

centrales paysannes, avec les milices armées, en employant les méthodes traditionnelles de lutte - grève des mines, barrages de routes, boycott de la production, grève générale insurrectionnelle - permet le renversement des usurpateurs militaires assassins et garantit la volonté des ouvriers et paysans boliviens.

Le Comité Paritaire s'adresse aussi à tout le mouvement ouvrier mondial, et l'appelle à organiser le rejet de la junte qui a fait le coup d'Etat. Avec la solidarité internationale, la défaite des assassins sera possible.

La junte, jusqu'à présent, est dans l'isolement le plus absolu. L'impérialisme nord-américain et les bourgeoisies latino-américaines (celles en particulier, du Pacte Andin, par crainte des processus révolutionnaires que la résistance héroïque du peuple bolivien peut entraîner) ont rejeté publiquement le coup d'Etat. La Confédération latino-américaine des travailleurs (C.L.A.T.) a appelé à une grève internationale d'une heure comme première démonstration de refus des auteurs du coup d'Etat et, dans différentes villes du monde, des mobilisations ont eu lieu, des occupations d'ambassade, etc. contre la junte assassine. On commence à constituer des comités de solidarité avec la résistance bolivienne, qui se proposent d'unir les forces qui veulent mettre à bas la junte.

Nous exigeons des gouvernements qui se disent démocratiques, et en particulier de ceux du Pacte Andin et d'Amérique latine, qu'ils soient conséquents avec leurs affirmations et refusent de reconnaître le régime dictatorial sous un quelconque prétexte, qu'ils rompent toute relation diplomatique et commerciale qu'ils n'auraient pas encore rompues, et qu'ils apportent un soutien économique et matériel total, incluant la livraison d'armes, aux forces de la résistance, ce qui se concrétise aujourd'hui par un soutien à la C.O.B., aux centrales syndicales paysannes, aux partis de gauche et par la reconnaissance du gouvernement clandestin de Siles Suazo.

Nous appelons également tous les partis démocratiques et de gauche, les syndicats de différentes tendances, les organisations de masse en général, à exprimer ensemble leur refus de la junte, par la constitution de comités de solidarité qui impulseront des mobilisations pour soutenir la résistance, qui appelleront au boycott économique, qui réaliseront des arrêts de travail, prenant en cela pour exemple la Centrale syndicale péruvienne qui a publié une déclaration décidant de boycotter les produits de Bolivie dans tous les ports péruviens. Toutes les centrales syndicales et les syndicats du monde entier doivent suivre cet exemple pour que se réalise un boycott mondial de la junte assassine par le mouvement ouvrier international. En ce sens, la classe ouvrière du Cône sud de l'Amérique latine et tous les secteurs démocratiques de cette région, qui connaissent depuis des années les dictatures militaires, doivent être l'avant-garde indiscutable de ces tâches de soutien et de solidarité avec les masses boliviennes - en particulier les travailleurs argentins doivent empêcher que la junte assassine continue d'utiliser le port de Rosario - et, en commun avec tous les secteurs démocratiques, ceux-ci doivent exiger la rupture des relations avec la Bolivie et dénoncer la récente reconnaissance de la junte par le gouvernement argentin.

Enfin, nous nous adressons à l'U.R.S.S., à Cuba, à la Chine et à tous les autres qui maintiennent des relations diplomatiques et commerciales avec la dictature argentine. Jaime Paz, le vice-président élu par l'U.D.P., a dénoncé le coup d'Etat qui a eu lieu et a déclaré qu'il avait été réalisé avec l'aide du régime sanguinaire de Videla. Cette affirmation a été confirmée par l'immédiate et quasi exclusive reconnaissance des auteurs du coup d'Etat par le régime argentin. Tout acte de solidarité avec la résistance bolivienne doit dénoncer ce soutien, ce qui signifie que le prolétariat international et les masses opprimées attendent des dirigeants soviétiques, cubains, chinois, etc., qu'ils rompent les "relations d'amitié" qu'ils conservent avec la dictature Videla, l'une des dictatures les plus criminelles du monde, pratiquement le seul soutien des usurpateurs.

- A bas la junte d'assassins!
- Soutien et solidarité internationaux à la résistance bolivienne!
- Non-reconnaissance de la junte, reconnaissance du gouvernement clandestin de Siles Suazo!
- Boycott international de la junte d'assassins!



Le Comité Paritaire convoque

Conférence Mondiale

par Alain Dachicourt

L'approbation d'un projet de Thèses programmatiques pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale, la ratification de la convocation à la Conférence Mondiale ouverte des organisations trotskystes pour la constitution d'une seule organisation internationale, à la fin de l'année, et une déclaration commune face au coup d'Etat militaire assassin en Bolivie, tels sont les résultats les plus importants de la Troisième Session du Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la Quatrième Internationale - C.P., qui s'est tenue du 8 au 12 août derniers.

Les résolutions prises ont une signification très précise. Le camarade Pierre Lambert l'expliquait à la fin de la session de Bogota: **"Le chemin est ouvert pour que, sur une base programmatique commune, dans un bref laps de temps, nous puissions affirmer que la IVème Internationale est reconstruite."** La révolution nicaraguayenne réunifie le trotskysme. Les succès atteints par le C.P. sont le résultat d'un réel processus de recomposition du trotskysme, commencé il y a moins d'un an, à partir de l'impact de la révolution nicaraguayenne sur le mouvement mondial de la Quatrième Internationale.

Au mois d'août de l'année dernière, la presse mondiale a retransmis la nouvelle selon laquelle la Brigade Simon Bolivar (B.S.B.), un détachement qui a combattu aux côtés du F.S.L.N. contre la dictature de Somoza, avait été expulsée du territoire nicaraguayen par le Gouvernement de Reconstruction Nationale de ce pays.

Ce fait a immédiatement polarisé le trotskysme international: un secteur révisionniste, dirigé par le S.W.P. des Etats Unis, et la majorité du Secrétariat Unifié a publiquement applaudi la répression contre les combattants internationalistes. C'était la conséquence logique de leur appui inconditionnel à la politique de collaboration de classes du sandinisme, qui, s'appuyant sur son influence dans les masses, a imposé un gouvernement bourgeois à la révolution nicaraguayenne, devant lequel le S.U. s'est incliné respectueusement.

Face à cette capitulation, la F.B. (Fraction Bolchévique) et la T.L.T. (Tendance Léniniste Trotskyste), expulsées du S.U. pour ne pas avoir capitulé devant le régime bourgeois du Nicaragua, ont constitué en commun avec le C.O.R.Q.U.I. (Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale) un organisme de lutte commune pour la défense des principes les plus élémentaires du marxisme révolutionnaire: le Comité Paritaire.

Une méthode principale pour la réorganisation de la IVème Internationale

Dès le début, le C.P. a cherché à définir clairement quel chemin il devait suivre. Sa déclaration initiale (1) s'est faite sur une base de principe - de défense de la révolution nicaraguayenne, de solidarité inconditionnelle avec la B.S.B. et de condamnation de l'attitude antidémocratique du S.U. - et lui a permis de poser la nécessité de réorganiser les rangs de la Quatrième Internationale dans la période qui vient. C'est ce point de départ qui explique ses succès étonnamment rapides.

La réalisation du IIème Comité Paritaire élargi de Sao Paulo en février de cette année, a confirmé la solidité de la méthode employée. Une série d'accords de principe sur divers problèmes de la lutte des classes ont été votés à l'unanimité (2), homogénéisant les rangs du C.P., armant les militants des trois courants d'un programme de lutte commun, face à la révolution au Salvador, en Iran et au Nicaragua. De même, fut caractérisé le rôle contre-révolutionnaire joué par la bureaucratie stalinienne qui, par son intervention militaire en Afghanistan, contribue d'une manière décisive au renforcement de l'impérialisme et affaiblit la mobilisation des masses dans le monde entier.

Sur le terrain organisationnel, toutes ces avancées se sont reflétées dans la constitution, à partir de cette date, de Comités de liaison du C.P. dans chaque pays, entre ses différents courants, chargés d'impulser des campagnes et des plans d'activité communs, en vue d'une intégration future.

D'un programme en commun à une organisation commune

Une telle intégration, cependant, devait passer par une preuve plus importante: du terrain des principes et des accords tactiques il fallait passer au terrain du



Dirigeants du Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la Quatrième Internationale

Programme: c'est ainsi que le C.P., bien que réaffirmant dès le début la validité du Programme de Transition, document de fondation de la Quatrième Internationale, a reconnu la nécessité de donner une réponse à toute une série de problèmes politiques et théoriques posés par la montée révolutionnaire à laquelle nous assistons depuis l'après-guerre, problèmes devant lesquels le trotskysme n'avait pu, jusqu'à présent, donner une réponse unifiée et qui étaient liés à sa crise. A cet effet, a été nommée une commission chargée de rédiger un projet de Thèses qui joueraient ce rôle. Les Thèses programmatiques pour la réorganisation (reconstruction) de la Quatrième Internationale, approuvées en août, sont le résultat de cet effort.

C'est à partir de cet acquis que se justifie pleinement la convocation faite par le Comité Paritaire pour la réalisation, en décembre de cette année, d'une Conférence Mondiale ouverte à toutes les organisations trotskystes, convocation ouvrant ainsi la période de préparation à la Conférence. Pour garantir sa réussite, le C.P. a approuvé un plan d'organisation, un règlement de la représentation des délégations et une proposition d'ordre du jour qui comprend: un rapport d'activités du C.P., les thèses programmatiques, la crise économique de l'impérialisme, la dissolution des tendances et l'organisation de la Quatrième Internationale (Comité International), comme nouvel organisme de lutte commun pour la recomposition du trotskysme.

La signification de la Quatrième Internationale (C.I.)

Le nouveau regroupement qui se constituera en décembre est à tout point de vue la continuation de la lutte contre le révisionnisme et contre la liquidation du trotskysme qui a commencé en 1953, de la lutte du Comité International. Celui-ci regroupait des forces que s'opposaient à la politique opportuniste du courant dirigé par Michel Pablo et Ernest Mandel, courant qui avait pris la direction du mouvement de la IVème Internationale au IIème Congrès mondial de 1951, en capitulant devant le stalinisme et les Etats ouvriers bureaucratiques.

Le Comité International des années 50, malheureusement, ne s'est pas posé comme direction alternative du trotskysme. Le S.W.P. des Etats-Unis, qui en faisait partie et qui par sa tradition et son poids était le seul à pouvoir servir d'axe pour la constitution d'une nouvelle équipe de direction internationale, s'est refusé à mener la lutte contre le révisionnisme jusqu'à ses dernières conséquences. Au début des années 60, la révolution cubaine a posé à notre mouvement le problème de la caractérisation du nouvel Etat qui s'était constitué. Au sein du C.I. une polémique s'est ouverte autour de ce point et aurait pu conduire à une bonne caractérisation si le S.W.P. n'avait pas rompu le C.I., juste au moment où le révisionnisme était le plus faible, provoquant ainsi un avortement du processus de recomposition du trotskysme et approfondissant sa crise. Cela a également permis que se dé-

veloppe dans ce qui restait du C.I., l'aberration healiste qui identifiait Castro avec Chang-Kai-Chek, et implicitement Cuba avec un Etat fasciste.

La Quatrième Internationale (C.I.) en se construisant reprendra le chemin interrompu par le S.W.P., dans des conditions objectives beaucoup plus favorables et une fois que d'importants partis de notre mouvement ont considérablement mûri, devenant ainsi les solides piliers de la nouvelle étape.

Dans ce sens, le nouveau regroupement ne proclamera pas encore la reconstruction définitive de la Quatrième Internationale centralisée que Trotsky a commencée à construire en 1938 et que Pablo a plongé dans la crise la plus profonde. Il faut encore aller jusqu'au bout de l'expérience avec les courants qui suivent le S.U., en démontrant dans le combat quotidien la validité des thèses du C.P., en faisant la preuve concrète qu'elles sont le seul instrument pour conduire nos partis à gagner une influence de masse et devenir de véritables alternatives dans le contexte de la crise de direction du prolétariat. Dans ce sens, le C.P. a voté aussi le texte d'une lettre au S.U., l'appelant à participer à la Conférence Mondiale ouverte, réitérant ainsi l'invitation au débat fraternel qu'il lui avait déjà faite en novembre de l'année passée.

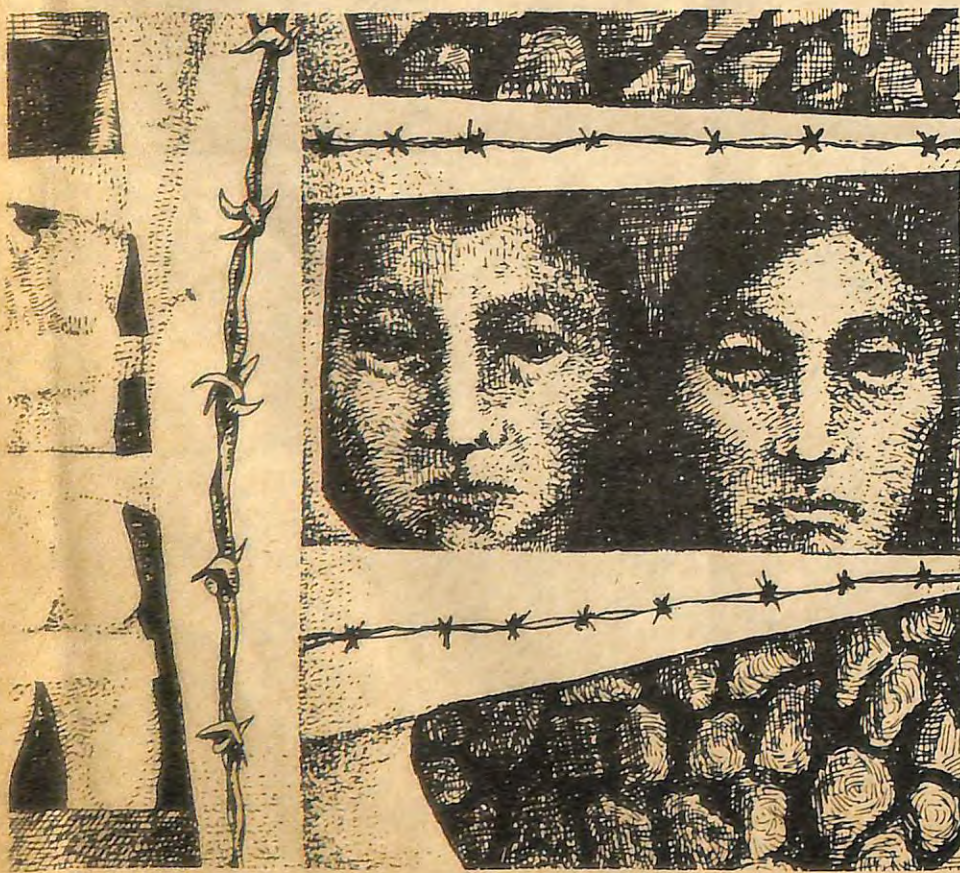
Il faut insister, par ailleurs, sur le fait que le Comité Paritaire ne s'est pas considéré jusqu'à présent comme une direction centralisée, et que la Quatrième Internationale (C.I.), tout en étant un pas en avant vers cette conquête, ne se considère pas non plus comme telle. Cela doit être l'acquis d'un processus responsable, principal, qui sera essentiellement le résultat d'une expérience commune. Il ne s'agit pas de proclamer le centralisme ou de le décréter bureaucratiquement, mais de l'édifier par une insertion profonde dans la lutte de la classe ouvrière mondiale.

Dans cette mesure, constituer ce nouveau cadre pour le trotskysme signifie, en termes pratiques, construire un organisme qui postule la direction alternative trotskyste, qui se présentera sur la scène politique comme le détenteur le plus fidèle de la méthode de lutte et de construction des partis de Lénine et de Trotsky, portant un coup mortel au révisionnisme. Tout ceci s'exprime dans sa dénomination de Quatrième Internationale (C.I.).

A partir de cette intégration, un défi sera lancé à tout le marxisme révolutionnaire: les unifications nationales des différents courants du C.P. Aujourd'hui, des avancées significatives ont été effectuées en France, en Argentine, au Venezuela, au Pérou, au Mexique, pour ne donner que quelques exemples. C'est par ce chemin que nous irons, à court terme, vers la constitution de la Quatrième Internationale centralisée, bolchévique, annonçant que le marxisme révolutionnaire a été réorganisé définitivement.

Notes

- 1- Publiée dans Correspondance Internationale numéro 1, janvier 1980.
- 2- Publiées dans Correspondance Internationale numéro 2, avril 1980.



France

Congrès de l'O.C.I. unifiée

Les 13 et 14 septembre derniers, s'est réalisé le XXVème Congrès de fusion entre l'O.C.I. et la L.C.I. Conformément aux décisions prises par le Comité central de l'O.C.I. et le Comité directeur de la L.C.I., les deux organisations étaient représentées chacune par 50 délégués. Cette représentation égalitaire est le produit du fait que cette fusion n'est pas une absorption de la L.C.I. par l'O.C.I. mais un acte politique qui consacre le fait que les militants de la L.C.I. et de l'O.C.I. se sentaient déjà membres de la même organisation. Les bases d'accord étaient données par l'accord sur l'objectif et la méthode de réorganisation, reconstruction de la IVème Internationale, par la participation de l'une et de l'autre organisation au développement du Comité Paritaire, par l'accord sur le plan de la lutte pour la construction du Parti révolutionnaire en France, par l'expérience commune d'une activité commune, au compte d'une même orientation, dans le cadre de campagnes décidées en commun.

Pour la première fois depuis 1944, date de constitution du P.C.I., section française de la IVème Internationale bureaucratiquement exclue par les révisionnistes pablistes, un nouveau cours devient réalité, celui du regroupement des forces trotskystes sur la base de la fidélité au programme. Le cours désagrégeateur impulsé depuis les années 50 par le révisionnisme s'inverse.

C'est le premier acte d'un processus international qui a permis au combat pour la reconstruction de la IVème Internationale d'effectuer un progrès qualitatif.

Fausto Amador en marge du Comité Paritaire

Paris, le 11 Septembre 1980

Camarades, Vous avez choisi de ne pas répondre à notre lettre du 10 Juin 1980. Rappelons que celle-ci vous demandait explicitement de préciser clairement vos position sur la question de la venue de Fausto Amador en France.

La résolution du Comité Paritaire prise à Sao Paulo, avec l'accord de Fausto Amador était la seule solution aux graves problèmes politiques que pose, pour les organisations qui se réclament de la IVème Internationale, la présence de Fausto Amador en Amérique Centrale.

Ces problèmes sont le produit de la campagne anti-trotskyiste du stalinisme et du castrisme, utilisant les très graves erreurs commises dans le passé par Fausto Amador. Evidemment les stalinistes ne tiennent pas compte du fait que ces erreurs ont été commises avant que Fausto Amador ne prenne position en faveur du trotskysme. Ils les utilisent pour discréditer la IVème Internationale aux yeux des travailleurs.

Vous avez, suite à la Ième Session élargie du Comité Paritaire, pris la décision de démissionner de la T.L.T. Celle-ci vous a écrit une lettre, qui nous a été communiquée par la suite, vous demandant "de prendre position en toute clarté sur votre appartenance à la T.L.T. et au Comité Paritaire, et de communiquer à tous vos militants la présente lettre et votre réponse". (Lettre de la T.L.T. du 26 Juin 1980).

Vous n'avez pas jugé bon, là non plus, de répondre.

Ce silence de votre part ne peut avoir d'autre signification que le fait que vous tournez le dos au combat pour la reconstruction de la IVème Internationale. Que vous avez choisi délibérément de vous placer en dehors du Comité Paritaire.

Nous en prenons acte. Il reste à déterminer les causes véritables de cet abandon du combat pour la IVème Internationale, de votre décision de quitter le Comité Paritaire sans donner aucune explication politique.

Mais tout s'éclaircit à la lecture du bulletin interne de l'O.S.I., votre groupe au Salvador, du 16 août 1980: "La construction du parti en Amérique Centrale: Actuellement l'O.S.T. et l'O.S.I.

naire en Amérique centrale. Ainsi nous répondons à l'unité du processus révolutionnaire en Amérique centrale. L'O.S.T. et l'O.S.I. constituent aujourd'hui les piliers centraux de ce projet (...).

"Nous avons constitué un secrétariat centro-américain (...)

"Nous réaliserons une conférence centro-américaine pour réaliser ce projet. Nous ferons des écoles de formation au Costa-Rica (...)

"Ainsi, camarades, nous commençons avec l'O.S.T. le processus de construction du parti révolutionnaire d'Amérique centrale."

Laissons pour l'instant de côté, la conception du "parti révolutionnaire centro-américain". Cette orientation que vous avez choisie est celle de "l'Internationale centro-américaine", triste réédition (en ridicule) des tentatives déjà connues de Posadas et autres, qui

masquent mal leur nature réactionnaire, contraires aux principes de la IVème Internationale.

Votre silence, votre décision de rester en dehors du combat pour la reconstruction de la IVème Internationale ne peuvent que conduire votre groupe et ses appendices à la liquidation.

Le Comité Paritaire, fidèle à la tâche qu'il s'est assigné, mettra tout en oeuvre pour que les sections de la IVème Internationale se développent dans chaque pays de l'Amérique centrale et du monde.

En défense de la IVème Internationale.

/C. Nemo, E. Gonzales, L. Favre

Pour le Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale.

Pour la légalisation du P.O.S.I.

Vers le Congrès de fusion du P.O.S.I., de la L.C. et de la F.P. de la L.C.R.

Le Parti Ouvrier Socialiste Internationaliste (P.O.S.I.), la Ligue Communiste (L.C.) et la Fraction Publique (Léniniste-Trotskyiste) de la Ligue Communiste Révolutionnaire (F.P.-L.C.R.) préparent en Espagne leur congrès de fusion pour la fin octobre.

C'est un acquis très important du combat que mène le Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale.

Ce congrès se prépare dans le cadre de la lutte politique menée pour la légalisation du P.O.S.I., le chef de la police et de la Garde Civile de Juan Carlos estimant que le Programme de transition de la IVème Internationale sur lequel le P.O.S.I. fonde son action est incompatible avec la monarchie.

Cette bataille politique est en relation directe avec les mesures gouvernementales de répression contre les journalistes, les éditeurs, les libraires et cinéastes, les syndicalistes, les militants de la C.N.T., la répression en Euskadi, avec l'énorme importance que revêt le fait que le P.O.S.I. soit actuellement la seule organisation interdite, avec les organisations nationalistes basques.

Les organisations du Comité de liaison établi en Espagne dans le cadre du Comité Paritaire (P.S.T., P.O.S.I., L.C., Fraction Publique (L.T.) de la L.C.R.) ont engagé cette lutte, qui a permis une première campagne de plus de 28 000 signatures d'appui à la "légalisation immé-

diante et inconditionnelle" du P.O.S.I. et l'organisation d'une série de meetings unitaires dans les principales villes de l'Etat espagnol, avec la participation, outre des organisations citées, de représentants d'organisations syndicales, au niveau local de l'Union Générale du Travail (U.G.T.) et de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.); au niveau national, du Syndicat Unitaire (S.U.) et de la Confédération Syndicale Unitaire du Travail (C.S.U.T.), des organisations indépendantistes basques H.A.S.I. et L.A.I.A., de l'organisation basque du Secrétariat Unifié, L.K.I., du Parti des Travailleurs (P.D.T.) maoïste; le Mouvement Communiste (M.C.), du syndicat nationaliste basque L.A.B., des Commissions pro-Amnistie (Gestoras pro-Amnistia), et avec l'appui de dirigeants du mouvement ouvrier de toutes tendances: Pablo Castellano (député du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, P.S.O.E.), Garcia Salve (dirigeant des Commissions Ouvrières, C.C.OO. et du Parti Communiste Espagnol, P.C.E.), Justo Fernandez (Secrétaire de la Fédération des branches de l'U.G.T.), etc...

Nul doute que le congrès de fusion d'octobre n'est qu'un premier pas qui sera suivi de nouveaux actes vers l'unification des forces trotskystes en Espagne permettant de jeter les bases solides pour la construction du Parti Révolutionnaire, section de la IVème Internationale

Déclaration du Comité Paritaire

Soutien inconditionnel du prolétariat polonais

Face aux événements de Pologne, que nous commentons amplement dans la présente édition, le Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale a émis un communiqué qui exprime son appui inconditionnel au prolétariat polonais et aux Comités de Grève Intereprises (M.K.S.), noyau constitutif du syndicat indépendant. De la même manière, il déclare son soutien aux principales revendications de la mobilisation, comme la reconnaissance des syndicats libres et indépendants du parti et de l'Etat, le respect du droit de grève, les libertés d'expression et de presse; ainsi que la liberté pour les prisonniers politiques, principalement pour E. Zdrozinski et J.M. Koslowski, la diffusion des informations sur la création du M.K.S. et sur ses revendications à travers les mass media.

Par une analyse des mobilisations, leur signification et leurs perspectives, le communiqué réaffirme la position du Comité Paritaire, telle qu'elle est reproduite ci-dessous:

c'est le combat contre la bureaucratie parasitaire et contre l'impérialisme. C'est la marche de la révolution prolétarienne qui, en Pologne, et dans tous les pays où le capital a été exproprié, prend la forme de la révolution politique pour chasser la bureaucratie parasitaire.

La lutte du prolétariat polonais donne un nouveau coup d'accélérateur à la marche vers la révolution

mondiale qui verra l'humanité se débarrasser définitivement du capital et de la bureaucratie stalinienne qui est son plus puissant allié.

La lutte que vient d'engager le prolétariat polonais concerne directement toute la classe ouvrière internationale. Au nom du prolétariat polonais, Jacek Kuron, représentant du K.O.R., arrêté le 20 août 1980, s'est adressé aux travailleurs, au mouvement ouvrier de tous les pays:

"Tous les actes de solidarité internationale sont décisifs pour nous. Nous demandons que toutes les organisations du mouvement ouvrier répondent à l'appel des travailleurs de Pologne. Cela représente la volonté de l'immense masse des travailleurs polonais."

Le Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale affirme très clairement une fois encore: nous sommes inconditionnellement aux côtés des travailleurs polonais. Nous appelons à la mobilisation massive, immédiate, de tous les travailleurs. Nous les appelons à manifester massivement et dans la plus grande unité leur soutien aux travailleurs polonais.

Unité de toutes les organisations ouvrières pour exiger:

Reconnaissance des seuls syndicats authentiques: ceux constitués par les ouvriers!

Satisfaction des revendications! Libération de tous les militants emprisonnés!"

Vénézuéla

Les trotskystes s'unifient

Les trotskystes vénézuéliens se préparent à aborder la situation

Le Comité Paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la

prochement qui nous amènera à une fusion avant la fin de l'année.

D'une part, nous comptons avec les forces du P.S.T. (de la Fraction Bolchévique), qui concentre ses forces dans la ville de Caracas, avec une implantation dans le secteur textile et dans le milieu étudiant et qui, de plus, compte avec des points d'appui significatifs dans plusieurs villes.

D'autre part, nous comptons avec l'organisation du C.O.R.Q.I., le M.I.R. (Proletario), qui vient d'un secteur du M.I.R. qui a éclaté en trois composantes: le M.I.R. de Américo Martin, d'orientation réformiste, la M.I.R. Moleiro, centriste pro-castriste, et nous, qui avons une bonne implantation dans l'industrie du centre et du sud, dans les universités de Valencia et Mérida, et des postes dans plusieurs conseils municipaux de l'état de Carabobo, plus un député suppléant au Congrès National.

/Les journaux Voz Socialista du P.

ST. et La Chispa Socialista du M.I.R. (Proletario) sont vendus à des milliers d'exemplaires dans plusieurs villes du pays et ont un Editorial commun qui résulte de la discussion du Comité de liaison des deux organisations.

La fusion des forces de ces deux organisations dans le cadre de la Conférence Mondiale Ouverte pour la reconstruction de la IVème Internationale, signifiera un énorme pas en avant dans la construction d'une organisation trotskyste unifiée avec une influence de masse. Nos positions acquises dans la lutte de classe, comme la montée des masses et la décomposition des organisations centristes, combiné au fait que le stalinisme a peu de forces, qu'il a perdu beaucoup d'influence après la débâcle foquiste des années 60 et la scission du M.A.S. en 1970, constituent un terrain très favorable pour le développement des forces de la Quatrième Internationale au Vénézuéla

Brésil

Grande victoire du Comité Paritaire

Meetings d'hommage à L. Trotsky



L'un des meetings en hommage à Leon Trotsky, pour le 40ème anniversaire de son assassinat

Le 29 août, 2 500 travailleurs et jeunes se sont réunis dans neuf villes du pays à l'occasion des meetings en hommage à Léon Trotsky qui ont été organisés par l'O.S.I. et la C.S. Ce fut une victoire sans précédent du Comité Paritaire au Brésil, une victoire qui a démontré l'espace qui s'ouvre à la construction du trotskysme en intervenant au sein du mouvement des masses. Un événement inédit dans toute l'histoire du trotskysme brésilien.

Ces meetings ont réussi à rassembler au moins 25% de participants de plus que ne le fixaient les objectifs tandis que dans une ville à peine, Recife, l'objectif n'a pas été atteint.

Ces meetings ont rencontré un écho national et ils ont sans aucun doute été une épine dans la gorge de la dictature ainsi que le prouvent les attaques qui ont suivi contre l'O.S.I./C.S.

Pour la première fois au Brésil, deux organisations trotskystes qui soutiennent le Comité Paritaire sont apparues publiquement, en défendant ouvertement leurs conceptions bolchéviques. L'impact qu'elles ont eu sur les travailleurs et les jeunes a été sans aucun doute énorme. D'innombrables personnalités liées à l'histoire du trotskysme ont participé à ces meetings, démontrant qu'indépendamment de leurs positions politiques actuelles, elles sont attirées par la force vive que représentent les courants adhérents au Comité Paritaire. Comme le démontrent les résultats finaux, cette force d'attraction est bien réelle. Cette force s'était déjà manifestée dans la préparation des meetings qui ont été jusque dans les détails réalisés en commun par les directions respectives de chacune des deux organisations et par l'ensemble de leurs militants. Il s'est agi d'un travail en commun, fruit d'un effort commun, qui peut seulement déboucher sur une victoire commune de ces deux organisations et du Comité Paritaire lui-même.

Cette unité a également pu s'observer dans les interventions qui ont été réalisées en commun (et aussi dans la capacité d'organisation pour éviter les provocations et réaliser un meeting sans incident du type "attentat") et c'est elle seule qui confirme les immenses espérances que le C.P. alimente de toute évidence sur la possibilité de construire un seul parti trotskyste au Brésil.

Les 10 000 journaux vendus et les 4 000 exemplaires de la seconde

édition expriment l'extraordinaire capacité de combat des deux organisations, capacité bien plus élevée que la simple addition des efforts de leurs membres respectifs.

C'est pour cela que ces meetings communs, parce qu'ils présentent des événements inédits dans toute l'histoire du trotskysme au Brésil, ne peuvent que confirmer les immenses possibilités qui existent au Brésil pour les trotskystes, et cela au moment même où un pas en avant significatif a eu lieu sur le plan de l'action en commun des deux organisations. Le trotskysme s'est affirmé publiquement. Plus encore: le trotskysme n'est pas aujourd'hui au Brésil un état d'esprit et encore moins une adhésion seulement intellectuelle. Il existe et est incarné dans les deux organisations que sont la C.S. et l'O.S.I.

Les groupes qui vivent de nos miettes, comme c'est le cas par exemple du cercle qui sympathise avec le S.U., sont restés en marge de ces hommages. A l'exception de Porto Alegre où un membre de Démocratie Socialiste (D.S.)—groupe proche du S.U.—a participé à la tribune, tous les autres se sont trouvés et se trouvent encore dans la majorité des villes dans une position difficile, étant obligés de se défendre en expliquant pourquoi ils n'ont pas rendu hommage à Trotsky. Les arguments des partisans du S.U. frisaient le ridicule ("culte de la personnalité", "meetings sectaires", "opportunistes") et ils leur servaient en réalité à couvrir leur attitude de fuite lorsqu'il s'agit d'assumer publiquement le trotskysme, en ouvrant une discussion avec nous. La réalité est qu'ils doivent une explication à leurs militants, surtout après ce qu'ont représenté les meetings, et que l'O.S.I. et la C.S. apparaissent comme les seules organisations trotskystes au Brésil.

Camarades, 2 500 jeunes et travailleurs, c'est un effectif significatif. Ils sont aujourd'hui un terrain privilégié pour la construction des deux organisations. Ils constituent les possibilités immédiates de construction du Comité Paritaire au Brésil. C'est avec eux que nous discutons de notre politique, c'est à eux que nous vendons nos publications, essayant de les incorporer dans nos rangs.

05/09/80

C. Exécutif de C.S.

C. Exécutif de l'O.S.I.

Colombie

Le second Congrès du P.S.T. est convoqué

Le Parti Socialiste des Travailleurs de Colombie a convoqué son deuxième Congrès pour les 5, 6, 7 et 8 décembre.

Le second Congrès du P.S.T. (C.) s'inscrit dans le cadre de la préparation de la tâche la plus importante du moment pour le mouvement

Par ailleurs, le Congrès se propose d'évaluer les activités réalisées par le parti depuis son Congrès de fondation, réalisé en septembre 1977, et en particulier le rôle joué par le P.S.T. dans la coordination de la Brigade Simon Bolivar, la forme la plus évidente de la participa-

(suite de la page 28)

II. Au centre du tourbillon

Une situation incontrôlable

Pour faire une analogie littéraire, nous pourrions comparer Khomeiny avec le célèbre apprenti sorcier qui, après avoir déchainé les puissances infernales, n'a pas pu les contrôler. Khomeiny n'est pas l'origine des terribles forces populaires qui ont renversé le Shah début 1979, celles-ci étant déjà en effervescence au moins un an avant que le nom de l'ayatollah commence à apparaître dans les journaux. Mais Khomeiny, représentant d'une bourgeoisie nationale prise entre les tenailles de l'impérialisme et du Shah, s'est servi de ces forces pour arriver au pouvoir. Ses problèmes ont commencé quand il a découvert que les masses ne voulaient pas s'arrêter là.

Pour le mouvement des masses, le renversement du Shah signifiait le début du chemin qui conduisait à la satisfaction de revendications très concrètes. Pour les ouvriers s'agissait de la possibilité de former des syndicats et d'obtenir de meilleurs salaires; pour les paysans cela signifiait obtenir des terres et la possibilité de sortir de la misère et de l'analphabétisme; les intellectuels aspiraient à la suppression de la censure; pour les nationalités opprimées, il s'agissait d'en finir avec l'oppression séculaire, obtenir aussi des terres en plus des droits nationaux. Pour tous enfin, cela signifiait en finir avec le monstrueux appareil répressif qui étouffait toute revendication dans une mer de sang.

Plus d'un an et demi après la révolution, Khomeiny n'a satisfait aucune de ces revendications, mais n'a pas non plus réussi à défaire ou même freiner d'une manière décisive le mouvement des masses. Il est vrai que dans deux discours successifs pour le

nouvel iranien (21 mars 1979 et 1980), il a dénoncé les travailleurs en grève comme contre-révolutionnaires et lancé des groupes para-policiers de l'Hezbollah ("disciples du parti de Dieu") contre les manifestations étudiantes, et il a réprimé le peuple kurde avec une férocité digne des meilleures époques du Shah.

Mais malgré la confiance initiale des masses en l'ayatollah, celui-ci n'a pas pu, comme ne le pouvait pas le Shah, mettre fin à la mobilisation. Et fondamentalement, il n'a pas pu liquider les shoras, les conseils ouvriers, de soldats et de paysans surgis pendant la lutte contre le Shah. La situation de dualité de pouvoir se prolonge dans les usines et dans l'armée.

L'impossibilité de former un gouvernement stable en est un indice. Le président Abolhassan Bani Sadr a largement gagné les élections contre le candidat de Khomeiny en janvier. Malgré cela, Khomeiny compte avec une majorité absolue au Parlement et a réussi à mettre des hommes à lui dans la majorité des ministères, et même au poste-clé de Premier ministre.

La montée des luttes des nationalités opprimées est un élément-clé. Réparties arbitrairement sur toute la carte de la région, il est évident que leurs luttes doivent se répercuter, qu'elles soient kurdes, arabes, de l'Irak en Irak, afghanes, etc. L'une des clauses du traité d'Alger soutenait précisément que le Shah était chargé de garantir que les Kurdes d'Irak n'apportent aucune aide à leurs frères d'Irak.

Quel rôle devait jouer Khomeiny?

Le caractère en zig-zag de la politique du gouvernement iranien, avec sa combinaison de représen-

sion interne contre le mouvement de masse et sa rhétorique féroce contre l'impérialisme et la détention des otages américains, a été matière à beaucoup de discussions. On soutient par exemple que Bani Sadr serait l'homme de l'impérialisme américain, tandis que Khomeiny serait un authentique représentant des masses en lutte, mais que son action serait "entravée" par le président.

Pour notre part, nous avons toujours affirmé son caractère de gouvernant bourgeois, qui s'affronte à une grande mobilisation des masses, impossible à arrêter par des méthodes répressives, et qui dans cette situation, essaie de reconstruire l'appareil d'Etat bouleversé par la révolution. Et le fait est qu'un représentant lucide de l'impérialisme américain a vu en Khomeiny l'homme capable de le faire. Monsieur William Sullivan, dernier ambassadeur américain à Téhéran a pris la parole. Dans un article publié récemment dans la revue américaine *Foreign Policy*, Sullivan rompt le silence et explique pourquoi "on a perdu en Iran". L'article est repris par la revue *The Economist* dans son édition du 13 septembre: "En lisant l'article de l'ambassadeur, il n'apparaît pas clairement quand il a fait son analyse, mais il est arrivé un moment où il s'est résigné à la chute du régime impérial et a proposé une politique destinée à préserver les forces armées et un appareil d'Etat qui soient capables de survivre à l'inévitable transition révolutionnaire. De cette façon, soutient M. Sullivan, on pourra maintenir un Iran (...) qui réponde quand même aux intérêts minimaux fondamentaux des Etats-Unis. Mais pour cela, il fallait négocier avec l'ayatollah Khomeiny, qui se trouvait encore dans la banlieue de Paris. Le remarquable diplomate, M. Théodore Eliot, s'est préparé à réaliser ce voyage."

Sullivan poursuit en disant que cet excellent plan a échoué parce que le gouvernement de Carter "a préféré miser sur le faible gouvernement de M. Shapour Bakhtiar", et grâce à cela "le Shah est parti, la désintégration des forces armées a commencé, le gouvernement de Bakhtiar est tombé et l'ayatollah est arrivé de Paris pour présider le chaos prévu..."

Autrement dit, un secteur de l'impérialisme américain, qui a prévu la chute du Shah et qu'on ne pourrait pas arrêter les masses par la force, considérait Khomeiny comme l'"homme providentiel" capable de sauver la situation. Il ne l'a pas été selon eux, à cause des "ingérences" de la Maison Blanche.

Maintenant que tombe Khomeiny à son tour!

Voilà la clé de la "Sainte Alliance" contre l'Irak, à laquelle se sont pliés successivement tous les gouvernements du Moyen-Orient. Le gouvernement iranien déclare que les accords entre l'Irak et l'Irak sur la "souveraineté partagée" à Shatt-el-Arab, "ont été annulés par l'accession de l'ayatollah Khomeiny au pouvoir". Mais ils le disent maintenant, après presque deux ans de gouvernement Khomeiny. Ce que signifient ces paroles, c'est: "Nous n'allons pas continuer à courir le risque que suppose le contrôle de la raffinerie de Abadan par le shora ouvrier, juste de l'autre côté de la frontière. Nous n'allons pas non plus permettre que la lutte kurde continue, le Shah n'a pu l'écraser. Khomeiny non plus. Nous leur avons donné presque deux ans de délai et la situation empire. Nous allons mettre fin une fois pour toutes à cette onde explosive qui nous menace".

L'accord d'Alger

"La sécurité de l'Europe est un mot creux s'il n'existe pas de stabilité et de sécurité dans le golfe persique. L'Europe occidentale, les Etats Unis et le Japon considèrent que le golfe fait partie de leur sécurité, mais ils ne sont pas en condition de la garantir. C'est pour cela que nous le faisons pour eux. Jouer le rôle de gendarme républicain aux Etats Unis, mais il s'agit de leurs intérêts vitaux. N'importe qui possède la moindre notion de géopolitique arrivera à la conclusion qu'il n'y a pas d'autre solution, qu'il ne reste aucune autre solution aux Etats-Unis que de nous soutenir totalement".

C'est dans ces termes que le Shah d'Irak définissait le rôle de son régime, au cours d'une entrevue accordée à *Newsweek* le 21 mai 1973.

Depuis 1943, l'Irak est une pièce maîtresse de tout le dispositif contre-révolutionnaire imposé par les accords de Téhéran, puis de Yalta et Potsdam.

Cette position se renforce au cours des années 50 et autour du pacte de Bagdad, en 1955, les Etats Unis tentent d'imposer un carcan constitué par la Turquie, l'Irak et l'Iran et dont la mission consistait à étayer les Etats de cette région du monde.

La vague anti-impérialiste des années 55-63 dans la région disloque le pacte de Bagdad, surtout après la révolution de juillet 58 en Irak qui en finit avec la monarchie. Dans ce contexte, la lutte des Kurdes en Irak pour leur indépendance nationale et la question palestinienne remettent en cause le cadre politique instauré par l'impérialisme pour diviser les populations, s'appuyant sur des Etats artificiels maintenus à l'aide d'appareils militaires.

Pour les Etats-Unis, il est nécessaire de rétablir la stabilité de ses pions dans cette zone. Avec leur appui, les militaires du Baas prennent le pouvoir en Syrie et en Irak.

A Téhéran, le Shah réprime à feu et à sang les manifestations anti-impérialistes (15 000 morts). Pendant quatre ans, la répression la plus atroce s'abat sur le mouvement ouvrier et étudiant de ces trois pays. Mais en 1967, la défaite écrasante infligée par l'Etat "comprador" d'Israël aux Etats bourgeois arabes révèle la profonde décomposition de ces derniers. Pour les masses, la question palestinienne devient le symbole de la lutte contre l'impérialisme dont l'objectif numéro un est de les écraser. En 1970, toutes les forces s'unissent pour soutenir la boucherie organisée par Hussein de Jordanie contre le peuple palestinien.

Dans ce contexte de crise générale, l'impérialisme se voit dans la nécessité de poster un autre gendarme dans le golfe et la région. Le tour revient avec plus de force encore à l'Irak.

En 1968, les Etats-Unis arment l'Irak d'une manière accélérée. Entre 68 et 70, l'Arabie Saoudite abandonne au profit de l'Irak le contrôle de l'île de Bahrein, située dans le golfe persique. Enfin, le gouvernement de l'Irak reconnaît la souveraineté totale de l'Irak comme organisateur du maintien de l'ordre impérialiste dans la zone, quand le vice-premier ministre irakien Saddam Hussein et le Shah d'Irak signent l'accord de réconciliation d'Alger le 6 mars 1975.

Avec cet accord, signé contre les intérêts du peuple du Kurdistan, l'Irak abandonne, comme nous l'avons vu, toutes prétentions sur les trois îles (antérieurement annexées par l'Irak). Ces îles sont situées stratégiquement dans le détroit d'Ormuz, voie d'accès de tous les pays producteurs de pétrole de la région. De cette façon, l'Irak reconnaît à l'Irak le rôle de gendarme dans le Golfe persique. Par ailleurs, la souveraineté du Shatt-el-Arab était partagée et des négociations devaient s'ouvrir sur les frontières Nord de l'Irak et de l'Iran.

III. Qui a affaibli l'Iran?

Plusieurs questions s'imposent. Pourquoi l'armée irakienne a-t-elle été victorieuse dès le début? Comment n'a-t-elle pas été écrasée par un mouvement de masse qui a pu défaire l'armée du Shah? L'énergie au combat manquait-elle? Les Kurdes penseraient-ils que leur sort s'améliorerait sous

la botte d'un gouvernement qui a massacré leurs frères de l'autre côté de la frontière? Les ouvriers ne veulent-ils pas défendre leur révolution? Pour répondre à tout cela, il n'y a rien de mieux que d'écouter le peuple iranien lui-même. Choisissons au hasard entre mille parmi les témoignages recueillis par *Intercontinental Press*. Par exemple, en avril dernier, le dirigeant nationaliste kurde Ezzedin Hosseini a déclaré: "Le peuple kurde ne permet-

tra à aucun gouvernement étranger, que ce soient les Etats-Unis ou le régime du B.A.A.S. irakien, d'attaquer l'Irak". (I.P. du 30 juin).

Le 11 mai, quelques 2 500 ouvriers de la sidérurgie de Isfahan ont réalisé un meeting convoqué par leur shora. Ils y ont approuvé une résolution dont voici quelques extraits: "Que l'impérialisme américain sache (...) que, les outils à la main et les armes à l'épaule (...), nous les jetterons par

dessus bord une fois pour toutes... Si la mobilisation révolutionnaire prend fin et si la situation ne change pas, nous serons les esclaves entre les serres de l'impérialisme... Organisons une armée du peuple, de 20 millions d'hommes". (I.P. du 16 juin).

Le 11 avril, des manifestations anti-impérialistes ont eu lieu dans de nombreuses villes (un million et demi de personnes y ont participé rien qu'à Téhéran), au cri de "Khomeiny, l'armée de 20 millions attend tes ordres". (I.P. du 21 avril).

Qui affaiblit la résistance?

Ainsi donc, étant donné qu'il existe une conscience du danger impérialiste et la disposition à l'affronter les armes à la main, nous nous posons de nouvelles questions: comment s'explique l'avance de l'Irak?

Disons-le en un seul mot: pour nous, le responsable en est la direction bourgeoise actuelle, personnifiée par l'ayatollah Khomeiny. Laissons de côté sa rhétorique sur le "Grand Satan" et les "idolâtres" et voyons qu'est ce qu'il répond aux aspirations populaires.

Dans son discours pour le nouvel an 1980 (21 mars), il a lancé une violente attaque contre les étudiants et contre les travailleurs. Dans un commentaire de ce discours, le quotidien *République Islamique* écrivait: "Nous appelons le peuple musulman à défendre le message de l'Imam et à empêcher que les théoriciens marxistes-léninistes et les inte-

lluctuels qui sont du côté de l'étranger ne renversent la révolution" (I.P. du 4 août). C'est ainsi que début avril les universités ont été envahies par des groupes para-policiers et sont encore fermées à ce jour.

Une attaque contre le mouvement ouvrier a suivi, dans un discours prononcé le 18 avril par Sayad Ali Jameini, assesseur de Khomeiny pour les questions de politique extérieure: "Les problèmes aujourd'hui sont résolus par le travail. Ceux qui nous invitent à ne pas travailler ou à travailler mal sont des contre-révolutionnaires. Tous ceux qui incitent le peuple de l'industrie pétrolière du Sud ou des usines sidérurgiques de Isfahan à abandonner le travail, tous ceux qui ne laissent pas travailler le peuple dans les villages, sont des contre-révolutionnaires". (I.P. du 4 août).

C'est à partir de cela les ouvriers grévistes sont considérés comme des "contre-révolutionnaires" et jugés par les tribunaux islamiques.

Quant aux nationalités opprimées, le 16 mai, le président Bani Sadr a appelé les troupes opérant en Iran à "continuer la bataille de toutes leurs forces jusqu'à la victoire finale et la propreté de la région", tandis que l'ayatollah Montazeri, homme de confiance de Khomeiny, déclarait qu'"il ne devait plus y avoir de négociations avec le Kurdistan; les Gardes Révolutionnaires et l'armée doivent nettoyer la région" (I.P. du 21 juillet). Et c'est ce qu'ils ont essayé de faire en effet, aux mois de juin et de juillet, des unités de l'armée et les Forces Aériennes ayant rasé les villes kurdes de Sanandaj, Baneh, Saqqez et d'autres encore, obligeant ainsi la population civile à se réfugier dans les montagnes.

En prenant seulement ces exemples, renversons notre question. Supposons que Khomeiny ait dit depuis le début: "Frères Kurdes, opprimés par le Shah, nous vous invitons à vous réunir en assemblées pour décider de la situation du Kurdistan. Ce que vous décidez - auto-détermination, sécession, etc. - le gouvernement central le respectera comme volonté souveraine du peuple kurde. Mais luttons tous ensemble contre l'ennemi commun, l'impérialisme". Existait-il alors un seul paysan ou ouvrier kurde qui ne donnerait pas sa vie dans la guerre contre l'Irak? Et les Kurdes de l'Irak ne seraient-ils pas du côté de leurs frères d'Iran?

Nous sommes d'accord avec la résolution du shora de Isfahan quand il dit: "Si la mobilisation révolutionnaire prend fin, nous serons des esclaves entre les serres de l'impérialisme". C'est là le point-clé: Khomeiny essaie d'écraser la mobilisation révolutionnaire, et l'Irak est en train de tomber dans les serres de l'impérialisme.

Une politique extérieure criminelle

La politique de Khomeiny en direction de ses voisins du Moyen-Orient n'a pas été moins funeste. Prenons seulement le cas de l'Irak. Le gouvernement du Shah s'était approprié des territoires irakiens, tels que la zone du Shatt-el-Arab et les trois îles du détroit d'Ormuz.

Si Khomeiny était un anti-impérialiste conséquent comme il le prétend, il aurait dénoncé de tels traités impérialistes signés par le Shah. Il ne pourrait pas offrir la restitution inconditionnelle de ces territoires stratégiques au gouvernement réactionnaire du B.A.A.S., mais il aurait pu au moins s'adresser au peuple d'Irak, reconnaissant l'injustice du traité d'Alger, imposé de force par le Shah et offrir la restitution des territoires sous condition d'empêcher l'impérialisme de les utiliser contre la révolution iranienne, par l'intermédiaire du gouvernement du B.A.A.S. Par exemple, qu'il les remette à une fédération socialiste de la région.

Avec cette proposition ou toute autre identique, qui aurait un impact sur les masses de l'Irak, il aurait été beaucoup plus difficile à l'impérialisme et à la bureaucratie d'utiliser ce pays comme fer de lance de l'invasion contre-révolutionnaire.

Aspirant au rôle de gendarme

"Nous ne voyons aucune incompatibilité fondamentale d'intérêts entre Washington et Bagdad." Zbigniew Brzezinski, assesseur spécial du président Carter, avril 1980.

Ces paroles n'ont pas été vaines, et elles ont été corroborées par le fait qu'en juillet le département d'Etat a autorisé la vente à l'Irak de 8 turbines destinées à 4 vaisseaux de guerre en construction en Italie, au nom des "intérêts de la politique extérieure des Etats Unis". Ainsi, les Etats Unis se joignent à l'Union Soviétique et aux impérialismes français et italien qui fournissent des armes lourdes à l'Irak depuis dix ans.

De son côté, le gouvernement du B.A.A.S. remplit sa fonction: il ne s'est pas intégré au "front de la fermeté", constitué par les pays qui rejettent Sadate pour ses accords avec Israël.

Quant au front interne, le gouvernement de Saddam Hussein a aussi démontré qu'on pouvait lui faire confiance. En avril dernier, il a pendu l'ayatollah Bagher Sadr, chef de la communauté chiite irakienne (50% de la population) et expulsé plus de 20 000 chiites vers l'Irak, tandis qu'il continuait à prendre des militants ouvriers et des militants du P.C.K. En août, sous prétexte d'une conspiration "pro-Syrie", il a éliminé les secteurs favorables à un processus "démocratique" du parti B.A.A.S. et du haut commandement militaire.

Bref, il semblerait que le Shah ait trouvé déjà un successeur.



Invertissons la phrase

Une dépêche de l'agence de presse U.P.I., datée du 25 à Washington, affirme que le gouvernement soviétique "a refusé d'intervenir dans le conflit et de faire pression sur les irakiens pour qu'ils acceptent le cessez-le-feu". La dépêche publiée dans le quotidien *El Espectador* de Bogota du 26 septembre ajoute que "l'envoyé soviétique aux sessions de consultation du Conseil de Sécurité, Oleg Troyanovsky, a objecté qu'un cessez-le-feu était une décision qu'il ne pouvait pas prendre sur la base de cette réunion car ce n'était pas une session officielle du Conseil."

En enlevant à ces phrases leur tournure diplomatique, on voit clairement que l'honorable représentant de la bureaucratie soviétique dit au gouvernement irakien et à l'impérialisme américain qui l'encourage: "Vous pouvez y aller, nous n'interviendrons pas!"

L'Irak envahit l'Iran

Pour noyer dans le sang l'appel à la révolution

Le mercredi 17 septembre, dans la soirée, le président de l'Irak, Saddam Hussein, a annoncé à la radio et à la télévision la décision de son gouvernement de rompre unilatéralement l'accord d'Alger de 1975, signé entre lui-même et le Shah Mohammed Reza Palhevi.

Le traité d'Alger (que nous commentons plus largement dans un autre article) établissait les conditions de souveraineté sur le fleuve Shatt el Arab et les îles Abu Musa et Petite et Grande Tumba qui contrôlent le détroit d'Ormuz, l'issue du golfe persique vers la mer. C'est par cette zone que transite environ 80% du pétrole qui approvisionne les pays occidentaux industrialisés, principalement européens. Sur la rive orientale du fleuve, sous domination iranienne, se trouve la gigantesque raffinerie de Abadan et le port de Jorramshar. L'Iran contrôle aussi les trois îles du détroit.

En annonçant la rupture du traité, le président Hussein a affirmé que son application était "annulée par l'accession de l'ayatollah Khomeiny au pouvoir", et il a ajouté que "l'Irak n'avait pas l'intention de déclarer une guerre contre l'Iran, mais de récupérer ses droits légitimes et défendre son territoire national". (Le Monde du 19 septembre).

Bien qu'il n'y ait pas eu de réaction officielle immédiate de la part de l'Iran, un porte-parole de la présidence a déclaré que cette annonce constituait "une véritable déclaration de guerre" comme le rapporte Le Monde.

I. Trente ans de révolution permanente

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'un des protagonistes les plus importants de la révolution mondiale a été ce qu'on appelle "le monde islamique", l'immense territoire qui s'étend de la côte atlantique africaine jusqu'à la frontière chinoise au cœur de l'Asie. Il est habité par plus de 350 millions de personnes, distribués arbitrairement dans 25 pays environ, incluant le nord de l'Inde et les républiques australes de l'Union Soviétique.

Nous disons que la distribution est arbitraire: en effet, les impérialismes anglais, portugais et français en Afrique et en Asie, auxquels s'est joint le tsar russe dans le Moyen-Orient ont subdivisé tout ce territoire en pays selon leurs convenances, rivalités et accords, de telle manière que, dans la majorité des cas, chaque pays est un conglomérat de nationalités et que celles-ci s'étendent à travers les frontières.

Comme nous le disions, depuis l'après-guerre, ces peuples livrent une lutte ininterrompue pour secouer le joug de l'impérialisme, s'intégrant au flux de la lutte de classe mondiale qui se tourne historiquement en faveur du prolétariat. Cette guerre de classe est passée par des montées et des reculs, elle a connu des victoires et des défaites, mais sa caractéristique centrale est que la course "moyenne" est ascendante.

Quelques dates

Il est nécessaire de signaler que tout le processus dont nous allons rendre compte s'inscrit dans la montée généralisée des masses au cours de cette après-guerre. La vague anti-impérialiste dans cette région, qui commence au début des an-

nées 50, fait partie de la montée impulsée par la révolution chinoise de 1949 et la défaite de l'impérialisme français en Indochine, ainsi que la dislocation des empires coloniaux européens.

Il convient de rappeler quelques faits capitaux de ce processus:

En 1952, en Egypte, une montée des masses renverse la monarchie corrompue du roi Farouk, marionnette des Anglais, et le gouvernement nationaliste de Nasser prend le pouvoir. En 1958, Nasser nationalise le canal de Suez.

Derrière la révolution égyptienne survient celle de l'Irak en 1958, qui renverse la monarchie et instaure une république déclarée "socialiste" en 1964. Et la révolution algérienne de 1962 met fin à la domination coloniale française.

En 1953, le régime nationaliste de Mohammed Mossadegh est défait en Iran, par un coup d'Etat patroné par la C.I.A., qui met sur le trône le Shah Reza Palhevi. Depuis lors et jusqu'à son renversement en 1979, le Shah impose un régime de terreur pour faire front aux insurrections quasi permanentes comme celles de 1953, 1963 et 1978.

Le peuple palestinien, déplacé de ses terres par l'Etat d'Israël, est le secteur qui a le plus lutté d'une manière constante contre l'impérialisme. Il est devenu un véritable symbole pour les masses de toute la région à partir de la guerre des six jours en 1967. En 1970, les masses palestiniennes ont été à l'origine d'une situation de double pouvoir dans une grande partie de la Jordanie, et même dans la capitale. Si elles n'ont pas pu prendre le pouvoir, c'est à cause de la politique de leur direction, l'Organisation pour la Libération

Profonde avancée irakienne

En effet, au moment de la clôture de cette édition, l'armée irakienne occupe déjà une zone de 250 kilomètres de long sur 30 de profondeur du territoire iranien, incluant, selon une dépêche U.P.I. datée du 24 à Bagdad, la ville de Qasr-e Shirin située à 500 kilomètres de Téhéran et sur la route qui conduit à la capitale. La raffinerie de Abadan a subi de graves attaques de chasseurs-bombardiers et presque tous les navires pétroliers ancrés dans le port de Jorramshar ont été coulés.

Selon la même dépêche, l'Iran aurait reconnu son premier recul dans un communiqué militaire qui déclarait: "quelques postes frontières sont tombés entre les mains de l'armée irakienne".

Conspiration internationale

Un communiqué du gouvernement de Bagdad, reproduit dans El Siglo du 25 septembre à Bogota, affirme: "Nous ne voulons pas nous affronter à l'armée régulière iranienne, mais seulement aux gardes de Khomeiny".

Parallèlement, la nouvelle était annoncée qu'un groupe d'officiers du Shah, dirigé par le général Golam Ali Ovessi, serait en train de préparer à Paris un coup d'Etat pour renverser Khomeiny, et qui devrait commencer le 26 octobre, jour de l'anniversaire du Shah. Les instigateurs du coup d'Etat comptent, selon une

ny n'a pas appelé les masses à la mobilisation armée.

Le 12 septembre dernier, alors que devaient commencer les manœuvres annuelles de l'O.T.A.N., l'armée turque fait un coup d'Etat, dissout les partis politiques et les organisations syndicales et interdit les grèves. Elle tente ainsi de mettre fin à plus d'un an de grandes mobilisations ouvrières et au renouveau du mouvement indépendantiste kurde.

Selon la revue Newsweek du 22 septembre, "du point de vue des Etats Unis (...) les instigateurs du coup d'Etat sont des officiers modérés, pro-américains, sincèrement disposés à restaurer la démocratie et à maintenir le pays dans son rôle clé d'allié au sein de l'O.T.A.N. et au bord occidental du monde islamique bouleversé".

Cinq jours plus tard, commence l'invasion irakienne, aux résultats encore incertains.

L'exemple de l'Iran

Nous avons dit que le processus général de la lutte des peuples islamiques suit un cours ascendant, malgré les revers et les reculs qu'il a subi. Nous pouvons prendre l'Iran comme exemple.

En 1906, sous l'impulsion directe de la révolution russe de 1905, éclate la "révolution constitutionnelle", appelée ainsi car le



La même, qui ensuite sera incapable d'empêcher la chute de la monarchie en janvier 1979.

Cette chute du Shah fait partie de l'arc de la montée révolutionnaire qui va du Vietnam au Nicaragua et au Salvador, en passant par la révolution au Portugal et la libération de ses colonies, et maintenant, le grand mouvement de grèves en Pologne.

Rappelons brièvement les faits les plus récents:

Le 27 décembre 1979, plusieurs unités de l'armée soviétique envahissent l'Afghanistan en vue de liquider la situation d'extrême instabilité créée par la montée des masses, produit de la révolution iranienne. Cela donnera à l'impérialisme un prétexte pour continuer l'escalade de l'intervention déjà commencée par l'envoi d'une flotte de guerre dans le Golfe persique et l'installation d'une nouvelle base militaire à Bahrain, dans le golfe.

Le 24 avril dernier, se produit la tentative de libérer les otages américains au moyen d'une intervention armée, qui échoue. Son échec - dit-on, à des "fautes techniques" - a permis pourtant à l'impérialisme d'obtenir une donnée très importante: les régimes arabes n'ont pas réagi et Khomei-

dépêche de l'Associated Press, apparemment sur 45 000 soldats du Shah, stationnés en Irak et sur d'autres effectifs en Egypte, Barheïn et Oman. On dit que le coup d'Etat est financé "par la princesse Ashraf, sœur du défunt Shah, avec l'aide de quelques banquiers et hommes politiques liés à l'ex-secrétaire d'Etat Henry Kissinger".

Pour boucler le cercle, le président Abolhassan Bani Sadr a déclaré le 24 que "l'Irak ne peut pas avoir monté son offensive contre l'Iran sans l'assistance de l'Union Soviétique". Se référant à l'ambassadeur soviétique à Téhéran, il a ajouté que "l'aide de son pays à l'Irak elle seule a prouvé son inimitié envers nous" (dépêche de l'A.F.P. dans El Tiempo, Bogota, le 25 septembre).

L'Union Soviétique a été le principal fournisseur d'armes de l'Irak depuis 1965, quand le parti B.A.A.S. a accédé au gouvernement.

Par ailleurs, le 12 septembre déjà, quand se produisaient les premières escarmouches frontalières, l'ayatollah Khomeiny a dénoncé les Etats-Unis, affirmant: "Nous sommes en guerre et aujourd'hui la main des Etats-Unis sort de la manche de l'Irak". Et le premier ministre Mohammed Ali Rajai a accusé l'Amérique d'"intenter une invasion de l'Iran à travers l'Irak". (El Tiempo du 25 septembre).

C'est donc avec clarté qu'apparaît le front contre-révolutionnaire qui s'est formé: l'impérialisme américain, la bureaucratie soviétique et les forces du Shah déchu, avec comme fer de lance le nouveau gendarme de la région, l'Irak.

viendra en 1953, quand un coup d'Etat dirigé par la C.I.A. renverse finalement Mossadegh et le remet sur son trône.

Dans cette expérience ont ressurgi les organismes de pouvoir du mouvement ouvrier et populaire de la "révolution constitutionnelle".

La troisième expérience est celle d'aujourd'hui, nous n'en parlerons pas, elle est suffisamment connue.

Mais suivons le fil des trois processus: en 1908, les travailleurs créent leurs organismes de pouvoir avec un programme démocratique pour exiger l'abolition de la monarchie. En 1952, ces organismes ressurgissent pour exiger l'abolition de la monarchie et la nationalisation du pétrole. En 1978, ils ressurgissent pour exiger la même chose et, en plus, le contrôle ouvrier sur l'industrie nationalisée, tel est le programme des shoras des ouvriers du pétrole de Abadan et de la métallurgie de Isfahan. Autrement dit, dans le processus de la lutte, les travailleurs iraniens ont avancé d'une revendication démocratique bourgeoise vers une revendication ouvrière socialiste.

Ce processus est général et permanent

L'Iran n'est qu'un exemple et en aucune manière isolé. Ce n'est pas un hasard si le Shah Reza Palhevi et le roi Farouk d'Egypte sont tombés à la même époque, ou si l'onde de l'explosion qu'a été la dernière chute du Shah a obligé la bureaucratie soviétique à intervenir en Afghanistan.

Aucun processus dans le "monde islamique" ne peut être circonscrit à un seul pays. Tous ces peuples, divisés par l'impérialisme, sont étroitement liés par la nationalité, la géographie, la culture, etc. et par-dessus tout, par des décades d'oppression de l'impérialisme et la lutte contre lui. L'existence des mêmes nationalités opprimées - comme les Palestiniens, les Kurdes, etc. - distribuées dans différents pays remet en cause les frontières des Etats et sert de vase communicant pour les luttes politiques et sociales. C'est là une première grande caractéristique.

La seconde vient des expériences accumulées pendant les années de lutte et dans le dépassement de ces expériences à chaque nouvelle étape.

La troisième, c'est le caractère éminemment prolétarien qu'on peut observer, principalement en Iran. Les trois révolutions iraniennes de ce siècle ont été dirigées par les ouvriers du pétrole et plus récemment avec ceux de la métallurgie. Cependant, aucune de ces luttes n'a débouché sur une victoire décisive, c'est à dire sur la création d'un Etat ouvrier dans la région - ou dans une partie de la région - sur la conquête du pouvoir par les travailleurs à la tête des masses exploitées. C'est ce qui permet aux bourgeoisies arabes et à l'impérialisme de maintenir cette région divisée.

Ce dernier caractère pose directement le problème-clé: celui de la direction des masses. Sur ce terrain aussi, le processus montre un caractère ascendant, de la bourgeoisie "monarchique constitutionnelle" et pro-impérialiste du début du siècle, aux nationalistes petitbourgeois comme Ben Bella, Arafat, Khomeiny, en passant par le grand bourgeois Nasser.

La résolution définitive de la

question de la direction est une tâche devant nous: la construction du parti prolétarien révolutionnaire, c'est à dire trotskyste.

Seul ce parti, à la tête des masses travailleuses, peut unir les peuples de la région en une fédération des Etats socialistes et définitivement tant l'impérialisme que ses agents, les gouvernements bourgeois et féodaux.

La partie visible de l'iceberg

La révolution iranienne est seulement le point saillant de ce processus révolutionnaire qui concerne, depuis des décades tout ce qu'on appelle "le monde islamique". C'est la partie visible de l'iceberg, celle qui apparaît à la surface, le cinquième seulement de tout le bloc. Les quatre cinquièmes restants sont sous l'eau et c'est contre eux que se heurte et coule le bateau. C'est l'Iran dans le "monde islamique". Nous avons vu qu'avec l'Iran les bouleversements ont obligé la bureaucratie soviétique à intervenir en Afghanistan; l'exécution de l'ambassadeur américain au Pakistan; et un pays que l'on considérerait comme stable, l'Arabie Saoudite, a vu la prise des sanctuaires de La Mecque à la fin de l'année passée.

C'est tout cela la cause profonde de l'invasion irakienne. Aussi importants que soient le pétrole, Shatt-el-Arab et les îles du détroit d'Ormuz, c'est cependant l'Iran, comme foyer d'irradiation du soulèvement ouvrier et populaire, qui terrorise l'impérialisme et les bourgeoisies et féodalités arabes, ainsi que la bureaucratie soviétique.

L'Iran est le point le plus avancé et aussi le symbole et l'exemple pour les masses: c'est pour cela qu'il leur faut le raser. C'est pour cela qu'ils ont formé la Sainte Alliance de l'impérialisme, de la bureaucratie et des régimes bourgeois et féodaux.

Tel est le plan contre-révolutionnaire, bien monté certes, mais cela ne veut pas dire que son succès soit garanti pour autant. Tout peut se retourner contre les auteurs de ce plan, et cette guerre peut finalement conduire à une déstabilisation beaucoup plus grande de tous les régimes de la région. Ce seront les masses qui auront là encore le dernier mot.

(voir page 27)

Avertissement

Sur mandat de la deuxième session du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IVème Internationale, nous présentons le premier numéro de Correspondance Internationale.

Correspondance Internationale publiera des informations mensuelles sur la situation politique mondiale, s'efforçant d'analyser toutes les particularités des événements d'un point de vue marxiste, clarifier les questions importantes de la politique mondiale, sera pour les éditeurs indissolublement lié à la volonté qu'est la leur d'expliquer les principes marxistes de la IVème Internationale dans leurs rapports avec la reconstruction du parti mondial de la révolution socialiste dans chaque pays, afin que soit surmontée la "crise historique de la direction du prolétariat."

Pour les éditeurs, le "marxisme" (n'étant pas) un dogme mais une règle pour l'action, il ne saurait être question de limiter l'information: c'est pourquoi afin que soit assurée la discussion libre, les articles seront signés engageant la responsabilité de leurs auteurs; les éditoriaux signés Correspondance Internationale engagent seuls la responsabilité du Comité paritaire.

La claire compréhension du rôle spécifique des formations actuellement regroupées dans le SU est la condition la plus importante pour en finir avec le révisionnisme et réorganiser la IVème Internationale. Cela explique pourquoi nous soumettons le SU et chaque organisation affiliée en SU à une critique trotskyste positive. Enfin Correspondance Internationale, qui sera l'instrument de lutte pour la construction de partis révolutionnaires apportera les informations sur le combat engagé, sur le combat pour la construction de partis révolutionnaires de la IVème Internationale en Europe, l'Amérique Latine et Amérique du Nord, Afrique et Moyen Orient, ainsi que dans les pays de l'Est. C'est ainsi que Correspondance Internationale circulera dans au moins 45 pays. La direction de Correspondance est assurée par Nahuel Moreno et Pierre Lambert, la responsabilité du comité de rédaction international et de l'édition incombe à Nahuel Moreno.

Correspondance Internationale

Revue mensuelle

Licence du Ministère de l'Intérieur: en cours d'obtention

Comité de rédaction:

Pierre Lambert
Nahuel Moreno
Christian Nemo
Ernesto Gonzalez

Directeur:

José Edgar Ospina

(Carte professionnelle de journaliste: No. 1929)

Correspondance au nom de: Carlos Jose Herrera Jaramillo

Apartado Aereo No. 44116
Bogota-Colombie

Impression:

Osprey Impresores Ltda.
Transversal 38 No. 18-37
Bogotá-Colombia, S.A.